



Secrétariat du Conseil  
du Trésor

# Comptes publics de l'Ontario

États des ministères  
et annexes

2019-2020



## TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics .....	iii
Sources de renseignements supplémentaires .....	vii
<b>Section 1 – Annexes – Recettes et dépenses</b>	
Détails des recettes .....	1-1
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale .....	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses .....	1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement.....	1-22
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations.....	1-24
Fonds ontarien d'initiative .....	1-27
<b>Section 2 – États financiers des ministères</b>	
Affaires autochtones .....	2-1
Affaires francophones.....	2-7
Affaires municipales / Logement.....	2-13
Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales.....	2-29
Bureau de la vérificatrice générale .....	2-43
Bureau de l'Assemblée législative .....	2-47
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario.....	2-55
Bureau du Conseil des ministres .....	2-61
Bureau du directeur général des élections .....	2-67
Bureau du lieutenant-gouverneur .....	2-73
Cabinet du Premier ministre .....	2-77
Développement économique, Création d'emplois et Commerce .....	2-81
Éducation.....	2-93
Énergie, du Développement du Nord et des Mines .....	2-107
Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs .....	2-127
Finances .....	2-149
Formation et Collèges et Universités .....	2-175
Infrastructure.....	2-189
Procureur général .....	2-199
Richesses naturelles et des Forêts.....	2-227
Santé et Soins de longue durée.....	2-245
Secrétariat du Conseil du Trésor .....	2-283
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires.....	2-307
Services aux aînés et Accessibilité.....	2-325
Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs.....	2-337
Solliciteur général .....	2-367
Tourisme, Culture et Sport.....	2-401
Transports.....	2-423
Travail.....	2-445
Compte de liquidation du programme de plafonnement et d'échange.....	2-465

## TABLE DES MATIÈRES – (Suite)

	Page
<b>Section 3 – Annexes – Dette</b>	
Dette à long-terme .....	3-1
Remboursement de la dette à long terme.....	3-5
Variation nette de la dette à court terme .....	3-11
Sommaire de l'encours de la dette .....	3-12
Encours de la dette.....	3-15
Opérations de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO).....	3-37
<b>Section 4 – Autres annexes supplémentaires</b>	
Prêts et investissements.....	4-1
Fonds et autre passif .....	4-9
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario .....	4-15
Créances exigibles de la Couronne .....	4-17
Pertes radiées des comptes.....	4-21
Remise de revenus.....	4-22

## GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

### 1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2019-2020 comprennent le **Rapport annuel et états financiers consolidés** et sont présentés en trois volumes :

**Les États des ministères et annexes (anciennement volume 1)** contient les états des ministères et des annexes détaillées sur la dette et d'autres éléments. Les états des ministères portent sur les activités financières de chaque ministère. Ils sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comparent les crédits autorisés aux dépenses réelles. Les charges des ministères comprennent toutes les charges autorisées par l'Assemblée législative, mais excluent les redressements découlant de la consolidation des organismes publics dont les charges ne sont pas autorisées.

**Les Détails des paiements (anciennement volume 3)** contient les détails de paiements effectués par les ministères aux fournisseurs (y compris la taxe de vente) et aux bénéficiaires de paiements de transfert, si cette divulgation n'est pas réputée être interdite en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

À compter de 2018-2019, les États financiers des organismes gouvernementaux et des entreprises (anciennement volume 2) ne font plus partie des Comptes publics. Les états financiers individuels des principaux conseils, commissions et sociétés de la province qui font partie du périmètre comptable du gouvernement, ainsi que divers autres états financiers sont disponibles à [ontario.ca/comptespublics](http://ontario.ca/comptespublics) et de cliquer sur le lien menant au site Web des organismes et ils sont aussi disponibles sur demande.

### 2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU ÉTATS DES MINISTÈRES ET ANNEXES DES COMPTES PUBLICS

#### (1) Annexes — Recettes et dépenses

#### (2) États financiers des ministères

La présente section renferme des états financiers pour chaque ministère. Les cinq états financiers suivants sont présentés, s'il y a lieu :

#### (a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

#### (b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil du Trésor. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

#### (c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

#### (d) « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

#### (e) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

### (3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice, pertes radiées des comptes et remise de revenus.

### (4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel, les créances exigibles de la Couronne.

## 3 TERMES ET DÉFINITIONS UTILISÉS

### Mandats spéciaux

Si l'Assemblée législative n'est pas en session et des dépenses sont requises sans avoir été autorisées par *une loi portant affectation anticipée de crédits ou par une loi de crédits*, des mandats spéciaux peuvent être délivrés pour autoriser ces dépenses. Les montants accordés par mandats spéciaux au cours de l'exercice 2017-2018 sont déduits du total correspondant à chaque programme pour déterminer les montants à voter.

### Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 \$.

### Crédits législatifs

Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

### Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2018-2019 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

## DÉPENSES

### Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

### Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

### Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

### **Services**

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

### **Fournitures et matériel**

Cette catégorie comprend l'achat des machines et du matériel dont les coûts ne sont pas immobilisés, ainsi que des matériaux, des fournitures et des services publics.

### **Paiements de transfert**

Inclut les crédits d'impôt sur le revenu remboursables, les subventions et les soutiens à des personnes; le secteur des entreprises, les institutions non commerciales; et d'autres organismes gouvernementaux.

### **Autres opérations**

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts, les subventions remboursables et une provision pour pertes sur l'aliénation des immobilisations.

### ACTIFS

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

### **Dépôts et charges payées d'avance**

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

### **Avances et montants récupérables**

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

### **Prêts et investissements**

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

### **Inventaire détenu à des fins de revente**

Actif qui n'est pas en service et qui est détenu en vue de son aliénation.

### **Terrains**

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

### **Immeubles**

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

### **Infrastructure des transports**

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

### **Barrages et ouvrages d'art**

Comprend des infrastructures d'envergure qui ne relèvent pas d'une autre catégorie; par exemple, les réseaux d'approvisionnement en eau, d'égouts et de distribution électrique, les plates-formes d'hélicoptère et les systèmes de ravitaillement, les étangs de stockage, les systèmes d'alimentation, les tours faisant partie l'équipement de communications mobile du gouvernement et les structures du même genre.

### **Machines et équipement**

Comprend des articles comme le mobilier de bureau, les installations et les appareils, le matériel hospitalier et de laboratoire ainsi que les machines et l'équipement de bureau.

### **Matériel de technologie de l'information**

Cette catégorie englobe les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, l'équipement de communications mobile du gouvernement de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

### **Logiciels d'application de gestion**

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités. Elle peut comprendre les traitements et salaires ainsi que les coûts des avantages sociaux connexes qui se rattachent à la construction de ces immobilisations.

### **Parc automobile et flotte de bateaux**

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

### **Avions**

Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.



## SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

### Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web Secrétariat du Conseil du Trésor à [www.ontario.ca/comptespublics](http://www.ontario.ca/comptespublics).

### Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à [www.fin.gov.on.ca/fr/budget/ontariobudgets](http://www.fin.gov.on.ca/fr/budget/ontariobudgets) et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

### Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le Présidente du Conseil du Trésor le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1<sup>er</sup> avril est déposé devant l'assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez [www.ontario.ca/budgetdesdepenses](http://www.ontario.ca/budgetdesdepenses).

### Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice.

Pour une version électronique, visitez le site Web [www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances](http://www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances).

### Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web [www.fin.gov.on.ca/fr/economy/ecaccts](http://www.fin.gov.on.ca/fr/economy/ecaccts).

## NOTA

Le présent document est publié en français et en anglais.

Site Web: [www.ontario.ca/comptespublics](http://www.ontario.ca/comptespublics)

This publication is available in English and French.

Website: [www.ontario.ca/publicaccounts](http://www.ontario.ca/publicaccounts)



**section 1**  
**annexes –**  
**recettes et dépenses**  
**(non vérifié)**



## DÉTAILS DES RECETTES

### Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.<sup>1</sup>

RECETTES FISCALES	2020 \$	2019 \$
Impôt sur le revenu des particuliers .....	37 743 092 450	35 381 261 442
Taxe de vente.....	28 618 758 865	27 807 937 861
Impôts sur les sociétés.....	15 414 316 336	16 605 997 246
Impôt-santé des employeurs.....	6 731 084 884	6 543 571 404
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.....	6 179 154 482	6 171 415 951
Contribution-santé de l'Ontario.....	4 059 193 559	3 819 428 268
Droits de cession immobilière .....	3 067 143 373	2 761 475 545
Taxe sur l'essence .....	2 782 966 579	2 708 419 743
Taxe sur le tabac.....	1 117 575 631	1 241 273 992
Taxe sur les carburants.....	806 776 278	774 364 160
Taxe sur la bière, le vin et les spiritueux.....	582 196 309	603 028 259
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité) .....	505 000 000	435 000 000
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés .....	289 419 939	337 765 187
Impôt sur l'administration des successions.....	214 507 699	207 126 700
Impôt sur les bénéficiaires miniers.....	71 863 938	65 348 009
Composante ontarienne du droit d'accise fédéral sur la vente du cannabis.....	47 628 350	31 448 647
Impôt foncier provincial.....	37 166 944	18 640 449
Redevances sur les revenus bruts – Élément impôt foncier.	4 363 048	4 432 510
Taxe sur le pari mutuel.....	3 933 231	4 245 599
Impôt calculé sur la superficie en acres – <i>Loi sur les mines</i> .	1 523 220	2 034 727
Autres Taxe .....	(92 940)	-
<b>TOTAL DES RECETTES FISCALES.....</b>	<b>108 277 572 176</b>	<b>105 524 215 698</b>

L'impôt sur le revenu des particuliers est perçu par le gouvernement fédéral pour le compte de la province. Les montants déclarés par la province en 2019-2020 ont été réduits de 1 615 069 \$ en crédits d'impôt de l'Ontario, à l'exclusion des crédits d'impôt passés en charges.

<sup>1</sup> Crédits d'impôt sur le revenu remboursables:

La section 2 porte aussi sur les crédits d'impôt sur le revenu remboursables. Les charges de fonctionnement publiées dans les Comptes publics au titre d'un crédit d'impôt remboursable représentent la valeur estimée des crédits d'impôt pour l'exercice en cours, en sus de tout rajustement lié aux montants des années antérieures publiés.

**DÉTAILS DES RECETTES – Suite****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Pour 2020, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 44 740 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 44 740 \$ jusqu'à 89 482 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 89 482 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Pour 2019, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 43 906 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 43 906 \$ jusqu'à 87 813 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 87 813 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Pour 2018, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 42 960 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 42 960 \$ jusqu'à 85 923 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 85 923 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables de plus de 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 5,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance dépassant 200 \$), avant le calcul de la surtaxe provinciale et la réduction de l'impôt ontarien. Beaucoup de crédits d'impôt non remboursables de l'Ontario sont indexés annuellement. Les crédits d'impôt pour dividendes de l'Ontario sont calculés après la surtaxe provinciale, mais avant la réduction de l'impôt de l'Ontario. En 2020, ces crédits sont versés à un taux de 10 % dans le cas des dividendes déterminés et de 2,9863 % dans le cas des dividendes non déterminés. Pour 2019 et 2018, ces crédits ont été versés à un taux de 10 % dans le cas des dividendes déterminés et de 3,2863 % dans le cas des dividendes non déterminés.

Les particuliers qui doivent un montant plus élevé au titre de l'impôt sur le revenu sont assujettis à une surtaxe. En 2020, elle équivaut à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 830 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 6 182 \$. En 2019, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 740 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 6 067 \$. En 2018, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 638 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 936 \$.

Si l'impôt de l'Ontario d'un contribuable de l'Ontario dépasse le seuil applicable, le Programme ontarien de réduction de l'impôt sur le revenu peut réduire l'impôt dû à l'Ontario. Pour 2020, le montant déterminant de base est de 249 \$, auquel on ajoute 460 \$ par enfant à charge de 18 ans ou moins et par personne handicapée à charge. Pour 2019, le montant déterminant de base est de 244 \$, auquel on ajoute 452 \$ par enfant à charge de 18 ans ou moins et par personne handicapée à charge. Pour 2018, le montant déterminant de base est de 239 \$, auquel on ajoute 442 \$ par enfant à charge de 18 ans ou moins et par personne handicapée à charge.

La taxe de vente harmonisée (TVH) est une taxe de vente unique sur la valeur ajoutée fondée sur la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale. La portion provinciale de la TVH est de 8 % et la portion fédérale est de 5 %, pour un taux combiné de TVH de 13 %. La responsabilité de percevoir la taxe a été confiée au gouvernement fédéral et les revenus en découlant sont versés à la province à l'aide d'une formule de répartition des revenus. L'Ontario conserve également une taxe de vente de 8 % sur les primes de certains types d'assurance et de 13 % sur la cession de véhicules automobiles entre particuliers, ces deux taxes étant perçues et administrées par la province. Les montants de la taxe de vente comprennent également les taxes sur les spiritueux qui s'appliquent aux achats lorsque la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) n'est ni le détaillant ni le grossiste du produit. Les spiritueux et les panachés de spiritueux achetés sur place dans un magasin exploité par le fabricant de spiritueux sont assujettis aux taxes sur les spiritueux. Les montants de taxes de vente sont déclarés par la province, déduction faite des crédits de taxe de vente de 1 979 389 427 \$ en 2019-2020 et de 1 863 144 252 \$ en 2018-2019.

**DÉTAILS DES RECETTES – Suite****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

L'impôt des sociétés comporte trois genres d'impôt à acquitter par les sociétés : l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les primes d'assurance et un impôt supplémentaire spécial pour les compagnies d'assurance-vie. Voici les détails de ces impôts.

Impôt sur le revenu : Le taux général d'imposition du revenu des sociétés (IRS) prévu par la loi est de 11,5 %. Les revenus des entreprises actives dans les secteurs minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux d'IRS moindre de 10 %. Les petites sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) sont également soumises à un taux d'IRS plus bas, soit de 3,2 % pour la première tranche de 500 000 \$ de revenus provenant d'une entreprise exploitée activement (ce taux est passé de 3,5 % à 3,2 % le 1<sup>er</sup> janvier 2020, et est calculé au prorata pour les années d'imposition chevauchant cette date). Le taux de l'IRS applicable aux petites entreprises est éliminé progressivement dans le cas des grandes SPCC, et des groupes de SPCC associées, dont le capital imposable utilisé au Canada était de plus de 10 millions de dollars l'année précédente. Ce taux était éliminé entièrement lorsque ce montant était de plus de 15 millions de dollars. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés. L'IMS est la partie du montant équivalant à 2,7 % du revenu redressé net qui dépasse l'IRS à payer, aux fins de la comptabilité.

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à un impôt sur les primes d'assurance de 2 % dans le cas de l'assurance-vie, accident et maladie, de 3,5 % pour l'assurance de biens et de 3 % pour les autres types d'assurance (p. ex, IARD).

Impôt supplémentaire spécial : Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital imposable utilisé en Ontario dépassant une exemption de capital minimum de 10 millions de dollars, l'impôt sur le revenu des sociétés et l'IMS donnant droit à un crédit sur cet impôt.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario est de 200 000 \$ ou moins versent un impôt correspondant à 0,98 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario se situe entre 200 000 \$ et 400 000 \$ versent l'impôt à un taux progressif variant de 1,101 % à 1,829 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 400 000 \$ versent l'impôt à un taux de 1,95 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario. La masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé, y compris leurs entités associées, est exonérée de l'impôt-santé, jusqu'à un certain seuil. Le gouvernement de l'Ontario a haussé ce seuil pour 2020; il est ainsi passé de 490 000 \$ à 1 million de dollars. Le montant d'exonération retournera à 490 000 \$ le 1<sup>er</sup> janvier 2021.. L'exonération est rajustée pour tenir compte de l'inflation tous les cinq ans en fonction de l'indice des prix à la consommation de l'Ontario. Le prochain rajustement est prévu pour 2024. Les employeurs ayant une masse salariale annuelle en Ontario de plus de 5 000 000 \$ ne sont généralement pas admissibles à cette exonération.

Les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont perçus par les municipalités et transférés aux conseils scolaires pour le financement de l'éducation. Les taux de ces impôts sont établis annuellement par le ministre des Finances pour chaque catégorie de biens immobiliers. Ces impôts sont prélevés sur la valeur imposable des biens à un taux uniforme de 0,161 % pour les biens résidentiels, en 2019. Les taux pour les biens commerciaux ou industriels, les pipelines et les sites d'enfouissement varient à l'échelle de la province. Ces taux sont régis par la *Loi sur l'éducation*. Les montants tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires indiqués ont été déduits de crédits d'impôts fonciers et de subventions représentant 1 183 784 624 \$ en 2019-2020 et 1 120 555 598 \$ en 2018-2019. Les montants résultent aussi d'un certain nombre de remises, de réductions et d'exonérations disponibles à l'échelle de la province.

## DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

L'établissement de la Contribution-santé de l'Ontario (CSO) a contribué à donner au gouvernement la capacité de faire des investissements s'imposant dans le système de santé de la province. Tout l'argent provenant de la CSO est affecté à l'amélioration des services de santé de l'Ontario. En 2019-2020, les revenus générés par la CSO ont augmenté de 240 millions de dollars pour passer à 4 059 millions de dollars, soit 3 819 millions de dollars de plus qu'en 2018-2019. Au cours de la même période, les charges du secteur de la santé se sont accrues de 1 810 millions de dollars pour se chiffrer à 63 716 millions de dollars, par rapport aux 61 906 millions de dollars affichés en 2018-2019.

Les revenus générés par la CSO soutiennent les dépenses du secteur de la santé en général; ils ne sont pas affectés à des secteurs de programmes en particulier. En 2019-2020, les revenus tirés de la CSO se sont élevés à 4 059 millions de dollars, ce qui représente 6,4 % des charges totales de 63 716 millions de dollars consacrées au secteur de la santé. Cela est comparable aux 3 819 millions de dollars ou au 6,2 % des 61 906 millions de dollars de 2018-2019. Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les revenus découlant de la CSO soutiennent d'importants investissements dans le secteur de la santé ainsi que le niveau de soutien accordé à chaque secteur si le pourcentage partagé en 2018-2019 et en 2019-2020 était réparti proportionnellement dans chaque secteur.

<b>Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur de la santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé réparties proportionnellement entre les secteurs (En millions de dollars)</b>	<b>2019-2020 6,4%</b>	<b>2018-2019 6,2%</b>
Hôpitaux	1 215	1 155
Assurance-santé de l'Ontario	1 012	918
Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale	405	377
Foyers de soins de longue durée	279	265
Programmes de médicaments de l'Ontario	305	292
Santé publique, promotion de la santé et autres	844	813
<b>Total</b>	<b>4 059</b>	<b>3 819</b>

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 \$ si le revenu imposable est de 20 000 \$ ou moins; 6 % du revenu imposable pour un revenu imposable se situant entre 20 000 \$ et 25 000 \$; 300 \$ pour un revenu imposable entre 25 000 \$ et 36 000 \$; 300 \$ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 \$ pour un revenu imposable entre 36 000 \$ et 38 500 \$; 450 \$ pour un revenu imposable entre 38 500 \$ et 48 000 \$; 450 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 \$ pour un revenu imposable entre 48 000 \$ et 48 600 \$; 600 \$ pour un revenu imposable entre 48 600 \$ et 72 000 \$; 600 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 \$ pour un revenu imposable entre 72 000 \$ et 72 600 \$; 750 \$ pour un revenu imposable entre 72 600 \$ et 200 000 \$; 750 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 \$ pour un revenu imposable entre 200 000 \$ et 200 600 \$; et 900 \$ pour un revenu imposable supérieur à 200 600 \$.



**DÉTAILS DES RECETTES – Suite****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Les droits de cession immobilière sont perçus à la cession de biens immobiliers et sont payables sur la valeur de la contrepartie, qui est généralement le prix d'achat. Les taux de ces droits sont de 0,5 % du montant jusqu'à 55 000 \$ inclusivement; de 1 % du montant de plus de 55 000 \$ jusqu'à 250 000 \$ inclusivement; de 1,5 % du montant de plus de 250 000 \$ jusqu'à 400 000 \$ inclusivement; de 2 % du montant de plus de 400 000 \$. Le taux de ces droits applicable aux biens-fonds qui comportent une ou deux habitations unifamiliales d'une valeur supérieure à 2 000 000 \$ est de 2,5 %. Les acheteurs d'un premier logement admissibles peuvent recevoir une remise des droits de cession immobilière pour un montant maximal de 4 000 \$. Depuis le 21 avril 2017, un impôt sur la spéculation pour les non-résidents supplémentaire de 15 % s'applique lors de l'achat ou de l'acquisition d'un intérêt dans un bien résidentiel dans la région élargie du Golden Horseshoe par des personnes qui ne sont pas citoyens ou résidents permanents du Canada, ou par des sociétés étrangères (entités étrangères) et des fiduciaires imposables. Les exonérations et les remises ayant trait à l'impôt sur la spéculation pour les non-résidents peuvent être assujetties à des critères d'admissibilité précis.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence, le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane utilisé dans les véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 6,7 cents le litre; cependant, depuis le 1er janvier 2020, le taux de la taxe sur le carburant aviation pour le Nord de l'Ontario (les régions géographiques d'Algoma, de Cochrane, de Kenora, de Manitoulin, de Nipissing, de Parry Sound, de Rainy River, de Sudbury, de Thunder Bay et de Timiskaming) est de 2,7 cents le litre. La taxe sur l'essence est pré-perçue par les percepteurs et importateurs enregistrés

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares a augmenté, passant de 16,475 cents à 18,475 cents le 29 mars 2018. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable du cigare. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les carburants à base de pétrole de distillat moyen clairs, tels que ceux qui sont utilisés dans des véhicules à moteur diesel. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf pour le carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. La taxe sur les carburants est perçue au préalable par des percepteurs et des importateurs inscrits.

Les taxes sur la bière, le vin et le spiritueux s'appliquent aux achats lorsque la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) n'est ni le détaillant ni le grossiste du produit. Les taxes sur la bière s'appliquent aux bières achetées dans un magasin sur les lieux de fabrication, dans un bistro-brasserie, à The Beer Store ou dans un établissement pourvu d'un permis. Les taxes sur le vin sont imposées sur le vin et le vin panaché achetés dans un magasin d'un établissement vinicole situé sur les lieux de fabrication ou ailleurs. Les taxes sur les spiritueux s'appliquent sur les achats de spiritueux et de refroidisseurs de spiritueux dans le magasin sur place d'un fabricant de spiritueux.

Les services publics municipaux d'électricité, Ontario Power Generation Inc. et ses filiales qui sont exonérés de l'impôt sur le revenu des sociétés (IRS) doivent faire des paiements tenant lieu de l'impôt sur les sociétés fédéral et provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Ces paiements sont égaux à l'IRS fédéral et ontarien qui est prélevé en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), de la Loi sur l'imposition des sociétés et de la Loi de 2007 sur les impôts sur le revenu des sociétés qui ne sont pas exonérées.

**DÉTAILS DES RECETTES – Suite****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

La SFIEO, société ayant succédé à Ontario Hydro, est chargée du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres paiements de passif d'Ontario Hydro. Tous les paiements tenant lieu d'impôt que reçoit la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de ses obligations. En raison d'un premier appel public à l'épargne portant sur des actions ordinaires d'Hydro One en 2015, Hydro One n'est plus exonérée des impôts fédéral et provincial sur le revenu des sociétés et n'est plus assujettie au régime de paiements tenant lieu d'impôt sur les sociétés. Le ministre des Finances est tenu par la loi de verser à la SFIEO des paiements équivalents à l'impôt provincial payable par Hydro One Inc. en vertu de la Loi de 2007 sur les impôts.

Ontario Power Generation (OPG), Hydro One et les services municipaux d'électricité versent également à la SFIEO des paiements tenant lieu d'impôts municipaux et scolaires supplémentaires. La portion des redevances sur les revenus bruts (RRB) payable à la SFIEO est aussi constatée sous Paiements tenant lieu d'impôt (électricité).

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Pour les demandes d'un certificat successoral présentées le 1er janvier 2020 ou par la suite, il n'y a pas d'impôt à payer si la valeur de la succession est de 50 000 \$ ou moins. Pour les successions de plus de 50 000 \$, le montant d'impôt à payer équivaut à 15 \$ pour chaque tranche de 1 000 \$ (ou partie de ce montant) de la valeur de la succession supérieure à 50 000 \$. Pour les demandes présentées avant le 1er janvier 2020, le montant de l'impôt à acquitter équivaut à 5 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, en tout ou en partie, de la première tranche de 50 000 \$ de la valeur de la succession et à 15 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, en tout ou en partie, de la valeur de la succession dépassant 50 000 \$. Les successions d'une valeur de 1 000 \$ ou moins sont exonérées de cette taxe.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 \$ provenant des substances minérales tirées et vendues par les exploitants des mines en Ontario. La déduction annuelle de 500 000 \$ doit être partagée par les sociétés associées. Le taux d'imposition sur les bénéfices assujettis à l'impôt sur l'exploitation minière est de 10 % pour les mines non éloignées et de 5 % pour les mines éloignées. Chaque nouvelle mine a le droit, durant une période prescrite, d'exclure de l'impôt sur l'exploitation minière des bénéfices allant jusqu'à 10 millions de dollars. Cette période d'exemption est de trois ans pour une nouvelle mine qui n'est pas éloignée et de dix ans pour une nouvelle mine éloignée. Cette exonération est aussi applicable à l'agrandissement important d'une mine existante si elle n'est pas éloignée. L'impôt sur l'exploitation minière n'est pas applicable à l'extraction des diamants. L'extraction des diamants est assujettie à des redevances sur la valeur de la production de la mine. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

L'impôt foncier provincial est perçu sur les biens-fonds situés en territoire non municipalisé selon les taux prescrits par règlement. Le taux s'appliquant dépend de la catégorie de biens dans laquelle est classé le bien-fonds et du fait que le bien-fonds soit situé ou non dans une localité définie par la *Loi sur l'évaluation foncière*.

**DÉTAILS DES RECETTES – Suite**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Le droit d'accise sur le cannabis est imposé par le gouvernement fédéral sur les produits du cannabis et payable par les titulaires de licence fédérale qui emballent des produits du cannabis (généralement les producteurs) ou, dans le cas des importations, payable par l'importateur, le propriétaire ou toute autre personne assujettie à la Loi sur les douanes (Canada). La vente de cannabis comestible, d'extrait de cannabis et de cannabis pour usage topique a été légalisée en vertu de la Loi sur le cannabis fédérale le 17 octobre 2019, et ces produits sont aussi assujettis au droit d'accise fédéral. Le gouvernement fédéral est responsable de la perception et de l'administration de la taxe. Dans le cas de la fleur de cannabis séché, le taux du droit d'accise est le plus élevé des deux montants suivants : 1 \$ le gramme ou 10 % du prix de vente demandé par le titulaire de licence fédérale pour le produit emballé livré à un acheteur (différents taux s'appliquent selon le type de produit). L'Ontario reçoit 75 % du droit d'accise perçu sur les produits du cannabis destinés à la vente en Ontario ainsi qu'un rajustement supplémentaire de 3,9 % de la taxe de vente sur le prix de vente demandé par un titulaire de licence fédérale.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques.

L'élément impôt foncier payable à la SFIEO est inclus dans les paiements tenant lieu d'impôt en regard de la consolidation avec la province. L'élément impôt foncier payable à la province est constaté à la rubrique Revenus fiscaux. L'élément utilisation d'énergie hydraulique des RRB est inclus à la rubrique Autres revenus – Redevances.

La taxe sur le pari mutuel est de 0,5 % de tous les paris faits en Ontario, et est perçue et remise à la province par les exploitants d'hippodromes.

L'impôt sur les terrains miniers est un impôt prélevé, en vertu de la *Loi sur les mines*, sur les terrains ou les droits miniers assujettis à la Loi, à un taux de 4 \$ l'hectare.

## DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

GOUVERNEMENT DU CANADA	2020 \$	2019 \$
Transfert canadien en matière de santé .....	15 639 873 000	14 851 943 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	5 650 306 000	5 450 733 000
Entente sur le développement du marché du travail.....	723 262 341	719 250 217
Entente sur le logement social .....	483 899 694	393 550 992
Soins à domicile et santé mentale .....	426 270 716	328 513 712
Transferts directs aux hôpitaux, aux conseils scolaires et aux collèges .....	413 891 496	390 291 182
Programmes d'infrastructure .....	399 572 160	604 392 623
Convention de développement de la main-d'œuvre .....	330 970 601	296 494 169
Services de bien-être aux Autochtones .....	283 336 660	281 355 182
Accord sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants .....	145 159 307	160 168 271
Expansion du bilinguisme.....	94 351 509	84 745 112
Aide juridique – Droit criminel.....	89 764 168	64 330 657
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents .....</i>	53 063 791	52 647 352
Partenariat canadien pour l'agriculture.....	44 745 406	37 754 552
Aide financière aux étudiants .....	24 467 016	28 598 227
Accord – Personnes gardées pour des raisons d'immigration..	12 304 307	12 465 789
Péréquation .....	-	963 165 000
Autres .....	582 746 738	369 304 947
<b>TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA.....</b>	<b>25 397 984 908</b>	<b>25 089 703 984</b>

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. Depuis 2014-2015, le TCS est alloué aux provinces et aux territoires selon un montant égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

**DÉTAILS DES RECETTES – Suite****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux, dont le développement de la petite enfance, l'apprentissage des jeunes enfants et les services de garde d'enfants. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert en au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas, lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale, imposer d'exigences en matière de résidence aux citoyens canadiens, aux résidents permanents, aux personnes ayant un permis de séjour temporaire, aux demandeurs d'asile qui attendent de recevoir leur statut de résident permanent.

La péréquation est la pratique selon laquelle le gouvernement fédéral transfère des paiements pour rectifier les disparités fiscales parmi les provinces. Le programme de péréquation vise à faire en sorte que les gouvernements provinciaux aient des revenus suffisants pour être en mesure d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparable. Les paiements de péréquation sont inconditionnels. Les provinces sont libres d'utiliser ces fonds en fonction de leurs propres priorités.

L'Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) prévoit le transfert à l'Ontario de l'administration des programmes et des services de développement du marché du travail dispensés antérieurement par le gouvernement fédéral. Les fonds provenant de l'EDMT appuient les programmes de formation professionnelle de l'Ontario, en particulier pour les personnes admissibles à des prestations d'assurance-emploi (a.-e.). L'EDMT est financé en vertu de l'autorisation conférée par la Partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

Le financement de l'infrastructure est fourni à l'Ontario par l'entremise du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada, de l'entente sur l'investissement dans le logement abordable, du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires, du Fonds Chantiers Canada, du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées, du Fonds pour l'infrastructure de transport en commun et d'autres programmes d'infrastructure fédéraux-provinciaux et de différentes autres ententes qui soutiennent la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion du capital physique de la province, dont les routes, les ponts, les transports en commun, logement abordable et les réseaux hydrographiques.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

Les transferts directs aux hôpitaux, aux conseils scolaires et aux collèges (organismes du secteur parapublic) représentent les divers fonds versés par le gouvernement fédéral aux organismes du secteur parapublic pour la recherche, les soins hospitaliers complexes et de longue durée dispensés aux vétérans, les soins renforcés en milieu communautaire dans le Nord de l'Ontario, ainsi que pour les programmes Cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC), Assistance à l'emploi et d'études postsecondaires.

Financement fédéral ciblé pour l'accès aux soins à domicile et en milieu communautaire ainsi que pour les services de santé mentale et de lutte contre les dépendances, étalé sur une période de 10 ans à compter de 2017-2018. Ce financement est fondé sur un énoncé de principes communs sur les priorités partagées en santé que toutes les provinces et les territoires ont entériné.

En vertu de l'Entente sur le perfectionnement de la main-d'œuvre, des fonds sont versés pour la formation et l'acquisition de compétences, y compris l'acquisition de compétences essentielles, pour les Ontariennes et Ontariens, ainsi que pour la création de programmes pour les personnes ayant un handicap, les jeunes, les nouveaux arrivants et les apprenants adultes.

**DÉTAILS DES RECETTES – Suite****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Le Protocole d'entente avec l'Ontario sur les programmes d'aide sociale pour les Indiens (« Accord de 1965 sur les programmes de bien-être » de l'Ontario) est une entente bilatérale (Canada-Ontario) de partage des coûts en vertu de laquelle le Canada rembourse l'Ontario pour une partie des dépenses engagées pour la prestation de services sociaux admissibles aux membres des Premières nations inscrits vivant dans des réserves (ou hors réserve pour une période pouvant atteindre 12 mois). L'entente prévoit un engagement de financement partagé entre l'Ontario et le Canada pour fournir aux membres des Premières Nations inscrits qui vivent dans des réserves, et à ceux qui ne vivent pas dans des réserves pour une période pouvant atteindre un an, des services sociaux admissibles qui sont offerts au reste de la population de la province. Comme il s'agit d'une entente bilatérale entre le Canada et l'Ontario, les Premières Nations n'en sont pas signataires. L'entente renferme une formule permettant de déterminer la contribution financière du Canada pour ces services dans les quatre secteurs de programmes décrits dans l'entente qui sont dispensés et financés par l'Ontario : protection de l'enfance et prévention quant aux services à l'enfance, garde d'enfants, aide financière/à l'emploi (programme Ontario au travail) et services d'entretien ménager et de soins infirmiers.

Dans le cadre de l'Accord Canada-Ontario sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, le gouvernement fédéral accorde des contributions à l'Ontario afin d'améliorer le système d'apprentissage et de garde d'enfants de l'Ontario.

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

Les paiements au titre de l'aide juridique représentent la contribution que fait le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes économiquement défavorisées d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont impliquées dans des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de veiller à ce que des normes minimales d'aide juridique soient maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale, la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ainsi que les questions touchant les immigrants et les réfugiés.

Les programmes de justice pour les jeunes sont continus, et fournis en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (fédérale) par le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires ou des partenaires bénéficiaires de paiements de transfert. Comme l'administration de la justice est une responsabilité que se partagent le gouvernement fédéral et les provinces et territoires, une partie des dépenses de l'Ontario peut faire l'objet d'un soutien financier chaque année en vertu d'une entente de contribution conclue avec le ministère fédéral de la Justice.

Le Partenariat canadien pour l'agriculture est un engagement de cinq ans pris par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada pour soutenir les secteurs de l'agroalimentaire et des produits agricoles qui met l'accent sur les secteurs prioritaires que sont le développement économique, la gestion environnementale, ainsi que la protection et l'assurance. Le Partenariat est entré en vigueur le 1er avril 2018 et a remplacé Cultivons l'avenir 2.

L'aide aux étudiantes et aux étudiants comprend la Bourse canadienne servant à l'achat d'équipement et de services pour étudiants ayant une incapacité permanente et l'administration du Programme canadien de prêts aux étudiants.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

**DÉTAILS DES RECETTES – Suite****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Aux termes de l'entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées, le gouvernement fédéral a versé des fonds à l'Ontario pour soutenir des mesures visant à améliorer l'employabilité des personnes handicapées et accroître les occasions qui leur sont offertes en tenant compte des besoins des employeurs et en encourageant ceux-ci à éliminer les obstacles que doivent surmonter les personnes handicapées. Le financement versé en vertu de cette entente a été intégré à l'Entente sur le perfectionnement de la main-d'œuvre en 2017-2018.

L'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés était un programme à frais partagés fédéral-provincial qui aidait les travailleurs en chômage âgés de 55 à 64 ans. L'initiative aidait les travailleurs plus âgés à trouver des programmes et des services qui amélioreraient leur capacité de trouver du travail, de réintégrer le marché du travail et de demeurer des travailleurs actifs et productifs lorsque leur collectivité est en mutation. L'Initiative a pris fin en mars 2017 et le financement a été intégré à l'Entente sur le perfectionnement de la main-d'œuvre en 2017-2018.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

- a) Des fonds pour appuyer des services propres à certains secteurs faisant l'objet de différentes ententes, telles que l'entente sur les services policiers des Premières Nations, l'entente sur le programme de contribution pour les analyses biologiques (analyses d'ADN), l'entente sur l'accès prioritaire à des lits pour les vétérans, l'entente sur le contrôle des armes à feu, entente d'échange de services et fonds canadien de justice familiale pour des services en droit familial;
- b) subsides annuels en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907*;
- c) des intérêts sur le fonds des écoles publiques.

## DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

DROITS, DONS ET AUTRES REVENUS PROVENANT DES HÔPITAUX, DES CONSEILS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES (SECTEUR PARAPUBLIC)	2020 \$	2019 \$
Hôpitaux .....	4 112 369 788	4 165 613 641
Conseils scolaires .....	1 507 021 166	1 587 024 095
Collèges.....	3 661 174 309	3 484 668 978
<b>TOTAL DES DROITS, DONS ET AUTRES REVENUS PROVENANT DES HÔPITAUX, DES CONSEILS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES (SECTEUR PARAPUBLIC).....</b>	<b>9 280 565 263</b>	<b>9 237 306 714</b>

Les droits, dons et autres revenus provenant des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges (organismes du secteur parapublic) désignent les revenus tiers que ces organismes reçoivent du public comme les droits payés par les patients, les frais de scolarité, les frais pour services auxiliaires, les dons et les autres revenus provenant de sources non provinciales.

RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	2020 \$	2019 \$
Régie des alcools de l'Ontario .....	2 401 600 000	2 276 126 000
Société des loteries et des jeux de l'Ontario.....	2 308 932 386	2 464 177 000
Ontario Power Generation Incorporated .....	751 271 677	836 830 000
Hydro One Incorporated.....	415 911 532	(64 915 727)
Société ontarienne de vente du cannabis.....	18 643 749	(42 705 548)
<b>TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES</b>	<b>5 896 359 344</b>	<b>5 469 511 725</b>



**DÉTAILS DES RECETTES – Suite**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) met sur pied et administre des jeux pour le compte de la province de l'Ontario. Il s'agit notamment de loteries, de casinos, de bingos électroniques et de jeux en ligne PlayOLG. OLG continue également d'intégrer les courses de chevaux à sa stratégie de jeux, y compris l'administration de fonds permanents.

Les fournisseurs de services privés prennent en charge l'exploitation courante des casinos d'OLG afin d'optimiser les revenus et d'accroître l'efficacité opérationnelle. Ces fournisseurs investiront les capitaux nécessaires pour améliorer l'expérience des clients en matière de jeux et de divertissements. Cela aidera à augmenter les revenus d'OLG qui seront affectés à d'importants services publics, tels que la santé et l'éducation.

Les profits de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) sont générés par la vente de bière, de vin, de coolers et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (maintenant une filiale d'Hydro One Limited) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créées dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. La part du revenu net d'Hydro One Limited (et anciennement d'Hydro One Inc.) qui revient à la province et le revenu net tiré d'OPG sont consolidés dans les finances de la province. Les revenus d'OPG proviennent principalement de la vente d'électricité produite par ses centrales. Les revenus d'Hydro One sont tirés principalement du transport et de la distribution de l'électricité.

La Société ontarienne de vente du cannabis, faisant affaire sous le nom de Société ontarienne du cannabis, est le seul vendeur en ligne de cannabis récréatif en Ontario. Elle est aussi le fournisseur exclusif de cannabis récréatif aux détaillants privés autorisés de la province. Son bénéfice net est généré par la vente de cannabis récréatif.

## DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

AUTRES RECETTES	2020 \$	2019 \$
Ventes et locations .....	1 369 097 202	1 476 591 028
Droits, permis et autorisations :		
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules .....	2 055 185 890	1 990 908 993
Autres droits et permis :		
Greffiers locaux.....	66 682 708	57 818 572
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i> .....	63 230 127	61 496 039
Air pur Ontario .....	26 603 214	26 255 287
Constitutions en société .....	6 366 518	15 181 035
Revenus tirés des jeux .....	1 397 608	2 821 958
Autres .....	767 130 666	697 102 496
Total des droits, permis et autorisations .....	2 986 596 732	2 851 584 380
Redevances :		
Red. sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique.....	119 740 738	119 024 919
Teranet – Redevances, FIEF .....	44 972 220	41 415 505
Droits sur le bois de la Couronne .....	40 480 789	61 156 861
Autres .....	77 922 707	29 118 252
Total, redevances .....	283 116 453	250 715 537
Recouvrement de dépenses des années précédentes.....	553 150 800	1 301 778 322
Remboursement des dépenses .....	1 005 142 760	997 972 694
Divers :		
Amendes et pénalités.....	68 222 121	62 611 243
Produits tirés des quotas d'émissions de carbone.....	-	472 138 014
Redevance de liquidation de la dette (électricité).....	-	15 000 000
Recouvrements – Contrats d'achat d'électricité .....	122 000 000	173 000 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité .....	30 000 000	41 000 000
Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité	224 920 197	227 336 866
Autres .....	600 359 296	509 741 122
Total, divers .....	1 045 501 614	1 500 827 245
<b>TOTAL DES AUTRES RECETTES.....</b>	<b>7 242 605 561</b>	<b>8 379 469 208</b>

**DÉTAILS DES RECETTES – Suite****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

Les droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules englobent les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules servent à autoriser la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires, les droits actuels varient entre 265,25 \$ et 4 693 \$. Les droits actuels touchant les véhicules de tourisme et les véhicules utilitaires légers pesant 3 000 kg ou moins et utilisés à des fins personnelles sont de 120 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et de 60 \$ par année dans le Nord. Les droits applicables aux motocyclettes et aux cyclomoteurs sont respectivement de 42 \$ et 12 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et de 21 \$ et 12 \$ par année dans le Nord. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

Les droits exigés pour les services d'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement des sûretés ou les recherches de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt.

Le 28 septembre 2018, le premier ministre a annoncé l'annulation du programme d'analyse des émissions Air pur Ontario pour les véhicules légers, permettant d'économiser de l'argent pour les contribuables ontariens et de réduire les formalités administratives pour les familles de l'Ontario, tout en s'engageant à resserrer la réglementation visant les plus gros pollueurs des routes de l'Ontario, les véhicules lourds.

Les droits liés aux constitutions en société sont versés pour l'enregistrement et les recherches liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et à d'autres entités non constituées en personne morale. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les frais liés au jeu perçus par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les frais d'inscription des exploitants, des fournisseurs liés aux jeux et non liés aux jeux, des syndicats et des employés des sites de jeux pour les secteurs caritatifs, commerciaux et iGaming. Sont également inclus les frais de délivrance de licences de loterie aux organisations caritatives et / ou religieuses éligibles.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-6.

Teranet – Redevances, FIEF – La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, la province a accepté de suspendre les redevances de Teranet pendant 13,67 années, soit jusqu'au 31 mars 2017, en échange du versement d'un montant forfaitaire de 205 millions de dollars. La province a amorti cette somme en tant que revenus au fil des ans jusqu'à ce qu'elle cesse d'être versée en 2016-2017.

**DÉTAILS DES RECETTES – Suite****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

En 2010-2011, la province a négocié la prolongation de l'entente initiale avec Teranet, ce qui a donné lieu à une prolongation de 50 ans du calendrier d'amortissement initial. Une somme de 1 milliard de dollars en espèces a été reçue en 2010-2011 en vue de conserver les droits exclusifs liés à l'exploitation du système d'enregistrement immobilier électronique. Ce montant représente les redevances reportées qui seront amorties sur une période de 56 ans, soit de 2011-2012 à 2066-2067. L'amortissement annuel pour la prolongation est de 18 millions de dollars.

Conformément à l'entente de prolongation entre Teranet et la province, en vigueur pour la période débutant le 1<sup>er</sup> avril 2017, Teranet a recommencé à verser des redevances à la province. Ces versements établis selon un pourcentage des divers revenus admissibles de Teranet seront effectués chaque trimestre. Les redevances doivent être versées jusqu'à la fin de la licence exclusive de Teranet en 2067.

En 2019-2020, la province a déclaré un total de 45,0 millions de dollars en revenus tirés de redevances de Teranet.

Les redevances – Droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne ou lorsque les droits sur le bois sont réservés à la Couronne par lettres patentes. Ces droits sont habituellement calculés au mètre cube selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Un prix de base par mètre cube, rajusté tous les ans, constitue un minimum. Les prix de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois en 2019-2020 étaient de 0,00 \$ (sous-produits seulement), 4,72 \$, ou 0,62 \$ le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Le tarif de 0,62 \$ par mètre cube a été imposé sur les essences de bois d'œuvre dont l'offre est excédentaire en raison de leur valeur marchande relativement faible, ou parce qu'elles ont des applications limitées ou sont cultivées principalement pour l'amélioration des forêts. Des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers, sont également exigés. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 \$ et 4,83 \$ le mètre cube, selon les prix du marché et compte tenu des différents groupes d'essence et des secteurs de production.

Depuis 2006, les fonds destinés à l'Inventaire des ressources forestières (IRF) sont perçus par l'entremise des droits de coupe prélevés. En 2019-2020, les droits à l'IRF étaient de 2,50 \$ ou de 0,62 \$, compte tenu des groupes d'essence et de l'utilisation finale, et ont été mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des charges de l'IRF jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Une fois le niveau de 10 millions de dollars atteint, les droits liés à l'IRF sont fixés à 0,00 \$<sup>2</sup>. Les droits perçus au titre de l'IRF n'ont eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe, car les droits minimums sont réduits d'un montant équivalant aux droits à l'IRF lorsque les droits à l'IRF sont perçus.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois, règlements et règles.

<sup>2</sup> La seule exception à cette règle est le secteur des bioproduits, pour lequel le taux de l'IRF est de 0,59 \$/m<sup>3</sup> au cours de l'exercice

## DÉTAILS DES RECETTES – Fin

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

La redevance de liquidation de la dette (RLD) a été éliminée le 1<sup>er</sup> avril 2018. La RLD a été payée par les particuliers en fonction de leur consommation d'électricité. La *Loi de 1998 sur l'électricité* prévoyait le maintien de la RLD jusqu'à ce que le reliquat de la dette insurmontable soit éliminé. Ce reliquat a découlé de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro et du secteur de l'électricité. La *Loi de 1998 sur l'électricité* a été modifiée par la *Loi de 2015 sur les mesures budgétaires* pour fixer la date de cessation de la RLD au 31 mars 2018 et pour supprimer tout lien avec le reliquat de la dette insurmontable. Par conséquent, à la suite de ces modifications législatives, à compter du 10 décembre 2015, le concept de « reliquat de la dette insurmontable » et les exigences afférentes, notamment celle prévoyant la détermination périodique du reliquat, ont été supprimés de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. L'Ontario a retiré la redevance de liquidation de la dette de la facture d'électricité de tous les consommateurs résidentiels au 1<sup>er</sup> janvier 2016 et éliminé la RLD pour les consommateurs commerciaux, institutionnels, industriels et autres le 1<sup>er</sup> avril 2018.

Les revenus tirés des recouvrements liés aux contrats d'approvisionnement en électricité découlent de la revente de l'électricité et du recouvrement auprès des consommateurs d'électricité du coût de l'électricité en vertu d'accords d'approvisionnement conclus avec la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro.

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'achat d'électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1<sup>er</sup> avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Le 1<sup>er</sup> janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels réels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, la décision a été prise d'amortir le passif en l'imputant aux revenus au cours de la période où la plupart des contrats d'achat d'électricité existants expireraient, le passif étant totalement éliminé durant l'exercice 2021-2022.

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. La variation représente la déduction des pertes estimées durant l'exercice utilisée dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer le passif lié aux contrats d'achat d'électricité au cours d'une certaine période.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. Il s'agit d'une société sans capital-actions et sans but lucratif qui fonctionne sans liens de dépendance. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise des ministères de l'Énergie et Développement du Nord et Mines. Elle dirige le fonctionnement et maintient la fiabilité du réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE. À la suite de modifications apportées à la *Loi de 1998 sur l'électricité* et conformément à la *Loi de 2014 ouvrant des perspectives et assurant notre avenir*, l'Office de l'électricité de l'Ontario, constitué pour assurer l'approvisionnement suffisant en électricité à long terme, et la SIERE ont fusionné pour former une nouvelle entité, également appelée SIERE, le 1<sup>er</sup> janvier 2015. La nouvelle entité ainsi créée continue de s'acquitter du mandat des deux organismes prédécesseurs.

	2020	2019
<b>TOTAL DES RECETTES.....</b>	<b>156 095 087 252 \$</b>	<b>153 700 207 328 \$</b>

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-18.

## SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE

pour l'exercice se terminant

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada	Recettes des entreprises publiques	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	-	-	-	-	20
Affaires francophones	-	1 437 500	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	487 718 295	-	62 158 487	1 707 375
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	72 408 442	-	47 197	483 567
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario	-	-	-	-	-
Bureau de l'Assemblée législative	-	-	-	-	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	1 124	5 653
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	60 000	14 338 219
Éducation	-	230 165 618	-	-	2 453 506
Énergie, du Développement du Nord et des Mines	1 523 220	-	290 575 618	-	3 447 712
Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs	-	168 797 200	-	91 860	21 315 799
Finances	107 402 556 474	21 492 807 866	5 015 309 723	143 999 704	95 898 577
Formation et Collèges et Universités	-	1 012 352 279	-	769 507	2 324 462
Infrastructure	-	127 412 745	-	-	375
Procureur général	-	104 124 363	-	58 046 779	147 048 836
Richesses naturelles et Forêts	-	2 498 105	-	10 612 849	9 442 455
Santé et Soins de longue durée	104 719 689 037	470 088 509	-	28 262 338	9 108 681
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	-	-	88
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	405 009 365	-	39 951 761	1 523 893
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	-	-	-
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	-	513 164	-	2 192 442	137 900 649
Solliciteur général	-	44 089 393	-	439 033 663	26 919 078
Tourisme, Culture et Sport	-	1 201 128	-	-	498 900
Transports	-	260 468 708	-	108 771	2 126 563 298
Travail	-	31 121	-	223 276 941	1 090 018
Total avant la consolidation	107 404 079 694	24 881 123 798	5 305 885 341	1 008 613 426	2 602 071 160
Redressements de consolidation et autres	873 492 482	516 861 110	590 474 003	(3 470 665)	384 525 572
<b>Selon les états financiers consolidés</b>	<b>108 277 572 176</b>	<b>25 397 984 908</b>	<b>5 896 359 344</b>	<b>1 005 142 760</b>	<b>2 986 596 732</b>

## ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2020

Ventes et locations	Redevances	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	2 259 632	46	<b>2 259 698</b>	Affaires autochtones
-	-	81 085	-	<b>1 518 585</b>	Affaires francophones
87 582	-	5 505 836	29 701	<b>557 207 275</b>	Affaires municipales et Logement
29 000 000	-	6 498 121	5 096 918	<b>113 534 246</b>	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
-	-	41 078	80 095	<b>121 173</b>	Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario
73 314	-	218 504	628 466	<b>920 285</b>	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	-	13	<b>6 790</b>	Bureau du Conseil des ministres
-	-	-	436 790	<b>436 790</b>	Bureau du directeur général des élections
-	933 251	45 001 911	5 415 890	<b>65 749 271</b>	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
-	-	81 226 057	134 711	<b>313 979 891</b>	Éducation
7 477 204	25 209 870	(127 295 702)	24 811 510	<b>225 749 431</b>	Énergie, du Développement du Nord et des Mines
2 674	-	3 881 731	28 457	<b>194 117 721</b>	Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs
227	44 972 220	18 767 477	43 652 346	<b>134 257 964 614</b>	Finances
-	-	259 536 472	10 164 501	<b>1 285 147 220</b>	Formation et Collèges et Universités
-	-	497 688	462 383	<b>128 373 191</b>	Infrastructure
351 956	-	2 217 814	102 302 131	<b>414 091 878</b>	Procureur général
14 674 219	163 419 135	674 511	6 477 852	<b>207 799 128</b>	Richesses naturelles et Forêts
18 702 564	-	295 182 581	798 808	<b>822 143 481</b>	Santé et Soins de longue durée
-	-	8 700 268	15	<b>8 700 371</b>	Secrétariat du Conseil du Trésor
111	-	101 043 721	1 403 966	<b>548 932 817</b>	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	-	854 038	77 273	<b>931 311</b>	Services aux aînés et Accessibilité
105 964 954	43	20 013 176	5 381 918	<b>271 966 348</b>	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
397 304	121 449	8 785 721	357 575	<b>519 704 183</b>	Solliciteur général
1 094 376	-	4 890 244	15 983	<b>7 700 631</b>	Tourisme, Culture et Sport
19 222 838	-	36 216 816	8 906 416	<b>2 451 486 847</b>	Transports
7 516	-	742 053	1 874 585	<b>227 022 234</b>	Travail
197 056 840	234 655 968	775 540 832	218 538 347	<b>142 627 565 406</b>	Total avant la consolidation
1 172 040 362	2 804 795	(58 553 757)	9 864 030 238	<b>13 467 521 846</b>	Redressements de consolidation et autres
<b>1 369 097 202</b>	<b>283 116 453</b>	<b>553 150 800</b>	<b>10 326 066 877</b>	<b>156 095 087 252</b>	<b>Selon les états financiers consolidés</b>

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET  
pour l'exercice se terminant**

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	14 097 188	2 15 49	561 206	12 705 345	56 004
Affaires francophones	2 020 198	225 564	55 560	1 736 269	4 835
Affaires municipales et Logement	41 812 101	6 219 224	668 609	19 065 459	101 866
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	79 292 014	11 484 817	2 376 840	32 895 491	481 138
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario	14 093 869	4 151 890	357 541	4 116 704	605 667
Bureau de la vérificatrice générale	15 274 874	3 601 813	548 747	6 181 790	481 867
Bureau de l'Assemblée législative	95 722 340	23 288 975	6 028 445	35 642 774	7 774 811
Bureau du Conseil des ministres	22 903 285	2 831 935	354 373	3 911 885	202 497
Bureau du directeur général des élections	10 873 507	2 357 913	18 021	2 256 365	6 076
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 271 145	129 616	55 971	275 366	69 114
Cabinet du Premier ministre	2 010 186	240 069	116 516	40 648	17 407
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	70 265 272	10 359 862	1 320 128	34 990 613	605 614
Éducation	171 812 711	24 914 146	3 002 102	98 454 572	3 570 207
Énergie, du Développement du Nord et des Mines	54 041 381	8 109 616	1 456 339	51 420 155	1 527 187
Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs	192 224 712	28 545 331	2 753 610	73 756 650	7 369 256
Finances	111 178 907	16 278 940	3 219 554	185 811 390	1 867 533
Formation et Collèges et Universités	101 495 426	15 710 236	1 948 250	51 724 525	334 676
Infrastructure	11 218 292	1 453 257	116 233	4 945 720	42 701
Procureur général	786 206 471	98 140 468	23 068 745	351 768 552	11 664 448
Richesses naturelles et Forêts	224 424 361	37 182 252	9 129 166	206 893 509	21 367 402
Santé et Soins de longue durée	302 076 705	51 084 554	12 849 261	206 774 802	3 283 780
Secrétariat du Conseil du Trésor	131 764 096	1 725 300 339	1 659 690	44 742 862	378 516
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	456 642 216	81 160 452	16 858 647	186 467 212	6 364 480
Services aux aînés et Accessibilité	14 599 419	1 859 747	491 844	5 973 615	114 852
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	312 215 676	48 803 631	26 312 911	376 844 019	12 918 268
Solliciteur général	1 724 874 748	282 988 241	75 119 120	409 367 486	133 027 050
Tourisme, Culture et Sport	41 402 253	5 933 393	784 936	23 034 724	1 689 955
Transports	206 143 629	32 772 780	6 849 333	552 252 506	24 693 411
Travail	133 111 417	21 262 636	3 960 788	45 10 27	1 194 600
	5 345 068 401	2 548 406 744	202 042 485	3 029 061 034	241 815 220
Reclassification des dépenses**	135 810 953	14 525 059	131 329	(150 475 463)	8 121
Total avant la consolidation	5 480 879 354	2 562 931 803	202 173 815	2 878 585 572	241 823 340
Redressements de consolidation et autres	39 066 717 920	10 108 104 216	378 395 746	7 680 820 972	8 175 104 345
<b>Selon les états financiers consolidés</b>	<b>44 547 597 274</b>	<b>12 671 036 019</b>	<b>580 569 561</b>	<b>10 559 406 543</b>	<b>8 416 927 685</b>

\* On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

\*\* Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Secrétariat du Conseil Trésor), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).



PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES\*

le 31 mars 2020

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation <sup>1</sup>	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
60 242 481	-	89 677 273	(3 055 202)	<b>86 622 071</b>	Affaires autochtones
983 516	-	5 025 943	-	<b>5 025 943</b>	Affaires francophones
1 131 824 443	422 821	1 200 114 523	(1 566 574)	<b>1 198 547 948</b>	Affaires municipales et Logement
717 549 474	100 705	844 180 480	287 791 411	<b>1 131 971 891</b>	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
-	-	23 325 671	(1 176 661)	<b>22 149 010</b>	Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario
12 000	-	26 101 091	(1 130 563)	<b>24 970 527</b>	Bureau de la vérificatrice générale
307 827	-	168 765 172	(12 626 634)	<b>156 138 538</b>	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	30 203 975	(2 322 104)	<b>27 881 871</b>	Bureau du Conseil des ministres
-	39 192 807	54 704 688	(1 013 403)	<b>53 691 285</b>	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 957 011	-	<b>1 957 011</b>	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	2 424 827	-	<b>2 424 827</b>	Cabinet du Premier ministre
670 867 459	179 125	788 588 074	(61 477 187)	<b>727 110 886</b>	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
30 916 342 900	3 484 048	31 221 580 684	530 097 551	<b>31 751 678 235</b>	Éducation
5 831 677 788	318 491 670	6 266 724 137	445 441 948	<b>6 712 166 085</b>	Énergie, du Développement du Nord et des Mines
23 944 482	11 560 443	340 154 483	271 960 870	<b>612 115 353</b>	Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs
677 706 877	11 842 907 891	12 838 971 092	1 175 211 336	<b>14 014 182 428</b>	Finances
7 682 968 719	72 407 199	7 926 589 031	3 346 006 360	<b>11 272 595 391</b>	Formation et Collèges et Universités
286 502 641	-	304 278 843	53 863 099	<b>358 141 943</b>	Infrastructure
538 786 567	306 708 123	2 116 343 375	(173 872 497)	<b>1 942 470 877</b>	Procureur général
44 942 261	15 848 538	559 787 489	117 619 565	<b>677 407 054</b>	Richesses naturelles et Forêts
59 247 589 202	19 177 971	59 842 836 275	3 873 250 001	<b>63 716 086 277</b>	Santé et Soins de longue durée
201 079	-	1 904 046 582	(48 627 599)	<b>1 855 418 983</b>	Secrétariat du Conseil du Trésor
16 560 612 001	82 817 311	17 390 922 320	(287 405 412)	<b>17 103 516 907</b>	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
32 629 502	-	55 668 978	(1 948 086)	<b>53 720 892</b>	Services aux aînés et Accessibilité
3 068 437	37 567 879	817 730 820	732 387 143	<b>1 550 117 963</b>	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
285 430 298	109 750 285	3 020 557 228	(246 580 249)	<b>2 773 976 979</b>	Solliciteur général
1 257 448 715	564 135	1 330 858 112	312 567 965	<b>1 643 426 076</b>	Tourisme, Culture et Sport
4 587 578 208	1 053 326 022	6 463 615 890	(1 452 724 603)	<b>5 010 891 287</b>	Transports
89 157 955	590 299	294 287 720	(13 115 094)	<b>281 172 626</b>	Travail
130 648 374 832	13 915 253 072	155 930 021 787	8 837 555 379	<b>164 767 577 166</b>	
-	-	-	-	-	Reclassification des dépenses**
130 648 374 832	13 915 253 072	155 930 021 787	-	<b>164 767 577 166</b>	Total avant la consolidation
(64 418 497 135)	7 846 909 315		8 837 555 379		Redressements de consolidation et autres
<b>66 229 877 697</b>	<b>21 762 162 387</b>	-	-	<b>164 767 577 166</b>	<b>Selon les états financiers consolidés</b>

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2019-2020 a été publié.

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET  
pour l'exercice se terminant**

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	14 097 188	2 15 49	561 206	12 705 345	56 004
Affaires francophones	2 020 198	225 564	55 560	1 736 269	4 835
Affaires municipales et Logement	41 812 101	6 219 224	668 609	19 065 459	101 866
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	79 292 014	11 484 817	2 376 840	32 895 491	481 138
Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario	14 093 869	4 151 890	357 541	4 116 704	605 667
Bureau de la vérificatrice générale	15 274 874	3 601 813	548 747	6 181 790	481 867
Bureau de l'Assemblée législative	95 722 340	23 288 975	6 028 445	35 642 774	7 774 811
Bureau du Conseil des ministres	22 903 285	2 831 935	354 373	3 911 885	202 497
Bureau du directeur général des élections	10 873 507	2 357 913	18 021	2 256 365	6 076
Bureau du lieutenant-gouverneur	1 271 145	129 616	55 971	275 366	69 114
Cabinet du Premier ministre	2 010 186	240 069	116 516	40 648	17 407
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	70 265 272	10 359 862	1 320 128	34 990 613	605 614
Éducation	171 812 711	24 914 146	3 002 102	98 454 572	3 570 207
Énergie, du Développement du Nord et des Mines	54 041 381	8 109 616	1 454 425	25 475 128	937 407
Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs	192 224 712	28 545 331	2 699 481	71 520 848	7 194 950
Finances	111 178 907	16 278 940	3 219 554	185 811 390	1 867 533
Formation et Collèges et Universités	101 495 426	15 710 236	1 948 250	51 724 525	334 676
Infrastructure	11 218 292	1 453 257	116 233	4 945 720	42 701
Procureur général	786 206 471	98 140 468	23 068 745	351 768 552	11 664 448
Richesses naturelles et Forêts	224 424 361	37 182 252	8 571 138	189 933 042	20 078 090
Santé et Soins de longue durée	302 076 705	51 084 554	12 849 261	206 774 802	3 283 780
Secrétariat du Conseil du Trésor	131 764 096	1 725 300 339	1 659 690	44 448 373	378 516
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	456 642 216	81 160 452	16 858 647	186 467 212	6 364 480
Services aux aînés et Accessibilité	14 599 419	1 859 747	491 844	5 948 269	114 852
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	312 215 676	48 803 631	26 305 555	275 906 848	12 918 268
Solliciteur général	1 724 874 748	282 988 241	75 119 120	389 548 656	132 692 345
Tourisme, Culture et Sport	41 402 253	5 933 393	784 936	18 380 866	1 450 979
Transports	206 143 629	32 772 780	6 756 119	543 507 135	22 922 087
Travail	133 111 417	21 262 636	3 960 788	45 10 27	1 194 600
	5 345 068 401	2 548 406 744	201 327 843	2 849 444 676	237 416 816
Reclassification des dépenses**	135 810 953	14 525 059	131 329	(150 475 463)	8 121
<b>Total avant la consolidation</b>	<b>5 480 879 354</b>	<b>2 562 931 803</b>	<b>201 459 172</b>	<b>2 698 969 213</b>	<b>237 424 936</b>

\* On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants. Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

\*\* Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Secrétariat du Conseil Trésor), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs).

## PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT\*

le 31 mars 2020

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation <sup>1</sup>	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
57 269 920	-	86 704 712	(3 055 202)	<b>83 649 510</b>	Affaires autochtones
983 516	-	5 025 943	-	<b>5 025 943</b>	Affaires francophones
887 319 074	-	955 186 332	890 334	<b>956 076 666</b>	Affaires municipales et Logement
393 994 144	100 705	520 625 150	291 944 516	<b>812 569 666</b>	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
-	-	23 325 671	(1 176 661)	<b>22 149 010</b>	Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario
12 000	-	26 101 091	(1 130 563)	<b>24 970 527</b>	Bureau de la vérificatrice générale
307 827	-	168 765 172	(12 626 634)	<b>156 138 538</b>	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	30 203 975	(2 322 104)	<b>27 881 871</b>	Bureau du Conseil des ministres
-	39 192 807	54 704 688	(1 013 403)	<b>53 691 285</b>	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 957 011	-	<b>1 957 011</b>	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	2 424 827	-	<b>2 424 827</b>	Cabinet du Premier ministre
587 467 459	179 125	705 188 074	(51 008 562)	<b>654 179 511</b>	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
29 454 940 338	114 863	29 756 808 938	629 058 969	<b>30 385 867 907</b>	Éducation
5 737 092 347	(202 137)	5 826 908 168	481 714 740	<b>6 308 622 908</b>	Énergie, du Développement du Nord et des Mines
23 944 482	-	326 129 804	268 645 253	<b>594 775 057</b>	Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs
677 706 877	11 840 270 283	12 836 333 483	1 165 162 963	<b>14 001 496 446</b>	Finances
7 573 069 009	64 452 182	7 808 734 304	3 040 403 682	<b>10 849 137 986</b>	Formation et Collèges et Universités
895 199	-	18 671 402	97 054 266	<b>115 725 668</b>	Infrastructure
538 752 738	203 410 009	2 013 011 431	(77 919 830)	<b>1 935 091 602</b>	Procureur général
40 762 998	1 949 215	522 901 096	118 015 494	<b>640 916 590</b>	Richesses naturelles et Forêts
57 744 180 496	753 500	58 321 003 098	3 534 537 850	<b>61 855 540 948</b>	Santé et Soins de longue durée
201 079	-	1 903 752 093	(48 354 839)	<b>1 855 397 255</b>	Secrétariat du Conseil du Trésor
16 535 323 182	40 831 710	17 323 647 899	(286 701 755)	<b>17 036 946 144</b>	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
30 663 828	-	53 677 959	(1 948 086)	<b>51 729 873</b>	Services aux aînés et Accessibilité
3 068 437	22 127 888	701 346 303	578 372 200	<b>1 279 718 502</b>	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
280 566 286	20 217 486	2 906 006 883	(164 739 201)	<b>2 741 267 682</b>	Solliciteur général
1 197 267 175	564 135	1 265 783 737	278 582 535	<b>1 544 366 272</b>	Tourisme, Culture et Sport
439 422 020	2 298 935	1 253 822 705	1 297 405 366	<b>2 551 228 070</b>	Transports
88 763 955	1 058	293 304 479	(12 990 879)	<b>280 313 601</b>	Travail
122 293 974 385	12 236 417 563	145 712 056 427	11 116 800 450	<b>156 828 856 877</b>	
-	-	-	-	-	Reclassification des dépenses**
<b>122 293 974 385</b>	<b>12 236 417 563</b>	<b>145 712 056 427</b>	<b>11 116 800 450</b>	<b>156 828 856 877</b>	<b>Total avant la consolidation</b>

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2019-2020 a été publié.

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET  
pour l'exercice se terminant**

Ministère	Traitements et salaires	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel	Paiements de transfert
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	-	-	-	-	2 972 561
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	244 505 369
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-	323 555 330
Développement économique, Création d'emplois et Commerce	-	-	-	-	83 400 000
Éducation	-	-	-	-	1 461 402 561
Énergie, du Développement du Nord et des Mines	-	1 914	25 945 027	589 780	94 585 441
Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs	-	54 129	2 235 801	174 306	-
Finances	-	-	-	-	-
Formation et Collèges et Universités	-	-	-	-	109 899 710
Infrastructure	-	-	-	-	285 607 442
Procureur général	-	-	-	-	33 830
Richesses naturelles et Forêts	-	558 028	16 960 467	1 289 313	4 179 263
Santé et Soins de longue durée	-	-	-	-	1 503 408 706
Secrétariat du Conseil du Trésor	-	-	294 489	-	-
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	25 288 819
Services aux aînés et Accessibilité	-	-	25 345	-	1 965 674
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	-	7 357	100 937 170	-	-
Solliciteur général	-	-	19 818 830	334 705	4 864 012
Tourisme, Culture et Sport	-	-	4 653 858	238 976	60 181 540
Transports	-	93 214	8 745 372	1 771 324	4 148 156 188
Travail	-	-	-	-	394 000
<b>Total avant la consolidation</b>	<b>-</b>	<b>714 642</b>	<b>179 616 359</b>	<b>4 398 404</b>	<b>8 354 400 446</b>

\*On trouvera (p. iv-vi) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

## PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS\*

le 31 mars 2020

Autres opérations	Total avant la consolidation <sup>1</sup>	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	
-	2 972 561	-	2 972 561	Affaires autochtones
422 821	244 928 190	(2 456 908)	242 471 282	Affaires municipales et Logement
-	323 555 330	(4 153 106)	319 402 225	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
-	83 400 000	(10 468 625)	72 931 375	Développement économique, Création d'emplois et Commerce
3 369 185	1 464 771 746	(98 961 419)	1 365 810 327	Éducation
318 693 807	439 815 969	(36 272 793)	403 543 177	Énergie, du Développement du Nord et des Mines
11 560 443	14 024 680	3 315 616	17 340 296	Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs
2 637 609	2 637 609	10 048 373	12 685 982	Finances
7 955 017	117 854 727	305 602 678	423 457 406	Formation et Collèges et Universités
-	285 607 442	(43 191 167)	242 416 275	Infrastructure
103 298 114	103 331 943	(95 952 668)	7 379 276	Procureur général
13 899 323	36 886 394	(395 929)	36 490 465	Richesses naturelles et Forêts
18 424 471	1 521 833 177	338 712 151	1 860 545 328	Santé et Soins de longue durée
-	294 489	(272 760)	21 728	Secrétariat du Conseil du Trésor
41 985 601	67 274 420	(703 657)	66 570 763	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires
-	1 991 019	-	1 991 019	Services aux aînés et Accessibilité
15 439 990	116 384 517	154 014 944	270 399 461	Services gouvernementaux et Services aux consommateurs
89 532 799	114 550 346	(81 841 048)	32 709 297	Solliciteur général
-	65 074 374	33 985 430	99 059 804	Tourisme, Culture et Sport
1 051 027 087	5 209 793 185	(2 750 129 968)	2 459 663 217	Transports
589 241	983 241	(124 215)	859 026	Travail
<b>1 678 835 509</b>	<b>10 217 965 360</b>	<b>(2 279 245 070)</b>	<b>7 938 720 289</b>	<b>Total avant la consolidation</b>

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2019-2020 a été publié.



## FONDS ONTARIEN D'INITIATIVE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

---

Pour l'exercice se terminant le 31 mars	2020	2019
<b>Fonds ontarien d'initiative</b>		
Contribution d'ontariens <sup>1</sup>	112 831 \$	103 509 \$
	<b>112 831 \$</b>	<b>103 509 \$</b>

---

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.





**section 2**

**États financiers des**

**ministères**

**(non vérifié)**



# MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-2
PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES.....	2-3
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-5
ÉTAT DES RECETTES.....	2-6

**MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019	PROGRAMMES	2019-2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
<u>289 927 283</u>	Programme des affaires autochtones	<u>86 463 714</u>	<u>86 704 711</u>
<u><u>289 927 283</u></u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u><u>86 463 714</u></u>	<u><u>86 704 711</u></u>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
<u>0</u>	Programme des affaires autochtones	<u>1 000</u>	<u>0</u>
<u><u>0</u></u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<u><u>1 000</u></u>	<u><u>0</u></u>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
<u>2 946 747</u>	Programme des affaires autochtones	<u>3 501 000</u>	<u>2 972 561</u>
<u><u>2 946 747</u></u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<u><u>3 501 000</u></u>	<u><u>2 972 561</u></u>

**MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles	
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$	\$	
<b>2001</b>					
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES</b>	
4	12 051 300	968 400	13 019 700	Administration du ministère.....	12 204 096
1	57 387 400	271 600	57 659 000	Affaires autochtones.....	55 228 311
				Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale.....	14 100 000
2	2 000	14 300 000	14 302 000	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	0
L	47 841		47 841	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	3 657
L	16 173		16 173	Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure – fiduciaire, bassins des rivières English et Wabigoon, convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English-Wabigoon, 1986.....	5 168 647
L	1 418 000		1 418 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.....	0
L	1 000		1 000		
	<b>70 923 714</b>	<b>15 540 000</b>	<b>86 463 714</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	
				<b>- PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES.....</b>	<b>86 704 711</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>					
10	1 000		1 000	Débiteurs.....	0
	<b>1 000</b>		<b>1 000</b>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>	
				<b>- PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES.....</b>	<b>0</b>

**MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
3	3 501 000		3 501 000	
	<u>3 501 000</u>		<u>3 501 000</u>	
	<u>3 501 000</u>		<u>3 501 000</u>	
<b>PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES</b>				
				Programme d'immobilisations, affaires autochtones.....
				2 972 561
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>- PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES.....</b>
				<b>2 972 561</b>

**Description du programme :**

Le mandat du ministère des Affaires autochtones consiste à améliorer la qualité de vie des Autochtones en faisant la promotion des possibilités économiques, en réglant les revendications territoriales, en s'acquittant des obligations juridiques de l'Ontario relativement aux traités et aux droits des Autochtones et en sensibilisant davantage le gouvernement aux questions liées aux Autochtones et aux pratiques exemplaires pour la consultation et la participation des Autochtones.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES**  
**PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES – CRÉDIT 2001**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Administration du ministère (Poste 4)		Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)
Traitements et salaires.....	3 804 668	Paiements de transfert
Avantages sociaux.....	567 028	Règlements des revendications territoriales ...
Transports et communications.....	153 510	14 100 000
Services.....	7 657 926	<u>14 100 000</u>
Fournitures et matériel.....	20 964	
	<u>12 204 096</u>	
Affaires Autochtones (Item 1)		Crédits législatifs
Traitements et salaires.....	10 288 862	Traitement versé au ministre
Avantages sociaux.....	1 448 021	<i>en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>
Transports et communications.....	407 696	0
Services.....	8 434 579	Traitement versé à l'adjoint parlementaire
Fournitures et matériel.....	35 040	<i>en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>
Paiements de transfert		3 657
Fonds pour les organisations autochtones représentatives de l'Ontario.....	1 675 555	Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure – fiduciaire, bassins des rivières English et Wabigoon, convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English-Wabigoon, 1986.....
Fonds de développement Économique pour les Autochtones.....	7 767 866	5 168 647
Fonds de participation.....	4 276 588	<u>5 172 304</u>
Soutien au fonds de négociations Communautaires....	4 553 811	
Soutien au fonds de négociations avec les Algonquins.....	2 225 963	
Fonds pour les Six Nations.....	77 000	
Fonds pour cas d'invalidité dus au mercure - administration.....	127 570	
Fonds pour la participation à l'élaboration des politiques.....	2 168 662	
Fonds pour les nouvelles relations.	12 128 258	
Fonds de développement économique des Métis.....	3 000 000	
	<u>38 001 273</u>	
	58 615 471	
Moins : Recouvrements.....	3 387 160	
	<u>55 228 311</u>	
		<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES.....</b>
		<b><u>86 704 711</u></b>
		<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>
		Affaires autochtones (Poste 3)
		Paiements de transfert
		Programme de subventions d'immobilisations de la communauté autochtone.....
		2 447 561
		Autres projets d'immobilisations.....
		525 000
		<u>2 972 561</u>
		<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) PROGRAMME DES AFFAIRES AUTOCHTONES.....</b>
		<b><u>2 972 561</u></b>

## MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de demande – Accès à l'information.....	<u>20</u>	<u>210</u>
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>2 259 632</u>	<u>2 437 346</u>
DIVERS.....	<u>46</u>	<u>16</u>
<b>TOTAL RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u><u>2 259 698</u></u></b>	<b><u><u>2 437 572</u></u></b>



---

# MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2019 – 2020

---

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-8
AFFAIRES FRANCOPHONES.....	2-9
ÉTAT DES RECETTES.....	2-12

**MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019	PROGRAMMES	2019-2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
<u>5 146 327</u>	Programme des affaires francophones	<u>5 836 573</u>	<u>5 025 943</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>			
<u><u>5 146 327</u></u>	<b>- PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES</b>	<u><u>5 836 573</u></u>	<u><u>5 025 943</u></u>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>			
<u>0</u>	Programme des affaires francophones	<u>1 000</u>	<u>0</u>
<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>			
<u><u>0</u></u>	<b>- PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES</b>	<u><u>1 000</u></u>	<u><u>0</u></u>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
<u>532 903</u>	Programme des affaires francophones	<u>1 000</u>	<u>0</u>
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>			
<u><u>532 903</u></u>	<b>- PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES</b>	<u><u>1 000</u></u>	<u><u>0</u></u>

**MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1301</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES</b>
1	5 819 400		5 819 400	Coordination des affaires francophones 5 009 276
3	1 000		1 000	Administration du ministère..... 0
				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 16 667
L	<u>16 173</u>		<u>16 173</u>	
	<u><b>5 836 573</b></u>		<u><b>5 836 573</b></u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES.... 5 025 943</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
10	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	Débiteurs..... 0
	<u><b>1 000</b></u>		<u><b>1 000</b></u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES.... 0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
2	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	Programme des affaires francophones.... 0
	<u><b>1 000</b></u>		<u><b>1 000</b></u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>- PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES.... 0</b>

---

**MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme :**

Le ministère des Affaires francophones (MAFO) conseille le gouvernement de l'Ontario sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation des services en français. Le principal programme du MAFO comprend les activités suivantes : la collaboration avec les ministères, les organismes et le commissaire aux services en français pour assurer une prestation efficace des services en français dans toute la province; la conception d'outils comme la Lentille francophone pour faire en sorte que les services en français soient pris en compte et planifiés dès les premières étapes de l'élaboration des politiques et des programmes; la formulation de recommandations concernant la désignation de nouvelles régions et de nouveaux organismes en vertu de la Loi sur les services en français et la coordination de la mise en œuvre des services dans les régions nouvellement désignées; l'analyse des données du recensement et la production de profils statistiques sur la population franco-ontarienne de la province; la coordination du transfert des fonds fédéraux aux autres ministères et organismes pour les initiatives et les projets financés en vertu de l'Entente Canada-Ontario sur les services en français; la gestion du Programme d'appui à la francophonie ontarienne; la supervision de la participation de l'Ontario à des organismes nationaux et internationaux, notamment la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

**MINISTÈRE DES AFFAIRES FRANCOPHONES**  
**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Coordination des affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	2 003 531
Avantages sociaux.....	225 564
Transports et communications.....	55 560
Services.....	1 736 269
Fournitures et matériel.....	4 836
Paiements de transfert	
Programme d'appui à la francophonie ontarienne.	983 516
	<u>5 009 276</u>
Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu	
<i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	16 667
	<u>16 667</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
<b>PROGRAMME DES AFFAIRES</b>	
<b>FRANCOPHONES.....</b>	<b><u>5 025 943</u></b>

## OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
GOVERNEMENT DU CANADA		
<i>Mise en œuvre de la Loi sur les services en français.....</i>	<u>1 437 500</u>	<u>1 437 500</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>81 085</u>	<u>147</u>
<b>TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES</b>	<b><u><u>1 518 585</u></u></b>	<b><u><u>1 437 647</u></u></b>

# MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-14
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-15
SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.....	2-18
ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT.....	2-20
PROGRAMME DE LOGEMENT .....	2-22
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-17, 2-25
ÉTAT DES RECETTES.....	2-26
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-27

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019	PROGRAMMES	2019–2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
24 795 350	Administration du ministère	22 333 387	21 500 822
	Services aux municipalités et		
32 549 653	réglementation du bâtiment	58 480 800	57 364 094
217 681 334	Administrations locales et politiques d'aménagement	26 789 600	23 048 374
901 620 097	Programme de logement	856 357 700	853 273 043
<b><u>1 176 646 434</u></b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b><u>963 961 487</u></b>	<b><u>955 186 333</u></b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
<b><u>0</u></b>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b><u>1 000</u></b>	<b><u>0</u></b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
	Services aux municipalités et		
8 467 225	réglementation du bâtiment	22 791 600	21 236 032
364 025 834	Programme de logement	228 295 500	223 692 158
<b><u>372 493 059</u></b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b><u>251 088 100</u></b>	<b><u>244 928 190</u></b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>			
1 600 361	Programme de logement	1 396 500	1 256 032
<b><u>1 600 361</u></b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE</b>	<b><u>1 396 500</u></b>	<b><u>1 256 032</u></b>



**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1901</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	23 920 200	(1 668 000)	22 252 200	Administration du ministère..... 21 418 187
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	32 346		32 346	Traitement versés aux adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 33 334
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>24 001 387</u>	<u>(1 668 000)</u>	<u>22 333 387</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 21 500 822</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
2	1 000		1 000	Administration du ministère – immobilisations..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>

---

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme**

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des obligations des organismes centraux (y compris la conformité avec les lois et les règlements), les programmes organisationnels et les activités du ministère; fournir du soutien efficace en communication et dans la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services ministériels de gestion des situations d'urgence et de la sécurité, du soutien en gestion du risque et en gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, des normes de service et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation des ressources humaines et financières, des ressources en gestion de l'information et en technologie de l'information et des biens matériels du ministère. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère et à ses organismes.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	10 519 560	Transports et communications.....	19 967
Avantages sociaux.....	1 479 100	Services.....	4 955 691
Transports et communications.....	190 837	Fournitures et matériel.....	14 300
Services.....	9 187 152		
Fournitures et matériel.....	41 538		<u>4 989 958</u>
	<u>21 418 187</u>		
<i>Bureau principal</i>		<i>Systèmes informatiques</i>	
Traitements et salaires.....	2 401 359	Services.....	2 204 785
Avantages sociaux.....	356 571		
Transports et communications.....	57 650		<u>2 204 785</u>
Services.....	92 011		
Fournitures et matériel.....	1 696		
	<u>2 909 287</u>		
<i>Services de communication</i>		<i>Crédits législatifs</i>	
Traitements et salaires.....	3 069 081	Traitement versé au ministre en vertu de la	
Avantages sociaux.....	396 475	<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	49 301
Transports et communications.....	32 317	Traitement versé aux adjoints parlementaires en	
Services.....	391 479	<i>vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	33 334
Fournitures et matériel.....	4 183		<u>82 635</u>
	<u>3 893 535</u>		
<i>Services financiers et administratifs</i>		<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
Traitements et salaires.....	3 818 888	<b>ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>	
Avantages sociaux.....	510 566		<u><u>21 500 822</u></u>
Transports et communications.....	66 196		
Services.....	1 440 656		
Fournitures et matériel.....	17 541		
	<u>5 853 847</u>		
<i>Ressources humaines</i>			
Traitements et salaires.....	1 230 232		
Avantages sociaux.....	215 488		
Transports et communications.....	14 707		
Services.....	102 530		
Fournitures et matériel.....	3 818		
	<u>1 566 775</u>		



## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

## PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT – CRÉDIT 1902

## Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>
Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 4)		Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 3)
Traitements et salaires.....	13 776 103	Paiements de transfert
Avantages sociaux.....	1 935 197	Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe.....
Transports et communications.....	277 937	12 102 672
Services.....	3 325 461	Programme national d'atténuation des catastrophes.....
Fournitures et matériel.....	34 100	9 133 360
Paiements de transfert		<u>21 236 032</u>
Programme d'aide aux sinistrés pour la reprise après une catastrophe.....	18 194 200	
Programme d'aide aux municipalités pour la reprise après une catastrophe.....	2 523 937	
Paiements en vertu de la Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités.....	73 007 896	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>
Impôts sur les propriétés provinciales louées en vertu de la Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités.....	9 419 669	<b>PROGRAMME DES SERVICES</b>
Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee.....	1 525 400	<b>AUX MUNICIPALITÉS ET</b>
Aide aux conseils d'aménagement.....	354 907	<b>RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT. <u>21 236 032</u></b>
Programme national d'atténuation des catastrophes.....	9 381 298	
Projets prioritaires pour les municipalités et les organisations municipales..	<u>6 035 553</u>	
	<u>120 442 860</u>	
	<u>139 791 658</u>	
Moins : Recouvrements.....	<u>82 427 564</u>	
	<u>57 364 094</u>	
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
<b>PROGRAMME DES SERVICES</b>		
<b>AUX MUNICIPALITÉS ET</b>		
<b>RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.....</b>	<b><u>57 364 094</u></b>	



**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT**  
**ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT – CRÉDIT 1903**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Administrations locales et politiques d'aménagement (Poste 7)		
Traitements et salaires.....		7 833 156
Avantages sociaux.....		1 174 938
Transports et communications.....		90 291
Services.....		2 138 439
Fournitures et matériel.....		7 495
Paiements de transfert		
Subvention pour la recherche et l'anayse - données sur les municipalités.....	200 000	
Programme pour la modernisation au niveau..... municipal.....		7 652 933
		<u>7 852 933</u>
		<u>19 097 252</u>
Secrétariat des initiatives Fonds de croissance de l'Ontario (Poste 10)		
Traitements et salaires.....		2 715 013
Avantages sociaux.....		366 296
Transports et communications.....		33 676
Services.....		828 464
Fournitures et matériel.....		7 673
		<u>3 951 122</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT.....</b>		<b><u><u>23 048 374</u></u></b>

## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1904</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
2	864 117 200	(9 779 100)	854 338 100	
3	1 418 600	600 000	2 018 600	
L	<u>1 000</u>	<u>0</u>	<u>1 000</u>	
	<b><u>865 536 800</u></b>	<b><u>(9 179 100)</u></b>	<b><u>856 357 700</u></b>	
<b>PROGRAMME DE LOGEMENT</b>				
				Logement communautaire et logement à but lucratif..... 851 527 449
				Location à usage d'habitation..... 1 745 594
				Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LOGEMENT..... 853 273 043</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
4	218 728 400	9 129 100	227 857 500	Logement communautaire et logement à but lucratif - immobilisations..... 223 269 337
5	1 000		1 000	Logement communautaire et logement à but lucratif - immobilisations, charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	<u>437 000</u>		<u>437 000</u>	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 422 821
	<b><u>219 166 400</u></b>	<b><u>9 129 100</u></b>	<b><u>228 295 500</u></b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE LOGEMENT.. 223 692 158</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
6	<u>1 396 500</u>		<u>1 396 500</u>	Logement communautaire et logement à but lucratif - immobilisations..... 1 256 032
	<b><u>1 396 500</u></b>		<b><u>1 396 500</u></b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DE LOGEMENT.. 1 256 032</b>



---

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme :**

Ce programme a les objectifs suivants : honorer les engagements du gouvernement en matière de logement communautaire, de prévention de l'itinérance et de logement du marché; créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et les locateurs et encourage l'entretien et l'investissement dans le secteur du logement locatif neuf; soutenir les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : élaboration de politiques, conception et exécution de programmes, règlement des plaintes et application des décisions et financement des programmes de logement.

## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

## PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

## Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>					
Logement social et logement à but lucratif (Poste 2)			Location à usage d'habitation (Poste 3)		
Traitements et salaires.....		10 762 317	Traitements et salaires.....		1 277 489
Avantages sociaux.....		1 561 126	Avantages sociaux.....		225 748
Transports et communications.....		71 694	Transports et communications.....		27 301
Services.....		4 867 721	Services.....		213 188
Fournitures et matériel.....		13 885	Fournitures et matériel.....		1 868
Paiements de transfert					<u>1 745 594</u>
Paiements aux gestionnaires des services, y compris pour les activités sans but lucratif offertes dans les territoires non érigés en municipalité.....		340 936 169			
Paiements à la Société ontarienne d'hypothèques et de logement.....		60 360 467			
Programme de logement en milieu rural et autochtone.....		6 892 000			
Élimination de l'itinérance.....		72 641 482			
Programme de prévention de l'itinérance.....		323 707 142			
Investissement dans le logement abordable – aides au loyer – contribution provinciale.		22 379 935			
Initiative ontarienne de logement prioritaire – contribution provinciale.....		764 193			
Initiative ontarienne de logement prioritaire – contribution fédérale.....		1 623 909			
Initiative Canada-Ontario de logement communautaire – contribution fédérale.....		<u>12 145 548</u>			
		841 450 845			
		858 727 588			
Moins : Recouvrements.....		<u>7 200 139</u>			
		851 527 449			
			<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE.</b>		<b><u>853 273 043</u></b>
			<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>		
			Logement abordable – immobilisations (Poste 4)		
			Paiements de transfert		
			Dépenses en immobilisations – Société ontarienne d'hypothèques et de logement.....		
					2 456 908
			Programme de logement abordable – contribution du gouvernement provincial.....		
					14 981 497
			Investissement dans le logement abordable – contribution provinciale.....		
					56 825 989
			Mettre fin à l'itinérance.....		
					7 125 694
			Initiative ontarienne de logement prioritaire – contribution provinciale.....		
					38 105 207
			Initiative ontarienne de logement prioritaire – contribution fédérale.....		
					82 760 391
			Initiative Canada-Ontario de logement communautaire – contribution fédérale.....		
					<u>21 013 651</u>
					<u>223 269 337</u>

## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

## PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement –		
<i>Loi sur l'administration financière</i> .....		422 821
		<u>422 821</u>
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>		
<b>PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE...</b>		<b><u>223 692 158</u></b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>		
Programme de logement abordable – immobilisations (Poste 6)		
Logiciels d'application de gestion – coûts		
relatifs aux immobilisations.....		1 256 032
		<u>1 256 032</u>
<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME</b>		
<b>DE LOGEMENT ABORDABLE.....</b>		<b><u>1 256 032</u></b>

## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Remboursements de dépenses pour logements sans		
but lucratifs (S.C.H.L.).....	351 660 137	378 447 063
Financement de la stratégie nationale du logement.....	117 543 500	0
Accord de logement à prix abordable (S.C.H.L.).....	0	80 130 000
Programme national d'atténuation des catastrophes.....	18 514 658	14 916 881
	<u>487 718 295</u>	<u>473 493 944</u>
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES</b>		
Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement		
de la dette de la SDLO.....	55 984 008	65 811 124
Intérêt sur la dette publique.....	6 037 943	7 127 491
Remboursement – SOHL – prêts et intérêts pour logements étudiants.....	87 315	134 520
Rénovation urbaine.....	51 205	43 792
Syndicat/Association.....	(1 984)	4 614
	<u>62 158 487</u>	<u>73 121 541</u>
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements.....	1 386 226	1 337 079
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement.....	145 100	126 595
Évaluation de matériaux de construction.....	100 648	97 264
Formation adm. code du bâtiment.....	60 341	91 025
Demande de renseignements – Loi sur l'accès à l'information et la		
protection de la vie privée.....	13 476	4 442
Clôtures de bornage - Frais de demande.....	1 316	1 932
Application de la Loi sur l'accès à l'information		
et la protection de la vie privée.....	268	215
Rental housing Enforcement Unit Fees.....	0	9 855
	<u>1 707 375</u>	<u>1 668 407</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>35</u>	<u>0</u>
<b>VENTES ET LOCATIONS</b>		
SOHL – conversion de bail.....	62 579	126 744
SOHL – revenus de location.....	25 003	28 668
	<u>87 582</u>	<u>155 412</u>

## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	5 505 836	6 759 441
DIVERS		
Pénalités – intérêts.....	1 755	1 634
Autres.....	27 911	24 096
	29 666	25 730
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b>557 207 276</b>	<b>555 224 475</b>

## ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
Crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles.....	4 200	3 900
<b>TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....</b>	<b>4 200</b>	<b>3 900</b>



# MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

EXERCICE, 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-30
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-31
AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	2-33
SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES.....	2-35
ÉLABORATION DES POLITIQUES.....	2-39
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-32, 2-34, 2-37
ÉTAT DES RECETTES.....	2-41
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-41

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
25 431 733	Administration du ministère	22 414 514	22 294 287
73 412 210	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	79 281 200	77 210 854
465 937 634	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	413 391 600	404 774 804
16 983 530	Élaboration des politiques	16 646 700	16 345 205
<b>581 765 107</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>531 734 014</b>	<b>520 625 150</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>			
	Administration du ministère	1 000	0
1 889 100	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	9 000 000	1 882 000
<b>1 286 000</b>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>9 001 000</b>	<b>1 882 000</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
208 389 001	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	332 647 100	323 555 330
<b>173 104 396</b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>332 647 100</b>	<b>323 555 330</b>



**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>101</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	23 159 900	(809,400)	22 350 500	Administration du ministère..... 22 215 587
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 302
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif... 29 398
	<u>23 223 914</u>	<u>(809,400)</u>	<u>22 414 514</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b> <u>22 294 287</u>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b> <u>0</u>

**Description du programme :**

Le Programme d'administration assume le leadership de la gestion stratégique et fournit des conseils, des avis juridiques, des services de communication et des services administratifs à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitments et salaires.....	12 951 217		Traitments et salaires.....	3 652 485	
Avantages sociaux.....	2 212 703		Avantages sociaux.....	520 200	
Transports et communications.....	284 463		Transports et communications.....	40 670	
Services.....	6 680 704		Services.....	776 440	
Fournitures et matériel.....	86 500		Fournitures et matériel.....	17 901	
	<u>22 215 587</u>			<u>5 007 696</u>	
<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitments et salaires.....	2 370 332		Transports et communications.....	13 212	
Avantages sociaux.....	304 544		Services.....	2 952 857	
Transports et communications.....	68 654		Fournitures et matériel.....	5 599	
Services.....	271 693			<u>2 971 668</u>	
Fournitures et matériel.....	18 127				
	<u>3 033 350</u>				
<i>Services Opérationnels</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitments et salaires.....	2 456 203		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	780 634		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		0
Transports et communications.....	126 589		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Services.....	2 406 969		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		0
Fournitures et matériel.....	30 448				<u>0</u>
	<u>5 800 843</u>				
<i>Planification des activités et services financiers</i>			<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
Traitments et salaires.....	2 895 498		<b>ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>		
Avantages sociaux.....	408 461			<b>22 215 587</b>	
Transports et communications.....	18 055			<u><u>22 215 587</u></u>	
Services.....	168 294				
Fournitures et matériel.....	3 342				
	<u>3 493 650</u>				
<i>Ressources Humaines</i>					
Traitments et salaires.....	1 576 699				
Avantages sociaux.....	198 864				
Transports et communications.....	17 283				
Services.....	104 451				
Fournitures et matériel.....	11 083				
	<u>1 908 380</u>				

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>107</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
1	79 515 200	( 244 000)	79 271 200	Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 77 210 650
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> ..... 204
	<u>79 525 200</u>	<u>(244 000)</u>	<u>79 281 200</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME D'AMÉLIORATION</b>
				<b>DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET</b>
				<b>DE L'ENVIRONNEMENT..... 77 210 854</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
2	9 000 000		9 000 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 1 882 000
	<u>9 000 000</u>		<u>9 000 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME D'AMÉLIORATION</b>
				<b>DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET</b>
				<b>DE L'ENVIRONNEMENT..... 1 882 000</b>

**Description du programme :**

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales a recours à une panoplie complète d'outils pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie des meilleures pratiques de gestion. Parmi ces outils, mentionnons les fonctions législatives et de réglementation liées à la salubrité des aliments, à la santé des animaux, à la gestion des éléments nutritifs et au drainage, ainsi que les programmes non régis par la réglementation qui visent la salubrité des aliments, la traçabilité, la santé et le bien-être des animaux, la santé des sols, l'environnement et le changement climatique.



**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>108</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES</b>
1	126 530 400	(14 086 100)	112 444 300	Développement économique..... 107 067 328
3	77 019 500		77 019 500	Recherche..... 76 903 811
4	231 797 000	(8 876 200)	222 920 800	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises 220 703 164
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	5 000		5 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 0
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	1 000 000		1 000 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 100 501
	<u>436 353 900</u>	<u>(22 962 300)</u>	<u>413 391 600</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES.....</b> <u>404 774 804</u>

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>108</b>				
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
7	196 025 200	136 621 900	332 647 100	
	<u>196 025 200</u>	<u>136 621 900</u>	<u>332 647 100</u>	
				<b>PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES</b>
				Développement économique..... 323 555 330
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>– PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES.....</b>
				<b>323 555 330</b>

**Program Description**

Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales soutient les collectivités rurales et les secteurs de l'agriculture, des produits alimentaires, des bioproduits et des courses hippiques de la province des manières suivantes : en investissant dans la recherche agroalimentaire et liée aux bioproduits; en encourageant l'adoption de pratiques de gestion exemplaires et de nouvelles technologies; en exécutant des programmes d'aide, notamment la stabilisation des revenus agricoles; en soutenant l'attraction et le maintien des investissements pour le secteur de la transformation des aliments; en encourageant les ventes de produits agricoles et agroalimentaires de l'Ontario dans les marchés intérieurs et d'exportation. Le ministère est déterminé à bâtir des collectivités rurales solides et dynamiques dotées d'économies diversifiées.

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION  
ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>					
Développement économique (Poste 1)			Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises (Poste 4)		
Traitments et salaires.....		22 158 957			
Avantages sociaux.....		3 268 137			
Transports et communications.....		612 669			
Services.....		11 394 647			
Fournitures et matériel.....		120 891			
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Partenariat canadien pour l'agriculture – contribution fédérale - développement économique.....	17 587 889		Agricorp..... 16 301 817		
Industrie alimentaire.....	34 608 193		Agri-protection..... 31 579 003		
Programme pour la croissance communautaire.....	2 883 519		Agri-investissement..... 20 046 000		
Fonds de promotion des vins de L'Ontario.....	12 841 977		Agri-stabilité..... 22 960 000		
Programme de développement économique des collectivités rurales.....	1 121 123		Fonds de primes aux agriculteurs pour la gestion des risques..... 29 000 000		
Programme ontarien pour les petites cidreries et distilleries.....	2 689 771		Programme ontarien de gestion des risques..... 100 000 000		
		71 732 472	Indemnisation des dommages causés par la faune – contribution fédérale..... 395 892		
		109 287 773	Indemnisation des dommages causés par la faune – contribution provinciale..... 420 452		
Moins : Recouvrements.....		2 220 445			
		107 067 328			
			Crédits législatifs		
Recherche (Poste 3)			Autre opérations		
Traitments et salaires.....		2 216 507	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 100 501		
Avantages sociaux.....		313 528	<u>100 501</u>		
Transports et communications.....		20 210			
Services.....		553 715			
Fournitures et matériel.....		3 011			
Paiements de transfert					
Partenariat canadien pour l'agriculture - contribution fédéral – Recherche.....	6 745 570				
Recherche sur l'innocuité des aliments.....	201 270				
Subventions tenant lieu d'impôt	750 000				
Université de Guelph.....	66 100 000				
		73 796 840			
		76 903 811			
			<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
			<b>PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES</b>		
			<b>DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION</b>		
			<b>ET DES BIOPRODUITS ET</b>		
			<b>COLLECTIVITÉS RURALES FORTE <u>404 774 804</u></b>		

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES**
**PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION  
ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

		\$
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>		
Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire.....	500 000	
Infrastructure municipale.....	222 059 368	
Programme d'infrastructure		
Investir dans le Canada – Contribution fédérale.....	10 668 930	
Programme d'infrastructure		
Investir dans le Canada – Contribution provinciale.....	5 707 219	
Entretien et réparations de l'infrastructure de recherche...	4 500 000	
Renouvellement de l'infrastructure de recherche et d'éducation.....	2 500 000	
Nouveau Fonds Chantiers		
Canada – contribution provincial.....	61 755 020	
Nouveau Fonds Chantiers		
Canada – contribution fédéral.....	15 864 793	
	323 555 330	
 <b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>		
<b>PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES</b>		
<b>DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION</b>		
<b>ET DES BIOPRODUITS ET</b>		
<b>COLLECTIVITÉS RURALES FORTE</b>		
	<b>323 555 330</b>	



**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>109</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES</b>
1	17 634 400	(987 700)	16 646 700	Élaboration des politiques..... 16 345 205
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
	<u>17 634 400</u>	<u>(987 700)</u>	<u>16 646 700</u>	<b>– PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES..... 16 345 205</b>

**Description du programme :**

La Division des politiques est responsable de diriger et coordonner l'élaboration de conseils, d'analyses et de recommandations novateurs, complets et fondés sur des faits à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales, y compris les politiques fédérales-provinciales-territoriales.

---

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES**
**PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES – CRÉDIT 109**
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**


---

	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Élaboration des politiques (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	11 725 085
Avantages sociaux.....	1 454 649
Transports et communications.....	181 724
Services.....	2 953 333
Fournitures et matériel.....	30 414
	<u>16 345 205</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
<b>PROGRAMME D'ÉLABORATION</b>	
<b>DES POLITIQUES.....</b>	<b><u>16 345 205</u></b>

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Partenariat canadien pour l'agriculture.....	44 745 406	37 754 552
Nouveau Fonds Chantiers Canada.....	26 533 724	39 038 858
Indemnisation des dommages causés par la faune.....	673 312	701 842
AgAgri-Stabilité – Administration.....	456 000	381 387
	<u>72 408 442</u>	<u>77 876 639</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	47 197	53 799
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	483 567	561 190
VENTES ET LOCATIONS.....	29 000 000	25 024 465
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	6 498 121	17 898 985
DIVERS.....	5 096 918	22 088 848
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u>113 534 245</u></b>	<b><u>143 503 926</u></b>

## ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux.....	3 375 729	3 497 150
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario.....	14 768	22 671
<b>TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....</b>	<b><u>3 390 497</u></b>	<b><u>3 519 821</u></b>



# BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-44
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....	2-45
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-46

**BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019	PROGRAMMES	2019-2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
20 001 358	Bureau de la vérificatrice générale	26 318 100	26 101 091
<u>20 001 358</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	<u>26 318 100</u>	<u>26 101 091</u>
	<b>DU MINISTÈRE</b>		

**BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2501</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
1	25 796 000		25 796 000	Bureau de la vérificatrice générale..... 25 592 020
L	522 100		522 100	<i>Loi sur le vérificateur général</i> ..... 509 071
	<u>26 318 100</u>		<u>26 318 100</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME DU BUREAU</b>
				<b>DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.... 26 101 091</b>

**Description du programme :**

La vérificatrice générale, qui est un haut fonctionnaire de l'Assemblée législative, procède à la vérification impartiale des programmes du gouvernement, des états financiers de la province, de nombreux organismes de la Couronne et d'organisations du secteur parapublic, ainsi qu'à des examens conformément à la Loi sur le vérificateur général et à d'autres lois et ouvrages faisant autorité. Ces vérifications et examens lui permettent d'offrir assurance, renseignements objectifs et conseils à l'Assemblée législative. Le Bureau de la vérificatrice générale aide ainsi l'Assemblée à tenir le gouvernement, ses administrateurs et les bénéficiaires de subventions responsables de la saine gestion des fonds publics et de l'optimisation des ressources utilisées pour dispenser les services au public.

La vérificatrice générale est également tenue, en vertu de la Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale, d'examiner certains types d'annonces publicitaires et d'imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi.

La vérificatrice doit, aux termes des deux lois, présenter directement à l'Assemblée législative un rapport annuel sur ses travaux.

En vertu de la Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières, la vérificatrice générale est aussi tenue d'examiner et de produire une déclaration indiquant que le Rapport préélectoral préparé par le ministère des Finances est raisonnable.

**BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**  
**PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 2501**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Bureau du vérificateur général (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	14 849 914
Avantages sociaux.....	3 601 813
Transports et communications.....	548 747
Services.....	6 097 679
Fournitures et matériel.....	481 867
Paiements de transfert	
CCAF-FVCI Inc.....	12 000
	12 000
	25 580 020
Crédits législatifs	
<i>Loi sur le vérificateur général</i>	
Traitments et salaires.....	424 961
Services.....	84 110
	509 071
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
<b>PROGRAMME DU BUREAU</b>	
<b>DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....</b>	<b>26 089 091</b>



---

**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
EXERCICE 2019 – 2020

---

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-48
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....	2-49
COMMISSAIRES.....	2-52
ÉTAT DES RECETTES.....	2-54

**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019	PROGRAMMES	2019–2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
145 242 420	Bureau de l'Assemblée législative	156 921 600	139 874 701
46 216 101	Commissaires	30 172 600	28 890 471
<b>191 458 521</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR</b> <b>LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE</b>	<b>187 094 200</b>	<b>168 765 172</b>

\* Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>201</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE</b>
1	319 900		319 900	Présidence..... 271 339
2	917 500		917 500	Bureau du greffier..... 728 321
3	13 664 100	(157 500)	13 506 600	Services parlementaires..... 12 309 400
4	12 982 700	142 500	13 125 200	Services d'information et de technologie 11 729 850
5	8 656 700	22 500	8 679 200	Services administratifs..... 7 900 473
6	22 403 600	(7 500)	22 396 100	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire..... 21 115 488
8	11 375 500	8 000	11 383 500	Services de soutien aux groupes parlementaires..... 11 382 830
9	25 947 800		25 947 800	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés..... 24 241 015
10	50 215 500	(8 000)	50 207 500	Services de soutien aux bureaux des députés..... 45 364 867
11	309 800		309 800	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario..... 307 827
13	10 128 500		10 128 500	Modernisation des installations ..... 4 523 291
	<b>156 921 600</b>		<b>156 921 600</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 139 874 701</b>

**Description du programme**

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.



**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$
Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)	
Traitments et salaires.....	23 746 124
Avantages sociaux.....	5 306 764
Transports et communications.....	2 747 611
Services.....	10 834 405
Fournitures et matériel.....	2 729 963
	<u>45 364 867</u>
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
Paiements de transfert	
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario.....	307 827
	<u>307 827</u>
Modernisation des installations (Poste 13)	
Services.....	4 442 679
Fournitures et matériel.....	80 612
	<u>4 523 291</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE</b>	<b><u>140 146 040</u></b>

**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>202</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
2	19 706 000		19 706 000	
3	4 667 500		4 667 500	
4	1 543 300	(16 800)	1 526 500	
5	544 800		544 800	
6	3 711 000	16 800	3 727 800	
	<u>30 172 600</u>		<u>30 172 600</u>	
<b>PROGRAMME DES COMMISSAIRES</b>				
				Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée..... 19 317 466
				Bureau du commissaire à l'intégrité..... 3 857 559
				Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes..... 1 452 644
				Commissariat aux services en français.... 535 011
				Directeur de la responsabilité financière <u>3 727 791</u>
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME DES COMMISSAIRES..... 28 890 471</b>

Nota : Les transferts représentent les coûts associés à la réorganisation des commissions.

**Description du programme :**

Ce programme comprend les bureaux suivants : le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de la Charte des droits environnementaux de 1993; le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée de l'Ontario; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la Loi de 1994 sur l'intégrité des députés, de la Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes, de la Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario; le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, chargé de l'application de la Loi de 2007 sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes; le Commissariat aux services en français, qui a pour mandat d'assurer la conformité à la Loi sur les services en français dans la prestation des services gouvernementaux; le Bureau du directeur de la responsabilité financière, qui a pour mandat de faire appliquer la Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière.

**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$		\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)		Commissariat aux services en français (Poste 5)	
Traitments et salaires.....	13 544 340	Traitments et salaires.....	379 349
Avantages sociaux.....	2 724 788	Avantages sociaux.....	85 689
Transports et communications.....	154 332	Transports et communications.....	4 285
Services.....	2 673 657	Services.....	64 302
Fournitures et matériel.....	220 349	Fournitures et matériel.....	1 386
	<u>19 317 466</u>		<u>535 011</u>
Bureau du commissaire à l'intégrité (Item 3)		Directeur de la responsabilité financière (Poste 6)	
Traitments et salaires.....	2 391 376	Traitments et salaires.....	2 383 145
Avantages sociaux.....	502 745	Avantages sociaux.....	397 639
Transports et communications.....	74 984	Transports et communications.....	17 076
Services.....	824 543	Services.....	873 536
Fournitures et matériel.....	63 911	Fournitures et matériel.....	56 395
	<u>3 857 559</u>		<u>3 727 791</u>
Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes (Poste 4)		<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
Traitments et salaires.....	942 759	<b>PROGRAMME DES COMMISSAIRES.....</b>	
Avantages sociaux.....	142 682	<b><u>28 890 471</u></b>	
Transports et communications.....	36 898		
Services.....	329 364		
Fournitures et matériel.....	941		
	<u>1 452 644</u>		

## BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>73 314</u>	<u>69 337</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>218 504</u>	<u>207 466</u>
DIVERS.....	<u>628 466</u>	<u>421 410</u>
<b>TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE</b>	<b><u>920 284</u></b>	<b><u>698 213</u></b>



# BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-56
OMBUDSMAN ONTARIO.....	2-57
ÉTAT DES RECETTES.....	2-59

**BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019	PROGRAMMES	2019–2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
15 300 041	Ombudsman Ontario	32 644 800	23 325 671
<u>15 300 041</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO</b>	<u>32 644 800</u>	<u>23 325 671</u>

**BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2301</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME - OMBUDSMAN ONTARIO</b>
1	32 644 800		32 644 800	Ombudsman..... 23 325 671
				<b>TOTAL (CHARGES DE</b>
				<b>FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME</b>
	<b>32 644 800</b>		<b>32 644 800</b>	<b>– OMBUDSMAN ONTARIO..... 23 325 671</b>

**Description du programme:**

"L'ombudsman est un fonctionnaire de l'Assemblée législative dont le mandat est prévu dans la Loi sur l'ombudsman. Il promeut l'équité, la responsabilisation et la transparence dans le secteur public en menant des enquêtes sur les plaintes et sur les problèmes systémiques qui relèvent de son mandat et en faisant des recommandations pour améliorer l'administration de la politique, des programmes et des services publics.

Le 1er mai 2019, le mandat de l'ombudsman a été élargi et comprend maintenant le traitement des plaintes relatives aux enfants et aux jeunes pris en charge (sociétés d'aide à l'enfance, foyers de groupe et familles d'accueil) ainsi qu'aux services en français. Ce changement découle d'une loi adoptée en décembre 2018 qui faisait passer à l'ombudsman les responsabilités de l'ancien Commissariat aux services en français, un organisme indépendant, ainsi que la fonction d'enquête de l'ancien Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, aussi un organisme indépendant.

Au cours de l'exercice 2019-2020, le Bureau de l'Ombudsman a reçu 26 423 plaintes. En avril 2019, le Bureau de régie interne a approuvé un financement supplémentaire de 12 206 300 \$ et 43 EPT pour appuyer la compétence supplémentaire de l'Ombudsman sur les services aux enfants et aux jeunes et en français. Ces postes étaient en grande partie occupés par des employés de l'ancien FLSC et PACY. L'effectif total du Bureau en 2019-2020 était de 186 EPT.

**BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO**  
**PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Ombudsman (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	14 093 869
Avantages sociaux.....	4 151 890
Transports et communications.....	357 541
Services.....	4 116 704
Fournitures et matériel.....	641 330
	23 361 334
Moins : Recouvrements.....	35 663
	23 325 671
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
<b>PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO.....</b>	<b>23 325 671</b>

## BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

---

	2020	2019
	\$	\$
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>41 078</u>	<u>4 973</u>
DIVERS.....	<u>80 095</u>	<u>69 505</u>
<b>TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO.....</b>	<b><u>121 173</u></b>	<b><u>74 478</u></b>



# BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-62
BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES.....	2-63
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-64
ÉTAT DES RECETTES.....	2-65

**BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019	PROGRAMMES	2019–2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
38 415 339	Bureau du conseil des ministres	31 573 114	30 203 975
<b>38 415 339</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES</b>	<b>31 573 114</b>	<b>30 203 975</b>



**BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>401</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES</b>
1	35 589 200	(4 408 100)	31 181 100	Bureau principal..... 29 845 907
2	328 000		328 000	Leader parlementaire du gouvernement 323 934
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 17 467
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 16 667
	<u>35 981 214</u>	<u>(4 408 100)</u>	<u>31 573 114</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES... 30 203 975</b>

**Description du programme :**

Le Bureau du Conseil des ministres soutient la réalisation des priorités gouvernementales. Le Bureau et le ministère des Affaires intergouvernementales travaillent avec les ministères pour élaborer et coordonner les politiques, les communications et les stratégies intergouvernementales, et ils soutiennent et surveillent la mise en œuvre et la réalisation du mandat et des résultats du gouvernement. Le ministère assure également le leadership et la mise en œuvre des nouvelles priorités gouvernementales, comme la Réduction des formalités administratives et des fardeaux réglementaires et le Bureau du renouvellement. Des services administratifs sont également fournis au Cabinet du Premier ministre, au Bureau du leader parlementaire et à tous les Bureaux des ministres.

**BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**  
**PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019**

	\$	\$		\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
Bureau principal (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitments et salaires.....	22 597 706		Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	17 467
Avantages sociaux.....	2 789 614		Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	16 667
Transports et communications.....	353 070			34 134
Services.....	3 903 020			
Fournitures et matériel.....	202 497			
	29 845 907			
<i>Bureau du Conseil des ministres</i>				
Traitments et salaires.....	17 589 954			
Avantages sociaux.....	2 120 418			
Transports et communications.....	293 287			
Services.....	3 349 823			
Fournitures et matériel.....	118 794			
	23 472 276			
<i>Affaires intergouvernementales</i>				
Traitments et salaires.....	5 007 752			
Avantages sociaux.....	669 197			
Transports et communications.....	59 783			
Services.....	553 196			
Fournitures et matériel.....	83 703			
	6 373 631			
Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)				
Traitments et salaires.....	271 445			
Avantages sociaux.....	42 321			
Transports et communications.....	1 303			
Services.....	8 865			
	323 934			
			<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES.....</b>	<b>30 203 975</b>

## BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....	<u>5 653</u>	<u>3 045</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>1 124</u>	<u>0</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>0</u>	<u>25 785</u>
DIVERS.....	<u>13</u>	<u>0</u>
<b>TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU CONSEIL DES MINISTRES .</b>	<b><u><u>6 790</u></u></b>	<b><u><u>28 830</u></u></b>



# BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-68
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS.....	2-69
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-70
ÉTAT DES RECETTES.....	2-71

**BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019	PROGRAMMES	2019-2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
159 948 022	Bureau du directeur général des élections	41 059 600	54 704 688
<b>159 948 022</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS</b>	<b>41 059 600</b>	<b>54 704 688</b>

**BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>501</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
1	14 572 100		14 572 100	Administration des élections..... 11 549 851
2	26 487 500		26 487 500	Administration du financement des élections..... 24 428 573
L	0		0	<i>Loi électorale</i> ..... 18 726 264
	<u>41 059 600</u>		<u>41 059 600</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 54 704 688</b>

**Description du programme :**

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 122 circonscriptions électorales de l'Ontario.

Le directeur général des élections veille à l'application de la Loi sur le financement des élections. Plus de 640 associations de circonscription et 20 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la Loi sur le financement des élections.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la Loi de 1999 sur la protection des contribuables.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

**BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**  
**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS – CRÉDIT 501**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	9 510 413
Avantages sociaux.....	2 039 438
	<u>11 549 851</u>
Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	1 363 094
Avantages sociaux.....	318 475
Transports et communications.....	41 921
Services.....	2 232 465
Fournitures et matériel.....	6 076
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales	
en vertu de la Loi sur le	
financement des élections.....	
	<u>20 549 890</u>
	24 511 921
Moins : Recouvrements.....	83 348
	<u>24 428 573</u>
Crédits législatifs	
Autres opérations	
<i>Loi électorale</i> .....	18 726 264
	<u>18 726 264</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
<b>PROGRAMME DU BUREAU DU</b>	
<b>DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS..</b>	<b><u>54 704 688</u></b>



## BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
DIVERS.....	436 790	1 578 481
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b>436 790</b>	<b>1 578 481</b>



# **BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-74
BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....	2-75

**BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

2018-2019	PROGRAMMES	2019-2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
1 759 036	Bureau du lieutenant-gouverneur	2 003 500	1 957 011
	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR</b>		
<b>1 759 036</b>	<b>LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR</b>	<b>2 003 500</b>	<b>1 957 011</b>

**BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1701</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
1	1 903 500	100 000	2 003 500	
				Bureau du lieutenant-gouverneur..... 1 957 011
				<b>TOTAL (CHARGES DE</b>
				<b>FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME</b>
				<b>DU BUREAU DU</b>
				<b>LIEUTENANT-GOUVERNEUR. 1 957 011</b>
	<u>1 903 500</u>	<u>100 000</u>	<u>2 003 500</u>	

**Description du programme :**

Le programme fournit les services dont a besoin la lieutenante-gouverneure pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles, représentatives et communautaires. Dans son rôle constitutionnel, la lieutenante-gouverneure représente la Reine, nomme au poste de premier ministre le chef du parti qui a la confiance de l'Assemblée législative, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle représentatif et communautaire, la lieutenante-gouverneure représente la population de l'Ontario; elle est l'hôte officiel de la province et accueille les membres des familles royales, des chefs d'État, des dirigeants mondiaux et des membres des corps diplomatiques. La lieutenante-gouverneure fait la promotion et met en lumière des questions d'intérêt constant devant les titulaires de fonctions vice-royales, notamment les relations entre la Couronne et les Autochtones, les forces canadiennes, le civisme, les arts et le bénévolat. Elle met également de l'avant des questions d'intérêt personnel, actuellement axées sur le développement durable et la place de l'Ontario dans le monde.

**BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1701**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 271 145
Avantages sociaux.....	129 616
Transports et communications.....	55 971
Services.....	275 366
Fournitures et matériel.....	69 113
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire.....	155 800
	<u>1 957 011</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
<b>PROGRAMME DU BUREAU DU</b>	
<b>LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....</b>	<b><u>1 957 011</u></b>

# CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-78
CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	2-79
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-80

**CABINET DU PREMIER MINISTRE**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019	PROGRAMMES	2019–2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
2 422 850	Cabinet du Premier ministre	2 432 661	2 424 827
	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>		
<u>2 422 850</u>	<b>POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE</b>	<u>2 432 661</u>	<u>2 424 827</u>



**CABINET DU PREMIER MINISTRE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2401</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE</b>
1	2 326 800		2 326 800	Cabinet du Premier ministre..... 2 319 671
				Traitement versé au premier ministre en vertu de la
L	89 688		89 688	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 92 424
				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la
L	<u>16 173</u>		<u>16 173</u>	<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... <u>12 732</u>
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE.....</b>
	<u><u>2 432 661</u></u>		<u><u>2 432 661</u></u>	<u><u>2 424 827</u></u>

**Description du programme :**

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

**CABINET DU PREMIER MINISTRE**  
**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 905 031
Avantages sociaux.....	240 069
Transports et communications.....	116 516
Services.....	40 648
Fournitures et matériel.....	17 407
	2 319 671
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	92 424
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de <i>la Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	12 732
	105 156
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE.....</b>	<b>2 424 827</b>

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA  
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE**

EXERCICE 2019 – 2020

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-82
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-83
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE.....	2-85
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	
ÉTAT DES RECETTES.....	2-90
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-91

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA  
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE  
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

2018–2019	PROGRAMMES	2019–2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
27 944 330	Administration du ministère	22 250 787	21 770 109
	Développement économique, de création		
866 525 295	d'emplois et de commerce	717 703 300	683 417 964
<b>894 469 625</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>739 954 087</b>	<b>705 188 073</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
	Développement économique, de création		
5 166 247	d'emplois et de commerce	10 000 000	8 307 026
<b>5 166 247</b>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>10 001 000</b>	<b>8 307 026</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
	Développement économique, de création		
101 140 727	d'emplois et de commerce	93 404 000	83 400 000
<b>101 140 727</b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>93 404 000</b>	<b>83 400 000</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>			
	Développement économique, de création		
0	d'emplois et de commerce	2 000	0
<b>0</b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE</b>	<b>2 000</b>	<b>0</b>

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA  
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE  
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>901</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	22 169 600		22 169 600	Administration du ministère..... 21 670 007
L	47 841		47 841	Traitements versé au ministre en vertu <i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 66 768
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la ..... <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 33 334
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
	<u>22 250 787</u>		<u>22 250 787</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 21 770 109</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>

**Description du programme :**

Ce programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres) aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA  
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE  
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901  
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>		<i>Services de communication</i>	
Traitements et salaires.....	13 426 845	Traitements et salaires.....	3 103 842
Avantages sociaux.....	2 316 328	Avantages sociaux.....	505 946
Transports et communications.....	235 059	Transports et communications.....	22 194
Services.....	5 489 382	Services.....	433 675
Fournitures et matériel.....	202 393	Fournitures et matériel.....	15 987
	<u>21 670 007</u>		<u>4 081 644</u>
<i>Bureau principal</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	3 964 451	Transports et communications.....	24 284
Avantages sociaux.....	897 663	Services.....	2 558 862
Transports et communications.....	227 475	Fournitures et matériel.....	20 298
Services.....	1 029 705		<u>2 603 444</u>
Fournitures et matériel.....	14 654		
	<u>6 133 948</u>		
<i>Planification et finances</i>		<i>Crédits législatifs</i>	
Traitements et salaires.....	4 809 560	Traitement versé au ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	66 768
Avantages sociaux.....	699 214	Traitements versés aux adjoints parlementaires <i>en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	33 334
Transports et communications.....	(48 889)		<u>100 102</u>
Services.....	1 190 171		
Fournitures et matériel.....	149 797		
	<u>6,799,853</u>		
<i>Ressources humaines</i>		<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	
Traitements et salaires.....	1 548 992		<b><u>21 770 109</u></b>
Avantages sociaux.....	213 505		
Transports et communications.....	9 995		
Services.....	276 969		
Fournitures et matériel.....	1 657		
	<u>2 051 118</u>		

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA  
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE  
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>902</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE</b>
13	730 310 300	(13 033 000)	717 277 300	Développement économique, Création d'emplois et Commerce..... 683 238 839
L	<u>426 000</u>		<u>426 000</u>	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 179 125
	<b><u>730 736 300</u></b>	<b><u>(13 033 000)</u></b>	<b><u>717 703 300</u></b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE <u>683 417 964</u></b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
14	<u>10 000 000</u>		<u>10 000 000</u>	Développement économique, Création d'emplois et Commerce..... 8 307 026
	<b><u>10 000 000</u></b>		<b><u>10 000 000</u></b>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE <u>8 307 026</u></b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
21	93 403 000		93 403 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce..... 83 400 000
L	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
	<b><u>93 404 000</u></b>		<b><u>93 404 000</u></b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE <u>83 400 000</u></b>

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ET DE LA CROISSANCE / MINISTÈRE DE  
LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DES SCIENCES  
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>902</b>				
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
				<b>PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE</b>
22	2 000		2 000	Développement économique, Création d'emplois et Commerce..... 0
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>
				<b>– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE COMMERCE</b>
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<u>0</u>

**Description du programme :**

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il attire et stimule les investissements dans les principaux secteurs, régions et groupements commerciaux, et exécute et gère les programmes de financement connexes; il collabore avec les ministères partenaires pour élaborer des politiques et des stratégies visant à renforcer la compétitivité des entreprises; il veille à ce que les intérêts de l'Ontario soient bien représentés dans l'ensemble des négociations et des dossiers commerciaux, élabore des stratégies commerciales et d'investissement pour accroître la compétitivité de l'Ontario sur le plan national et international et propose des services d'investissement et des liens utiles aux investisseurs qui cherchent à établir leurs activités en Ontario; il établit des stratégies pour les industries prioritaires en Ontario afin de garantir la viabilité à long terme, la croissance de l'emploi et l'investissement, fait progresser les investissements directs provenant de l'étranger et élabore des stratégies pour étendre et assurer des opportunités, en établissant des partenariats stratégiques avec des intervenants et des entreprises de pointe dans des secteurs essentiels de l'économie ontarienne; il renforce la sensibilisation à l'égard des programmes et des services pour aider les entreprises à se développer et à passer à l'échelle supérieure et fait au pays et à l'étranger la promotion de l'Ontario comme un lieu où les entreprises s'épanouissent et prospèrent afin d'établir des partenariats mondiaux dans les domaines du commerce, de l'investissement et de l'innovation; il stimule les économies régionales, œuvre pour assurer une amélioration de l'emploi dans toute la province par la formation professionnelle et en cours d'emploi, et exécute des programmes d'investissement, de création d'emplois et de développement des talents; il soutient des activités de recherche de calibre mondial dans tout l'Ontario, tisse des liens solides avec les membres de l'écosystème des entreprises pour leur donner accès à du capital et à des services afin qu'ils puissent accélérer la croissance de leurs activités et créer des emplois, et il renforce la capacité de l'Ontario à innover et à améliorer l'avenir économique, scientifique et technologique de la province; il procure des conseils, des services et des soutiens aux entreprises pour réduire les obstacles et optimiser leur réussite en Ontario et dans le reste du monde.



**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA  
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE  
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE- CRÉDIT 902  
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>					
Développement économique, Création d'emplois et Commerce (Poste 13)			Initiative Next Generation of Baycrest.....	4 700 000	
Traitements et salaires.....		56 738 325	Société ontarienne de financement de la croissance - Investissements dans des fonds.....	25 000 000	
Avantages sociaux.....		8 043 534	Société ontarienne de financement de la croissance - Fonctionnement.....	1 640 000	
Transports et communications.....		1 085 068	Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario.....	150 334 472	
Services.....		29 501 231	Ontario Institute for Regenerative Medicine.....	3 750 000	
Fournitures et matériel.....		403 222	Fonds pour la recherche en Ontario.....	60 299 239	
Paiements de transfert			Fonds ontarien d'aide aux jeunes entrepreneurs.....	8 000	
Développement de réseaux			Institut Perimeter.....	10 000 000	
5G et de nouvelle génération.....	15 000 000		Programmes de développement des talents en recherche.....	7 824 261	
Consortium de la fabrication de pointe.....	6 999 999		Subventions de soutien aux secteurs.....	7 845 488	
Investissements dans le secteur ... des assembleurs de véhicules automobiles.....	41 600 000		Centres d'encadrement des petits entrepreneurs.....	5 038 132	
Plan pour le secteur automobile....	2 991 072		Fonds pour les projets pilotes d'entrepreneuriat social.....	349 409	
Innovation bioindustrielle.....	204 625		Mesures de soutien à l'entrepreneuriat social.....	341 550	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche.....	20 995 500		Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants - Entreprise d'été.....	2 153 333	
Consortium de recherche et d'innovation en transport urbain Canada.....	1 082 834		Toronto Global.....	2 500 000	
Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale.....	408 321		Réseau Trillium pour la fabrication de pointe.....	500 000	
Accélérateurs - Technologies propres.....	135 864				582 767 459
Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation.....	30 703 008				678 538 839
Communité Hub.....	3 900 000				
Projet des véhicules connectés et autonomes.....	10 000 000				
Programmes pour l'entrepreneuriat.....	4 870 733				
Visées mondiales.....	1 911 728				
Subventions à l'appui de la recherche et de l'innovation.....	7 241 416				
Institute for Competitiveness and Prosperity.....	148 924				
Institut des finances publiques et de la démocratie.....	186 732				
Institute for Quantum Computing...	250 000				
Collaborations internationales.....	120 600				
Site certifié - Prêt à l'investissement.....	15 904				
Fonds pour l'emploi et la prospérité.....	152 312 565				
Programme de neurotraumatologie	4 103 750				

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA  
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE  
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE CROISSANCE– CRÉDIT 902**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	\$
<i>Développement économique et investissements</i>		<i>Démarrage et expansion</i>	
Traitements et salaires.....	20 953 103	Traitements et salaires.....	6 248 518
Avantages sociaux.....	3 145 268	Avantages sociaux.....	1 015 381
Transports et communications.....	251 199	Transports et communications.....	72 590
Services.....	6 400 456	Services.....	1 566 295
Fournitures et matériel.....	191 731	Fournitures et matériel.....	11 737
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Investissements dans le secteur		Programmes pour	
des assembleurs de		l'entrepreneuriat.....	4 870 733
véhicules automobiles.....	41 600 000	Institute for Competitiveness	
Plan pour le secteur automobile.....	2 991 072	and Prosperity.....	148 924
Consortium de recherche et		Fonds ontarien d'aide aux	
d'innovation en transport urbain	1 082 834	jeunes entrepreneurs.....	8 000
Canada.....		Centres d'encadrement des	
Site certifié – Prêt		petits entrepreneurs.....	5 038 132
à l'investissement.....	15 904	Fonds pour les projets pilotes	
Fonds pour l'emploi et		d'entrepreneuriat social.....	349 409
la prospérité.....	152 312 565	Mesures de soutien à	341 550
Subventions de soutien aux		l'entrepreneuriat social.....	
secteurs.....	7 845 488	Expérience d'entrepreneuriat	
Toronto Global.....	2 500 000	pour les étudiants –	
Réseau Trillium pour la		Entreprise d'été.....	2 153 333
fabrication de pointe.....	500 000		12 910 081
	208 847 863		21 824 602
	239 789 620		
<i>Stratégies et politiques</i>		<i>Commerce et immigration</i>	
Traitements et salaires.....	11 187 524	Traitements et salaires.....	18 349 180
Avantages sociaux.....	1 125 661	Avantages sociaux.....	2 757 224
Transports et communications.....	102 255	Transports et communications.....	659 024
Services.....	2 208 607	Services.....	19 325 873
Fournitures et matériel.....	89 948	Fournitures et matériel.....	109 806
	14 713 995	Paiements de transfert	
		Visées mondiales.....	1 911 728
			1 911 728
			43 112 835



**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA  
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE  
ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Programme des candidats des provinces.....	13 699 008	10 505 950
Frais de mission commerciale.....	631 431	973 285
Autres.....	7 780	1 119
	<u>14 338 219</u>	<u>11 480 354</u>
 <b>REDEVANCES</b>		
Bombardier Inc.....	702 418	760 841
Divers.....	230 833	150 771
	<u>933 251</u>	<u>911 612</u>
 <b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES</b>		
Recouvrement lié aux radiations.....	119 886	96 695
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres.....	44 882 025	(52 525 193)
	<u>45 001 911</u>	<u>(52 428 498)</u>
 <b>DIVERS</b>		
Intérêt.....	5 410 719	7 728 875
Autres.....	65 171	298 294
	<u>5 475 890</u>	<u>8 027 169</u>
 <b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	 <b><u>65 749 271</u></b>	 <b><u>(32 009 363)</u></b>

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA  
CRÉATION D'EMPLOIS ET DU COMMERCE  
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	2020	2019
	\$	\$
MaRS Phase 2.....	3 225 112	3 739 372
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques.....	11 405 991	7 620 558
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe.....	4 240 660	4 639 720
Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile.....	198 222	33 335 824
Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario.....	1 073 666	325 659
<b>TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....</b>	<b>20 143 651</b>	<b>49 661 133</b>



# MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-94
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-95
ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....	2-97
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....	2-101
GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFRANCE.....	2-103
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-96, 2-100, 2-102, 2-105
ÉTAT DES RECETTES.....	2-106

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019	PROGRAMMES	2019-2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
20 426 815	Administration du ministère	24 807 492	24 167 623
26 951 074 087	Éducation élémentaire et secondaire	27 438 294 800	27 256 077 966
	Groupement de l'information et de la technologie		
51 654 735	de l'information pour les services à la collectivité	56 151 900	53 311 177
1 936 216 583	Garde d'enfants et la petite enfance	2 425 057 100	2 423 252 172
<b>28 959 372 220</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	<b>29 944 311 292</b>	<b>29 756 808 938</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
1 874 704	Éducation élémentaire et secondaire	3 060 000	1 680 319
	Groupement de l'information et de la technologie		
0	de l'information pour les services à la collectivité	1 000	0
<b>1 874 704</b>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>	<b>3 062 000</b>	<b>1 680 319</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
1 516 697 365	Éducation élémentaire et secondaire	1 457 300 000	1 457 211 509
95 823 923	Garde d'enfants et la petite enfance	7 814 000	7 560 237
<b>1 612 521 288</b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>	<b>1 465 114 000</b>	<b>1 464 771 746</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>			
1 410 853	Éducation élémentaire et secondaire	2 637 500	1 797 284
0	Garde d'enfants et la petite enfance	1 000	0
<b>1 410 853</b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>	<b>2 637 500</b>	<b>1 797 284</b>



**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1001</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	20 015 000	4 705 100	24 720 100	Administration du ministère..... 24 101 655
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de <i>la Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 49 301
L	22 378		22 378	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 0
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
	<u>20 102 392</u>	<u>4 705 100</u>	<u>24 807 492</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 24 167 623</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>

**Description du programme :**

Fournir l'orientation générale requise pour que le ministère de l'Éducation atteigne ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes opérationnels du ministère.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>		<i>Services de communication</i>	
Traitments et salaires.....	14 662 980	Traitments et salaires.....	3 156 924
Avantages sociaux.....	2 670 720	Avantages sociaux.....	483 214
Transports et communications.....	280 075	Transports et communications.....	52 021
Services.....	13 096 471	Services.....	7 716 104
Fournitures et matériel.....	62 909	Fournitures et matériel.....	10 779
	30 773 155		
Moins : Recouvrements.....	6 671 500		11 419 042
	<u>24 101 655</u>		
<i>Bureau principal</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitments et salaires.....	3 090 304	Transports et communications.....	25 092
Avantages sociaux.....	369 832	Services.....	4 122 261
Transports et communications.....	61 771	Fournitures et matériel.....	8 929
Services.....	124 320		4 156 282
Fournitures et matériel.....	9 393	Moins : Recouvrements.....	1 223 000
	3 655 620		2 933 282
<i>Services financiers et administratifs</i>		<i>Services de vérification</i>	
Traitments et salaires.....	6 755 720	Fournitures et matériel.....	508
Avantages sociaux.....	1 471 106		508
Transports et communications.....	131 396		
Services.....	835 676		
Fournitures et matériel.....	32 389		
	9 226 287		
Moins : Recouvrements.....	4 157 800		
	5 068 487		
<i>Ressources humaines</i>		<i>Crédits législatifs</i>	
Traitments et salaires.....	1 660 032	Traitement versé au ministre en vertu de	
Avantages sociaux.....	346 568	<i>la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	49 301
Transports et communications.....	9 287	Traitement versé au ministre sans portefeuille en	
Services.....	298 110	<i>vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	
Fournitures et matériel.....	1 419	Traitement versé à l'adjoint parlementaire	
	2 315 416	<i>en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	16 667
Moins : Recouvrements.....	1 290 700		65 968
	1 024 716		
		<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	
		<b>- L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.</b>	<b>24 167 623</b>

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1002</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE</b>
1	25 098 837 300	464 344 800	25 563 182 100	Politiques et prestation des programmes.....
				25 544 808 569
2	148 720 900	(5 609 200)	143 111 700	Activités éducatives.....
				141 081 899
L	1 732 000 000		1 732 000 000	Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.....
				1 570 072 635
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière.....</i>
				114 863
	<u>26 979 559 200</u>	<u>458 735 600</u>	<u>27 438 294 800</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE</b>
				<u>27 256 077 966</u>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
4	3 060 000		3 060 000	Politiques et prestation des programmes.....
				1 680 319
	<u>3 060 000</u>		<u>3 060 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE</b>
				<u>1 680 319</u>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
3	1 749 908 500	(293 808 100)	1 456 100 400	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire.....
				1 456 100 127
5	1 000	(1 000)	0	Éducation élémentaire et secondaire – charges liées aux biens immobilisations.....
				0
L	1 199 600		1 199 600	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière.....</i>
				1 111 382
	<u>1 751 109 100</u>	<u>(293 809 100)</u>	<u>1 457 300 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>– PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE</b>
				<u>1 457 211 509</u>

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1002</b>				
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
				<b>PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE</b>
6	2 637 500		2 637 500	Éducation élémentaire et secondaire..... 1 797 284
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>
				<b>– PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE</b>
	<u>2 637 500</u>		<u>2 637 500</u>	<u>1 797 284</u>

**Description du programme :**

Fournir une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier, aux conseils scolaires de district, aux écoles et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le renforcement pour tous les élèves de la province d'un système d'éducation de qualité qui les prépare à obtenir leur diplôme avec les compétences et les connaissances nécessaires pour réussir à l'école, au travail et dans la vie, en particulier dans le contexte d'un marché du travail en pleine évolution. Pendant que le ministère continue de se centrer sur les atouts des élèves et les besoins à combler pour que ceux-ci réalisent leur potentiel, il collabore également avec les parents et ses partenaires pour veiller à ce que les efforts restent ciblés sur l'ensemble des apprenants.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**  
**PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)			Activités éducatives (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	68 451 207		Traitments et salaires.....	44 363 841
Avantages sociaux.....	9 163 648		Avantages sociaux.....	6 963 514
Transports et communications.....	993 189		Transports et communications.....	1 156 627
Services.....	59 621 696		Services.....	17 670 420
Fournitures et matériel.....	181 357		Fournitures et matériel.....	3 268 957
Paiements de transfert			Paiements de transfert	
Financement des priorités et des partenariats - conseils scolaires.....	234 734 167		Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités.....	44 250
Financement des priorités et des partenariats - tiers.....	682 983 137		Programme de soutien pour le élèves des écoles provinciales.....	34 087
Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires.....	17 036 540 376		Office des télécommunications éducatives de langue française de l'Ontario.....	24 793 700
Charge sans effet sur la trésorerie relative à l'impôt foncier scolaire.....	7 362 939 107		Office de la télécommunication éducatif de l'Ontario.....	42 906 800
Fiducies provinciales d'avantages sociaux.....	24 705 944			<u>67 778 837</u>
Projets des langues officielles....	41 212 617			141 202 196
Office de la qualité et de la responsabilité en éducation....	31 562 100		Moins : Recouvrements.....	<u>120 297</u>
Subventions diverses.....	<u>1 625 172</u>			<u>141 081 899</u>
	<u>25 416 302 619</u>			
	<u>25 554 713 717</u>			
Moins : Recouvrements.....	9 905 148			
	<u>25 544 808 569</u>			
			Crédits législatifs	
			Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	
			Paiements de transfert	
			Prestations prises en charge par le gouvernement, <i>Loi sur le régime de retraite des enseignants</i> .....	<u>1 570 072 635</u>
				<u>1 570 072 635</u>
			Crédits législatifs	
			Autres opérations	
			Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	<u>114 863</u>
				<u>114 863</u>
			<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....</b>	<b><u><u>27 256 077 966</u></u></b>

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

## PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	\$	\$
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>		
Politiques et prestation des programmes (Poste 4)		Crédits législatifs
Dépôts et charges payées d'avance.....	1 680 319	Autres opérations
	<u>1 680 319</u>	Amortissement -
		<i>Loi sur l'administration financière.....</i>
		1 111 382
		<u>1 111 382</u>
<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
<b>PROGRAMME D'ÉDUCATION</b>		
<b>ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....</b>	<b><u>1 680 319</u></b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>
		<b>PROGRAMME D'ÉDUCATION</b>
		<b>ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....</b>
		<b><u>1 457 211 509</u></b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>		<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)		Éducation élémentaire et secondaire (Poste 6)
Paiements de transfert		Matériel de technologie de l'information.....
Subventions d'immobilisations –		Logiciels d'application de gestion –
conseils scolaires.....	1 392 371 920	coûts relatifs aux immobilisations.....
Programme d'apprentissage		1 747 727
des jeunes enfants.....	18 373 017	<u>1 797 284</u>
Conseils scolaires		
– Financement des		
immobilisations pour les		
services de garde		
d'enfants.....	42 105 725	
Office des télécommunications		
éducatives de langue		
française de l'Ontario.....	1 000 000	
Office de la télécommunication		
éducative de l'Ontario.....	<u>1 536 000</u>	
	<u>1 455 386 662</u>	
Autres opérations		
Soutien à l'éducation élémentaire		
et secondaire.....	713 465	
	<u>1 456 100 127</u>	

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1003</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ</b>
1	56 013 600	138 300	56 151 900	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité..... 53 311 177
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ...</b>
	<u>56 013 600</u>	<u>138 300</u>	<u>56 151 900</u>	<u>53 311 177</u>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
2	1 000		1 000	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité..... 0
				<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ...</b>
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<u>0</u>

**Description du programme :**

Le Groupement ITI pour les services à la collectivité est en matière de services stratégiques d'information et de technologie de l'information le partenaire de quatre ministères : Éducation; Formation et Collèges et Universités; Affaires municipales et Logement; Tourisme, Culture et Sport. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères pour concevoir des modèles opérationnels centrés sur l'utilisateur et veiller à ce que les actifs numériques soient rentables, souples et continuellement optimisés pour une contribution directe aux résultats stratégiques à l'intention du public.

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE  
L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$

## CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Groupement de l'information et de la technologie de  
l'information pour les services à la collectivité (Poste 1)

Traitments et salaires.....	34 500 613
Avantages sociaux.....	4 368 599
Transports et communications.....	273 030
Services.....	55 653 161
Fournitures et matériel.....	95 459
	94 890 862
Moins : Recouvrements.....	41 579 685
	<u>53 311 177</u>

**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –**  
**GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA**  
**TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR**  
**LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ... 53 311 177**



**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1004</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE</b>
1	2 196 568 700	228 487 400	2 425 056 100	Élaboration des politiques et prestation des programmes..... 2 423 252 172
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur <i>l'administration financière</i> ..... 0
	<u>2 196 569 700</u>	<u>228 487 400</u>	<u>2 425 057 100</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE..... 2 423 252 172</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
2	10 001 000	(3 985 100)	6 015 900	Immobilisations pour les services de garde d'enfants..... 6 015 899
5	1 000		1 000	Garde d'enfants – charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	1 797 100		1 797 100	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 1 544 338
	<u>11 799 100</u>	<u>(3 985 100)</u>	<u>7 814 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>– PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE..... 7 560 237</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
4	1 000		1 000	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>
				<b>– PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE..... 0</b>

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme**

La vision du gouvernement : veiller à ce que tous les enfants et toutes les familles aient accès à une vaste gamme de programmes et de services de haute qualité, inclusifs et abordables pour la garde d'enfants et la petite enfance, qui sont axés sur les enfants et les familles et qui contribuent à l'apprentissage, au développement et au bien-être des enfants.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**  
**PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS ET LA PETITE ENFANCE – CRÉDIT 1004**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$

**CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

Élaboration des politiques et prestation  
des programmes (Poste 1)

Traitements et salaires.....	14 948 941
Avantages sociaux.....	2 421 812
Transports et communications.....	390 340
Services.....	4 655 312
Fournitures et matériel.....	15 434
Paiements de transfert	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour l'accès aux services de garde d'enfants et l'allègement des dépenses.....	487 500 000
Garde d'enfants et petite enfance .....	1 913 320 333
	2 423 252 172

**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)**

**– PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS  
ET LA PETITE ENFANCE.....**

**2 423 252 172****CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

Immobilisations pour les services de garde d'enfants (Poste 2)

Paiements de transfert

Immobilisations relatives aux programmes pour la garde d'enfants et la petite enfance.....	6 015 899
	6 015 899

Crédits législatifs

Autres opérations

Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 544 338
	1 544 338

**TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)**

**– PROGRAMMES POUR LA GARDE D'ENFANTS  
ET LA PETITE ENFANCE.....**

**7 560 237**

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Apprentissage et garde des jeunes enfants.....	145 159 307	160 168 271
Langues officielles dans l'enseignement.....	72 932 476	68 285 622
Entente sur les services sociaux dispensés aux Indiens.....	11 473 835	11 274 744
Fonds pour la lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu.....	600 000	200 000
	<u>230 165 618</u>	<u>239 928 637</u>
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Droits d'inspection des écoles privées.....	1 408 135	1 465 412
Avis d'intention de faire fonctionner une école privée (AVI) - Droits à acquitter	45 600	45 900
Demande d'accès à l'information.....	3 961	3 056
Permis – Garderies.....	995 600	977 583
Frais pour chèques refusés.....	210	420
	<u>2 453 506</u>	<u>2 492 371</u>
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>		
Général.....	132 250	16 000
	<u>132 250</u>	<u>16 000</u>
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES</b>		
Fournisseurs.....	13 808 272	6 650 833
Autres.....	67 417 785	36 972 591
	<u>81 226 057</u>	<u>43 623 424</u>
<b>DIVERS</b>		
Intérêts bancaires.....	2 460	27 141
Règlements dans des instances de procédure civile.....	0	11 924
	<u>2 460</u>	<u>39 065</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u>313 979 891</u></b>	<b><u>286 099 497</u></b>

# MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-108
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-110
DÉVELOPPEMENT DU NORD.....	2-114
MINES ET MINÉRAUX.....	2-118
DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....	2-121
ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ.....	2-124
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-113, 2-116, 2-120
ÉTAT DES RECETTES.....	2-126

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
27 585 129	Administration du ministère	27 446 787	26 328 987
271 691 084	Développement du Nord	282 874 000	258 013 008
41 786 881	Mines et minéraux	52 051 400	41 179 119
256 680 630	Développement et gestion des sources d'énergie	67 416 000	52 512 296
4 242 224 720	Atténuation du prix de l'électricité	5 572 872 000	5 448 874 758
<b><u>4 839 968 444</u></b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b><u>6 002 660 187</u></b>	<b><u>5 826 908 168</u></b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Administration du ministère	2 000	0
30,000,000	Développement du Nord	30 051 000	30 000 000
0	Mines et minéraux	1 000	0
0	Développement et gestion des sources d'énergie	280 001 000	80,400,000
<b><u>30 000 000</u></b>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b><u>310 055 000</u></b>	<b><u>110 400 000</u></b>

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2019-2020	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>		
0	Administration du ministère	2 000	0
430 828 896	Développement du Nord	466 468 800	438 102 154
58 900 742	Mines et minéraux	6 003 000	1 713 815
0	Développement et gestion des sources d'énergie	2 000	0
	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>		
<b>489 729 638</b>	<b>DU MINISTÈRE</b>	<b>472 475 800</b>	<b>439 815 969</b>
	<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>		
0	Administration du ministère	2 000	0
430 828 896	Développement du Nord	466 468 800	438 102 154
58 900 742	Mines et minéraux	6 003 000	1 713 815
0	Développement et gestion des sources d'énergie	2 000	0
<b>489 729 638</b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE</b>	<b>472 475 800</b>	<b>439 815 969</b>

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2201</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	14 067 700	(350 000)	13 717 700	Administration du ministère.....
				12 805 796
5	13 830 600	(182 700)	13 647 900	Programme d'administration du ministère de l'Énergie.....
				13 440 033
L	1 000		1 000	Creances irrecevables, <i>Loi sur L'administration financiere.....</i>
				0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu <i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>
				66 768
L	32 346		32 346	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>
				16 390
	<u>27 979 487</u>	<u>(532 700)</u>	<u>27 446 787</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>
				<b>26 328 987</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
2	1 000		1 000	Programme d'administration du ministère.....
				0
10	1 000		1 000	Débiteurs.....
				0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
				<b>0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
3	1 000		1 000	Administration du ministère.....
				0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financiere.....</i>
				0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>
				<b>0</b>





## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

## Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

## Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Analyse et planification</i>		
Traitements et salaires.....	6 962 009		Traitements et salaires.....	919 414	
Avantages sociaux.....	971 154		Avantages sociaux.....	183 597	
Transports et communications.....	261 916		Transports et communications.....	9 121	
Services.....	9 960 000		Services.....	10 113	
Fournitures et matériel.....	46 040		Fournitures et matériel.....	1 080	
	<u>18 201 119</u>				<u>1 123 325</u>
Moins : Recouvrements.....	5 395 323		<i>Services juridiques</i>		
	<u>12 805 796</u>		Transports et communications.....	17 506	
			Services.....	2 319 456	
<i>Bureau principal</i>			Fournitures et matériel.....	6 033	
Traitements et salaires.....	1 639 368				<u>2 342 995</u>
Avantages sociaux.....	174 214		<i>Systèmes informatiques</i>		
Transports et communications.....	93 914		Transports et communications.....	(50 457) *	
Services.....	118 427		Services.....	1 065 899	
Fournitures et matériel.....	9 650			1 015 442	
	<u>2 035 573</u>		Moins : Recouvrements.....	322 107	
					<u>693 335</u>
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	1 746 760		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	210 185		<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		66 768
Transports et communications.....	151 860		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de		
Services.....	6 193 894		<i>la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		16 390
Fournitures et matériel.....	19 267				<u>83 158</u>
	<u>8 321 966</u>				
Moins : Recouvrements.....	5 073 216				
	<u>3 248 750</u>				
<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires.....	937 916				
Avantages sociaux.....	181 486				
Transports et communications.....	22 238				
Services.....	47 427				
Fournitures et matériel.....	2 926				
	<u>1 191 993</u>				
<i>Services de communications</i>					
Traitements et salaires.....	1 718 551				
Avantages sociaux.....	221 672				
Transports et communications.....	17 734				
Services.....	204 784				
Fournitures et matériel.....	7 084				
	<u>2 169 825</u>				

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
Programme d'administration du ministère de l'Énergie (Poste 5)			<i>Services de communications</i>		
Traitements et salaires.....		6 396 918	Traitements et salaires.....	2 591 345	
Avantages sociaux.....		816 781	Avantages sociaux.....	324 805	
Transports et communications.....		173 482	Transports et communications.....	27 891	
Services.....		7 084 162	Services.....	407 383	
Fournitures et matériel.....		60 582	Fournitures et matériel.....	18 470	
		<u>14 531 925</u>			<u>3 369 894</u>
Moins : Recouvrements.....		1 091 892			
		<u>13 440 033</u>	<i>Analyse et planification</i>		
			Traitements et salaires.....	1 321 208	
<i>Bureau principal</i>			Avantages sociaux.....	183 788	
Traitements et salaires.....	2 224 553		Transports et communications.....	21 848	
Avantages sociaux.....	272 802		Services.....	262 415	
Transports et communications.....	105 953		Fournitures et matériel.....	8 269	
Services.....	107 350				<u>1 797 528</u>
Fournitures et matériel.....	9 009		<i>Services juridiques</i>		
		<u>2 719 667</u>	Transports et communications.....	12 046	
			Services.....	4 636 089	
<i>Services financiers et administratifs</i>			Fournitures et matériel.....	4 250	
Transports et communications.....	2 850			<u>4 652 385</u>	
Services.....	1 654 598		Recouvrements.....	(5 200)	
Fournitures et matériel.....	20 229				<u>4 657 585</u>
	<u>1 677 677</u>				
Moins : Recouvrements.....	1 097 092				
		<u>580 585</u>	<i>Systèmes informatiques</i>		
			Transports et communications.....	598	
<i>Ressources humaines</i>			Services.....	25	
Traitements et salaires.....	259 812				<u>623</u>
Avantages sociaux.....	35 386				
Transports et communications.....	2 296				
Services.....	16 302				
Fournitures et matériel.....	355				
		<u>314 151</u>			
			<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
			<b>ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>		<b><u>26 328 987</u></b>

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>2202</b>				<b>PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT</b>	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>DU NORD</b>	
1	312 191 700	(29 418 700)	282 773 000	Développement économique du Nord.....	258 062 264
L	101 000		101 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière.....</i>	( 49 256)
	<u>312 292 700</u>	<u>(29 418 700)</u>	<u>282 874 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE</b>	
				<b>FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME</b>	
				<b>DE DÉVELOPPEMENT DU</b>	
				<b>NORD.....</b>	<b>258 013 008</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>					
3	30 051 000		30 051 000	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord.....	30 000 000
	<u>30 051 000</u>		<u>30 051 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE</b>	
				<b>FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME</b>	
				<b>DE DÉVELOPPEMENT DU</b>	
				<b>NORD.....</b>	<b>30 000 000</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>					
2	131 750 100	9,800,000	141 550 100	Développement économique du Nord.....	122 620 954
L	324 918 700		324 918 700	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière.....</i>	315 481 200
	<u>456 668 800</u>	<u>9,800,000</u>	<u>466 468 800</u>	<b>TOTAL (CHARGES</b>	
				<b>D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME</b>	
				<b>DE DÉVELOPPEMENT DU</b>	
				<b>NORD.....</b>	<b>438 102 154</b>

**MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2202</b>				
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
				<b>PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD</b>
				Développement du Nord –
4	598 095 300	598 095 300	598 095 300	biens immobilisés..... 545 289 138
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -</b>
				<b>PROGRAMME DE</b>
	<b>598 095 300</b>	<b>598 095 300</b>	<b>598 095 300</b>	<b>DÉVELOPPEMENT DU NORD.... 545 289 138</b>

**Description du programme:**

Ce programme dirige l'élaboration et l'exécution de politiques, de programmes et de services soutenant les entreprises et les collectivités du Nord de l'Ontario, et y apporte son concours. Il s'attache également à rendre le Nord de l'Ontario dynamique, sain et prospère en procurant aux entreprises et aux collectivités un soutien au développement économique et l'accès aux programmes et services gouvernementaux, en faisant la promotion du commerce et de l'investissement et en répondant aux besoins régionaux et locaux d'infrastructure dans le Nord. De plus, le programme dirige la mise en œuvre des stratégies provinciales de stimulation du développement économique dans le Nord.

Le programme apporte un soutien à l'élaboration et à l'exécution des politiques et des programmes sur un éventail de questions et de possibilités relatives au Nord de l'Ontario. En faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, notamment les activités concernant les politiques et la planification, le programme permet également aux Nord-Ontariens de contribuer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent. Le programme a la responsabilité d'appliquer une optique du Nord dans l'examen et l'élaboration des politiques, et il veille aux intérêts du Nord de l'Ontario afin de favoriser le développement économique.

Ce programme investit dans l'infrastructure du Nord de l'Ontario afin de soutenir les priorités gouvernementales. Les investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord, et dans la technologie des télécommunications et de l'information améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario et du Canada et d'autres pays.

Le secteur de programme fournit en matière de développement économique un soutien aux entreprises et collectivités du Nord de l'Ontario. Dans le cadre de ce programme, le réseau de bureaux du ministère donne aux entreprises et aux collectivités du Nord l'accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. Les programmes ministériels s'attachent à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités. Le ministère favorise également la croissance économique des secteurs public et privé, la diversification et la création d'emplois par l'intermédiaire de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario et grâce à des initiatives telles que le Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord.

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

## Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>	
Développement économique du Nord (Poste 1)		Actif de fonctionnement pour le développement du Nord (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	10 047 673	Prêts et investissements.....	30 000 000
Avantages sociaux.....	1 469 985		<u>30 000 000</u>
Transports et communications.....	217 748		
Services.....	5 035 480		
Fournitures et matériel.....	58 492		
Paiements de transfert			
Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources minières.....	15 900 000		
Développement économique du Nord.....	4 518 689		
Services communautaires.....	608 457		
Développement économique.....	754 027		
Commission de transport Ontario Northland.....	41 331 442		
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario.....	47 500 000		
Centres d'encadrement des petits entrepreneurs.....	703 914		
Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord...	114 085 091		
Développement économique des communautés autochtones....	21 836 948		
	<u>247 238 568</u>		
	264 067 946		
Moins : Recouvrements.....	6 005 682		
	<u>258 062 264</u>		
Crédits législatifs		<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.....</b>	
Autres opérations			<u><u>30 000 000</u></u>
Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière	(49 256)		
	<u>(49 256)</u>		
	<u>258 013 008</u>		
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.....</b>		<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
		Développement économique du Nord (Poste 2)	
		Services.....	24 941 692
		Paiements de transfert	
		Accès à large bande pour Matawa.....	8 244 869
		Programme des routes d'hiver..	5 800 000
		Commission de transport Ontario Northland.....	53 040 572
		Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario.....	<u>27 500 000</u>
			94 585 441
		Autres opérations	
		Routes d'accès aux ressources.....	3 093 821
			<u>122 620 954</u>
		Crédits législatifs	
		Autres opérations	
		Amortissement – Loi sur l'administration financière.....	315 481 200
			<u>315 481 200</u>
		<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.....</b>	
			<u><u>438 102 154</u></u>

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>	
Développement du Nord – biens immobilisés (Poste 4)	
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations.....	546 120 138
Moins : Recouvrements.....	831 000
	<u>545 289 138</u>
<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.....</b>	<b><u>545 289 138</u></b>

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>2203</b>				<b>PROGRAMME DES MINES</b>	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>ET DES MINÉRAUX</b>	
1	48 957 600	2,692,800	51 650 400	Compétitivité du secteur des minéraux....	41 332 000
L	401 000		401 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière.....</i>	(152 881)
	<u>49 358 600</u>	<u>2,692,800</u>	<u>52 051 400</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE</b>	
				<b>FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME</b>	
				<b>DES MINES ET DES MINÉRAUX</b>	<u>41 179 119</u>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>					
3	1 000		1 000	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux.....	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>	
				<b>- PROGRAMME DES MINES ET</b>	
				<b>DES MINÉRAUX.....</b>	<u>0</u>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>					
2	21 731 000	(16 000 000)	5 731 000	Compétitivité du secteur des minéraux....	1 595 029
5	1 000		1 000	Assainissement de l'environnement.....	0
L	271 000		271 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière.....</i>	118 786
	<u>22 003 000</u>	<u>(16 000 000)</u>	<u>6 003 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES</b>	
				<b>D'IMMOBILISATIONS) -</b>	
				<b>PROGRAMME DES MINES ET</b>	
				<b>DES MINÉRAUX.....</b>	<u>1 713 815</u>





## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX – CRÉDIT 2203

## Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	\$	\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 1)		Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	20 665 668	Transports et communications.....	1 914
Avantages sociaux.....	3 400 485	Services.....	1 003 335
Transports et communications.....	744 422	Fournitures et matériel.....	589 780
Services.....	9 868 084		<u>1 595 029</u>
Fournitures et matériel.....	768 423		
Paiements de transfert		Crédits législatifs	
Cartographie des ressources		Autres opérations	
géologiques de l'Ontario.....	50 000	Amortissement,	
Rapports sur les activités		<i>Loi sur l'administration financière</i> .....	69 292
minières en Ontario.....	142 136		<u>69 292</u>
Crédit d'impôt pour actions			
accréditatives ciblées.....	5 692 782		
	<u>5 884 918</u>		
	<u>41 332 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>	
		<b>PROGRAMME DES MINES ET DES</b>	
Crédits législatifs		<b>MINÉRAUX.....</b>	<b><u>1 664 321</u></b>
Autres opérations		<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>	
Créances irrécouvrables,		Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 4)	
<i>Loi sur l'administration financière</i> .....	(152 881)	Machines et équipement -	
	<u>(152 881)</u>	coûts relatifs aux immobilisations.....	896 246
			<u>896 246</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME</b>	
<b>PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX</b>	<b><u>41 179 119</u></b>	<b>DES MINES ET DES MINÉRAUX.....</b>	<b><u>896 246</u></b>

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2205</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE</b>
1	25 415 000	42 000 000	67 415 000	Politiques et programmes.....
				Créances irrécouvrables,
L	1 000		1 000	<i>Loi sur l'administration financière.....</i>
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>
	<b>25 416 000</b>	<b>42 000 000</b>	<b>67 416 000</b>	<b>DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.</b>
				<b>52 512 296</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
3	186 001 000	94 000 000	280 001 000	Développement et gestion des sources d'énergie - actifs de fonctionnement
				<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
	<b>186 001 000</b>	<b>94 000 000</b>	<b>280 001 000</b>	<b>- DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....</b>
				<b>80 400 000</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
2	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie - charges liées aux biens immobilisés.....
				Amortissement –
L	1 000		1 000	<i>Loi sur l'administration financière.....</i>
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -</b>
	<b>2 000</b>		<b>2 000</b>	<b>- DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.</b>
				<b>0</b>

**MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2205</b>				
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
				<b>DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE</b>
4	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie..... 0
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -</b>
	<b>1 000</b>		<b>1 000</b>	<b>DÉVELOPPEMENT ET GESTION</b>
				<b>DES SOURCES D'ÉNERGIE..... 0</b>

**Description du programme :**

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, abordables et durables. Il appuie la conservation et le rendement énergétiques, ainsi que la modernisation et la planification du réseau d'électricité. De plus, ce programme supervise l'engagement et la consultation des Premières Nations et des Métis à l'égard des activités et projets provinciaux dans le secteur de l'énergie tout en facilitant la participation des communautés autochtones à ce secteur.

**MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES  
DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE – CRÉDIT 2205**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Politiques et Programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	11 858 416
Avantages sociaux.....	1 733 123
Transports et communications.....	117 289
Services.....	3 691 181
Fournitures et matériel.....	18 184
Paiements de transfert	
Programmes de soutien, de participation et de partenariat avec les Autochtones dans le secteur de l'énergie.....	35 094 103
	<u>35,094,103</u>
	<u>52 512 296</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..</b>	<b><u>52 512 296</u></b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>	
Développement et gestion des sources d'énergie (Poste 3)	
Prêts et investissements.....	80 400 000
	<u>80 400 000</u>
<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE..</b>	<b><u>80 400 000</u></b>

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2206</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ</b>
1	49 154 700	(4 271 900)	44 882 800	Programmes d'atténuation du prix de l'électricité.....
				41 332 000
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ.....</b>
	<b>49 154 700</b>	<b>(4 271 900)</b>	<b>44 882 800</b>	<b>41 332 000</b>

## Description du programme :

Le Programme d'atténuation du prix de l'électricité aide les Ontariens et Ontariennes à gérer les coûts d'électricité.

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ – CRÉDIT 2206

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Programmes d'atténuation du prix de l'électricité (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Crédit relatif à la livraison	
dans les réserves pour les	
Premières Nations.....	24 386 136
Programme ontarien d'aide	
relative aux frais	
d'électricité.....	184 762 847
remboursement d'électricité	
de l'Ontario.....	1 809 310 650
Protection contre les frais	
de distribution.....	285 248 684
Programme de protection des	
tarifs dans les régions	
rurales ou éloignées.....	255 920 882
Remise de l'Ontario pour les	
consommateurs d'électricité..	497 970 921
Crédit pour les coûts d'énergie	
dans le Nord de l'Ontario.....	27 253 938
Atténuation des tarifs	
d'électricité.....	2 364 020 700
	<u>5 448 874 758</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
<b>PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE</b>	
<b>L'ÉLECTRICITÉ.....</b>	<b><u>5 448 874 758</u></b>

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
<b>RECETTES FISCALES</b>		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – Loi sur les mines.....	1 523 220	2 034 727
<b>REVENUS DES ENTREPRISES PUBLIQUES</b>		
Ontario Power Generation Inc.....	297 919 760	0
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Droits d'exploitation minière (Loi sur les mines).....	3 439 820	4 666 302
Droits de demande – Accès à l'information.....	6 772	725
Droits liés aux demandes d'accès à l'information.....	1 085	251
Frais pour chèques refusés.....	35	(15 765)
	<u>3 447 712</u>	<u>4 651 513</u>
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>		
Frais de confiscations – Impôt calculé sur la superficie en acres.....	20	340
<b>VENTES ET LOCATIONS.....</b>	<u>133 062</u>	<u>148 130</u>
<b>REDEVANCES.....</b>	<u>25 209 870</u>	<u>21 300 611</u>
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....</b>	<u>(127 295 702)</u>	<u>5 653 857</u>
<b>DIVERS</b>		
Prêts - Intérêts.....	1 642 678	44 136
Autres.....	23 168 804	1 380
	<u>24 811 482</u>	<u>45 516</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u>225 749 424</u></b>	<b><u>33 834 694</u></b>



# MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DES PARCS

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-128
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-130
POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES.....	2-132
NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....	2-134
CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS.....	2-136
ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....	2-139
ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE.....	2-141
GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....	2-143
PROGRAMME DU COMPTE DE PLAFONNEMENT ET DE LIQUIDATION.....	2-145
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-131, 2-,138, 2-140, 2-146
ÉTAT DES RECETTES.....	2-147

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS**

**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
76 416 231	Administration du ministère	74 505 714	71 941 665
77 641 655	Politiques environnementales	31 671 100	31 153 144
50 047 927	Normes et sciences de l'environnement	43 632 800	43 539 752
116 356 557	Conformité environnementale et opérations	103 803 000	103 334 322
28 673 832	Évaluations et permissions environnementales	28 016 400	27 415 762
3 863 003	Action en matière de changement climatique et résilience	17 431 400	16 259 062
35 104 147	Gestion des terres et des eaux	30 820 600	30 014 944
381 393 301	Compte de plafonnement et de liquidation	3 211 400	2 471 152
<b>769 496 653</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	<b>333 092 414</b>	<b>326 129 803</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
7 693 000	Administration du ministère	1 000	0
<b>7 693 000</b>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)</b>	<b>1 000</b>	<b>0</b>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS  
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

2018-2019	PROGRAMMES	2019-2020	
Dépenses réelles \$		Crédits autorisés \$	Dépenses réelles \$
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
2 940 426	Normes et sciences de l'environnement	2 331 700	2 136 074
12 226	Conformité environnementale et opérations	12 700	9 711
3 851 036	Évaluations et permissions environnementales	3 852 000	3 851 036
11 650 869	Gestion des terres et des eaux	8 031 100	8 027 858
631 573 083	Compte de plafonnement et de liquidation	0	0
<b><u>650 027 640</u></b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>	<b><u>14 227 500</u></b>	<b><u>14 024 679</u></b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>			
1 270 216	Normes et sciences de l'environnement	1 180 000	1 176 138
5 250	Conformité environnementale et opérations	3 820 000	3 734 216
0	Évaluations et permissions environnementales	1 000	0
4 513 120	Gestion des terres et des eaux	4 225 100	3 207 355
<b><u>5 788 586</u></b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>	<b><u>9 226 100</u></b>	<b><u>8 117 709</u></b>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1101</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	66 413 200	7 966 100	74 379 300	Administration du ministère..... 71 875 697
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 16 667
L	1 000	61 400	62 400	Créances irrécouvrables Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>66 478 214</u>	<u>8 027 500</u>	<u>74 505 714</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 71 941 665</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>

**Description du programme :**

Ce crédit comprend le soutien global à la gestion des activités ministérielles, notamment le contrôle et la gestion opérationnelle et financière au niveau organisationnel, les ressources humaines stratégiques, les installations, la gestion de l'information ainsi que les communications ministérielles et publiques, le marketing et les services juridiques.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS**

**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101  
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services de communication</i>		
Traitments et salaires.....	19 273 677		Traitments et salaires.....	4 532 186	
Avantages sociaux.....	3 817 170		Avantages sociaux.....	740 858	
Transports et communications.....	232 809		Transports et communications.....	32 652	
Services.....	48 322 649		Services.....	257 534	
Fournitures et matériel.....	263 392		Fournitures et matériel.....	68 490	
	71 909 697			<u>5 631 719</u>	
Moins : Recouvrements.....	34 000				
	<u>71 875 697</u>		<i>Services juridiques</i>		
<i>Bureau principal</i>			Transports et communications.....	63 138	
Traitments et salaires.....	3 077 287		Services.....	12 623 292	
Avantages sociaux.....	354 340		Fournitures et matériel.....	46 042	
Transports et communications.....	42 356			<u>12 732 472</u>	
Services.....	53 509				
Fournitures et matériel.....	6 774		<i>Systèmes informatiques</i>		
	<u>3 534 266</u>		Traitments et salaires.....	4 296 272	
<i>Services financiers et administratifs</i>			Avantages sociaux.....	572 924	
Traitments et salaires.....	5 484 039		Transports et communications.....	30089.7	
Avantages sociaux.....	1 412 049		Services.....	10 445 916	
Transports et communications.....	56 475		Fournitures et matériel.....	19 209	
Services.....	24 593 111			<u>15 364 411</u>	
Fournitures et matériel.....	117 986				
	31 663 661		<i>Crédits législatifs</i>		
Moins : Recouvrements.....	34 000		Traitement versé au ministre en vertu		
	<u>31 629 661</u>		<i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	49 301	
<i>Ressources humaines</i>			Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Traitments et salaires.....	1 883 894		<i>en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	16 667	
Avantages sociaux.....	736 999			<u>65 968</u>	
Transports et communications.....	8 098				
Services.....	349 286		<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
Fournitures et matériel.....	4 891		<b>  ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	<u><u>71 941 665</u></u>	
	<u>2 983 168</u>				

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1112</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES</b>
				Politiques et programmes
3	28 742 300	2 928 800	31 671 100	environnementaux..... 31 153 144
	<u>28 742 300</u>	<u>2 928 800</u>	<u>31 671 100</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES 31 153 144</b>

**Description du programme :**

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer des politiques, des règlements et des lois soutenant le mandat de protection de l'environnement du ministère, de concevoir des programmes visant à protéger l'environnement et de veiller à ce que les ressources soient utilisées de manière efficiente, puis récupérées et réutilisées. Ce crédit comprend également les secteurs responsables de la direction des relations intergouvernementales et avec les Autochtones.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS  
POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES – CRÉDIT 1112  
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Politiques et programmes environnementaux (Poste 3)		
Traitments et salaires.....		12 961 805
Avantages sociaux.....		1 831 913
Transports et communications.....		103 445
Services.....		9 014 002
Fournitures et matériel.....		21 203
Paiements de transfert		
Planification et action en protection environnementale	4 000 000	
Participation des Autochtones et collaboration.....	220 776	
 Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau.....	 3 000 000	
		7 220 776
		31 153 144
 <b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES.....</b>		 <b>31 153 144</b>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1114</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT</b>
1	40 798 700	2 834 100	43 632 800	Normes et sciences de l'environnement..... 43 539 752
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
	<b>40 798 700</b>	<b>2 834 100</b>	<b>43 632 800</b>	<b>- NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT..... 43 539 752</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
2	1 371 000	( 113 400)	1 257 600	Sciences de l'environnement – immobilisations..... 1 078 008
L	1 160 200	( 86 100)	1 074 100	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 1 058 066
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT..... 2 136 074</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
2	50 177 300	(48 997 300)	1 180 000	Sciences de l'environnement et laboratoires - Infrastructure..... 1 176 138
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT..... 1 176 138</b>

**Description du programme :**

Ce crédit a la responsabilité de fournir des travaux de recherche et de l'expertise scientifique, technique et de laboratoire pour alimenter la prise de décisions stratégiques et opérationnelles, ainsi que de surveiller l'état de l'environnement en Ontario et de faire rapport à ce sujet.



**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS**

**NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 1114  
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$		\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>
		Normes et sciences de l'environnement (Poste 1)	Sciences de l'environnement et laboratoires - Infrastructure (Poste 3)
Traitments et salaires.....	30 769 022		
Avantages sociaux.....	4 916 700		Immeubles – diversification des modes de financement et de l'approvisionnement..... 168 100
Transports et communications.....	669 823		Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations 1 008 038
Services.....	4 516 275		<u>1 176 138</u>
Fournitures et matériel.....	2 436 595		
Sciences de l'environnement et recherche technique.....	<u>231 337</u>		
	231 337		
	<u>43 539 752</u>		
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....</b>	<b><u>43 539 752</u></b>		<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....</b>
			<b><u>1 176 138</u></b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
		Sciences de l'environnement – Immobilisation (Poste 2)	
Autres opérations.....	1 078 008		
	<u>1 078 008</u>		
		Crédits législatifs	
Autres opérations			
Amortissement			
<i>Loi sur l'administration financière</i> .....	1 058 066		
	<u>1 058 066</u>		
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – NORMES ET SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT.....</b>	<b><u>2 136 074</u></b>		

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1116</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS</b>
1	40 034 400	(3 135 400)	36 899 000	Conformité environnementale et application des lois..... 36 770 027
2	67 185 500	(1 110 700)	66 074 800	Opérations régionales..... 65 877 851
3	865 800	( 38 900)	826 900	Programme relatif à l'eau potable pour les communautés autochtones..... 686 444
L	1 000		1 000	Fiducie <i>Loi de 2017 sur le financement de l'assainissement rivières English et Wabigoon</i> ..... 0
L	1 300		1 300	Créances irrécouvrables <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
	<u>108 088 000</u>	<u>(4 285 000)</u>	<u>103 803 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS..... 103 334 322</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
5	3 000		3 000	Assainissement de l'environnement – immobilisations..... 0
L	14 600	( 4 900)	9 700	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 9 711
	<u>17 600</u>	<u>( 4 900)</u>	<u>12 700</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS..... 9 711</b>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS  
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1116</b>				
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
				<b>CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS</b>
				Conformité environnementale et opérations
6	5 167 100	(1 347 100)	3 820 000	- Infrastructure..... 3 734 216
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –</b>
				<b>CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE</b>
	<u>5 167 100</u>	<u>(1 347 100)</u>	<u>3 820 000</u>	<b>ET OPÉRATIONS..... 3 734 216</b>

**Description du programme :**

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer et d'intégrer des approches novatrices fondées sur les risques afin d'améliorer la conformité et la performance environnementale de la communauté réglementée, d'enquêter sur les infractions environnementales alléguées et d'assurer la conformité avec le droit environnemental, de protéger et soutenir la pureté de l'air, de l'eau et des sols, d'améliorer l'environnement naturel et la santé humaine et de faire respecter l'exigence législative qui incombe à l'inspecteur en chef de l'eau potable, qui continuera de surveiller la salubrité de l'eau potable de la province de l'Ontario, de faire rapport sur l'état des réseaux d'eau potable dans la province.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS**

**CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS – CRÉDIT 1116**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>
Conformité environnementale et application des lois (Poste 1)		Crédits législatifs
Traitments et salaires.....	23 609 026	Autres opérations
Avantages sociaux.....	3 346 402	Amortissement - <i>Loi sur l'administration</i>
Transports et communications.....	410 327	<i>financière</i> .....
Services.....	5 712 745	<u>9 711</u>
Fournitures et matériel.....	99 600	<u>9 711</u>
Paiements de transfert		
Grands Lacs.....	3 591 927	
Fonds ontarien de protection de l'environnement à l'échelle communautaire.....	<u>46 833</u>	
	<u>3 638 760</u>	
	36 816 860	
Moins : Recouvrements.....	46 833	
	<u>36 770 027</u>	
Opérations régionales (Poste 2)		
Traitments et salaires.....	54 760 700	Conformité environnementale et opérations - Infrastructure (Poste 6)
Avantages sociaux.....	7 579 073	Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations.....
Transports et communications.....	837 633	2 025
Services.....	1 361 009	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux immobilisations.....
Fournitures et matériel.....	691 602	3 732 191
Paiements de transfert		<u>3 734 216</u>
Lac Simcoe .....	<u>647,834</u>	
	647 834	
	<u>65 877 851</u>	
Programme relatif à l'eau potable pour les communautés autochtones (Poste 3)		
Traitments et salaires.....	503 850	
Avantages sociaux.....	63 506	
Transports et communications.....	41 646	
Services.....	28 725	
Fournitures et matériel.....	6 304	
Paiements de transfert		
Projets de gestion de l'eau potable pour les communautés Autochtones	<u>42 413</u> <u>686 444</u>	
	686 444	
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS.....</b>	<b><u>103 334 322</u></b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – CONFORMITÉ ENVIRONNEMENTALE ET OPÉRATIONS.....</b>
		<b><u>3 734 216</u></b>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1118</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES</b>
1	25 988 400	2 028 000	28 016 400	Évaluations et permissions environnementales..... 27 415 762
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES..... 27 415 762</b>
	<u>25 988 400</u>	<u>2 028 000</u>	<u>28 016 400</u>	
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
3	1 000		1 000	Évaluations et des permissions environnementales – immobilisations..... 0
L	3 851 000		3 851 000	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 3 851 036
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES..... 3 851 036</b>
	<u>3 852 000</u>		<u>3 852 000</u>	
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
2	1 000		1 000	Évaluations et permissions environnementales - Infrastructure..... 0
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES..... 0</b>
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	

**Description du programme :**

Ce crédit a la responsabilité d'offrir un point d'accès unique et une direction pour la transformation des permissions ministérielles en s'appuyant sur des approches axées sur le risque et sur des normes de services à la clientèle. Il soutient la délivrance des approbations, des permis, des permissions et des certificats. Il veille à la tenue d'un examen exhaustif des évaluations environnementales.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS**

**PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 1118**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$

**CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

Évaluations et permissions environnementales (Poste 1)

Traitments et salaires.....	21 176 848
Avantages sociaux.....	2 730 280
Transports et communications.....	235 431
Services.....	3 244 867
Fournitures et matériel.....	28 336
	<u>27 415 762</u>

<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....</b>	<b><u>27 415 762</u></b>
--	--------------------------

**CHARGES D'IMMOBILISATIONS**

Crédits législatifs

Autres opérations

Amortissement - *Loi sur l'administration*

<i>financière</i> .....	3 851 036
	<u>3 851 036</u>

<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ÉVALUATIONS ET PERMISSIONS ENVIRONNEMENTALES.....</b>	<b><u>3 851 036</u></b>
--	-------------------------

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS  
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1119</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE</b>
L	18 885 100	(1 453 700)	17 431 400	Action en matière de changement climatique et résilience.....
				16 259 062
	<b>18 885 100</b>		<b>17 431 400</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE.....</b>
				<b>16 259 062</b>

**Description du programme :**

Ce crédit a la responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, règlements, lois et programmes d'action en matière de changement climatique, de suivre les initiatives liées au changement climatique réalisées dans le cadre du plan environnemental et de soutenir les mesures de lutte contre le changement climatique et de renforcement de la résilience, notamment par la collaboration avec les intervenants, les collectivités autochtones et d'autres gouvernements.

Ce crédit est aussi responsable du soutien aux mesures liées au changement climatique qui font face à un éventail de défis environnementaux pressants, par exemple les initiatives visant à protéger notre air, nos terres et notre eau, à faire face aux déchets et détritux urbains et à protéger et préserver nos parcs et nos espaces verts.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS**

**ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE – CRÉDIT 1119**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Action en matière de changement climatique et résilience (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	10 117 687
Avantages sociaux.....	1 440 915
Transports et communications.....	95 840
Services.....	4 483 464
Fournitures et matériel.....	34 156
Paiements de transfert	
Changement climatique.....	2 558 152
	<u>18 730 214</u>
Moins : Recouvrements.....	2 471 152
	<u>16 259 062</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ACTION EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉSILIENCE.....</b>	<b><u>16 259 062</u></b>



**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1120</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>GESTION DES TERRES ET DES EAUX</b>
1	9 691 500		9 691 500	Parcs Ontario.....
2	24 177 000	(3 048 900)	21 128 100	Conservation et protection de l'eau.....
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
	<u>33 869 500</u>	<u>(3 048 900)</u>	<u>30 820 600</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - GESTION DES TERRES ET DES EAUX..</b>
				<b>30 014 944</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
3	2 467 700		2 467 700	Parcs Ontario – immobilisations.....
L	6 376 700	( 813 300)	5 563 400	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
	<u>6 376 700</u>	<u>( 813 300)</u>	<u>5 563 400</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – GESTION DES TERRES ET DES EAUX..</b>
				<b>8 027 858</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
4	14 793 400	(10 568 300)	4 225 100	Infrastructure de Parcs Ontario.....
	<u>14 793 400</u>	<u>(10 568 300)</u>	<u>4 225 100</u>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – GESTION DES TERRES ET DES EAUX..</b>
				<b>3 207 355</b>

**Description du programme :**

Ce crédit a la responsabilité d'assurer la surveillance, l'exécution et le leadership des politiques et des programmes consacrés aux espèces en péril, aux réserves de conservation, aux Offices de protection de la nature, à la protection de l'eau de source et à la santé écologique des Grands Lacs et des eaux intérieures.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS**

**GESTION DES TERRES ET DES EAUX – CRÉDIT 1120**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
Parcs Ontario (Poste 1)		Parcs Ontario – Immobilisations (Poste 3)	
Traitments et salaires.....	57 184 194	Transports et communications.....	54 130
Avantages sociaux.....	7 627 359	Services.....	2 235 801
Transports et communications.....	1 691 333	Fournitures et matériel.....	174 306
Services.....	23 608 725		<u>2 464 237</u>
Fournitures et matériel.....	17 211 341		
Paiements de transfert		Crédits législatifs	
Parcs Ontario - intendance des ressources.....	70 000		
Programme de bourses des partenaires de Parcs Ontario.....	20 000	Autres opérations	
	<u>90 000</u>	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	5 563 621
	107 412 952		<u>5 563 621</u>
Moins : Recouvrements.....	97 721 452	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....</b>	<b><u>5 563 621</u></b>
	<u>9 691 500</u>		
		<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>	
		Infrastructure de Parcs Ontario (Poste 4)	
Conservation et protection de l'eau (Poste 2)		Immeubles - traitements et salaires.....	149 304
Traitments et salaires.....	9 096 738	Immeubles - avantages sociaux.....	21 642
Avantages sociaux.....	1 243 580	Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations.....	1 553 272
Transports et communications.....	111 650	Infrastructure des transports - traitements et salaires.....	10 181
Services.....	294 317	Infrastructure des transports - - avantages sociaux.....	1 425
Fournitures et matériel.....	15 114	Infrastructure des transports - coûts relatifs aux immobilisations.....	940 639
Intendance des espèces en péril en Ontario.....	3 999 573	Barrages et ouvrages d'art - traitements et salaires .....	45 614
Protection des sources d'eau....	5 562 472	Barrages et ouvrages d'art - avantages sociaux.....	6 614
	<u>9 562 045</u>	Barrages et ouvrages d'art - coûts - relatifs aux immobilisations.....	164 246
	20 323 444	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux immobilisations.....	314 418
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GESTION DES TERRES ET DES EAUX .....</b>	<b><u>30 014 944</u></b>		<u>3 207 355</u>
		<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – GESTION DES TERRES ET DES EAUX.....</b>	<b><u>3,207,355</u></b>

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS  
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
L	0	3 211 400	3 211 400	
	<u>0</u>	<u>3 211 400</u>	<u>3 211 400</u>	
				<b>COMPTE DE PLAFONNEMENT ET DE LIQUIDATION</b>
				<i>Programme de plafonnement et d'échange.....</i>
				2 471 152
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME DU COMPTE DE PLAFONNEMENT ET DE LIQUIDATION.....</b>
				<b>2 471 152</b>

**Description du programme :**

Le Compte de plafonnement et de liquidation, auparavant Le Compte de réduction des gaz à effet de serre permet de rendre des comptes sur les sommes devant être consignées dans le Compte y compris sur l'engagement d'investir les recettes du Programme de plafonnement et d'échange de l'Ontario dans des initiatives pouvant vraisemblablement réduire les émissions de gaz à effet de serre ou contribuer à leur réduction.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS**

**COMPTE DE PLAFONNEMENT ET DE LIQUIDATION- CRÉDITS LÉGISLATIFS**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$

**CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

Crédits législatifs

*Programme de plafonnement  
et d'échange*

Autres opérations

Transferts du Compte de réduction

gaz à effet de serre..... 2 471 152

**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –**

**PROGRAMME DU COMPTE DE PLAFONNEMENT**

**ET DE LIQUIDATION..... 2 471 152**

**Nota:** le sommaire des activités relatives au Compte de plafonnement et de liquidation se trouve à la page 2-465

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE  
ET DES PARCS  
ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Autres.....	168 797 200	0
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....</b>		
	91 860	120 458
<b>DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Frais liés aux déchets dangereux.....	9 387 985	11 369 181
Programme Air pur.....	1 397 608	2 821 958
Autorisation environnementale.....	3 991 690	4 038 911
Autres.....	6 538 516	6 112 672
	21 315 799	24 342 722
Compte de réduction des gaz à effet de serre :		
produits du Programme plafonnement et échange.....	0	472 138 014
	0	472 138 014
<b>VENTES ET LOCATIONS.....</b>		
	2 674	1 782
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....</b>		
	3 881 731	14 434 572
<b>DIVERS.....</b>		
	28 457	25 540
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b>194 117 721</b>	<b>511 063 088</b>



# MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-150
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-152
ENTREPRISES PUBLIQUES, POLITIQUES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DU	
REVENU ET DE RÉGIMES DE RETRAITE.....	2-154
POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES.....	2-158
RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS.....	2-161
ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS	
ET DE RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES.....	2-162
TRÉSOR.....	2-167
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2153, 2-160, 2-164, 2-168
ÉTAT DES RECETTES.....	2-169
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-170

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019	PROGRAMMES	2019-2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
35,694,479	Administration du ministère	39 998 114	39 641 316
	Politiques de réglementation et relations		
113,942,889	avec les organismes	20 565 000	17 171 929
	Politiques économiques, budgétaires		
37,382,288	et financières	344 140 400	173 791 923
	Réglementation de l'industrie des		
1 285 647	services financiers	621 900	0
	Administration des taxes et des avantages		
1,006,276,156	fiscaux et prestations	983,290,300	995 597 642
11 419 283 525	Trésor	12 675 446 400	11 610 130 672
	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>		
<b>12 613 864 984</b>	<b>DU MINISTÈRE</b>	<b>14 064 062 114</b>	<b>12 836 333 482</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
23 412 000	Politiques de réglementation et relations	52 500 000	6 853 000
	avec les organismes		
0	Politiques économiques, budgétaires	0	0
	et financières		
0	Réglementation de l'industrie des	1 000	0
	services financiers		
	Administration des taxes et des avantages		
29 933 112	fiscaux et prestations	33 150 000	30 236 248
	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>		
<b>53 345 112</b>	<b>DU MINISTÈRE</b>	<b>85 652 000</b>	<b>37 089 248</b>



**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019	PROGRAMMES	2019-2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
	Politiques économiques, budgétaires		
0	et financières	2 000	0
	Réglementation de l'industrie des		
0	services financiers	2 000	0
2 637 609	Administration des taxes et des avantages	2 638 600	2 637 609
	fiscaux et prestations		
244 042 959	Fonds Trillium	0	0
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>			
<b>246 680 568</b>	<b>DU MINISTÈRE</b>	<b>2 642 600</b>	<b>2 637 609</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>			
	Politiques économiques, budgétaires		
0	et financières	1 000	0
	Réglementation de l'industrie des		
683 076	services financiers	550 000	0
	Administration des taxes et des avantages		
0	fiscaux et prestations	1 000	0
<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE</b>			
<b>21 350 416</b>		<b>552 000</b>	<b>0</b>

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1201</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
1	41 623 400	(1,690,300)	39,933,100	Administration du ministère..... 39,575,626
L	47,841		47,841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173		16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires au vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 16,389
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
	<u>41 688 414</u>	<u>(1690 300)</u>	<u>39 998 114</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 39 641 316</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>

**Description du programme :**

Ce programme, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux politiques et à la législation du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère également les relations en matière de services avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs; il veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	13 329 939	Transports et communications.....	123 379
Avantages sociaux.....	1 897 380	Services.....	9 054 490
Transports et communications.....	386 886	Fournitures et matériel.....	49 871
Services.....	23 740 632		<u>9 227 740</u>
Fournitures et matériel.....	220 789		
	<u>39 575 626</u>		
<i>Bureau principal</i>		<i>Crédits législatifs</i>	
Traitements et salaires.....	2 811 096	Traitement versé au ministre en vertu	
Avantages sociaux.....	324 152	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	49 301
Transports et communications.....	106 191	Traitements versés aux adjoints parlementaires	
Services.....	299 845	<i>en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	16 289
Fournitures et matériel.....	20 671		<u>65 590</u>
	<u>3 561 955</u>		
<i>Services financiers et administratifs</i>		<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
Traitements et salaires.....	5 705 394	<b>ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	
Avantages sociaux.....	772 828	<b><u>39 641 216</u></b>	
Transports et communications.....	76 385		
Services.....	4 793 529		
Fournitures et matériel.....	61 646		
	<u>11 409 782</u>		
<i>Ressources humaines</i>			
Traitements et salaires.....	1 461 281		
Avantages sociaux.....	229 361		
Transports et communications.....	11 723		
Services.....	191 527		
Fournitures et matériel.....	822		
	<u>1 894 714</u>		
<i>Services de communication</i>			
Traitements et salaires.....	3 352 168		
Avantages sociaux.....	571 039		
Transports et communications.....	69 208		
Services.....	9 401 241		
Fournitures et matériel.....	87 779		
	<u>13 481 435</u>		

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1202</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES</b>
				Politiques en matière de sécurité
6	7 855 500	(1 776 500)	6 079 000	du revenu et de régimes de retraite..... 4 771 035
7	9 380 200	( 793 000)	8 587 200	Entreprises publiques ..... 6 848 299
				Redressement de consolidation -
8	6 015 900	( 118 100)	5 897 800	Science Nord ..... 5 552 595
12	1 000		1 000	Tribunal des services financiers..... 0
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES.....</b>
	<u>23 252 600</u>	<u>(2 687 600)</u>	<u>20 565 000</u>	<u>17 171 929</u>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
				Prêts et investissements – <i>Loi de 2016</i>
				<i>sur l'Office ontarien de réglementation</i>
17	52 500 000		52 500 000	<i>des services financiers.....</i> 6 853 000
				<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) -</b>
				<b>PROGRAMME DES POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET DES RELATIONS AVEC LES ORGANISMES.....</b>
	<u>52 500 000</u>		<u>52 500 000</u>	<u>6 853 000</u>

---

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme :**

Ce programme assure la coordination et la surveillance du programme de politiques de réglementation du ministère des Finances ainsi que la surveillance des organismes s'y rattachant.

Le programme englobe l'analyse, l'élaboration de politiques et la législation dans les domaines des régimes de retraite et de la sécurité du revenu. Il est chargé de suivre l'évolution et les nouvelles tendances, d'établir les répercussions économiques et budgétaires des politiques relatives aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et de conseiller et d'aider le ministre et le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer des documents de premier plan de nature économique, budgétaire et stratégique.

Ce programme fournit des analyses et des conseils concernant les intérêts de l'Ontario dans le secteur provincial des services financiers et la réglementation connexe, par exemple les assurances, les institutions de dépôts, les coopératives, les courtiers en hypothèques et les marchés des capitaux. Cela inclut la mise en œuvre et la surveillance continue des organismes de réglementation, comme la Commission des services financiers de l'Ontario, la Société ontarienne d'assurance-dépôts, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, l'Office de réglementation des services financiers de l'Ontario et le régime coopératif proposé en matière de réglementation des marchés des capitaux.

Ce programme soutient la coordination de l'élaboration horizontale de politiques liées à diverses initiatives de transformation s'étendant à plusieurs ministères, selon les besoins. Il inclut également la mise en œuvre de la modernisation des secteurs des boissons alcoolisées et des jeux, la vente au détail du cannabis et la surveillance. Ce programme est également responsable de faciliter la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario, de la Société ontarienne de vente du cannabis et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (y compris le secteur des courses hippiques) ainsi que de la reddition des comptes qui s'y rattache, et de gérer le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants boissons alcoolisées.

Le Tribunal des services financiers est un tribunal décisionnel qui examine, à la demande des personnes touchées, des décisions proposées de la Société ontarienne d'assurance-dépôts et du surintendant des services financiers et qui entend les appels des décisions prises par ces deux instances.



**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**PROGRAMME DES POLITIQUES RELATIVES AUX ENTREPRISES PUBLIQUES,**  
**À LA SÉCURITÉ DU REVENU ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE – CRÉDIT 1202**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	
	<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>
	Crédits législatifs
	Prêts et investissements - <i>Loi de</i>
	<i>2016 sur l'Office ontarien de réglementation</i>
	<i>des services financiers.....</i>
6 853 000	
<u>6 853 000</u>	
	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –</b>
	<b>POLITIQUES DE RÉGLEMENTATION ET</b>
	<b>RELATIONS AVEC LES ORGANISMES.....</b>
<u><u>6 853 000</u></u>	

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
<b>1203</b>				<b>PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES</b>	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>					
1	12 622 300	( 413 300)	12 209 000	Politiques économiques.....	11 995 453
8	4 577 100	( 306 600)	4 270 500	Bureau du budget.....	4 033 270
				Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....	131 563 200
12	327 658 900		327 658 900	Garanties et indemnités, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	0
L	1 000		1 000	Hydro One Inc., provision pour l'impôt provincial sur les sociétés, <i>Loi de 1998 sur l'électricité</i> .....	26 200 000
L	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>		
	<b>344 860 300</b>	<b>( 719 900)</b>	<b>344 140 400</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	
				<b>– PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES.....</b>	<b>173 791 923</b>





---

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme :**

Ce programme élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il prévoit et surveille la performance économique et les revenus de l'Ontario et rend compte des résultats obtenus; il offre son expertise financière et économique, des analyses et des conseils à l'appui de l'élaboration, de la mise en œuvre, de l'évaluation et de l'examen de l'effet des politiques et programmes gouvernementaux; il réalise les prévisions démographiques pour l'Ontario et ses 49 divisions de recensement; il prépare et assure la surveillance stratégique et la prestation de conseils relativement au plan financier du gouvernement; il aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques et les stratégies budgétaires de l'Ontario qui se rattachent aux accords fiscaux fédéraux-provinciaux; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de gestion budgétaire. Le programme a également comme responsabilité de faciliter la collaboration avec les partenaires au sein des organismes centraux et des ministères responsables, et ce, pour la prestation de conseils sur les politiques fiscales et budgétaires et pour le soutien à l'élaboration et la priorisation des politiques. Le programme est responsable des politiques sur la statistique, dirige les efforts pour offrir de l'information et des données de haute qualité et modernise les services statistiques de l'Ontario. Il reflète par ailleurs le transfert du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société.

Ce programme aide le ministre, le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer le plan budgétaire et à rendre compte des résultats de la province par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, des Comptes économiques de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics de l'Ontario. Le programme réalise des projections démographiques annuelles qui servent à la planification et l'affectation des ressources, dirige la préparation du Rapport sur les perspectives économiques à long terme de l'Ontario et contribue à l'élaboration du Rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario.

## MINISTÈRE DES FINANCES

## PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

## Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$		\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
Politiques économiques (Poste 1)		Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (Poste 12)	
Traitements et salaires.....	9 274 883		
Avantages sociaux.....	1 097 542	Autres opérations	
Transports et communications.....	49 531	Revenu réservé du secteur de l'électricité.....	131 563 200
Services.....	1 351 161		<u>131 563 200</u>
Fournitures et matériel.....	222 336		
	<u>11 995 453</u>		
		Crédits législatifs	
		Autres opérations	
		Hydro One Inc – provision pour l'impôt provincial sur les sociétés.....	
			26 200 000
			<u>26 200 000</u>
Bureau du budget (Poste 8)			
Traitements et salaires.....	3 211 593	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
Avantages sociaux.....	465 118	<b>PROGRAMME DES POLITIQUES</b>	
Transports et communications.....	24 809	<b>ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES</b>	
Services.....	320 147	<b>ET FINANCIÈRES.....</b>	<u><u>173 791 923</u></u>
Fournitures et matériel.....	11 603		
	<u>4 033 270</u>		

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1204</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS</b>
1	2 327 600	(1 706 700)	620 900	Commission des services financiers de l'Ontario.....
L	<u>1 000</u>	<u></u>	<u>1 000</u>	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.....
	<u>2 328 600</u>	<u>(1 706 700)</u>	<u>621 900</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b> – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS.....
				<b>0</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
5	<u>1 000</u>	<u></u>	<u>1 000</u>	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers.....
	<u>1 000</u>	<u></u>	<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b> – PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS.....
				<b>0</b>

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses
	Prévisions	par le	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1204</b>				
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				<b>PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS</b>
4	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
L	0		0	Perte due à l'aliénation des actifs, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>– PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS..... 0</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
3	550,000		550,000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers..... 0
	<u>550 000</u>		<u>550 000</u>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>
				<b>– PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS..... 0</b>

**Description du programme :**

La Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) assure la réglementation du secteur des services financiers de la province, en particulier les compagnies d'assurance, les fournisseurs de services de santé liés à l'assurance-automobile, les régimes de retraite, les crédits unions, les caisses populaires, les courtiers et agents en hypothèques et les administrateurs d'hypothèques, les compagnies de prêt et de fiducie et les coopératives. La CSFO fait aussi des recommandations au ministre des Finances sur les questions touchant ces secteurs. Elle est aussi responsable de l'administration du Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR). Le Fonds verse un niveau minimal de prestations de retraite dans l'éventualité de la liquidation d'un régime de retraite qui ne possède pas suffisamment d'avoirs.

La CSFO travaille avec le ministère des Finances, les consommateurs et les intervenants de l'industrie afin de protéger l'intérêt public et d'accroître la confiance du public dans les secteurs réglementés.

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1209</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES</b>
				Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations.....
1	400 931 700	(38 124 200)	362 807 500	351 046 160
5	10 377 700	(1 621 400)	8 756 300	Tribunal des services financiers.....
6	25 672 100	(1 708 300)	23 963 800	23 004 272
				Relations provinciales-municipales en matière de finances .....
7	521,693,100	15,353,700	537,046,800	535 341 027
				Créances irrécouvrables, Loi <i>sur l'administration financière</i> .....
L	45 215 900		45 215 900	72 376 410
				Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> .....
L	5 500 000		5 500 000	5 175 643
				Paiements en vertu de la <i>Loi de 2006 sur</i> <i>le financement par surcroît d'impôts..</i>
L	0		0	0
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES</b>
	<b>1 009 390 500</b>	<b>(26 100 200)</b>	<b>983 290 300</b>	<b>995 597 642</b>

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés		Total	Dépenses
	Prévisions	par le Conseil		
	\$	\$	\$	\$
<b>1209</b>				
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
2	450 000		450 000	Actifs..... 450 000
L	20 300 000		20 300 000	Avances, Loi sur l'éducation..... 18 784 163
				<i>Avances, Loi sur les régies</i>
L	6 200 000		6 200 000	<i>des services publics du Nord..... 5 192 669</i>
				<i>Avances, Loi sur les régies des</i>
L	6 200 000		6 200 000	<i>routes locales..... 5 809 416</i>
				<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME DES TAXES, DES</b>
				<b>AVANTAGES FISCAUX ET DES</b>
				<b>RELATIONS MUNICIPALES EN</b>
				<b>MATIÈRE DE FINANCES</b>
	<b>33 150 000</b>		<b>33 150 000</b>	<b>30 236 248</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
3	1 000		1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations... 0
				Amortissement – <i>Loi sur</i>
L	2 637 600		2 637 600	<i>l'administration financière..... 2 637 609</i>
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>– PROGRAMME DES TAXES, DES</b>
				<b>AVANTAGES FISCAUX ET DES</b>
				<b>RELATIONS MUNICIPALES EN</b>
				<b>MATIÈRE DE FINANCES</b>
	<b>2 638 600</b>		<b>2 638 600</b>	<b>2 637 609</b>

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1209</b>				
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
4	1 000		1 000	
				<b>PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES</b>
				Taxes, avantages fiscaux et prestations... 0
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>
				<b>– PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES</b>
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<u>0</u>

**Description du programme :**

Ce programme élabore le cadre législatif et stratégique régissant les systèmes de taxation, d'avantages fiscaux et de prestations de l'Ontario, soutient les ministères dans l'analyse et la conception des critères de revenu, administre les lois fiscales de l'Ontario, les programmes liés aux revenus et divers programmes d'avantages fiscaux, préserve l'intégrité du régime fiscal de l'Ontario et gère les liens budgétaires qu'entretient la province avec les municipalités. Le programme a pour objectif de maintenir un régime fiscal concurrentiel et transparent pour les entreprises afin de soutenir la croissance économique, tout en veillant à ce que la structure fiscale et les mesures de soutien connexes soient équitables et efficaces pour les personnes célibataires et les familles en Ontario. Dans le cadre de ce travail, le programme mène des activités axées sur l'observation des règles fiscales (vérification, inspection, enquête et recouvrement, etc.), exécute des programmes d'avantages fiscaux essentiels à l'intention des aînés et des familles à faible revenu, ainsi que des services de vérification du revenu pour d'autres programmes d'avantages fiscaux, et réalise des recherches et des analyses de l'observation fiscale. Il a également la responsabilité de la gestion des relations avec l'Agence du revenu du Canada, qui perçoit la majeure partie des taxes et impôts de la province en son nom. Le programme fournit des conseils en matière d'élaboration des politiques et règlements régissant les impôts fonciers municipaux en Ontario, gère les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires et l'impôt foncier provincial, établit le cadre stratégique et législatif pour le système d'évaluation foncière de l'Ontario et assure la surveillance de la Société d'évaluation foncière des municipalités. Le programme assure aussi la surveillance du Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario, qui est le principal programme de paiements de transfert de la province aux municipalités. Il fournit des conseils et des analyses stratégiques sur la conception et les politiques fiscales touchant les particuliers, les entreprises, le secteur minier, les produits de consommation, les ventes, l'administration des successions et les cotisations sociales.



**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES**  
**RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES– CRÉDIT 1209**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations (Poste 1)		Tribunal des services financiers (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	63 184 095	Traitements et salaires.....	6 062 841
Avantages sociaux.....	10 105 061	Avantages sociaux.....	689 387
Transports et communications.....	2 663 520	Transports et communications.....	42 651
Services.....	133 898 831	Services.....	1 766 707
Fournitures et matériel.....	1 303 364	Fournitures et matériel.....	92 544
			<u>8 654 130</u>
Paiements de transfert			
Régime de revenu annuel garanti.....	142 239 483	Politiques fiscales (Poste 6)	
Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale.....	<u>126 367</u>	Traitements et salaires.....	6 167 477
	142 365 850	Avantages sociaux.....	732 764
	<u>353 520 721</u>	Transports et communications.....	46 204
Moins : Recouvrements.....	2 474 561	Services.....	16 049 275
	<u>351 046 160</u>	Fournitures et matériel.....	8 552
			<u>23 004 272</u>
<i>Stratégies, gestion des services et politiques relatives aux programmes</i>			
Traitements et salaires.....	9 057 785	Relations provinciales-municipales en matière de finances (Poste 7)	
Avantages sociaux.....	1 122 522	Paiements de transfert	
Transports et communications.....	64 594	Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario.....	503 294 375
Services.....	116 158 170	Paiements spéciaux aux municipalités.....	16 692 996
Fournitures et matériel.....	50 472	Paiement d'atténuation transitoire.....	8 628 544
	<u>126 453 543</u>	Fonds ontarien de préparation à la légalisation du cannabis.....	6 725 112
			<u>535 341 027</u>
<i>Observation fiscale et avantages fiscaux</i>			
Traitements et salaires.....	54 126 310		
Avantages sociaux.....	8 982 539		
Transports et communications.....	2 598 926		
Services.....	17 740 661		
Fournitures et matériel.....	1 252 892		
Paiements de transfert			
Accords de partenariat relatifs à l'observation fiscale.....	126 367		
Régime de revenu annuel garanti.....	142 239 483		
	<u>227 067 178</u>		
Moins : Recouvrements.....	2 474 561		
	<u>224 592 617</u>		

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES FISCAUX ET DES**  
**RELATIONS MUNICIPALES EN MATIÈRE DE FINANCES– CRÉDIT 1209**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$		\$
Crédits législatifs		<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
Autres opérations		Crédits législatifs	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		Autres opérations	
<i>l'administration financière</i> .....	72 376 410	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 637 609
Services			<u>2 637 609</u>
Paiements versés à des agences de			
recouvrement du secteur privé en vertu de la			
<i>Loi sur l'administration financière</i> .....	5 175 643		
	<u>77 552 053</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>	
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		<b>PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES</b>	
<b>PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES</b>		<b>FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES</b>	
<b>FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES</b>		<b>EN MATIÈRE DE FINANCES</b> .....	<u><u>2 637 609</u></u>
<b>EN MATIÈRE DE FINANCES</b> .....	<u><u>995 597 642</u></u>		
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>			
Actifs (Poste 2)			
Avances et montants récupérables			
Régime de revenue annuel garanti.....	450 000		
	<u>450 000</u>		
Crédits législatifs			
Avances et montants récupérables			
Avances, <i>Loi sur l'éducation</i> .....	18,784,163		
Avances, <i>Loi sur les régions</i>			
<i>des services publics du Nord</i> .....	5,192,669		
Avances, <i>Loi sur les régions</i>			
<i>des routes locales</i> .....	5,809,416		
	<u>29 786 248</u>		
<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –</b>			
<b>PROGRAMME DES TAXES, DES AVANTAGES</b>			
<b>FISCAUX ET DES RELATIONS MUNICIPALES</b>			
<b>EN MATIÈRE DE FINANCES</b> .....	<u><u>30 236 248</u></u>		



## MINISTÈRE DES FINANCES

## PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LÉGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette, Loi sur l'administration financière		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales.....	11,719,250,191	
Office d'investissement		
du régime de pensions du		
Canada.....	469,604,295	
Société canadienne		
d'hypothèques et de logement	592,177	
Société ontarienne de		
gestion des fonds des		
investisseurs immigrants.....	411,743	
		12 189 858 406
Autres paiements à titre d'intérêts,		
de dépôts, d'escomptes et de commissions.....		
		249 037 451
Moins: Intérêts capitalisés dans		
les crédits des ministériels.....		
		40 393 858
Moins: Intérêts sur les investissements.....		
		1 192 949 170
		<u>11 205 552 829</u>
Intérêts sur la dette payable à		
la Société financière de l'industrie		
de l'électricité de l'Ontario.....		
		404 577 843
		<u>11 610 130 672</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
<b>PROGRAMME DU TRÉSOR.....</b>		<b><u>11 610 130 672</u></b>

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier-		
Facilité de crédit renouvelable à court terme.....	895 000 000	903 000 000
OSIFA.....	0	0
Office ontarien de financement – Prêts.....	278 800 895	1 796 804 380
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier –		
Prêts à long terme.....	400 000 000	300 000 000
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier –		
Prêts amortissables.....	101 001 493	78 459 665
Fonds de garantie des prestations de retraite.....	11 000 000	11 000 000
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....	0	0
<b>TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS</b>		
<b>ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....</b>	<b>1 685 802 388</b>	<b>3 089 264 045</b>

## MINISTÈRE DES FINANCES

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
<b>RECETTES FISCALES</b>		
Impôt sur le revenu des particuliers.....	37 744 707 534	35 382 664 678
Taxe de vente harmonisée.....	25 642 961 453	24 994 529 086
Impôt sur les sociétés.....	15 414 316 336	16 605 997 246
Impôt-santé des employeurs.....	6 731 084 884	6 543 571 404
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.....	6 179 154 482	6 171 415 951
Contributions – santé de l'Ontario.....	4 059 193 559	3 819 428 268
Droits de cession immobilière.....	3 067 143 373	2 761 475 545
Taxe de vente au détail.....	2 975 797 412	2 809 630 179
Taxe sur l'essence.....	2 414 474 097	2 340 927 809
Taxe sur le tabac.....	1 117 575 631	1 241 273 992
Taxe sur les carburants.....	806 776 278	774 364 160
Taxe sur la bière et le vin.....	577 911 641	603 028 260
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés.....	289 419 939	337 765 187
Impôt sur l'administration des successions.....	214 507 699	207 126 700
Impôt sur les bénéfices miniers.....	71 863 938	65 348 009
Taxe sur le cannabis.....	47 628 350	65 348 009
Impôt foncier provincial.....	37 166 944	31 448 647
Redevance sur le revenue brut – composante de l'impôt foncier.....	4 363 048	4 432 510
Revenus tirés de la taxe sur les spiritueux.....	4 284 668	3 778 596
Taxe sur le pari mutuel.....	3 933 231	4 245 599
Crédits d'impôt de l'Ontario.....	17 665	( 205 709)
Crédits d'impôt administrés par le gouvernement fédéral.....	(1 632 748)	(1 197 527)
	107 402 649 414	104 766 396 599
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Transfert canadien en matière de santé.....	15 639 873 000	14 851 943 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	5 650 306 000	5 450 733 000
Services de soins à domicile et soins de santé mentale.....	193 721 000	0
Paiement de péréquation.....	0	963 165 000
Subvention annuelle par personne – Loi de 1907	0	0
<i>sur l'Amérique du Nord Britannique</i> .....	8 824 387	8 824 387
Intérêts sur les Fonds des écoles communes.....	83 479	83 479
	21 492 807 866	21 274 748 866

## MINISTÈRE DES FINANCES

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
<b>RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES</b>		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries.....	2 640 309 723	2 564 522 000
Régie des alcools de l'Ontario – Bénéfices.....	2 375 000 000	2 370 000 000
	<u>5 015 309 723</u>	<u>4 934 522 000</u>
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES</b>		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de		
l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario.....	142 040 163	142 327 944
Évaluations – de base et recouvrements.....	0	868 493
Généraux.....	1 959 541	2 074 823
	<u>143 999 704</u>	<u>145 271 260</u>
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	94 376 415	95 821 395
Droits de garantie – Ontario Power Generation Inc re :		
Canadian Nuclear Safety Commission.....	0	0
Droits d'administration.....	56 997	405 033
Droits de garantie – autres.....	260 808	293 598
Autres.....	1 204 584	1 280 424
	<u>95 898 804</u>	<u>97 800 450</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>6 091 968</u>	<u>3 922 998</u>
<b>REDEVANCES</b>		
Redevances - Teranet Polaris.....	44 972 220	41 415 505
	<u>44 972 220</u>	<u>41 415 505</u>
<b>RECOUUREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES</b>		
Autres.....	18 674 537	36 059 886
	<u>18 674 537</u>	<u>36 059 886</u>
<b>DIVERS</b>		
Autre revenu – Oshawa.....	23 907 625	22 369 914
Réserve pour le transfert des chèques en circulation.....	13 539 180	8 433 826
Autre revenu – Toronto.....	742	21 106
Dons – Fonds ontarien d'initiative.....	112 831	103 509
	<u>37 560 378</u>	<u>30 928 355</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u>134 257 964 614</u></b>	<b><u>131 331 065 919</u></b>





# MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-176
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-177
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....	2-179
EMPLOI ONTARIO.....	2-184
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-178, 2-182, 2-186
ÉTAT DES RECETTES.....	2-187
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-188

## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019 Dépenses réelles \$	PROGRAMMES	2019–2020	
		Crédits autorisés \$	Dépenses réelles \$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
22 759 521	Administration du ministère	25 711 814	24 811 524
7 507 132 302	Éducation postsecondaire	6 633 746 000	6 596 612 922
1 240 670 606	Emploi Ontario	1 215 484 000	1 187 309 858
<b>8 770 562 429</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	<b>7 874 941 814</b>	<b>7 808 734 304</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
149 521 516	Éducation postsecondaire	440 000 000	363 009 836
747 500	Emploi Ontario	2 000 000	533 324
<b>150 269 016</b>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>	<b>442 001 000</b>	<b>363 543 160</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
396 209 181	Éducation postsecondaire	103 322 200	102 698 472
15 203 265	Emploi Ontario	15 190 000	15 156 255
<b>411 412 446</b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>	<b>118 512 200</b>	<b>117 854 727</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>			
5 170 805	Éducation postsecondaire	1 000	0
<b>5 170 805</b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>	<b>1 000</b>	<b>0</b>

**MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3001</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	16 991 100	8 655 700	25 646 800	Administration du ministère..... 24 745 556
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables - coûts administratifs, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>17 056 114</u>	<u>8 655 700</u>	<u>25 711 814</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 24 811 524</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>

**Program Description**

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de la Formation et des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère.

## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001

## Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitments et salaires.....	5 479 799		Transports et communications.....	4 982	
Avantages sociaux.....	907 186		Services.....	<u>3 228 290</u>	
Transports et communications.....	(15 651)				<u>3 233 272</u>
Services.....	18 353 573				
Fournitures et matériel.....	<u>20 649</u>				
	<u>24 745 556</u>				
<i>Bureau principal</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitments et salaires.....	2 481 191		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	262 110		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....		49 301
Transports et communications.....	80 601		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Services.....	59 166		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		<u>16 667</u>
Fournitures et matériel.....	<u>8 360</u>				<u>65 968</u>
	<u>2 891 429</u>				
<i>Services financiers et administratifs</i>			<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
Traitments et salaires.....	176 729		<b>ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>		<b><u>24 811 524</u></b>
Avantages sociaux.....	238 618				
Transports et communications.....	(120 640)				
Services.....	8 028 044				
Fournitures et matériel.....	<u>6 049</u>				
	<u>8 328 800</u>				
<i>Ressources humaines</i>					
Traitments et salaires.....	23 013				
Services.....	<u>1 290 700</u>				
	<u>1 313 713</u>				
<i>Services de communication</i>					
Traitments et salaires.....	2 798 866				
Avantages sociaux.....	406 458				
Transports et communications.....	19 406				
Services.....	4 524 373				
Fournitures et matériel.....	<u>6 240</u>				
	<u>7 755 343</u>				
<i>Services juridiques</i>					
Services.....	<u>1 223 000</u>				
	<u>1 223 000</u>				

## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3002</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE</b>
1	6 680 779 600	(102 074 600)	6 578 705 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants..... 6 541 042 418
L	54 540 000		54 540 000	Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 54 540 000
L	500 000		500 000	Créances irrécouvrables – collèges privés d'enseignement professionnel, <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 500 000
L	1 000		1 000	Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, <i>Loi sur les collèges privés d'enseignement professionnel.....</i> 530 504
	<b>6 735 820 600</b>	<b>(102 074 600)</b>	<b>6 633 746 000</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE..... 6 596 612 922</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
4	440 000 000		440 000 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants 363 009 836
	<b>440 000 000</b>		<b>440 000 000</b>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE..... 363 009 836</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
3	91 756 700	4 505 000	96 261 700	Soutien à l'éducation postsecondaire..... 95 929 089
L	7 060 500		7 060 500	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 6 769 383
	<b>98 817 200</b>	<b>4 505 000</b>	<b>103 322 200</b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE..... 102 698 472</b>



---

**MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

La DSANP exécute le Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO), un programme intégré axé sur les besoins qui est proposé avec le gouvernement fédéral pour offrir aux étudiants une expérience d'éducation postsecondaire uniformisée et accessible, fondée sur la capacité à apprendre et non sur la capacité à payer; en plus du RAFEO, la DSANP propose d'autres bourses d'entretien et d'études. Par l'entremise du bureau du surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel, la DSANP régleme aussi les collèges privés d'enseignement professionnel, en veillant à la protection du corps étudiant et à la qualité des programmes. La DSANP administre le Programme des étudiants étrangers, qui permet aux établissements de l'Ontario d'accepter des étudiants étrangers. Elle est responsable des politiques d'enseignement postsecondaire intégrant la technologie et administre également les ententes de paiements de transfert à l'appui de l'apprentissage par des voies numériques.

## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

## Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

## Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>	
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 1)		Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 4)	
Traitments et salaires.....	23 402 772	Prêts et investissements	
Avantages sociaux.....	3 531 144	Prêts aux étudiants.....	362 603 316
Transports et communications.....	612 931	Prêts aux étudiants - impayés.....	406 520
Services.....	14 365 007		<u>363 009 836</u>
Fournitures et matériel.....	59 145		
Paiements de transfert		<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges.....	1 455 767 542	<b>PROGRAMME D'ÉDUCATION</b>	
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités.....	3 733 452 851	<b>POSTSECONDAIRE.....</b>	<b><u>363 009 836</u></b>
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada).....	758 217		
Renouvellement de l'éducation postsecondaire.....	13 600 000	<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
Programmes d'aide financière aux étudiantes et étudiants....	<u>1 296 188 645</u>	Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)	
	6 499 767 255	Paiements de transfert	
	<u>6 541 738 254</u>	Fonds d'investissement stratégique	
Moins : Recouvrements.....	695 836	– contribution fédérale.....	2 488 905
	<u>6 541 042 418</u>	Subventions d'immobilisations	
		– collèges.....	40 027 000
Crédits législatifs		Subventions d'immobilisations	
		– universités.....	<u>53 413 184</u>
Autres opérations			<u>95 929 089</u>
Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants –		Crédits législatifs	
<i>Loi sur l'administration financière</i> .....	54 540 000	Autres opérations	
Créances irrécouvrables – collèges privés d'enseignement professionnel, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	500 000	Amortissement –	
Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, <i>Loi sur les collèges privés d'enseignement professionnel</i> .....	<u>530 504</u>	<i>Loi sur l'administration financière</i> .....	<u>6 769 383</u>
	<u>55 570 504</u>		<u>6 769 383</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>	
<b>PROGRAMME D'ÉDUCATION</b>		<b>PROGRAMME D'ÉDUCATION</b>	
<b>POSTSECONDAIRE.....</b>	<b><u>6 596 612 922</u></b>	<b>POSTSECONDAIRE.....</b>	<b><u>102 698 472</u></b>



## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

---

\$

<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>	
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 6)	
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	5 170 805
	<u>5 170 805</u>
<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....</b>	<b><u>5 170 805</u></b>

## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3003</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME EMPLOI ONTARIO</b>
7	1 269 225 200	(60 241 200)	1 208 984 000	Système Emploi Ontario..... 1 177 895 769
				Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail –
L	503 600		503 600	<i>Loi sur l'administration financière...</i> 8 721 279
				Créances irrécouvrables – autres,
L	5 996 400		5 996 400	<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 692 810
	<u>1 275 725 200</u>	<u>(60 241 200)</u>	<u>1 215 484 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME EMPLOI ONTARIO... 1 187 309 858</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
9	2 000 000		2 000 000	Système Emploi Ontario..... 533 324
	<u>2 000 000</u>		<u>2 000 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME EMPLOI ONTARIO... 533 324</b>

**MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3003</b>				
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				<b>PROGRAMME EMPLOI ONTARIO</b>
10	14 001 000	2 000	14 003 000	Système Emploi Ontario..... 13 970 621
				Amortissement –
L	1 187 000		1 187 000	Loi sur l'administration financière..... 1 185 634
	<b>15 188 000</b>	<b>2 000</b>	<b>15 190 000</b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>– PROGRAMME EMPLOI ONTARIO... 15 156 255</b>

**Description du programme :**

Emploi Ontario (EO), le réseau intégré d'emploi et de formation en Ontario, aide les employeurs à accéder à une main-d'œuvre qualifiée et les Ontariens et Ontariennes à trouver les programmes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin. Pour que la province demeure compétitive dans l'économie actuelle et future, les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle de premier plan en préparant les travailleuses et travailleurs à occuper des emplois qui assureront la prospérité future dans une économie fondée sur le savoir.

Les programmes et services d'EO s'inscrivent dans cinq grandes catégories :

1. Apprentissage
2. Soutiens et services à l'emploi
3. Formation professionnelle
4. Éducation des adultes
5. Développement du marché du travail et fonctions du système

La majorité des programmes et services d'EO sont exécutés par l'entremise du réseau EO, formé du réseau communautaire ontarien de fournisseurs de services d'emploi, de fournisseurs de services d'alphabétisation, des collèges publics, des bureaux de l'apprentissage chargés de la prestation directe, des agents responsables de la formation et autres. EO a pour but de fournir des services d'emploi et de formation intégrés, axés sur le client et efficaces afin d'accroître l'avantage économique de l'Ontario.

Au sein d'EO, la Division des politiques et des innovations relatives à la main-d'œuvre s'attache à diriger l'élaboration des politiques et stratégies de développement du marché du travail et de formation de la main-d'œuvre afin de faciliter l'établissement de liens entre l'économie, les établissements d'enseignement et de formation, les employeurs et les personnes à la recherche d'un emploi, ainsi qu'à diffuser l'information sur le marché du travail.

## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## PROGRAMME EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 3003

## Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

## Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	\$	\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
Système Emploi Ontario (Poste 7)		Système Emploi Ontario (Poste 10)	
Traitments et salaires.....	72 546 886	Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	11 271 907	Fonds pour l'amélioration des	
Transports et communications.....	1 350 969	installations d'apprentissage.....	13 970 621
Services.....	19 169 371		<u>13 970 621</u>
Fournitures et matériel.....	254 883		
Paiements de transfert		Crédits législatifs	
Emploi et formation.....	921 528 653	Autres opérations	
Crédit d'impôts de l'Ontario pour		Amortissement,	
la formation en apprentissage	64 514 200	<i>Loi sur l'administration financière</i> .....	1 185 634
Crédit d'impôts de l'Ontario pour			<u>1 185 634</u>
l'éducation coopérative.....	<u>87 258 900</u>		
	1 073 301 753		
	<u>1 177 895 769</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>	
		<b>PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....</b>	<b><u><u>15 156 255</u></u></b>
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables – Prêts pour			
l'acquisition d'outils de travail –			
<i>Loi sur l'administration financière</i> .....	8 721 279		
Créances irrécouvrables – autres,			
<i>Loi sur l'administration financière</i> .....	<u>692 810</u>		
	<u>9 414 089</u>		
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>			
<b>PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....</b>	<b><u><u>1 187 309 858</u></u></b>		
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>			
Système Emploi Ontario (Poste 10)			
Prêts et investissements			
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail.....	533 324		
	<u>533 324</u>		
<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –</b>			
<b>PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....</b>	<b><u><u>533 324</u></u></b>		

## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Entente sur le développement du marché du travail.....	718 988 259	714 976 135
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	246 740 091	231 309 049
Programme canadien de prêts aux étudiants.....	17 601 958	21 006 960
Langues officielles dans l'enseignement – Complémentaire.....	14 784 484	13 041 892
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents.....	6 865 058	7 591 267
Entente sur le développement du marché du travail – Locaux.....	4 274 082	4 274 082
Université de langue française.....	3 424 000	0
Fonds d'investissement stratégique*.....	(325 653)	167 545 545
	<u>1 012 352 279</u>	<u>1 159 744 930</u>
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES</b>		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo.....	<u>769 507</u>	<u>838 142</u>
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Collèges privés d'enseignement professionnel.....	1 446 370	1 256 193
Droits, permis et autorisations.....	483 737	436 642
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire.....	389 840	55 000
Frais pour chèques refusés.....	4 515	4 585
Gens de métiers et apprentis**.....	0	( 100)
	<u>2 324 462</u>	<u>1 752 320</u>
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS.....</b>	<u>882 730</u>	<u>352 382</u>
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....</b>	<u>259 536 472</u>	<u>90 872 182</u>
<b>DIVERS</b>		
Pénalités - intérêt.....	8 809 177	7 675 043
Autres.....	472 593	205 740
	<u>9 281 770</u>	<u>7 880 783</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<u><u>1 285 147 219</u></u>	<u><u>1 261 440 739</u></u>

\*le fonds d'investissement stratégique a été sur-accumulé

\*\*Représente un rajustement ponctuel des droits de renouvellement du certificat des gens de métier et des apprentis transférés à l'Ordre des métiers de l'Ontario.

---

**MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS**  
**ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS**  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

---

	2020	2019
	\$	\$
Remboursement – Principal des emprunts.....	274 106 251	341 182 186
Remboursement – Prêts aux étudiants.....	64 433 734	72 461 964
Remboursement – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail.....	646 319	1 206 538
<b>TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS</b>		
<b>ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....</b>	<b><u>339 186 304</u></b>	<b><u>414 850 688</u></b>

# MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-190
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-191
POLITIQUES ET PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES.....	2-193
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-191
ÉTAT DES RECETTES.....	2-197
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-198

**MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019	PROGRAMMES	2019-2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
8 432 178	Administration du ministère	6 939 814	6 740 962
13 165 252	Politiques et planification infrastructurelles	11 989 100	11 930 440
<u>21 597 430</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>		
	<b>DU MINISTÈRE.....</b>	<u>18 928 914</u>	<u>18 671 402</u>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
12 000 000	Politiques et planification infrastructurelles	1 000	0
<u>12 000 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>		
	<b>DU MINISTÈRE.....</b>	<u>2 000</u>	<u>0</u>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
361 534 866	Politiques et planification infrastructurelles	291 645 700	285 607 442
<u>361 534 866</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>		
	<b>DU MINISTÈRE.....</b>	<u>291 645 700</u>	<u>285 607 442</u>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>			
0	Politiques et planification infrastructurelles	1 000	0
<u>0</u>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>		
	<b>DU MINISTÈRE.....</b>	<u>1 000</u>	<u>0</u>



**MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>4001</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	6 767 900	107 900	6 875 800	Administration du ministère..... 6 675 272
L	47 841		47 841	Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 16 389
	<u>6 831 914</u>	<u>107 900</u>	<u>6 939 814</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 6 740 962</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>

**Description du programme :**

Le programme d'administration du ministère procure des conseils stratégiques et des services de soutien pour aider le ministère à respecter les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement.

Le programme offre des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, communications et autres) aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes.

**MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
Administration du ministère (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	3 312 794	Traitement versé au ministre en vertu	
Avantages sociaux.....	435 150	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	49 301
Transports et communications.....	58 729	Traitement versé à l'adjoint parlementaire	
Services.....	2 850 492	<i>en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	16 389
Fournitures et matériel.....	18 107		<u>65 690</u>
	<u>6 675 272</u>		
<i>Bureau principal</i>		<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
Traitements et salaires.....	1 835 786	<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION</b>	
Avantages sociaux.....	236 783	<b>DU MINISTÈRE</b>	
Transports et communications.....	52 170		<u><u>6 740 962</u></u>
Services.....	111 151		
Fournitures et matériel.....	3 908		
	<u>2 239 798</u>		
<i>Planification et finances</i>			
Traitements et salaires.....	332 534		
Avantages sociaux.....	44 051		
Transports et communications.....	(748)		
Services.....	1 787 821		
Fournitures et matériel.....	2 311		
	<u>2 165 969</u>		
<i>Services de communication</i>			
Traitements et salaires.....	1 144 022		
Avantages sociaux.....	154 316		
Transports et communications.....	5 626		
Services.....	160 966		
Fournitures et matériel.....	11 838		
	<u>1 476 768</u>		
<i>Services juridiques</i>			
Traitements et salaires.....	452		
Transports et communications.....	1 681		
Services.....	790 554		
Fournitures et matériel.....	50		
	<u>792 737</u>		

**MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>4003</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES</b>
1	12 288 100	(300 000)	11 988 100	Politiques et planification infrastructurelles..... 11 930 440
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
	<u>12 289 100</u>	<u>(300 000)</u>	<u>11 989 100</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES. 11 930 440</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>				
7	1 000		1 000	Infrastructure communautaire..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES..... 0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
2	444 567 600	(152 921 900)	291 645 700	Programmes d'infrastructure..... 285 607 442
	<u>444 567 600</u>	<u>(152 921 900)</u>	<u>291 645 700</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES..... 285 607 442</b>

**MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>4003</b>				
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
2	1 000		1 000	
				0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	
				<u>0</u>

**PROGRAMME DES POLITIQUES ET  
 DE LA PLANIFICATION  
 INFRASTRUCTURELLES**

Programmes d'infrastructure.....	0
<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>	
– PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES.....	<b>0</b>

---

**MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme :**

Le secteur des politiques et de la planification infrastructurelles est responsable du soutien de l'orientation et des politiques globales afin de moderniser l'infrastructure de la province (routes, chemins, ponts, transport en commun, hôpitaux, collèges, écoles, tribunaux, établissements correctionnels, autres édifices gouvernementaux et infrastructure à large bande).

Le secteur des politiques et de la planification infrastructurelles est responsable de l'élaboration d'une approche stratégique en matière de planification de l'infrastructure à partir de données probantes. Dans ce contexte, il gère la mise en œuvre de la Loi de 2015 sur l'infrastructure au service de l'emploi et de la prospérité, qui impose l'élaboration du plan d'infrastructure à long terme du gouvernement, l'établissement d'un inventaire des actifs, la définition des besoins en infrastructure ainsi que l'élaboration d'une stratégie pour prioriser ces besoins.

Le secteur assume la responsabilité de la planification de la gestion des actifs provinciaux, notamment en élaborant des outils et des analyses pour suivre de manière uniforme les biens d'infrastructure actuels et les investissements prévus dans tout le gouvernement. De plus, en vertu de la Loi, le secteur a également pour responsabilité l'élaboration de règlements concernant les plans de gestion des biens pour les municipalités et certaines entités du secteur parapublic.

Ce secteur dirige des initiatives de recherche sur les infrastructures, avec notamment la coordination, la commande ou l'exécution d'études visant à comprendre et élaborer des pratiques exemplaires dans la planification infrastructurelle, et le soutien aux améliorations des pratiques gouvernementales dans les domaines connexes, comme la gestion des actifs et la productivité de l'infrastructure. Le secteur assure également la promotion et le soutien de l'intégration des considérations liées au changement climatique (p. ex., l'évaluation de la durée de vie) à la planification infrastructurelle et au processus décisionnel.

Le secteur gère les relations du gouvernement avec le gouvernement fédéral en collaborant avec les administrations fédérale et municipales pour négocier et mettre en œuvre des programmes fédéraux de financement de l'infrastructure. De plus, le secteur élabore et conçoit des politiques et programmes d'infrastructure municipale, en surveillant leur mise en œuvre pour s'assurer de leur conformité avec les politiques d'infrastructure à l'échelle de la province. Il surveille également la réussite soutenue d'Infrastructure Ontario et de Waterfront Toronto, qui sont deux des principaux partenaires de l'Ontario en matière d'exécution de projets d'infrastructure.

Le secteur élabore également des politiques et surveille des programmes pour le financement de l'infrastructure, notamment des partenariats publics-privés, un programme de prêts, des projets commerciaux et des services immobiliers pour des biens ne relevant pas du portefeuille immobilier général, et il soutient une transparence accrue par la présentation au public de données et de profils sur les investissements dans l'infrastructure.

## MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

## PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES- CRÉDIT 4003

## Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

## Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	\$	\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
Politiques et planification infrastructurelles (Poste 1)		Programmes d'infrastructure (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	7 839 807	Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	1 018 106	Fonds pour l'eau potable et le traitement des	
Transports et communications.....	57 504	eaux usées – contributions fédérales.....	115 254 746
Services.....	2 095 229	Fonds pour l'eau potable et le traitement des	
Fournitures et matériel.....	24 595	eaux usées – contributions provinciales.....	45 189 564
Paiements de transfert		Accès au gaz naturel.....	2 586 705
Gestion des biens.....	895 199	Programme d'immobilisations pour les	
	<u>895 199</u>	carrefours communautaires.....	6 136 227
	<u>11 930 440</u>	Revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	<u>116 440 200</u>
			<u>285 607 442</u>
<i>Politiques infrastructurelles</i>			
Traitements et salaires.....	4 235 550	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>	
Avantages sociaux.....	560 325	<b>PROGRAMME DES POLITIQUES</b>	
Transports et communications.....	37 906	<b>ET DE LA PLANIFICATION</b>	
Services.....	1 040 951	<b>INFRASTRUCTURELLES.....</b>	<b><u>285 607 442</u></b>
Fournitures et matériel.....	<u>17 903</u>		
	<u>5 892 635</u>		
<i>Recherche et financement en</i>			
<i>matière d'infrastructure</i>			
Traitements et salaires.....	3 604 258		
Avantages sociaux.....	457 781		
Transports et communications.....	19 598		
Services.....	1 054 277		
Fournitures et matériel.....	6 692		
Paiements de transfert			
Gestion des biens.....	<u>895 199</u>		
	<u>6 037 805</u>		
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>			
<b>PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA</b>			
<b>PLANIFICATION INFRASTRUCTURELLES.</b>	<b><u>11 930 440</u></b>		

## MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
GOVERNEMENT DU CANADA		
Paiement du gouvernement fédéral.....	127 412 745	161 241 901
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS.....		
	375	32 993
REMBOURSEMENT ET DÉPENSES.....		
	0	6 845 700
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes, locations – Projet Prov.....	0	94 985 095
Ventes, locations – biens locatifs et autres .....	0	37 264 828
Gain.....	0	0
Ventes - autres.....	0	64 922
	0	132 314 845
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations.....	0	0
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres.....	497 688	27 440 083
	497 688	27 440 083
DIVERS		
Intêrêt.....	462 383	3 945 071
Paiements por services rendus.....	0	182 864
Autres revenus non spécifiés.....	0	187 991 214
	462 383	192 119 149
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b>128 373 191</b>	<b>519 994 671</b>

---

**MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE**  
**ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS**  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

---

	2020	2019
	\$	\$
Société foncière de l'Ontario.....	0	158 250
<b>TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....</b>	<b><u>0</u></b>	<b><u>158 250</u></b>



# MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-200
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-202
POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....	2-206
POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....	2-208
SERVICES JURIDIQUES.....	2-214
SERVICES AUX TRIBUNAUX.....	2-216
SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES.....	2-219
CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	2-222
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-204,2-207,2-213,2-215,2-218
ÉTAT DES RECETTES.....	2-224

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019	PROGRAMMES	2019–2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
228 443 031	Administration du ministère	220 799 914	219 415 076
287 451 234	Poursuites contre les criminels	287 019 500	286 808 389
	Politiques, programmes de justice et		
678 233 738	programme relatif aux organismes	617 954 200	616 159 123
57 286 664	Services juridiques	35 996 800	227 264 707
454 393 693	Services aux tribunaux	469 816 100	472 035 305
180 541 035	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	182 122 800	179 687 630
14 368 600	Crédit d'impôt pour contributions politiques	11 641 200	11 641 200
<b>1 900 717 995</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>1 825 350 514</b>	<b>2 013 011 430</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>			
18 158	Administration du ministère	18 100	15 979
1 562 864	Poursuites contre les criminels	1 469 100	1 404 885
	Politiques, programmes de justice et		
126 558	programme relatif aux organismes	119 000	96 133
265 596	Services juridiques	249 700	234 827
87 481	Services aux tribunaux	82 200	79 537
101 682	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	95 600	94 956
<b>2 162 339</b>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>2 033 700</b>	<b>1 926 317</b>

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2018–2019	PROGRAMMES	2019–2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
64 242 276	Administration du ministère	65 767 200	58 494 160
	Politiques, programmes de justice et		
366 549	programme relatif aux organismes	388 100	369 576
43 196 926	Services aux tribunaux	44 475 200	44 468 207
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>			
<b>107 805 751</b>	<b>DU MINISTÈRE</b>	<b>110 630 500</b>	<b>103 331 943</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>			
0	Administration du ministère	2 695 700	2 457 349
	Politiques, programmes de justice et		
5 109 986	programme relatif aux organismes	4 087 700	3 977 919
105 083 999	Services aux tribunaux	121 452 700	90 733 967
<b>110 193 985</b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE</b>	<b>128 236 100</b>	<b>97 169 235</b>

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>301</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	198 520 400	9 068 800	207 589 200	Administration du ministère..... 206 712 085
6	23 351 100	(10 204 400)	13 146 700	Modernisation..... 12 637 023
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 16 667
	<u>221 935 514</u>	<u>(1 135 600)</u>	<u>220 799 914</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 219 415 076</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
5	1 000	16 100	17 100	Paiement anticipé des cotisations au Barreau..... 15 979
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>2 000</u>	<u>16 100</u>	<u>18 100</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 15 979</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
2	81 923 800	(17 850 000)	64 073 800	Renouvellement des installations..... 58 494 160
L	1 693 400		1 693 400	Amortissement - Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>83 617 200</u>	<u>(17 850 000)</u>	<u>65 767 200</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 58 494 160</b>

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>301</b>				
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
7	16 710 100	(14 014 400)	2 695 700	
	<u>16 710 100</u>	<u>(14 014 400)</u>	<u>2 695 700</u>	
				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
				Projet de modernisation.....
				<u>2 457 349</u>
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>
				<b><u>2 457 349</u></b>

**Description du programme :**

Le programme d'administration du ministère inclut le Bureau du procureur général, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-procureur général et la Direction des communications.

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère. La Division de la gestion des services ministériels (DGSM) offre son appui et ses conseils stratégiques dans les domaines suivants : planification des activités et des finances, ressources humaines, diversité, inclusion et accessibilité, gestion des urgences, gestion des installations et surveillance du portefeuille d'immobilisations, de locaux et de baux du ministère. La DGSM fournit aussi au secteur de la justice des services communs, notamment en matière de soutien à la sécurité, d'accès à l'information et de services en français. De plus, la DGSM se charge de la gestion des services de vérification et d'assurance dispensés centralement.

De plus, la Division de la modernisation dirige le changement transformationnel et travaille en collaboration avec toutes les divisions pour aider le ministère à moderniser ses services, au public et internes, et à renforcer leur efficacité. Elle fournit des services d'élaboration, de mise en œuvre et d'intégration stratégiques d'initiatives essentielles soutenant la vision du ministère, et centre ses activités sur l'optimisation de la prestation des services ministériels.

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
Administration du ministère (Poste 1)		Modernisation (Poste 6)	
Traitments et salaires.....	18 358 839	Traitments et salaires.....	6 516 121
Avantages sociaux.....	2 450 635	Avantages sociaux.....	846 215
Transports et communications.....	87 241	Transports et communications.....	178 401
Services.....	185 830 144	Services.....	4 836 237
Fournitures et matériel.....	76 257	Fournitures et matériel.....	15 649
	<u>206 803 116</u>	Paiements de transfert	
Moins : Recouvrements.....	91 031	Projets liés à l'innovation.....	244 400
	<u>206 712 085</u>		<u>12 637 023</u>
<i>Bureau principal</i>		Crédits législatifs	
Traitments et salaires.....	3 156 791	Traitement versé au ministre en vertu de la	
Avantages sociaux.....	304 613	Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301
Transports et communications.....	56 811	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en	
Services.....	177 647	vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	16 667
Fournitures et matériel.....	5 659		<u>65 968</u>
	<u>3 701 521</u>		
<i>Services de communication</i>		<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
Traitments et salaires.....	2 552 825	<b>ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u>219 415 076</u></b>
Avantages sociaux.....	339 532		
Transports et communications.....	22 346	<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>	
Services.....	281 617	Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 5)	
Fournitures et matériel.....	3 334	Dépôts et charges payées d'avance.....	15 979
	<u>3 199 654</u>		<u>15 979</u>
<i>Locaux - Frais de location</i>		<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
Services.....	179 968 703	<b>ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u>15 979</u></b>
	<u>179 968 703</u>		
<i>Services ministériels</i>			
Traitments et salaires.....	12 649 223		
Avantages sociaux.....	1 806 490		
Transports et communications.....	8 084		
Services.....	5 402 177		
Fournitures et matériel.....	67 264		
	<u>19 933 238</u>		
Moins : Recouvrements.....	91 031		
	<u>19 842 207</u>		

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>		
Renouvellement des installations (Poste 2)		
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations –		
renouvellement des actifs...	43 727 598	
Investissements dans les immobilisations – charges de renouvellement.....	14 766 562	
		58 494 160
		58 494 160
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>		<b>58 494 160</b>
 <b>BIENS IMMOBILISÉS</b>		
Projet de modernisation (Poste 7)		
Matériel de technologie de l'information.....		402 126
Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux immobilisations.....		2 055 223
		2 457 349
<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>		<b>2 457 349</b>

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>302</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
2	277 075 500	9 943 000	287 018 500	Droit criminel..... 286 495 961
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 312 428
	<u>277 076 500</u>	<u>9 943 000</u>	<u>287 019 500</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME DE POURSUITES</b>
				<b>CONTRE LES CRIMINELS..... 286 808 389</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
7	1 000	1 468 100	1 469 100	Paiement anticipé des cotisations au Barreau..... 1 404 885
	<u>1 000</u>	<u>1 468 100</u>	<u>1 469 100</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME DE POURSUITES</b>
				<b>CONTRE LES CRIMINELS..... 1 404 885</b>

**Description du programme:**

Ce programme est responsable des poursuites relatives à toutes les infractions criminelles en vertu du Code criminel et d'autres lois fédérales et provinciales de manière à inspirer la confiance du public et à faire respecter la primauté du droit. Ce programme assure également la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans toutes les affaires criminelles, y compris les poursuites dans les affaires criminelles devant tous les types de tribunaux de la province, la représentation de la Couronne en appel et la prestation de conseils juridiques au procureur général et au procureur général adjoint dans toutes les affaires relevant du droit criminel ainsi qu'aux services de police sur demande.



**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS – CRÉDIT 302**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Droit criminel (Poste 2)		
Traitments et salaires.....	226 975 566	
Avantages sociaux.....	23 624 965	
Transports et communications.....	3 388 229	
Services.....	22 047 115	
Fournitures et matériel.....	2 950 445	
Paiements de transfert		
Programme de sécurité en matière de mise en liberté sous caution.....	1 332 639	
Comités de justice pour la jeunesse.....	1 717 831	
Programmes de responsabilisation directe.....	3 538 052	
Indemnisation des victimes à partir de la confiscation des actifs criminels.....	881 119	
Centres de justice - Partenariats communautaires.....	40 000	
	7 509 641	
	286 495 961	
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	312 428	
	312 428	
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....</b>	<b>286 808 389</b>	
	<b>286 808 389</b>	
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>		
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)		
Dépôts et charges payées d'avance.....	1 404 885	
	1 404 885	
<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....</b>	<b>1 404 885</b>	
	<b>1 404 885</b>	

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>303</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
2	323 323 500	33 907 000	357 230 500	Aide juridique Ontario..... 357 200 797
4	185 641 300	32 634 600	218 275 900	Relations avec les organismes et les tribunaux..... 217 907 666
8	6 695 000	914 700	7 609 700	Politiques..... 7 595 893
13	32 125 000	2 711 100	34 836 100	Justice pour les Autochtones..... 32 875 218
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrable, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> ..... 54 688
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur</i> <i>les services policiers</i> ..... 524 861
	<u>547 786 800</u>	<u>70 167 400</u>	<u>617 954 200</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME DES POLITIQUES,</b>
				<b>PROGRAMMES DE JUSTICE ET</b>
				<b>PROGRAMME RELATIF AUX</b>
				<b>ORGANISMES..... 616 159 123</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
12	3 000	116 000	119 000	Paiement anticipé des cotisations au Barreau..... 96 133
	<u>3 000</u>	<u>116 000</u>	<u>119 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME DES POLITIQUES,</b>
				<b>PROGRAMMES DE JUSTICE ET</b>
				<b>PROGRAMME RELATIF AUX</b>
				<b>ORGANISMES..... 96 133</b>

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>303</b>				
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
				<b>PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES</b>
5	1 000	( 1 000)	0	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes..... 0
L	<u>388 100</u>		<u>388 100</u>	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 369 576
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>– PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....</b>
	<u><b>389 100</b></u>	<u><b>( 1 000)</b></u>	<u><b>388 100</b></u>	<u><b>369 576</b></u>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
6	<u>4 636 400</u>	<u>( 548 700)</u>	<u>4 087 700</u>	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes..... 3 977 919
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>
				<b>– PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES....</b>
	<u><b>4 636 400</b></u>	<u><b>( 548 700)</b></u>	<u><b>4 087 700</b></u>	<u><b>3 977 919</b></u>

---

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme :**

Ce programme inclut la Division des politiques, qui est organisée autour de deux fonctions principales –les relations avec les organismes et les tribunaux et l'élaboration des politiques de la justice, et la Division de la justice pour les Autochtones.

La Direction des relations avec les organismes et les tribunaux gère les relations de responsabilisation avec les programmes, les tribunaux décisionnels et les organismes réglementaires et opérationnels du ministère, notamment: Tribunaux décisionnels Ontario, Aide juridique Ontario, Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, Commission ontarienne des droits de la personne, Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, Unité des enquêtes spéciales, Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police, Conseil des experts-comptables et Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution. La Direction assure le soutien stratégique, établit les cadres des modifications apportées aux politiques opérationnelles à l'échelle du gouvernement qui influent sur les organismes et les tribunaux et contribue à ces modifications.

La Direction de la modernisation des programmes et des nominations, surveille le travail des comités consultatifs sur les nominations à la magistrature et la nomination des juges de paix des juges de paix ainsi que les nominations par décret pour tous les organismes au sein du ministère.

La Direction des politiques de justice est responsable du programme de politiques et de législation du ministère, en centrant notamment son travail sur les questions juridiques et stratégiques touchant le droit civil, le droit de la famille et le droit public. Elle fournit des conseils stratégiques, juridiques et organisationnels sur les politiques, supervise les initiatives stratégiques et fournit du soutien et de l'expertise à d'autres divisions du ministère. Parmi ses autres responsabilités figurent l'établissement et la surveillance des renseignements au public et l'élaboration des stratégies fédérales-provinciales-territoriales, en liaison avec la Commission du droit de l'Ontario, ainsi que la supervision de quatre professions autoréglementées –avocats, comptables, ingénieurs et architectes.

La Division de la justice pour les Autochtones se consacre au règlement des questions dans ce domaine, en se concentrant sur la réduction des taux de récidive et sur la surreprésentation des Autochtones, en tant que victimes, accusés et contrevenants, dans le système de justice. La Division est déterminée à tisser des liens solides, constructifs et respectueux avec les collectivités autochtones en Ontario afin de renforcer la compréhension du système de justice et la confiance envers ce système. À l'heure actuelle, la Division travaille notamment à la supervision des programmes de justice pour les Autochtones, à l'animation de formations en compétence culturelle autochtone, à la réforme législative, à l'élaboration de politiques et aux enquêtes de coroners. La Division fournit également au procureur général et au sous-procureur général des conseils stratégiques sur des questions relatives à la justice pour les Autochtones. Elle collabore étroitement avec d'autres ministères et soutient ou alimente leur travail. De plus, la Division soutient le Groupe consultatif de la justice pour les Autochtones et le Conseil des aînés, ces instances offrant des conseils spécialisés essentiels au procureur général et à d'autres ministères sur demande.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL  
RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>					
Aide juridique Ontario (Poste 2)			<i>Vérification et supervision des libérations sous caution</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Aide juridique Ontario.....	357 200 797		Vérification et supervision des libérations sous caution.....	14 200 858	
		357 200 797			14 200 858
		<u>357 200 797</u>			<u>14 200 858</u>
Relations avec les organismes et les tribunaux (Poste 4)			<i>Commission ontarienne des droits de la personne</i>		
Traitments et salaires.....		136 852 666	Traitments et salaires.....		4 001 313
Avantages sociaux.....		23 657 600	Avantages sociaux.....		446 099
Transports et communications.....		5 694 969	Transports et communications.....		123 569
Services.....		31 240 228	Services.....		515 324
Fournitures et matériel.....		1 483 338	Fournitures et matériel.....		19 109
Paiements de transfert					<u>5 105 414</u>
Indemnisation des victimes d'actes criminels.....	48 669 519		<i>Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne</i>		
Vérification et supervision des libérations sous caution.....	14 200 858		Paiements de transfert		
Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne.....	5 122 700		Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne.....	5 122 700	
		67 993 077			5 122 700
		266 921 878			<u>5 122 700</u>
Moins : Recouvrements.....		49 014 212	<i>Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police</i>		
		<u>217 907 666</u>	Traitments et salaires.....		5 585 259
<i>Relations avec les organismes et gestion des programmes</i>			Avantages sociaux.....		642 988
Traitments et salaires.....	2 968 553		Transports et communications.....		81 486
Avantages sociaux.....	438 404		Services.....		585 512
Transports et communications.....	129 810		Fournitures et matériel.....		36 505
Services.....	729 262				<u>6 931 750</u>
Fournitures et matériel.....	7 335		<i>Unité des enquêtes spéciales</i>		
		4 273 364	Traitments et salaires.....		6 549 042
Moins : Recouvrements.....	180 000		Avantages sociaux.....		883 734
		<u>4 093 364</u>	Transports et communications.....		402 070
			Services.....		931 430
			Fournitures et matériel.....		63 863
					<u>8 830 139</u>

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL  
RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<i>Commission des alcools et des jeux de l'Ontario</i>			<i>Politiques</i>		
Traitments et salaires.....	60 388 424		Traitments et salaires.....	6 018 951	
Avantages sociaux.....	12 985 038		Avantages sociaux.....	672 713	
Transports et communications.....	1 640 231		Transports et communications.....	91 013	
Services.....	10 100 050		Services.....	786 243	
Fournitures et matériel.....	720 108		Fournitures et matériel.....	26 973	
	<u>85 833 851</u>				<u>7 595 893</u>
Moins : Recouvrements.....	48 490 961				
		<u>37 342 890</u>			
<i>Tribunaux décisionnels Ontario</i>			Division de la justice pour les Autochtones (Poste 13)		
Traitments et salaires.....	57 142 608		Traitments et salaires.....	2 942 139	
Avantages sociaux.....	8 247 600		Avantages sociaux.....	323 374	
Transports et communications.....	3 305 645		Transports et communications.....	306 559	
Services.....	17 500 623		Services.....	279 959	
Fournitures et matériel.....	593 828		Fournitures et matériel.....	14 596	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Indemnisation des victimes			Programme d'assistance		
d'actes criminels.....	48 669 519		parajudiciaire aux Autochtones		
	<u>135 459 823</u>		de l'Ontario.....	4 378 865	
Moins : Recouvrements.....	343 251		Projets de la justice applicable		
		<u>135 116 572</u>	aux Autochtones.....	14 238 547	
			Services aux victimes		
			autochtones.....	10 311 179	
			Liste des jurés.....	80 000	
					<u>29 008 591</u>
					<u>32 875 218</u>
<i>Renseignements au public</i>			Crédits législatifs		
Traitments et salaires.....	217 467		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	13 737		Créances irrécouvrables,		
Transports et communications.....	12 160		<i>Loi sur l'administration financière</i> .....	54 688	
Services.....	878 026		Audiences tenues en vertu de la		
Fournitures et matériel.....	42 590		<i>Loi sur les services policiers</i> .....	524 861	
		<u>1 163 980</u>		<u>579 549</u>	
			<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
			<b>PROGRAMME DES POLITIQUES</b>		
			<b>PROGRAMMES DE JUSTICE ET</b>		
			<b>PROGRAMME RELATIF AUX</b>		
			<b>ORGANISMES.....</b>		<b><u>616 159 123</u></b>

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL  
RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>	
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 12)	
Dépôts et charges payées d'avance.....	96 133
	<u>96 133</u>
<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....</b>	
	<b><u>96 133</u></b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement –	
Loi sur l'administration financière.....	369 576
	<u>369 576</u>
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....</b>	
	<b><u>369 576</u></b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>	
Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes (Poste 6)	
Matériel de technologie de l'information.....	269 146
Logiciels d'application de gestion.....	3 708 773
	<u>3 977 919</u>
<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES POLITIQUES PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....</b>	
	<b><u>3 977 919</u></b>

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>304</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES</b>
2	25 223 400	5 484 700	30 708 100	Droit civil.....
3	5 451 200	( 163 500)	5 287 700	Services des conseillers législatifs....
				<i>Loi sur les actions contre</i>
L	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<i>la Couronne.....</i>
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
	<b><u>30 675 600</u></b>	<b><u>5 321 200</u></b>	<b><u>35 996 800</u></b>	<b>– PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES</b>
				<b><u>227 264 707</u></b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
				Paiement anticipé des cotisations
6	<u>1 000</u>	<u>248 700</u>	<u>249 700</u>	au Barreau.....
				<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
	<b><u>1 000</u></b>	<b><u>248 700</u></b>	<b><u>249 700</u></b>	<b>– PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES</b>
				<b><u>234 827</u></b>

**Description du programme:**

Ce programme comprend la Division du droit civil et le Bureau des conseillers législatifs.

La Division du droit civil procure au procureur général, au sous-procureur général, à tous les ministères et à de nombreux organismes de la fonction publique de l'Ontario des services juridiques dans toutes les affaires de droit civil. La Division appuie le procureur général dans ses fonctions de premier conseiller juridique de la Couronne, notamment le déroulement des litiges pour et contre la Couronne, en veillant à ce que la primauté du droit soit respectée et à ce que les décisions du Conseil des ministres soient valides des points de vue juridique et constitutionnel, et en fournissant des conseils sur les questions de droit liées aux activités et priorités du gouvernement.

Ce programme comprend le travail du Bureau des conseillers législatifs, qui est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés à l'Assemblée législative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'apport du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.



**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
Droit civil (Poste 2)		Services des conseillers législatifs (Poste 3)	
Traitments et salaires.....	141 499 901	Traitments et salaires.....	5 670 173
Avantages sociaux.....	13 885 091	Avantages sociaux.....	769 183
Transports et communications.....	397 975	Transports et communications.....	28 219
Services.....	9 017 982	Services.....	329 035
Fournitures et matériel.....	938 500	Fournitures et matériel.....	23 844
Paiements de transfert			<u>6 820 454</u>
Recours civils à l'égard		Moins : Recouvrements.....	2 406 272
d'activités illicites – <i>Loi sur les</i>			<u>4 414 182</u>
<i>recours civils –</i>			
Indemnisation des victimes	3 407 886		
Recours civils à l'égard		Crédits législatifs	
d'activités illicites - <i>Loi sur les</i>			
recours civils - Subventions...	478 763	Autres opérations	
	<u>3 886 649</u>	<i>Loi sur les actions contre la Couronne.....</i>	192 322 569
	169 626 098		<u>192 322 569</u>
Moins : Recouvrements.....	139 098 142		
	<u>30 527 956</u>		
		<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
<i>Droit civil et constitutionnel</i>		<b>PROGRAMME DES SERVICES</b>	
Traitments et salaires.....	34 262 588	<b>JURIDIQUES.....</b>	<u><u>227 264 707</u></u>
Avantages sociaux.....	3 518 138		
Transports et communications.....	397 975	<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>	
Services.....	9 017 982		
Fournitures et matériel.....	938 500	Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)	
Paiements de transfert		Dépôts et charges payées d'avance.....	234 827
Recours civils à l'égard			<u>234 827</u>
d'activités illicites – <i>Loi sur les</i>			
<i>recours civils –</i>		<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
Indemnisation des victimes	3 407 886	<b>PROGRAMME DES SERVICES</b>	
Recours civils à l'égard		<b>JURIDIQUES.....</b>	<u><u>234 827</u></u>
d'activités illicites - <i>Loi sur les</i>			
recours civils - Subventions...	478 763		
	52 021 832		
Moins : Recouvrements.....	21 493 876		
	<u>30 527 956</u>		
<i>Services juridiques détachés</i>			
Traitments et salaires.....	107,237,313		
Avantages sociaux.....	10,366,953		
	117,604,266		
Moins : Recouvrements.....	117,604,266		
	<u>0</u>		

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>305</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX</b>
1	240 745 000	36 238 100	276 983 100	Administration de la justice.....
2	180 720 800	6 812 200	187 533 000	Services judiciaires.....
L	5 300 000		5 300 000	Créances irrécouvrable, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
	<u>426 765 800</u>	<u>43 050 300</u>	<u>469 816 100</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX.....</b>
				<b>472 035 305</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
6	1 000	81 200	82 200	Paiement anticipé des cotisations au Barreau.....
	<u>1 000</u>	<u>81 200</u>	<u>82 200</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX.....</b>
				<b>79 537</b>

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>305</b>				
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				<b>PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX</b>
3	44 822 800	(893,000)	43 929 800	Construction de tribunaux.....
4	1 000	(1,000)	0	Services aux tribunaux.....
L	545 400		545 400	Amortissement – Loi sur l'administration financière.....
	<u>45 369 200</u>	<u>(894,000)</u>	<u>44 475 200</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>– PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX.....</b>
				<b>44 468 207</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
5	157 436 800	(35 984 100)	121 452 700	Services aux tribunaux.....
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>
				<b>– PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX.....</b>
	<u>157 436 800</u>	<u>(35 984 100)</u>	<u>121 452 700</u>	<b>90 733 967</b>

**Description du programme :**

Ce programme est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services se composent de trois volets principaux : Administration des tribunaux; Services judiciaires; Construction de tribunaux. Les volets Administration des tribunaux et Services judiciaires apportent un soutien judiciaire, dans les salles d'audience et pour l'administration des tribunaux, et sont divisés en trois secteurs de programme clés : services à la clientèle et aux tribunaux, services de soutien du programme et services judiciaires. Le volet Construction de tribunaux, qui est exécuté par la Division de la gestion des services ministériels (Direction de la gestion des installations), gère le financement de l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure de tribunaux existants afin de soutenir un système de justice moderne, sûr et accessible.



**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>306</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
1	75 528 200	(829,500)	74 698 700	
2	21 258 900	1 070 400	22 329 300	
6	87 026 300	(1 931 500)	85 094 800	
	<u>183 813 400</u>	<u>(1 690 600)</u>	<u>182 122 800</u>	
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
7	1 000	94 600	95 600	
	<u>1 000</u>	<u>94 600</u>	<u>95 600</u>	
				<b>PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES</b>
				Services aux victimes..... 73 950 751
				Programme d'aide aux victimes et aux témoins..... 22 026 362
				Personnes vulnérables..... 83 710 517
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES PERSONNES VULNÉRABLES.. 179 687 630</b>
				Paiement anticipé des cotisations au Barreau..... 94 956
				<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES..... 94 956</b>

**Description du programme:**

Ce programme offre des services essentiels aux victimes d'actes criminels et à leurs familles, aux enfants et aux personnes vulnérables. Les victimes d'actes criminels et les membres de leurs familles sont soutenus par la direction des Services aux victimes – Ontario, qui propose un vaste éventail de services de soutien, directement ou par l'intermédiaire d'organismes communautaires financés par le ministère. Les adultes mentalement incapables reçoivent des services de tutelle à la personne et aux biens du Bureau du Tuteur et curateur public, et le Bureau de l'avocat des enfants protège les droits d'ordre personnel et patrimonial des enfants devant les cours et les tribunaux. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels, un organisme consultatif établi en vertu de la loi, relève également de ce programme.

## MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

## PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES – CRÉDIT 306

## Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

## Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>					
Services aux victimes (Poste 1)			Personnes vulnérables (Poste 6)		
Traitments et salaires.....		7 109 912	Traitments et salaires.....		42 668 002
Avantages sociaux.....		930 616	Avantages sociaux.....		5 863 038
Transports et communications.....		222 132	Transports et communications.....		904 530
Services.....		5 877 797	Services.....		34 046 730
Fournitures et matériel.....		42 751	Fournitures et matériel.....		363 051
Paiements de transfert					83 845 351
Tribunaux de traitement de			Moins : Recouvrements.....		134 834
la toxicomanie.....	1 000 000				<u>83 710 517</u>
Subventions pour les			<i>Avocat des enfants</i>		
Programmes d'intervention			Traitments et salaires.....	8 585 239	
auprès des partenaires			Avantages sociaux.....	934 896	
violents.....	10 376 652		Transports et communications.....	124 018	
Projets spéciaux d'aide			Services.....	29 609 753	
aux victimes.....	6 026 983		Fournitures et matériel.....	<u>68 250</u>	
Subventions pour les				39 322 156	
initiatives de lutte contre			Moins : Recouvrements.....	<u>134 834</u>	
l'agression sexuelle.....	15 824 291				<u>39 187 322</u>
Programme d'aide aux			<i>Tuteur et curateur public/Comptable de la</i>		
enfants victimes.....	1 630 000		<i>Cour de l'Ontario (Division générale)</i>		
Services spécialisés.....	716 001		Traitments et salaires.....	34 082 763	
Programme d'aide			Avantages sociaux.....	4 928 142	
immédiate aux victimes.....	16 253 916		Transports et communications.....	780 512	
Visites surveillées.....	<u>7 939 700</u>		Services.....	4 436 977	
		59 767 543	Fournitures et matériel.....	<u>294 801</u>	
		<u>73 950 751</u>			<u>44 523 195</u>
Programme d'aide aux victimes			<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
et aux témoins (Poste 2)			<b>PROGRAMME DES SERVICES</b>		
Traitments et salaires.....		17 027 220	<b>AUX VICTIMES ET AUX</b>		
Avantages sociaux.....		2 911 108	<b>PERSONNES VULNÉRABLES.....</b>		
Transports et communications.....		697 781			<u><u>179 687 630</u></u>
Services.....		1 284 016			
Fournitures et matériel.....		<u>106 237</u>			
		<u>22 026 362</u>			

---

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES – CRÉDIT 306**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

	\$
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>	
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)	
Dépôts et charges payées d'avance.....	94 956
	<u>94 956</u>
<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
<b>PROGRAMME DES SERVICES</b>	
<b>AUX VICTIMES ET AUX</b>	
<b>PERSONNES VULNÉRABLES.....</b>	<b><u>94 956</u></b>





---

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**  
**PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES – CRÉDIT 307**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

\$

**CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

Crédit d'impôt pour contributions politiques (Poste 1)

Paiements de transfert

Crédit d'impôt pour contributions politiques..... 11 641 200

11 641 200**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –****PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT****POUR CONTRIBUTIONS****POLITIQUES..... 11 641 200**

## MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Aide juridique – Criminel.....	89 764 168	64 330 657
Gouvernement du Canada – Fonds de soutien des familles.....	4 115 429	4 260 458
Travailleurs judiciaires autochtones.....	1 837 909	2 441 077
<i>Loi sur les contraventions fédérale</i> .....	1 541 130	1 977 556
Travailleurs judiciaires autochtones.....	1 000 000	1 000 000
Langue française.....	231 919	2 542
Bandes criminalisées et armes à feu.....	3 905 898	378 700
Autres.....	1 727 910	764 328
	<u>104 124 363</u>	<u>75 155 318</u>
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES</b>		
Tuteur et curateur public de l'Ontario.....	24 806 098	22 000 659
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la Loi sur les infractions provinciales.....	17 603 658	15 512 840
Service d'aide relative aux indemnités d'accident automobile.....	15 563 023	16 493 533
Avocat des enfants.....	74 000	88 612
Autres.....	0	908 241
	<u>58 046 779</u>	<u>55 003 885</u>
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Registraires locaux.....	0	57 818 572
Frais judiciaires.....	94 618 600	21 814 287
Droits liés à la Commission de la location immobilière.....	13 005 098	13 203 266
Procédure/Recherche/Shérifs.....	8 043 894	8 409 960
Jeux – Droits d'inscription.....	8 203 807	7 950 400
Jeux – Droits du programme provincial des billets à fenêtres.....	1 485 614	4 251 023
Permis de vente d'alcool.....	4 168 476	4 219 239
Jeux – Licences des loterie.....	3 816 900	3 616 508
Permis pour occasions spéciales.....	5 728 150	5 877 050
Autorisations relatives à l'alcool – épicerie.....	2 590 457	2 035 285
Droits liés à la Commission de révision de l'évaluation foncière.....	382 712	903 196
Droits de cession de permis.....	1 263 015	1 388 685
Droits du Tribunal d'appel en matière de permis.....	1 478 910	1 394 300
Tribunal d'appel de l'aménagement local - Droits.....	326 992	295 957

## MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Permis – Brasseurs provinciaux.....	623 319	545 406
Permis – Vineries ontariennes.....	263 066	145 703
Permis – Fabricants de spiritueux.....	111 615	51 135
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants.....	12 308	5 510
Frais pour chèques refusés.....	5 380	20 550
Cannabis.....	915 138	1 344 831
Autres.....	5 386	322 233
	<u>147 048 836</u>	<u>135 613 096</u>
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration.....	36 445 772	35 783 917
Cautionnement certifié confisqué/Cautionnement non réglé/Restitution.....	116 846	377 751
Amendes – Paiements en trop.....	193	1 341
	<u>36 562 811</u>	<u>36 163 009</u>
<b>VENTES ET LOCATIONS.....</b>	<u>351 956</u>	<u>348 366</u>
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....</b>	<u>2 217 814</u>	<u>17 384 310</u>
<b>DIVERS</b>		
Fonds d'aide aux victimes.....	52 439 530	50 340 934
Division du droit civil – Règlements.....	382 276	636 048
CRIA – Loi sur les recours civils.....	5 297 540	4 929 349
Confiscations – Produits de la criminalité.....	3 134 221	2 703 012
Tuteur et curateur public de l'Ontario – biens en déshérence.....	4 256 677	6 544 224
Autres.....	229 074	975 994
	<u>65 739 319</u>	<u>66 129 561</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<u><b>414 091 878</b></u>	<u><b>385 797 545</b></u>



# MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-228
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-229
GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....	2-231
PROTECTION DU PUBLIC.....	2-236
INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION –	
GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....	2-240
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-230, 2-234, 2-235, 2-238
ÉTAT DES RECETTES.....	2-243

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019	PROGRAMMES	2019–2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
45 319 561	Administration du ministère	42 519 914	41 489 881
317 436 617	Gestion des richesses naturelles	296 766 400	287 380 498
235 377 866	Protection du public	167 410 800	166 483 719
	Information et technologie de l'information –		
28 808 325	Groupement pour les terres et les ressources	27 889 800	27 546 998
<b>626 942 369</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	<b>534 586 914</b>	<b>522 901 096</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>			
4 228 100	Gestion des richesses naturelles	2 912 000	2 912 000
43 476	Protection du public	49 600	49 557
<b>4 271 576</b>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>	<b>2 961 600</b>	<b>2 961 557</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
26 337 200	Gestion des richesses naturelles	33 834 600	31 499 344
7 012 124	Protection du public	8 071 700	5 387 050
<b>33 349 324</b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>	<b>41 906 300</b>	<b>36 886 394</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>			
17 339 848	Gestion des richesses naturelles	28 311 700	25 918 606
12 676 515	Protection du public	20 588 100	12 635 850
<b>30 016 363</b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>	<b>48 899 800</b>	<b>38 554 456</b>

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2101</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	37 815 400	4 639 500	42 454 900	Administration du ministère..... 41 423 913
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de <i>la Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 16 667
	<u>37 880 414</u>	<u>4 639 500</u>	<u>42 519 914</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- D'ADMINISTRATION</b>
				<b>DU MINISTÈRE..... 41 489 881</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
10	1 000	(1 000)	0	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- D'ADMINISTRATION</b>
				<b>DU MINISTÈRE..... 0</b>

**Description du programme:**

Le programme d'administration offre aux secteurs d'activités son leadership en matière de gestion stratégique ainsi que des conseils, des avis juridiques, des services de communications et des services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification opérationnelle, la gestion financière, le contrôle financier et la gestion des ressources humaines.

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitments et salaires.....	17 454 483		Traitments et salaires.....	2 898 393	
Avantages sociaux.....	5 301 278		Avantages sociaux.....	489 906	
Transports et communications.....	325 428		Transports et communications.....	27 683	
Services.....	19 019 615		Services.....	702 261	
Fournitures et matériel.....	108 965		Fournitures et matériel.....	16 383	
Paiements de transfert					4 134 626
Programmes d'emploi			<i>Services juridiques</i>		
des jeunes.....	190 499		Traitments et salaires.....	62 066	
		190 499	Transports et communications.....	35 096	
		42 400 268	Services.....	7 216 430	
Moins : Recouvrements.....		976 355	Fournitures et matériel.....	23 516	
		41 423 913			7 337 108
<i>Bureau principal</i>			<i>Commission de l'escarpement du Niagara</i>		
Traitments et salaires.....	4 126 204		Traitments et salaires.....	2 110 596	
Avantages sociaux.....	518 122		Avantages sociaux.....	363 837	
Transports et communications.....	145 139		Transports et communications.....	38 097	
Services.....	3 174 767		Services.....	153 738	
Fournitures et matériel.....	16 880		Fournitures et matériel.....	20 877	
		7 981 112			2 687 145
<i>Finances et administration</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitments et salaires.....	3 774 345		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	674 513		<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		49 301
Transports et communications.....	39 729		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Services.....	7 295 039		<i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		16 667
Fournitures et matériel.....	18 874				65 968
		11 802 500	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
<i>Ressources humaines</i>			<b>ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>		
Traitments et salaires.....	4 482 879				<b>41 489 881</b>
Avantages sociaux.....	3 254 900				
Transports et communications.....	39 684				
Services.....	477 380				
Fournitures et matériel.....	12 435				
Paiements de transfert					
Programmes d'emploi					
des jeunes.....	190 499				
		8 457 777			
Moins : Recouvrements.....		976 355			
		7 481 422			



**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2103</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES</b>
1	307 025 000	(15 350 600)	291 674 400	Gestion durable des ressources..... 285 431 283
L	5 091 000		5 091 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 1 949 215
L	1 000		1 000	Fonds de reboisement, <i>Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne</i> ..... 0
	<u>312 117 000</u>	<u>(15 350 600)</u>	<u>296 766 400</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				– PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES... <u>287 380 498</u>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
5	2 883 000	29 000	2 912 000	Gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement..... 2 912 000
	<u>2 883 000</u>	<u>29 000</u>	<u>2 912 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				– PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES... <u>2 912 000</u>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
3	12 177 500	10 512 800	22 690 300	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles..... 21 665 619
6	1 000	(1 000)	0	Assainissement de l'environnement..... 0
L	11 144 300		11 144 300	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 9 833 725
	<u>23 322 800</u>	<u>10 511 800</u>	<u>33 834 600</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
				– PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES... <u>31 499 344</u>

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2103</b>				
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
				<b>PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES</b>
4	27 835 100	476 600	28 311 700	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – biens immobilisés..... 25 918 606
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>
	<b>27 835 100</b>	<b>476 600</b>	<b>28 311 700</b>	<b>– PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES... 25 918 606</b>

**Description du programme:**

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en agrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme s'attache à veiller à la vigueur et la viabilité de l'industrie forestière en Ontario et à favoriser un environnement d'affaires compétitif en faisant la promotion des emplois et des investissements dans le secteur forestier.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et halieutiques de l'Ontario afin de promouvoir un environnement sain et durable, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des actifs d'infrastructure tels les installations piscicoles, des terres de la Couronne, de l'eau et d'autres investissements dans l'infrastructure comme l'élaboration et l'application de l'information géographique et terrestre et l'infrastructure nécessaire pour partager cette information aux fins de l'exécution des programmes du ministère.

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS**  
**PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<b>OPERATING EXPENSE</b>					
Gestion durable des ressources (Poste 1)			<i>Politiques et planification</i>		
Traitments et salaires.....	159 723 921		Traitments et salaires.....	14 972 983	
Avantages sociaux.....	26 392 043		Avantages sociaux.....	2 157 599	
Transports et communications.....	6 729 352		Transports et communications.....	331 283	
Services.....	126 570 799		Services.....	1 912 612	
Fournitures et matériel.....	11 310 118		Fournitures et matériel.....	88 085	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources forestières.....	8 677 271		Politiques relatives aux richesses naturelles et intendance des ressources..	2 164 241	
Politiques relatives aux richesses naturelles et intendance des ressources.....	2 164 241				21 626 803
Initiatives pour le secteur forestier.....	8 809 990		<i>Industrie forestière</i>		
Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux	2 000 000		Traitments et salaires.....	8 163 340	
Services provinciaux – intendance des ressources....	455 000		Avantages sociaux.....	1 186 575	
Programmes de soutien aux opérations régionales.....	18 143 821		Transports et communications.....	259 490	
Programme du Grand Nord.....	392 176		Services.....	50 544 344	
Protection du poisson et de la faune – intendance des ressources.....	202 500		Fournitures et matériel.....	191 593	
		40 844 999	Paiements de transfert		
		371 571 232	Partage des recettes liées à l'exploitation des ressources forestières.....	8 677 271	
Moins : Recouvrements.....	86 139 949		Initiatives pour le secteur forestier	8 809 990	
		285 431 283			77 832 603
<i>Cartographie et information géographique</i>			<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>		
Traitments et salaires.....	8 627 785		Traitments et salaires.....	29 105 236	
Avantages sociaux.....	1 355 096		Avantages sociaux.....	4 890 269	
Transports et communications.....	86 936		Transports et communications.....	398 873	
Services.....	4 008 744		Services.....	11 751 049	
Fournitures et matériel.....	160 764		Fournitures et matériel.....	3 970 435	
	14 239 325		Paiements de transfert		
Moins : Recouvrements.....	4 620 013		Soutien à l'exploitation de la région des lacs expérimentaux.....	2 000 000	
		9 619 312	Services provinciaux – intendance des ressources.....	355 000	
				52 470 862	
			Moins : Recouvrements.....	9 468 311	
					43 002 551

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS**  
**PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<i>Opérations régionales</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitments et salaires.....	57 843 816		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	10 324 717		Créances irrécouvrables		
Transports et communications.....	2 303 825		<i>Loi sur l'administration financière</i> .....		1 949 215
Services.....	23 991 367		Paiements de transfert		
Fournitures et matériel.....	2 416 803		Fonds de reboisement, <i>Loi de</i>		
Paiements de transfert			<i>1994 sur la durabilité des</i>		
Programmes de soutien aux			<i>forêts de la Couronne</i> .....	67 719 356	
opérations régionales.....	18 143 821		Moins : Recouvrements.....	<u>67 719 356</u>	
Programme du Grand Nord.....	<u>392 176</u>				0
	115 416 525				<u>1 949 215</u>
Moins : Recouvrements.....	<u>829 711</u>				
		<u>114 586 814</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
			<b>PROGRAMME DE GESTION DES</b>		
<i>Fonds spéciaux pour la protection</i>			<b>RICHESSES NATURELLES</b> .....		<u><u>287 380 498</u></u>
<i>du poisson et de la faune</i>					
Traitments et salaires.....	41 010 761		<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>		
Avantages sociaux.....	6 477 787				
Transports et communications.....	3 348 945		Gestion des richesses naturelles –		
Services.....	15 599 483		actif de fonctionnement (Poste 5)		
Fournitures et matériel.....	4 482 438		Dépôts et charges payées d'avance.....		2 912 000
Paiements de transfert					<u>2 912 000</u>
Services provinciaux –			<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
intendance des ressources....	100 000		<b>PROGRAMME DE GESTION DES</b>		
Protection du poisson et de la			<b>RICHESSES NATURELLES</b> .....		<u><u>2 912 000</u></u>
faune – intendance des					
ressources.....	<u>202 500</u>		<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>		
	71 221 914				
Moins : Recouvrements.....	<u>71 221 914</u>		Infrastructure pour la gestion		
		0	des richesses naturelles (Poste 3)		
<i>Administration du programme</i>			Transports et communications.....		56 101
Services.....	<u>18 763 200</u>		Services.....		18 758 544
		<u>18 763 200</u>	Fournitures et matériel.....		1 274 711
			Paiements de transfert		
			Infrastructure des offices de		
			protection de la nature.....		4 179 263
					<u>24 268 619</u>
			Moins : Recouvrements.....		2 603 000
					<u>21 665 619</u>

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS**  
**PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	\$
<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>		<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>	
Transports et communications.....	15 754	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs d'immobilisations (Poste 4)	
Services.....	641 611	Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations.....	
Fournitures et matériel.....	863 463		671 754
	<u>1 520 828</u>	Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations.....	
<i>Opérations régionales</i>			6 608 454
Transports et communications.....	16 653	Améliorations locatives.....	
Services.....	12 955 619		4 005 805
Fournitures et matériel.....	361 050	Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations.....	
Paiements de transfert			11 003 539
Infrastructure des offices		Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations.....	
de protection de la nature.....	4 179 263		1 092 630
	<u>17 512 585</u>	Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations.....	
Moins : Recouvrements.....	2 603 000		<u>2 536 424</u>
	<u>14 909 585</u>		<u>25 918 606</u>
<i>Industrie forestière</i>		<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>	
Services.....	155 269	Immeubles – coûts relatifs aux immobilisations.....	
	<u>155 269</u>		130 482
<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>		Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations.....	
Transports et communications.....	23 694		252 804
Services.....	5 006 045	Machines et équipement - coûts relatifs aux immobilisations.....	
Fournitures et matériel.....	50 198		429 220
	<u>5 079 937</u>	Parc automobile et flotte de bateaux - coûts relatifs aux immobilisations.....	
<i>Crédits législatifs</i>			<u>2 536 424</u>
<i>Autres opérations</i>			<u>3 348 930</u>
<i>Amortissement, Loi sur l'administration financière.....</i>		<i>Opérations régionales</i>	
	<u>9 833 725</u>	Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations.....	
	<u>9 833 725</u>		608 454
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....</b>		Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations.....	
	<u><b>31 499 344</b></u>		<u>10 750 735</u>
		<i>Industrie forestière</i>	
		Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations.....	
			6 000 000
		Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations.....	
			<u>258 974</u>
			<u>6 258 974</u>

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS**  
**PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$
<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>		
Immeubles - coûts relatifs		
relatifs aux immobilisations.....	541 272	
Améliorations locatives.....	4 005 805	
Machines et équipement – coûts		
relatifs aux immobilisations.....	404 436	
		4 951 513
<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –</b>		
<b>PROGRAMME DE GESTION DES</b>		
<b>RICHESSSES NATURELLES.....</b>		<b>25 918 606</b>

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2104</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROTECTION DU PUBLIC</b>
1	100 596 000	66 804 800	167 400 800	Protection du public..... 166 483 719
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables
				<i>Loi sur l'administration financière..... 0</i>
	<b>100 606 000</b>	<b>66 804 800</b>	<b>167 410 800</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>
				<b>PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC 166 483 719</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
3	40 800	8 800	49 600	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement..... 49 557
	<b>40 800</b>	<b>8 800</b>	<b>49 600</b>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –</b>
				<b>PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC 49 557</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
5	1 904 200	(511 500)	1 392 700	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence..... 1 321 451
L	6 679 000		6 679 000	Amortissement –
				<i>Loi sur l'administration financière..... 4 065 599</i>
	<b>8 583 200</b>	<b>(511 500)</b>	<b>8 071 700</b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>
				<b>PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC 5 387 050</b>

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
4	21 100 500	(512 400)	20 588 100	
	<u>21 100 500</u>	<u>(512 400)</u>	<u>20 588 100</u>	
				<b>PROTECTION DU PUBLIC</b>
				Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – biens immobilisés.....
				12 635 850
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –</b>
				<b>PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC</b>
				<u>12 635 850</u>

**Description du programme :**

Le programme de protection du public guide les activités du Programme de gestion des situations d'urgence du ministère en matière de protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : feux de végétation; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (y compris l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres situations d'urgence importantes à l'échelle provinciale pour lesquelles de l'aide est nécessaire.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.



**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS**  
**PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC – CRÉDIT 2104**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>	
Protection du public (Poste 1)		Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement (Poste 3)	
Traitments et salaires.....	72 319 258	Dépôts et charges payées d'avance.....	49 557
Avantages sociaux.....	9 580 085		<u>49 557</u>
Transports et communications.....	4 329 997		
Services.....	103 147 481	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
Fournitures et matériel.....	13 419 769	<b>PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC</b>	<b><u>49 557</u></b>
Paiements de transfert			
Initiative ontarienne Collectivés Intelli-feu.....	30 000	<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
	<u>202 826 590</u>	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence (Poste 5)	
Moins : Recouvrements.....	36 342 871	Transports et communications.....	501 927
	<u>166 483 719</u>	Services.....	761 526
		Fournitures et matériel.....	<u>57 998</u>
			<u>1 321 451</u>
<i>Sécurité publique et intervention en cas d'urgence</i>		Crédits législatifs	
Traitments et salaires.....	29 624 238	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	4 591 842	Amortissement – <i>Loi sur l'administration</i>	
Transports et communications.....	1 604 493	<i>financière</i> .....	4 065 599
Services.....	26 813 237		<u>4 065 599</u>
Fournitures et matériel.....	2 058 033		
Paiements de transfert		<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>	
Initiative ontarienne Collectivés		<b>PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC</b>	<b><u>5 387 050</u></b>
Intelli-feu.....	30 000		
	<u>64 721 843</u>		
Moins : Recouvrements.....	34 277 716		
	<u>30 444 127</u>		
<i>Lutte d'urgence contre les incendies</i>			
Traitments et salaires.....	42 695 020		
Avantages sociaux.....	4 988 243		
Transports et communications.....	2 725 504		
Services.....	76 334 244		
Fournitures et matériel.....	11 361 736		
	<u>138 104 747</u>		
Moins : Recouvrements.....	2 065 155		
	<u>136 039 592</u>		
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>			
<b>PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC...</b>	<b><u>166 483 719</u></b>		

## MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

## PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC – CRÉDIT 2104

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>	
Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs d'immobilisations (Poste 4)	
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations.....	11 045 907
Infrastructure des transports – coûts relatifs aux immobilisations.....	14 210
Barrages et ouvrages d'art – coûts relatifs aux immobilisations.....	314 923
Machines et équipement - coûts relatifs relatifs aux immobilisations.....	213 005
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations.....	290 000
Avions – coûts relatifs aux immobilisations.....	757 805
	<u>12 635 850</u>
<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC...</b>	<b><u>12 635 850</u></b>

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2105</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME D'INFORMATION ET                  DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION                  - GROUPEMENT POUR LES TERRES                  ET LES RESSOURCES</b>
				Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources.....
1	30 709 500	(2 819 700)	27 889 800	27 546 998
				<b>TOTAL (CHARGES DE                  FONCTIONNEMENT)</b> – PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....
	<u>30 709 500</u>	<u>(2 819 700)</u>	<u>27 889 800</u>	<u>27 546 998</u>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
				Groupement ITI pour les terres et les ressources.....
2	1 000	(1 000)	0	0
				<b>TOTAL (ACTIF DE                  FONCTIONNEMENT)</b> – PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	<u>0</u>

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

---

**Description du programme :**

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles et Forêts, Affaires autochtones, Environnement, de la Protection de la nature et Parcs, Agriculture, Alimentation et Affaires rurales et Énergie, Développement du Nord et Mines. Il est chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS**  
**PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION**  
**– GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$

**CHARGES DE FONCTIONNEMENT**

Information et technologie de l'information  
 – Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)

Traitements et salaires.....	20 080 781
Avantages sociaux.....	2 672 899
Transports et communications.....	833 063
Services.....	49 667 513
Fournitures et matériel.....	68 541
	73 322 797
Moins : Recouvrements.....	45 775 799
	27 546 998

**TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –**  
**PROGRAMME D'INFORMATION ET DE**  
**TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION**  
**– GROUPEMENT POUR LES**  
**TERRES ET LES RESSOURCES.....** **27 546 998**

## MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES ET DES FORÊTS

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	2 457 221	2 773 453
Programme d'infrastructures Canada-Ontario.....	40 884	195 539
	<u>2 498 105</u>	<u>2 968 992</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>10 612 849</u>	<u>11 958 847</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis - Agréats.....	8 801 992	6 176 897
Autres.....	640 463	744 703
	<u>9 442 455</u>	<u>6 921 600</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>574 493</u>	<u>597 726</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations.....	302 116	724 051
Autres.....	14 372 103	10 795 188
	<u>14 674 219</u>	<u>11 519 239</u>
REDEVANCES		
Énergie hydraulique.....	119 740 737	119 024 919
Droits de la Couronne.....	40 480 789	61 156 862
Ressources pétrolières en mer.....	1 604 678	2 351 019
Agrégats.....	1 591 177	1 606 716
Autres.....	1 754	1 176
	<u>163 419 135</u>	<u>184 140 692</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>674 511</u>	<u>7 487 054</u>
DIVERS.....	<u>5 903 360</u>	<u>2 455 137</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u>207 799 127</u></b>	<b><u>228 049 287</u></b>

# MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-246
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-248
POLITIQUES DE SANTÉ ET RECHERCHE.....	2-251
CYBERSANTÉ ET GESTION DE L'INFORMATION.....	2-253
ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO.....	2-255
SANTÉ DE LA POPULATION ET SANTÉ PUBLIQUE.....	2-258
RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....	2-261
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....	2-274
SYSTÈMES INFORMATIQUES.....	2-277
IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....	2-279
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-250, 2-254, 2-257, 2-276
ÉTAT DES RECETTES.....	2-281

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019 Dépenses réelles \$	PROGRAMMES	2019–2020	
		Crédits autorisés \$	Dépenses réelles \$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
106 994 304	Administration du ministère	102 168 987	96 560 548
761 567 064	Politiques de santé et recherche	760 223 700	754 341 518
439 236 877	Cybersanté et gestion de l'information	417 839 700	411 818 878
20 629 097 114	Assurance-santé de l'Ontario	21 748 743 200	21 577 644 287
1 288 119 210	Santé de la Population et santé publique	1 319 752 900	1 315 163 881
	Réseaux locaux d'intégration des services de santé		
28 754 971 337	et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	29 459 707 800	29 400 543 072
4 426 402 480	Programmes provinciaux et intendance	4 654 097 600	4 634 940 812
148 652 868	Systèmes informatiques	130 518 300	129 990 104
<b>56 555 041 254</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	<b>58 593 052 187</b>	<b>58 321 003 100</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
4 500 000	Politiques de santé et recherche	4 500 000	1 000 000
13 000 000	Assurance-santé de l'Ontario	13 000 000	13 000 000
750 000	Santé de la Population et santé publique	750 000	0
	Réseaux locaux d'intégration des services de santé		
58 537 559	et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	58 537 600	58 537 559
5 329 400	Programmes provinciaux et intendance	5 730 400	5 729 400
<b>82 116 959</b>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>	<b>82 519 000</b>	<b>78 266 959</b>



**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019	PROGRAMMES	2019-2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
13 758 315	Cybersanté et gestion de l'information	16 770 300	16 292 915
20 057 664	Systemes informatiques	14 126 500	14 687 861
1 516 605 104	Immobilisations dans le domaine de la santé	1 805 025 000	1 490 852 401
<b>1 550 421 083</b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>	<b>1 835 921 800</b>	<b>1 521 833 177</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>			
3 393 559	Systemes informatiques	18 357 400	7 919 090
<b>3 393 559</b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE</b>	<b>18 357 400</b>	<b>7 919 090</b>

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles	
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$	\$	
<b>1401</b>					
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>	
1	110 073 000	(14 913 800)	95 159 200	Administration du ministère.....	89 855 896
2	7 375 400	( 445 800)	6 929 600	Commission ontarienne d'examen.....	6 566 068
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	105 250
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en Vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	33 334
	<u>117 528 587</u>	<u>(15 359 600)</u>	<u>102 168 987</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	
				<b>– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	<b>96 560 548</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>					
10	1 000		1 000	Débiteurs.....	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>	
				<b>– PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	<b>0</b>

---

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme :**

Le Programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et des Soins de longue durée pour lui permettre de remplir les exigences de son portefeuille et des cadres ministériels de gestion, de reddition des comptes, de contrôle financier et de gestion du risque de manière à assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels pour faciliter l'exécution efficace de tous les programmes et services du ministère : planification des activités et du budget; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; vérification; gestion des contrats et de la chaîne d'approvisionnement; installations; Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; subrogation; ressources humaines stratégiques, y compris les stratégies de changement organisationnel et leur mise en œuvre, la gestion du talent, du rendement et de la relève, la planification de l'effectif et la gestion des ressources, la participation et l'inclusion, les stratégies de santé, de sécurité et de mieux-être, les relations de travail stratégiques et la planification d'urgence; gestion des documents, accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; processus de nominations; liaison avec les organismes et supervision; services juridiques; communications et marketing; innovation organisationnelle et refonte des programmes en vue d'une amélioration de la qualité, de l'efficience et de l'efficacité; gestion financière, notamment les paiements, l'analyse financière, les prévisions, les règlements et la présentation de rapports internes sur les prévisions générales du ministère en matière de dépenses et de revenus, conformément aux normes de contrôle financier.

De plus, des fonds sont prévus pour le soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé, à la Commission de révision des paiements effectués aux médecins, au Comité d'admissibilité médicale et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	47 362 621	Transportation and communication..	40 946
Avantages sociaux.....	10 743 122	Services.....	2 183 970
Transports et communications.....	2 313 542	Supplies and equipment.....	36 121
Services.....	29 187 575		<u>2 261 037</u>
Fournitures et matériel.....	286 977		
	<u>89 893 837</u>		
Moins : Recouvrements.....	37 941		
	<u>89 855 896</u>		
<i>Bureau principal</i>		<i>Crédits législatifs</i>	
Traitements et salaires.....	7 050 870	Traitement versé au ministre en vertu de la	
Avantages sociaux.....	810 682	<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	105 250
Transports et communications.....	205 464	Traitements versés aux adjoints parlementaires	
Services.....	1 192 209	en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	33 334
Fournitures et matériel.....	26 418		<u>138 584</u>
	<u>9 285 643</u>		
<i>Services financiers et administratifs</i>		<i>Commission ontarienne d'examen (Poste 2)</i>	
Traitements et salaires.....	30 391 522	Traitements et salaires.....	1 286 209
Avantages sociaux.....	8 399 668	Avantages sociaux.....	171 030
Transports et communications.....	1 976 252	Transports et communications.....	577 489
Services.....	22 469 646	Services.....	4 511 324
Fournitures et matériel.....	210 658	Fournitures et matériel.....	20 016
	<u>63 447 746</u>		<u>6 566 068</u>
Moins : Recouvrements.....	37 941		
	<u>63 409 805</u>		
<i>Ressources humaines</i>		<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
Traitements et salaires.....	2 632 724	<b>ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u>96 560 548</u></b>
Avantages sociaux.....	348 526		
Transports et communications.....	24 624		
Services.....	1 299 615		
Fournitures et matériel.....	2 970		
	<u>4 308 459</u>		
<i>Services de communication</i>			
Traitements et salaires.....	7 287 505		
Avantages sociaux.....	1 184 245		
Transports et communications.....	66 256		
Services.....	2 042 135		
Fournitures et matériel.....	10 810		
	<u>10 590 951</u>		

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1402</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE</b>
1	793 072 900	(32 980 700)	760 092 200	Politiques de santé et recherche..... 754 210 018
L	131 500		131 500	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 131 500
	<u>793 204 400</u>	<u>(32 980 700)</u>	<u>760 223 700</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE 754 341 518</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
2	4 500 000		4 500 000	Politiques de santé et recherche..... 1 000 000
	<u>4 500 000</u>		<u>4 500 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE 1 000 000</b>

**Description du programme:**

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les données de recherche probantes sur le système de santé, l'innovation, la stratégie et les politiques relatives aux programmes à l'appui des priorités stratégiques et de planification dans l'ensemble du ministère, y compris la surveillance réglementaire et la planification de la main-d'œuvre dans le domaine de la santé en Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques, de stimuler l'innovation dans le système de santé en s'appuyant sur de nouvelles technologies et de nouveaux processus dans ce domaine et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère pour faire avancer les objectifs et les priorités dans tout le ministère, notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre du système de santé de l'Ontario et le cadre de réglementation provincial régissant cette main-d'œuvre (les professions réglementées de la santé et les autres fournisseurs du système). Ce travail comprend l'investissement ciblé, l'administration des programmes de financement, la surveillance et la synthèse de la recherche sur la santé de la population et les services de santé, l'innovation dans le système de santé, les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice et à l'éducation et la formation des fournisseurs de soins de santé. Le travail englobe également le fonds pour la participation des Autochtones en matière de santé, qui vise à améliorer les résultats relatifs à la santé des Autochtones en Ontario, et inclut un soutien continu au dialogue entre le ministère et les partenaires autochtones, la collaboration et la recherche participative, de même que des services renforcés de promotion de la vie et de soutien dans des situations d'urgence.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>		
Politiques de santé et recherche (Poste 1)			Politiques de santé et recherche (Poste 2)		
Traitements et salaires.....		15 294 970	Avances et montants récupérables		
Avantages sociaux.....		1 971 624	Formation clinique.....	1 000 000	
Transports et communications.....		162 480		<u>1 000 000</u>	
Services.....		2 848 928			
Fournitures et matériel.....		23 902			
Paiements de transfert					
Formation clinique.....	707 759 375		<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
Fonds de recherche sur le			<b>PROGRAMME DES POLITIQUES DE</b>		
système de santé.....	<u>26 148 739</u>		<b>SANTÉ ET DE LA RECHERCHE.....</b>	<u><u>1 000 000</u></u>	
		<u>733 908 114</u>			
		<u>754 210 018</u>			
Crédits législatifs					
Autres opérations					
Créances irrécouvrables					
Loi sur l'administration financière.....		<u>131 500</u>			
		<u>131 500</u>			
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>					
<b>PROGRAMME DES POLITIQUES DE</b>					
<b>SANTÉ ET DE LA RECHERCHE.....</b>		<u><u>754 341 518</u></u>			

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1403</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION</b>
1	421 238 700	(3 399 000)	417 839 700	Cybersanté et gestion de l'information..... 411 818 878
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
	<b>421 238 700</b>	<b>(3 399 000)</b>	<b>417 839 700</b>	<b>– PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET L'INFORMATION 411 818 878</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
2	26 716 100	(10 358 800)	16 357 300	Cybersanté et gestion de l'information..... 15 934 600
L	413 000		413 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 358 315
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
	<b>27 129 100</b>	<b>(10 358 800)</b>	<b>16 770 300</b>	<b>– PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET L'INFORMATION 16 292 915</b>

**Program Description**

Le programme de cybersanté et de gestion de l'information transforme le système de santé de l'Ontario en un système plus moderne, intégré et réellement axé sur le patient. Par la centralisation administrative, le ministère fait en sorte que les ressources soient dépensées de manière responsable et donnent des résultats tangibles.

Le programme des solutions numériques pour la santé s'appuie sur les fondements numériques en matière de santé de l'Ontario et met à profit la technologie connexe pour offrir plus de choix aux patients, plus d'outils aux fournisseurs pour donner les meilleurs soins possible et, en ce qui concerne le système de santé, plus de transparence et de reddition des comptes à l'heure actuelle et plus de viabilité pour l'avenir.

Le Bureau de la gestion de l'information, des données et de l'analytique soutient l'élaboration des politiques, la conception des programmes, l'amélioration de la qualité et la responsabilisation en régissant et recueillant les données pour les transformer en perspectives, et les perspectives en orientation stratégique afin de préserver notre système de santé et d'assurer la santé des plus de 14 millions d'Ontariennes et d'Ontariens.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1403**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 1)			Cybersanté et gestion de l'information (Poste 2)		
Traitements et salaires.....		16 931 820	Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....		2 232 999	Cybersanté Ontario – immobilisations.....	15 934 600	
Transports et communications.....		172 411		<u>15 934 600</u>	
Services.....		15 500 940			
Fournitures et matériel.....		26 045			
Paiements de transfert			Crédits législatifs		
Cybersanté Ontario.....	206 950 900				
Programmes de technologie			Autres opérations		
de l'information.....	156 313 582		Amortissement –		
Gestion de l'information sur			<i>Loi sur l'administration financière</i> .....	358 315	
le système de santé.....	<u>13 690 181</u>			<u>358 315</u>	
		<u>376 954 663</u>			
		<u>411 818 878</u>			
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>			<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>		
<b>PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET</b>			<b>PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET</b>		
<b>DE GESTION DE L'INFORMATION.....</b>		<u><u>411 818 878</u></u>	<b>DE GESTION DE L'INFORMATION.....</b>	<u><u>16 292 915</u></u>	



**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles	
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$	\$	
<b>1405</b>					
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ASSURANCE - SANTÉ DE L'ONTARIO</b>	
1	16 461 652 900	(65 674 900)	16 395 978 000	Assurance-santé de l'Ontario.....	16 229 761 231
2	4 749 211 500	68 376 200	4 817 587 700	Programmes de médicaments.....	4 814 863 464
4	529 095 800	5 579 700	534 675 500	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels.....	532 518 592
L	501 000		501 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	501 000
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	0
	<u>21 740 462 200</u>	<u>8 281 000</u>	<u>21 748 743 200</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO.....</b>	<u>21 577 644 287</u>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>					
5	13 000 000		13 000 000	Programme d'assurance- santé de l'Ontario.....	13 000 000
	<u>13 000 000</u>		<u>13 000 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO.....</b>	<u>13 000 000</u>

---

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme:**

Le programme d'assurance-santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé, la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la Loi sur l'assurance maladie, la rémunération des autres praticiens, le remboursement des services hors province ou hors pays, les Équipes de santé familiale, les centres d'accès aux services de santé pour les Autochtones, les cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien, les services de sages-femmes, les services aux régions insuffisamment desservies, les subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales, les services de télétriage, la prévention des maladies, la qualité des services de santé, les programmes de médicaments, les laboratoires communautaires, l'intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques et les conseils sur leurs droits, les appareils et accessoires fonctionnels (p. ex., l'oxygénothérapie à domicile) ainsi que la protection contre la fraude et la gestion des risques connexes, tant pour les fournisseurs que pour les abonnés.

L'examen du Programme de médicaments de l'Ontario se poursuit en vue de créer un programme plus facile à comprendre, plus uniforme et durable.

Les services de santé financés par les deniers publics sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux, en passant par Télésanté Ontario et le Service téléphonique d'aide médicale, où sont offerts des conseils permettant le triage et des renseignements sur la santé. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies aide les collectivités des régions rurales, éloignées et du Nord à recruter et retenir des professionnels de santé et à garantir l'accès aux services de santé dans ces collectivités. Le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales aide à payer les coûts de transport engagés à des fins médicales par des résidents du Nord de l'Ontario pour accéder aux services d'un spécialiste médical ou d'un établissement de soins de santé auxquels ils n'ont pas accès dans leur collectivité.

Qualité des services de santé Ontario (QSSO) est un organisme de la province de l'Ontario et un conseiller provincial du ministère de la Santé et des Soins de longue durée en matière de qualité des soins de santé. QSSO travaille avec des fournisseurs de soins de santé de première ligne et des organismes voués aux soins de santé et consulte directement les patients et les soignants pour contribuer à amorcer des changements durables au sein du système de santé.



**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1406</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE</b>
4	1 289 059 000	30 693 900	1 319 752 900	Santé de la population et santé publique..... 1 315 163 881
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET PUBLIQUE</b>
	<u>1 289 059 000</u>	<u>30 693 900</u>	<u>1 319 752 900</u>	<u>1 315 163 881</u>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
6	750 000		750 000	Santé de la population et santé publique..... 0
				<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA POPULATION ET PUBLIQUE</b>
	<u>750 000</u>		<u>750 000</u>	<u>0</u>

---

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme :**

Le médecin hygiéniste en chef (MHC) a un rôle unique en matière de protection de la santé de la population ontarienne. Il joue un rôle essentiel dans la direction de l'ensemble du système de santé publique par le rôle et les pouvoirs législatifs que lui confère la Loi sur la protection et la promotion de la santé, en procurant des conseils liés à la santé publique au sein du gouvernement et au-delà et en soulevant des questions de santé publique qui ont des effets notables sur la santé de la population ontarienne.

La Division de la santé de la population et de la santé publique a pour mandat de procurer de l'orientation et du leadership afin de soutenir le plan et l'engagement du ministère en matière de santé publique d'améliorer les résultats relatifs à la santé de la population et d'assurer la prestation de services de qualité par une coordination efficiente et efficace dans l'ensemble du secteur de la santé publique de l'Ontario et des secteurs connexes.

Les programmes et services visent à améliorer les résultats en matière de santé à toutes les étapes de la vie en planifiant et en élaborant des textes législatifs et réglementaires ainsi que des normes et des mesures de rendement, en préparant, en mettant en œuvre et en évaluant des politiques et programmes à l'appui de la prévention des maladies, de la protection de la santé et de la vie saine et en dirigeant et en mobilisant nos partenaires à tous les échelons (tout en collaborant avec eux) pour veiller à l'efficacité de l'exécution des programmes, de la gestion budgétaire, de la responsabilisation et de la transparence et pour promouvoir un système de santé prêt à répondre aux incidents et aux situations d'urgence.

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

## Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

## Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Santé de la population et santé publique (Poste 4)		
Traitements et salaires.....		13 619 513
Avantages sociaux.....		1 809 283
Transports et communications.....		343 256
Services.....		22 033 421
Fournitures et matériel.....		470 022
Paiements de transfert		
Organismes de santé		
locaux officiels.....	778 401 870	
Épidémies.....	213 639 271	
Prévention de la tuberculose.	10 185 618	
Lutte contre les maladies		
transmissibles sexuellement	32 246 153	
Prévention des infections.....	19 752 923	
Agence ontarienne de		
protection et de promotion		
de la santé.....	154 717 900	
Nutrition et alimentation		
santé.....	8 899 175	
Prévention des maladies, des		
traumatismes et des		
dépendances.....	19 737 292	
Fonds pour les communautés		
en santé.....	839 354	
Ontario sans fumée.....	38 468 830	
		<u>1 276 888 386</u>
		<u>1 315 163 881</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
<b>PROGRAMME DE LA SANTÉ DE LA</b>		
<b>POPULATION ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE</b>		<u><u>1 315 163 881</u></u>

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1411</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT</b>
				Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant....
1	29 580 708 000	(121 250 200)	29 459 457 800	29 400 543 072
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière.....</i>
L	<u>250 000</u>		<u>250 000</u>	<u>0</u>
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DE SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....</b>
	<u>29 580 958 000</u>	<u>(121 250 200)</u>	<u>29 459 707 800</u>	<u>29 400 543 072</u>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
				Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant....
2	<u>58 537 600</u>		<u>58 537 600</u>	<u>58 537 559</u>
				<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....</b>
	<u>58 537 600</u>		<u>58 537 600</u>	<u>58 537 559</u>

---

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme**

Le ministère collabore avec 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) afin de promouvoir un système de soins de santé intégré, coordonné, axé sur les patients et inspiré par des valeurs. Le ministère se charge de l'orientation et des conseils stratégiques, tandis que les RLISS sont actuellement responsables de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé dans leurs systèmes de santé locaux, de la prestation et la gestion des soins à domicile et de la planification des soins primaires. De plus, les Services communs pour la santé Ontario sont chargés de fournir du soutien d'arrière-guichet aux 14 RLISS, notamment dans les domaines de la TI, des finances, des ressources humaines, de l'approvisionnement et de la base de données sur les soins à domicile.

Les RLISS exercent leurs pouvoirs en vertu de la Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local. Des responsabilités administratives supplémentaires sont énoncées dans le protocole d'entente, tandis que les attentes en matière de financement opérationnel et de rendement sont définies dans l'entente de responsabilité conclue entre chaque RLISS et le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Actuellement, les RLISS gèrent les services offerts par les hôpitaux publics, privés et psychiatriques spécialisés, les soins à domicile et les services fournis par les RLISS (auparavant appelés centres d'accès aux soins communautaires), les foyers de soins de longue durée, les centres de santé communautaire, les services communautaires de soutien, les services communautaires aux victimes de traumatismes crâniens, les logements avec services de soutien et les organismes de toxicomanie et de santé mentale.

Le programme de santé mentale des enfants et des jeunes propose divers programmes communautaires de santé mentale à l'intention des enfants et des jeunes, notamment la prévention du suicide et la promotion de la vie. Il contribue au bien-être et à la santé mentale en aidant les enfants et les jeunes à risque ou qui connaissent des difficultés d'ordre social, émotionnel ou comportemental.



**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ**  
**ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411**  
 Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>					
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 1)			<i>Érié St-Clair</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Érié St-Clair.....	1 268 116 571		Fonctionnement des hôpitaux	727 324 437	
Sud-Ouest.....	2 499 775 911		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....	156 975	
Waterloo Wellington.....	1 206 083 533		Foyers de soins de longue durée.....	237 055 771	
Hamilton Niagara Haldimand Brant.....	3 317 561 880		Traumatismes crâniens.....	1 519 837	
Centre-Ouest.....	1 074 524 830		Centres d'accès aux soins communautaires.....	148 769 709	
Mississauga Halton.....	1 781 241 018		Services communautaires de soutien.....	27 137 072	
Centre-Toronto.....	5 308 471 869		Logement avec services de soutien.....	12 344 706	
Centre.....	2 458 419 058		Centres de santé communautaire.....	39 246 019	
Centre-Est.....	2 517 803 172		Services communautaires de santé mentale.....	45 930 798	
Sud-Est.....	1 248 907 490		Programme de lutte contre les dépendances.....	13 014 605	
Champlain.....	2 872 354 186		RLISS – Fonctionnement.....	13 616 642	
Simcoe-Nord Muskoka.....	999 976 317		Solutions numériques pour la santé.....	2 000 000	
Nord-Est.....	1 625 469 012				
Nord-Ouest.....	756 276 544				
Services communs pour la santé Ontario.....	38 710 200				
Réseaux locaux d'intégration des services de santé - investissements supplémentaires.....	0				
Santé mentale des enfants et des jeunes.....	426 851 481				
	<u>29 400 543 072</u>				<u>1 268 116 571</u>

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ**  
**ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
			<i>Sud-Ouest</i>		
Paiements de transfert					
Fonctionnement des hôpitaux	1 692 051 673				
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....	381 225				
Foyers de soins de longue durée.....	373 985 574				
Centres d'accès aux soins communautaires.....	216 014 886				
Services communautaires de soutien.....	48 919 324				
Logement avec services de soutien.....	29 891 911				
Centres de santé communautaire.....	26 327 400				
Services communautaires de santé mentale.....	67 700 953				
Programme de lutte contre les dépendances.....	15 635 527				
Traumatismes crâniens.....	9 646 023				
RLISS – Fonctionnement.....	19 221 415				
		2 499 775 911			
			<i>Waterloo Wellington</i>		
Paiements de transfert					
Fonctionnement des hôpitaux	661 825 259				
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....	159 225				
Foyers de soins de longue durée.....	217 283 935				
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	144 957 263				
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés..	33 132 550				
Services communautaires de soutien.....	29 645 297				
Logement avec services de soutien.....	6 467 204				
Centres de santé communautaire.....	26 382 911				
Services communautaires de santé mentale.....	48 659 677				
Programme de lutte contre les dépendances.....	13 729 225				
Traumatismes crâniens.....	2 939 034				
RLISS – Fonctionnement.....	20 901 953				
					1 206 083 533

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ**  
**ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411**  
 Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i>			<i>Centre-Ouest</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	2 150 788 000		Fonctionnement des hôpitaux	644 786 887	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....	459 750		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....	96 975	
Foyers de soins de longue durée.....	541 718 329		Foyers de soins de longue durée.....	179 730 171	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	360 328 704		Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	144 337 080	
Services communautaires de soutien.....	60 249 103		Services communautaires de soutien.....	18 123 558	
Logement avec services de soutien.....	39 749 513		Logement avec services de soutien.....	11 959 405	
Centres de santé communautaire.....	33 026 262		Centres de santé communautaire.....	14 326 670	
Services communautaires de santé mentale.....	75 832 489		Services communautaires de santé mentale.....	38 663 046	
Programme de lutte contre les dépendances.....	24 783 246		Programme de lutte contre les dépendances.....	8 891 508	
Traumatismes crâniens.....	10 563 889		RLISS – Fonctionnement.....	12 589 530	
RLISS – Fonctionnement.....	20 062 595		Solutions numériques pour la santé.....	1 020 000	
		<u>3 317 561 880</u>			<u>1 074 524 830</u>

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ**  
**ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<i>Mississauga Halton</i>			<i>Centre-Toronto</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	1 171 401 790		Fonctionnement des hôpitaux	3 914 180 656	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....	168 675		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....	715 275	
Foyers de soins de longue durée.....	221 160 709		Foyers de soins de longue durée.....	301 473 338	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	205 172 737		Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	259 554 361	
Services communautaires de soutien.....	59 230 767		Services communautaires de soutien.....	140 448 957	
Logement avec services de soutien.....	41 958 710		Logement avec services de soutien.....	61 057 925	
Centres de santé communautaire.....	7 986 512		Centres de santé communautaire.....	109 967 136	
Services communautaires de santé mentale.....	39 215 957		Services communautaires de santé mentale.....	160 925 908	
Programme de lutte contre les dépendances.....	9 555 003		Programme de lutte contre les dépendances.....	42 348 079	
Traumatismes crâniens.....	6 415 617		Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés..	287 158 493	
RLISS – Fonctionnement.....	18 974 541		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques.....	49 050	
		1 781 241 018	Traumatismes crâniens.....	3 029 309	
			RLISS – Fonctionnement.....	17 256 182	
			Solutions numériques pour la santé.....	755 000	
			Examen de l'efficacité et de l'efficacité.....	9 552 200	
					5 308 471 869

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ**  
**ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411**  
 Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
			<i>Centre</i>		
Paiements de transfert					
Fonctionnement des hôpitaux	1 477 408 261				
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....		275 250			
Foyers de soins de longue durée.....	376 735 941				
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	365 899 967				
Services communautaires de soutien.....	60 671 823				
Logement avec services de soutien.....	38 508 153				
Centres de santé communautaire.....	17 395 710				
Services communautaires de santé mentale.....	82 209 780				
Programme de lutte contre les dépendances.....	10 247 295				
Traumatismes crâniens.....	11 599 442				
RLISS – Fonctionnement.....	17 467 436				
		2 458 419 058			
			<i>Centre-Est</i>		
Paiements de transfert					
Fonctionnement des hôpitaux	1 338 070 703				
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....		280 350			
Foyers de soins de longue durée.....	489 730 533				
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	337 354 663				
Services communautaires de soutien.....	62 160 056				
Logement avec services de soutien.....	15 929 844				
Centres de santé communautaire.....	38 600 831				
Services communautaires de santé mentale.....	61 420 243				
Programme de lutte contre les dépendances.....	12 715 846				
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés..	134 430 942				
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques.....		26 325			
Traumatismes crâniens.....	2 224 968				
RLISS – Fonctionnement.....	24 857 868				
					2 517 803 172

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ**  
**ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
			<i>Sud-Est</i>		<i>Champlain</i>
Paiements de transfert					
Fonctionnement des hôpitaux	738 735 879				1 809 227 259
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....	177 375				355 650
Foyers de soins de longue durée.....	206 162 743				389 519 083
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	125 790 044				274 772 023
Services communautaires de soutien.....	37 133 707				54 917 070
Logement avec services de soutien.....	2 299 255				26 677 936
Centres de santé communautaire.....	36 911 026				73 344 161
Services communautaires de santé mentale.....	72 720 215				81 891 596
Programme de lutte contre les dépendances.....	11 016 541				29 130 891
Traumatismes crâniens.....	6 507 416				Solutions numériques pour la santé..... 1 020 000
RLISS – Fonctionnement.....	11 453 289				Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés.. 110 680 163
		1 248 907 490			Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques..... 27 975
					Traumatismes crâniens..... 3 212 361
					RLISS – Fonctionnement..... 17 578 018
					<u>2 872 354 186</u>

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ**  
**ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<i>Simcoe-Nord Muskoka</i>			<i>Nord-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	505 619 188		Fonctionnement des hôpitaux	1 021 208 718	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....	79 500		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics.....	211 500	
Foyers de soins de longue durée.....	159 303 718		Foyers de soins de longue durée.....	242 781 743	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	102 184 068		Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	141 497 596	
Services communautaires de soutien.....	18 357 229		Services communautaires de soutien.....	46 756 253	
Logement avec services de soutien.....	15 902 606		Logement avec services de soutien.....	25 331 031	
Centres de santé communautaire.....	13 254 719		Centres de santé communautaire.....	24 958 134	
Services communautaires de santé mentale.....	32 475 858		Services communautaires de santé mentale.....	73 499 737	
Programme de lutte contre les dépendances.....	8 376 596		Programme de lutte contre les dépendances.....	27 555 823	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés..	132 007 664		Traumatismes crâniens.....	4 303 283	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques.....	23 400		RLISS – Fonctionnement.....	17 365 194	
Traumatismes crâniens.....	1 209 812				1 625 469 012
RLISS – Fonctionnement.....	11 181 959				
		999 976 317			

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ**  
**ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<i>Nord-Ouest</i>			<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>		
Paiements de transfert			Réseaux locaux d'intégration des services de santé et		
Fonctionnement des hôpitaux 499 521 822			fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 2)		
Subventions versées en			Paiements de transfert		
compensation des taxes			Érié St-Clair..... 2 722 200		
municipales – hôpitaux			Sud-Ouest..... 5 361 500		
publics..... 99 600			Waterloo Wellington..... 2 158 600		
Foyers de soins de			Hamilton Niagara Haldimand Brant..... 6 167 363		
longue durée..... 86 782 997			Centre-Ouest..... 2 309 199		
Soins à domicile/Services			Mississauga Halton..... 2 273 500		
fournis par le RLISS..... 52 202 478			Centre-Toronto..... 12 517 600		
Services communautaires			Centre..... 3 721 200		
de soutien..... 17 135 472			Centre-Est..... 5 785 200		
Logement avec			Sud-Est..... 2 616 500		
services de soutien..... 15 222 808			Champlain..... 5 983 300		
Centres de santé			Simcoe-Nord Muskoka..... 1 325 700		
communautaire..... 12 589 744			Nord-Est..... 4 287 100		
Services communautaires			Nord-Ouest..... 1 308 597		
de santé mentale..... 40 249 180			<hr/>		
Programme de lutte			58 537 559		
contre les dépendances..... 22 316 507					
Traumatismes crâniens..... 1 038 082			<i>Érié St-Clair</i>		
RLISS – Fonctionnement..... 9 117 854			Paiements de transfert		
		<hr/>	Fonctionnement des hôpitaux 1 023 600		
		756 276 544	Foyers de soins de		
<i>Organisme des services généraux</i>			longue durée..... 1 140 000		
Paiements de transfert			Services communautaires		
Services communs pour			de soutien..... 116 900		
la santé Ontario..... 38 710 200			Centres de santé		
		<hr/>	communautaire..... 206 100		
		38 710 200	Services communautaires		
<i>Santé mentale des enfants et des jeunes</i>			de santé mentale..... 192 500		
Paiements de transfert			Programme de lutte		
Santé mentale des enfants			contre les dépendances..... 14 100		
et des jeunes..... 426 851 481			Logement avec		
		<hr/>	services de soutien..... 29 000		
		426 851 481	<hr/>		
		426 851 481	2 722 200		
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>					
<b>PROGRAMME DES RÉSEAUX</b>					
<b>LOCAUX D'INTÉGRATION DES</b>					
<b>SERVICES DE SANTÉ ET</b>					
<b>FOURNISSEURS DE SERVICES</b>					
<b>DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....</b>			<b>29 400 543 072</b>		
		<hr/>	<hr/>		
		29 400 543 072			



**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ**  
**ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411**  
 Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<i>Sud-Ouest</i>			<i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	2 632 600		Fonctionnement des hôpitaux	2 099 700	
Foyers de soins de longue durée.....	1 790 000		Foyers de soins de longue durée.....	2 759 963	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	93 800		Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	77 000	
Services communautaires de soutien.....	509 900		Logement avec services de soutien.....	39 800	
Centres de santé communautaire.....	107 500		Centres de santé communautaire.....	214 000	
Services communautaires de santé mentale.....	180 400		Services communautaires de santé mentale.....	145 200	
Programme de lutte contre les dépendances.....	47 300		Programme de lutte contre les dépendances.....	56 900	
		<u>5 361 500</u>	Traumatismes crâniens.....	165 900	
			Services communautaires de soutien.....	<u>608 900</u>	
					<u>6 167 363</u>
<i>Waterloo Wellington</i>			<i>Centre-Ouest</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	797 600		Fonctionnement des hôpitaux	288 900	
Foyers de soins de longue durée.....	980 000		Foyers de soins de longue durée.....	999 999	
Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	97 800		Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	330 200	
Services communautaires de soutien.....	20 800		Centres de santé communautaire.....	40 500	
Services communautaires de santé mentale.....	31 100		Services communautaires de santé mentale.....	646 600	
Programme de lutte contre les dépendances.....	29 300		Programme de lutte contre les dépendances.....	<u>3 000</u>	
Centres de santé communautaire.....	198 200				<u>2 309 199</u>
Logement avec services de soutien.....	3 800				
		<u>2 158 600</u>			

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ**  
**ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<i>Mississauga Halton</i>			<i>Centre</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	626 200		Fonctionnement des hôpitaux	1 260 200	
Foyers de soins de longue durée.....	1 200 000		Foyers de soins de longue durée.....	2 001 000	
Services communautaires de soutien.....	149 300		Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	1 000	
Logement avec services de soutien.....	43 200		Services communautaires de soutien.....	44 800	
Services communautaires de santé mentale.....	92 900		Centres de santé communautaire.....	54 900	
Programme de lutte contre les dépendances.....	117 400		Services communautaires de santé mentale.....	353 400	
Centres de santé communautaire.....	44 500		Programme de lutte contre les dépendances.....	5 900	
		<u>2 273 500</u>			<u>3 721 200</u>
<i>Centre-Toronto</i>			<i>Centre-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux	7 914 000		Fonctionnement des hôpitaux	1 237 500	
Foyers de soins de longue durée.....	1 740 000		Foyers de soins de longue durée.....	2 600 000	
Services communautaires de soutien.....	274 300		Soins à domicile/Services fournis par le RLISS.....	7 500	
Logement avec services de soutien.....	673 900		Services communautaires de soutien.....	141 400	
Centres de santé communautaire.....	1 061 300		Centres de santé communautaire.....	524 800	
Services communautaires de santé mentale.....	526 600		Services communautaires de santé mentale.....	1 268 600	
Programme de lutte contre les dépendances.....	247 100		Programme de lutte contre les dépendances.....	5 400	
Traumatismes crâniens.....	80 400				<u>5 785 200</u>
		<u>12 517 600</u>			



## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1412</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE</b>
1	3 245 653 200	234 428 900	3 480 082 100	Programmes provinciaux..... 3 466 782 383
2	1 043 710 600	50 735 500	1 094 446 100	Services de santé d'urgence..... 1 092 658 300
4	85 084 300	(5 635 900)	79 448 400	Intendance..... 75 379 129
L	121 000		121 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière.... 121 000
	<u>4 374 569 100</u>	<u>279 528 500</u>	<u>4 654 097 600</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE..... 4 634 940 812</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
5	5 730 400		5 730 400	Programmes provinciaux et intendance 5 729 400
	<u>5 730 400</u>		<u>5 730 400</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE..... 5 729 400</b>

---

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme :**

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Ce programme est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert et de l'élaboration des politiques opérationnelles, y compris la planification et le financement d'un large éventail de programmes spécialisés. Parmi ces programmes de paiements de transfert, mentionnons Action Cancer Ontario, les programmes de dépistage du cancer, les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes et les programmes de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C. Le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario.

Outre les activités liées aux paiements de transfert, les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes pour la planification des immobilisations dans le domaine de la santé, pour la gestion et la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit et pour l'administration de la supervision (l'intendance) des réseaux locaux d'intégration des services de santé.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le ministère modernise ces services de santé d'urgence en mettant sur pied un système de répartition et de communication plus actuel, mieux intégré et plus efficace qui répond efficacement aux besoins des collectivités. Le système se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé Ornge, huit bases hospitalières assurant une surveillance médicale et les services de répartition d'ambulances. Par l'entremise des services de santé d'urgence, le ministère encadre, accrédite et réglemente les auxiliaires médicaux de l'Ontario, ainsi que les services d'ambulance terrestre et aérienne en vertu de la Loi sur les ambulances. Les services de santé d'urgence gèrent l'exécution à l'échelle de la province des opérations dans onze Centres de répartition d'ambulances exploités directement, assument les fonctions de surveillance et de paiement de transfert pour les onze Centres de répartition d'ambulances financés par des paiements de transfert et veillent à une stricte harmonisation opérationnelle entre tous les fournisseurs de services d'ambulance terrestre et aérienne, les fournisseurs de soins de santé, les partenaires municipaux et les collectivités des Premières Nations.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
Programmes provinciaux (Poste 1)		Crédits législatifs	
Paiements de transfert		Autres opérations	
Programmes de dépistage du cancer.....	78 310 800	Créances irrécouvrables,	
Fonctionnement des établissements connexes....	90 877 247	<i>Loi sur l'administration financière</i> .....	121 000
Action Cancer Ontario.....	1 891 284 570		<u>121 000</u>
Société canadienne du sang.....	578 507 429		
Programmes de lutte contre le sida et l'hépatite C	85 761 553		
Services communautaires et prioritaires.....	741 972 404		
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être.....	68 380	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
	<u>3 466 782 383</u>	<b>PROGRAMMES PROVINCIAUX</b>	
		<b>ET INTENDANCE.....</b>	<b><u>4 634 940 812</u></b>
		<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>	
Services de santé d'urgence (Poste 2)		Programmes provinciaux et intendance (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	48 321 653	Avances et montants récupérables	
Avantages sociaux.....	10 561 886	Programmes de lutte contre le sida et	
Transports et communications.....	3 373 440	l'hépatite C.....	375 000
Services.....	10 253 289	Services communautaires et prioritaires.....	4 393 400
Fournitures et matériel.....	305 916	Services d'ambulance municipaux.....	500 000
Paiements de transfert		Autres services d'ambulance.....	461 000
Opérations municipales des			<u>5 729 400</u>
services ambulanciers.....	750 376 776		
Autres services d'ambulance....	73 881 940	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
Ambulances aériennes.....	195 583 400	<b>PROGRAMMES PROVINCIAUX</b>	
	<u>1 019 842 116</u>	<b>ET INTENDANCE.....</b>	<b><u>5 729 400</u></b>
	<u>1 092 658 300</u>		
Intendance (Poste 4)			
Traitements et salaires.....	51 858 127		
Avantages sociaux.....	7 568 192		
Transports et communications.....	2 091 230		
Services.....	13 742 119		
Fournitures et matériel.....	119 461		
	<u>75 379 129</u>		

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1413</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES</b>
				Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé.....
1	142 931 800	(12 413 500)	130 518 300	129 990 104
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES.....</b>
	<b>142 931 800</b>	<b>(12 413 500)</b>	<b>130 518 300</b>	<b>129 990 104</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
3	1 000		1 000	Systèmes informatiques.....
				Amortissement -
L	14 125 500		14 125 500	<i>Loi sur l'administration financière.....</i>
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>– PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES.....</b>
	<b>14 126 500</b>		<b>14 126 500</b>	<b>14 687 861</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
4	18 357 400		18 357 400	Systèmes informatiques.....
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>
				<b>– PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES.....</b>
	<b>18 357 400</b>		<b>18 357 400</b>	<b>7 919 090</b>

**Description du programme :**

Systèmes informatiques permet la réalisation des résultats opérationnels du ministère de la Santé et des Soins de longue durée en proposant des solutions et des services numériques économiques et efficaces.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation efficace des programmes du ministère.





**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1407</b>				
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
1	1 809 052 400	(4 027 400)	1 805 025 000	
	<u>1 809 052 400</u>	<u>(4 027 400)</u>	<u>1 805 025 000</u>	
				<b>PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ</b>
				Immobilisations dans le
				domaine de la santé..... 1 490 852 401
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>
				<b>PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ 1 490 852 401</b>

**Description du programme:**

Le programme d'Immobilisations dans le domaine de la santé est responsable de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les établissements de soins intégrés et les fournisseurs de services de santé du secteur communautaire.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**  
**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les		
grands hôpitaux.....	1 173 162 871	
Fonds pour le réaménagement		
de l'infrastructure du		
système de santé.....	175 000 000	
Projets visant les		
petits hôpitaux.....	55 995 839	
Fonds pour l'équipement		
médical et diagnostique.....	34 500 000	
Programmes de santé		
communautaire.....	31 645 525	
Programmes des soins de		
longue durée.....	1 167 200	
Laboratoires de santé publique.	11 930 000	
Programmes des		
établissements de services		
de santé intégrés.....	4 072 671	
		1 487 474 106
Autres opérations		
Dessaisissement des hôpitaux		
psychiatriques provinciaux.....	1 602 291	
Systèmes informatiques pour		
l'infrastructure du système		
de santé.....	1 776 004	
		3 378 295
		1 490 852 401
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>		
<b>PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS</b>		
<b>DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....</b>		<b>1 490 852 401</b>

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Logement en milieu de soutien.....	5 269 789	5 665 967
Services sociaux dispensés aux Indiens.....	7 629 390	7 443 458
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux.....	5 105 448	4 885 574
Fonds pour les services de soins à domicile et les services de santé mentale.....	426 270 716	328 513 712
Fonds de traitement d'urgence - Fonds pour le traitement de la dépendance aux opioïdes.....	24 100 000	26 997 478
Ontario sans fumée - Ligne sans frais pour arrêter de fumer.....	506 732	438 729
Soutien aux services de santé d'urgence - COVID 19.....	1 206 434	0
	<u>470 088 509</u>	<u>373 944 918</u>
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES</b>		
Subrogation - Médecine / Hôpitaux.....	28 262 338	27 665 540
	<u>28 262 338</u>	<u>27 665 540</u>
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Services d'avocats – enquêtes.....	4 074 965	4 024 688
Quote-part des usagers des services d'ambulance.....	2 003 465	2 325 935
Vérification de la qualité des services des laboratoires.....	1 056 708	1 072 779
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail.....	400 000	400 000
Octroi de permis aux laboratoires.....	263 491	250 146
Droits de permis – Centres de prélèvement.....	264 738	290 481
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence.....	234 130	263 977
Inspection des installations radiologiques.....	437 765	428 800
Droits pour effectuer le paiement des réclamations.....	107 590	120 019
Droits de permis – maisons de soins infirmiers.....	91 875	92 625
Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes.....	22 840	24 400
Autres.....	151 114	155 532
	<u>9 108 681</u>	<u>9 449 382</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	18 702 564	0
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	1 400	7 304 566
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	295 182 581	958 121 762

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
DIVERS		
Pénalités – intérêt.....	684 360	175 504
Autres.....	113 048	594 559
	<u>797 408</u>	<u>770 063</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u>822 143 481</u></b>	<b><u>1 377 256 231</u></b>

# SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-284
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-286
RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION.....	2-289
AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....	2-291
SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR.....	2-294
BUREAU DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE	2-297
VÉRIFICATION.....	2-299
GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX.....	2-301
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	2-303
ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES.....	2-305
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-288, 2-293, 2-296
ÉTAT DES RECETTES.....	2-306

**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019	PROGRAMMES	2019-2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
24 385 976	Administration du ministère	24 081 314	22 449 158
28 012 791	Relations de travail et rémunération	58 409 300	22 777 493
	Avantages sociaux et prestations de retraite		
1 205 172 210	(Part prise en charge par l'employeur)	1 432 002 000	1 707 405 728
49 937 918	Soutien au conseil du trésor	225 481 800	45 641 440
36 902 238	Bureau de la Commission de la fonction publique	34 228 900	31 996 518
5 651 692	Vérification	29 094 700	28 231 856
50 494 975	Groupement des organismes centraux	45 687 800	45 113 361
947 385	Organismes, conseils et commissions	857 500	136 538
0	Achat groupé de services médiatiques	23 175 300	0
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU</b>			
<b>1 401 505 185</b>	<b>MINISTÈRE</b>	<b>1 873 018 614</b>	<b>1 903 752 092</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
571 826 042	Soutien au conseil du trésor	1 000	719 051 609
<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU</b>			
<b>571 826 042</b>	<b>MINISTÈRE</b>	<b>2 000</b>	<b>719 051 609</b>

**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

2018-2019	PROGRAMMES	2019-2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
483 377	Administration du ministère	802 000	294 489
0	Soutien au conseil du trésor	70 055 100	0
0	Groupement des organismes centraux	2 000	0
<b>483 377</b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>70 859 100</b>	<b>294 489</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Groupement des organismes centraux	1 000	0
<b>0</b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE</b>	<b>2 000</b>	<b>0</b>

**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3401</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	25 588 500	(1 572 200)	24 016 300	Administration du ministère..... 22 370 458
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 29 399
	<u>25 653 514</u>	<u>(1 572 200)</u>	<u>24 081 314</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 22 449 158</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>				
3	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) - D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
2	801 000		801 000	Administration du ministère..... 294 489
L	1 000		1 000	Amortissement, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>802 000</u>		<u>802 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 294 489</b>



**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
3	1 000		1 000	Administration du ministère..... 0
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>
				<b>- D'ADMINISTRATION</b>
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>DU MINISTÈRE..... 0</b>

**Description du programme:**

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui permettent au ministère d'obtenir des résultats soutenant les objectifs et les priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines ainsi que la gestion des locaux et des installations. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les secteurs de programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3401**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>		<i>Services de communication</i>	
Traitements et salaires.....	13 323 719	Traitements et salaires.....	3 230 304
Avantages sociaux.....	2 010 403	Avantages sociaux.....	481 195
Transports et communications.....	193 807	Transports et communications.....	33 907
Services.....	9 154 675	Services.....	2 458 011
Fournitures et matériel.....	80 854	Fournitures et matériel.....	9 293
	<u>24 763 458</u>		<u>6 212 710</u>
Moins: Recouvrements.....	2 393 000	Moins: Recouvrements.....	2 393 000
	<u>22 370 458</u>		<u>3 819 710</u>
<i>Bureau principal</i>		<i>Ressources humaines</i>	
Traitements et salaires.....	2 765 242	Traitements et salaires.....	2 030 854
Avantages sociaux.....	462 940	Avantages sociaux.....	182 243
Transports et communications.....	65 224	Transports et communications.....	9 553
Services.....	223 701	Services.....	173 386
Fournitures et matériel.....	9 414	Fournitures et matériel.....	838
	<u>3 526 521</u>		<u>2 396 874</u>
<i>Services financiers et administratifs</i>		<i>Crédits législatifs</i>	
Traitements et salaires.....	5 291 419	Traitement versé au ministre en vertu	
Avantages sociaux.....	883 284	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	49 301
Transports et communications.....	47 768	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu	
Services.....	1 336 629	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	29 399
Fournitures et matériel.....	20 106		<u>78 700</u>
	<u>7 579 206</u>		
<i>Services juridiques</i>		<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
Traitements et salaires.....	5 900	<b>ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... <u><u>22 449 158</u></u></b>	
Avantages sociaux.....	741	<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
Transports et communications.....	37 355	<i>Administration du ministère (Poste 2)</i>	
Services.....	4 962 948	Services.....	294 489
Fournitures et matériel.....	41 203		<u>294 489</u>
	<u>5 048 147</u>		
		<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>	
		<b>ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... <u><u>294 489</u></u></b>	

**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3402</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION</b>
1	59 514 700	(1 105 400)	58 409 300	Relations de travail et rémunération.....
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION.....</b>
	<u>59 514 700</u>	<u>(1 105 400)</u>	<u>58 409 300</u>	<u>22 777 493</u>
				<u>22 777 493</u>

**Description du programme:**

Le Programme des relations de travail et de la rémunération soutient l'engagement du gouvernement à l'égard de relations de travail constructives au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et du secteur parapublic. Le programme représente la Couronne en tant qu'employeur dans toutes les négociations collectives et les questions de relations de travail touchant la FPO, fournit des conseils consultatifs sur les relations de travail et avec le personnel, soutient les relations patronales-syndicales régulières et gère les stratégies et les programmes de rémunération de la FPO. Il assure également la gouvernance budgétaire de tous les régimes d'avantages sociaux et de retraite pour le compte des employés et des retraités de la FPO et du système judiciaire. Le programme analyse les facteurs internes et externes qui influent sur les résultats des négociations collectives dans le secteur parapublic afin de formuler et d'offrir au gouvernement, aux ministères et aux employeurs du secteur parapublic des orientations et des avis stratégiques fondés sur des éléments probants relativement aux questions courantes liées aux négociations collectives et aux relations de travail. Le programme fournit aussi un soutien et des conseils stratégiques concernant les initiatives gouvernementales ayant une incidence sur la rémunération des cadres de direction dans le secteur parapublic.

**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL ET DE LA RÉMUNÉRATION - CRÉDIT 3402**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Relations de travail et rémunération (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	14 456 288
Avantages sociaux.....	1 981 175
Transports et communications.....	151 108
Services.....	7 348 752
Fournitures et matériel.....	60 717
	<u>23 998 040</u>
Moins: Recouvrements.....	1 220 547
	<u>22 777 493</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	
<b>- PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL</b>	
<b>ET DE LA RÉMUNÉRATION.....</b>	
	<u><u>22 777 493</u></u>

**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3403</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)</b>
				Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur).....
1	1 150 998 000		1 150 998 000	1 076 474 697
				Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
L	<u>281 004 000</u>		<u>281 004 000</u>	<u>630 931 031</u>
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)</b>
	<u><u>1 432 002 000</u></u>		<u><u>1 432 002 000</u></u>	<u><u>1 707 405 728</u></u>

**Description du programme:**

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Les charges dépendent de l'évolution des charges à payer du gouvernement à titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE**  
**PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>Crédits législatifs</b>		
Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (Poste 1)			Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
Avantages sociaux			Avantages sociaux		
Régime de pensions du Canada	190 662 437		Régime de retraite		
Régime de retraite			complémentaire des		
complémentaire des			protonotaires chargés de		
protonotaires chargés de			la gestion des causes.....	2 414 810	
la gestion des causes.....	768 979		Continuation des prestations		
Régime de soins dentaires.....	57 803 768		pour la CSPAAT et la		
Impôt-santé des employeurs.....	118 630 922		protection du revenu à		
Assurance-emploi.....	72 712 648		long terme.....	5 648 470	
Assurance-vie collective.....	7 964 730		Assurance-vie collective.....	28 400 000	
Régime de retraite			Régime de retraite		
complémentaire des			complémentaire des		
juges de paix.....	1 066 679		juges de paix.....	4 342 509	
Indemnités légales de			Indemnités légales de cessation		
cessation d'emploi.....	50 618 872		d'emploi*.....	(2 108 106)	
Protection du revenu à			Protection du revenu à		
long terme.....	107 910 172		long terme.....	32 200 000	
Avantages sociaux -			Régime de retraite du Syndicat		
Association de la Police			des employés de la fonction		
provinciale de l'Ontario.....	37 542 552		publique de l'Ontario.....	31 729 234	
Régime de retraite du Syndicat			Fonds de prestations des		
des employés de la fonction			juges provinciaux*.....	(1 631 210)	
publique de l'Ontario.....	220 122 698		Régime de retraite des		
Fonds de prestations des			fonctionnaires.....	168 467 789	
juges provinciaux.....	52 508 529		Compte des avantages		
Régime de retraite des			sociaux supplémentaires		
fonctionnaires.....	514 885 654		des fonctionnaires.....	36 279 906	
Compte des avantages			Prestations aux		
sociaux supplémentaires			employés retraités.....	162 328 601	
des fonctionnaires.....	14 812 828		Absences et congés		
Prestations aux employés			Rémunérés.....	25 684 295	
retraités.....	211 300 859		Commission de la sécurité		
Régime d'assurance			professionnelle et de		
complémentaire maladie et			l'assurance contre les		
hospitalisation.....	152 582 921		accidents du travail		
Autres avantages sociaux.....	13 027 065		(CSPAAT).....	121 200 000	
		1 824 922 313	Autre avantages.....	15 974 733	
Moins : Recouvrements.....		748 447 616			
		1 076 474 697			
					630 931 031
					630 931 031

**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE**  
**PAR L'EMPLOYEUR) - CRÉDIT 3403**  
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) -  
PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX  
ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART  
PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) 1 707 405 728

\*Le crédit est attribuable au rajustement de fin d'exercice découlant d'une nouvelle évaluation actuarielle, qui a révélé une hausse moins importante que prévu du passif non capitalisé par rapport aux projections antérieures.

**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3404</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR</b>
				Conseil du Trésor – Soutien et
1	64 181 500	(5 494 000)	58 687 500	planification financière..... 45 641 440
2	1 075 000 000	(908 205 700)	166 794 300	Fonds de prévoyance..... 0
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR..... 45 641 440</b>
	<u>1 139 181 500</u>	<u>(913 699 700)</u>	<u>225 481 800</u>	
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>				
				Taxe de vente harmonisée,
L	1 000		1 000	Loi sur l'administration financière..... 719 051 609
				<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR..... 719 051 609</b>
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
				Fonds de prévoyance pour
4	325 000 000	(254 944 900)	70 055 100	les immobilisations..... 0
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR..... 0</b>
	<u>325 000 000</u>	<u>( 254 944 900)</u>	<u>70 055 100</u>	



---

**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme:**

Le programme de soutien au Conseil du Trésor procure du leadership et des services consultatifs qui étayent une prise de décision fondée sur des données probantes, une gestion financière prudente et une reddition des comptes transparente dans toute la fonction publique de l'Ontario. Le programme offre aussi du leadership aux ministères et aux organismes provinciaux par la prestation de politiques, de directives et de conseils stratégiques de portée gouvernementale visant à promouvoir l'excellence dans la fonction publique, notamment en dirigeant et en soutenant l'examen des organismes provinciaux de l'Ontario.

Le programme favorise la responsabilité et l'intégrité budgétaire en offrant son expertise et ses conseils sur l'élaboration et la mise en œuvre de cadres pour la gestion budgétaire et financière, la mesure du rendement et l'infrastructure. Il veille à l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement en soutenant le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement et en offrant des conseils sur les plans pluriannuels d'activités, d'infrastructure et de technologie d'information des ministères, la gestion des dépenses pour l'exercice en cours et la conception des programmes. De plus, le programme aide le président du Conseil du Trésor, le sous-ministre et secrétaire du Conseil du Trésor et du Conseil de gestion du gouvernement ainsi que le gouvernement à rendre compte à la population des plans et des résultats en publiant par exemple le Budget des dépenses et les Comptes publics. Le programme fournit également à la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils et de l'orientation en matière de reddition des comptes, de surveillance, de comptabilité, de politiques de gestion financière et de contrôle financier.

**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL DU TRÉSOR - CRÉDIT 3404**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>
Conseil du Trésor – Soutien et planification financière (Poste 1)		Crédits législatifs
Traitements et salaires.....	29 211 114	Avances et montants récupérables
Avantages sociaux.....	3 752 099	Taxe de vente harmonisée,
Transports et communications.....	341 936	<i>Loi sur l'administration financière</i> .....
Services.....	12 263 355	<u>719 051 609</u>
Fournitures et matériel.....	72 936	<u>719 051 609</u>
	<u>45 641 440</u>	
<i>Gestion des dépenses</i>		
Traitements et salaires.....	13 087 902	
Avantages sociaux.....	1 605 368	
Transports et communications.....	232 134	
Services.....	1 892 293	
Fournitures et matériel.....	22 569	
	<u>16 840 266</u>	
<i>Planification et performance</i>		
Traitements et salaires.....	6 798 232	
Avantages sociaux.....	839 282	
Transports et communications.....	41 473	
Services.....	2 991 118	
Fournitures et matériel.....	5 281	
	<u>10 675 386</u>	
<i>Bureau du contrôleur provincial</i>		
Traitements et salaires.....	9 324 980	
Avantages sociaux.....	1 307 449	
Transports et communications.....	68 329	
Services.....	7 379 944	
Fournitures et matériel.....	45 086	
	<u>18 125 788</u>	
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
<b>PROGRAMME DE SOUTIEN AU CONSEIL</b>		
<b>DU TRÉSOR.....</b>		<b><u><u>719 051 609</u></u></b>
	<u><u>45 641 440</u></u>	

**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3405</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DU BUREAU DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>
1	34 546 900	(318 000)	34 228 900	Bureau de la Commission de la fonction publique..... 31 996 518
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME DU BUREAU DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>
	<u>34 546 900</u>	<u>(318 000)</u>	<u>34 228 900</u>	<u>31 996 518</u>

**Description du programme:**

Le programme du Bureau de la Commission de la fonction publique (BCFP) offre du leadership aux ministères et aux organismes provinciaux par la prestation de politiques, de directives et de conseils stratégiques de portée gouvernementale fondés sur des données probantes qui visent à promouvoir l'excellence dans la fonction publique et à améliorer la surveillance et la reddition des comptes des organismes provinciaux. Le programme inclut la fonction de gouvernance des organismes et le Secrétariat des nominations.

En tant que programme général soutenant des stratégies liées à la main-d'œuvre, le BCFP propose également des services, par exemple : le soutien des services aux cadres dans les domaines du recrutement, du maintien en poste et de la planification de la relève, une aide pour renforcer les capacités en leadership dans les organismes, les conseils et les commissions, l'élaboration de politiques liées aux stratégies de ressources humaines, des analyses de la main-d'œuvre de la FPO et des solutions connexes, notamment les comptes rendus sur les ETP, le leadership sur l'éthique des fonctionnaires, l'inclusion et la diversité au sein de la FPO, des services de conseils en gestion pour la transformation organisationnelle, la mise en œuvre d'une stratégie conçue pour attirer, recruter et conserver des jeunes et de nouveaux professionnels au sein de la FPO ainsi que l'élaboration et l'exécution d'une stratégie totalement intégrée pour l'ensemble des groupes et du personnel de la FPO.

## SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

## PROGRAMME DU BUREAU DE LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE- CRÉDIT 3405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Bureau de la Commission de la fonction publique (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		23 007 368
Avantages sociaux.....		3 334 137
Transports et communications.....		299 626
Services.....		5 094 041
Fournitures et matériel.....		60 267
Paiements de transfert		
Club du quart de siècle.....	201 079	
		<u>201 079</u>
		<u>31 996 518</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>		
– PROGRAMME DU BUREAU DE LA		
COMMISSION DE LA FONCTION		
PUBLIQUE.....		<u><u>31 996 518</u></u>



**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
PROGRAMME DE VÉRIFICATION - CRÉDIT 3406**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Division de la vérification interne de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	23 712 580
Avantages sociaux.....	2 797 847
Transports et communications.....	265 771
Services.....	4 688 380
Fournitures et matériel.....	31 449
	<u>31 496 027</u>
Moins: Recouvrements.....	3 264 171
	<u>28 231 856</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	
– PROGRAMME DE VÉRIFICATION.....	<u><u>28 231 856</u></u>

**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3409</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX</b>
1	45 995 900	(308 100)	45 687 800	Groupement des organismes centraux..... 45 113 361
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX.. 45 113 361</b>
	<u>45 995 900</u>	<u>(308 100)</u>	<u>45 687 800</u>	
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
3	1 000		1 000	Groupement des organismes centraux..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 0
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX 0</b>
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
4	1 000		1 000	Groupement des organismes centraux..... 0
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX 0</b>
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	

**Description du programme:**

Le programme du Groupement des organismes centraux fournit à ses clients du leadership et un soutien efficace en technologie de l'information (TI) afin de renforcer la capacité du gouvernement à offrir des services centrés sur le citoyen. Le Groupement élabore et maintient les solutions sous-jacentes en TI nécessaires au soutien d'un gouvernement plus moderne, ouvert, transparent et accessible numériquement et aide ses clients de toute la FPO à optimiser la valeur de leurs services aux contribuables.

**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX - CRÉDIT 3409**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Groupement des organismes centraux (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	54 156 116
Avantages sociaux.....	7 922 509
Transports et communications.....	514 052
Services.....	164 463 919
Fournitures et matériel.....	82 533
	<u>227 139 129</u>
Moins: Recouvrements.....	182 025 768
	<u>45 113 361</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	
– PROGRAMME DU GROUPEMENT DES ORGANISMES CENTRAUX.....	<u><u>45 113 361</u></u>



**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3410</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
1	857 500		857 500	
				136 538
	<b>857 500</b>		<b>857 500</b>	
				<b>136 538</b>

**PROGRAMME DES ORGANISMES,  
CONSEILS ET COMMISSIONS**

Commissaire aux conflits d'intérêts.....	136 538
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....</b>	<b>136 538</b>

**Description du programme:**

Le programme des organismes, conseils et commissions assure la surveillance afin de veiller à l'efficacité de la gouvernance, de la responsabilité et de la gestion des relations.

Le commissaire aux conflits d'intérêts a des responsabilités à l'égard de certaines questions touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique lorsqu'elles concernent les présidents et les dirigeants désignés responsables de la déontologie des organismes publics et certains employés des ministères et des organismes publics concernant leurs déclarations financières. Le commissaire fournit des conseils ou des décisions relativement à des questions précises touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique, donne des conseils sur les déclarations financières, approuve les règles relatives aux conflits d'intérêts présentées par des organismes publics et étudie et approuve les plans des tribunaux décisionnels en matière de déontologie.

**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS - CRÉDIT 3410**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Commissaire aux conflits d'intérêts (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	103 472
Avantages sociaux.....	5 608
Transports et communications.....	537
Services.....	26 579
Fournitures et matériel.....	342
	<u>136 538</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	
– PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	<u><u>136 538</u></u>



## SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.....</i>	88	1 097
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursement de la taxe de vente harmonisée.....	8 470 667	0
Autre.....	229 600	107 688
	8 700 268	107 688
DIVERS.....	15	71
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b>8 700 371</b>	<b>108 856</b>

# MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-308
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-310
SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES.....	2-313
STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ.....	2-319
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES.....	2-321
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-312, 2-317, 2-318
ÉTAT DES RECETTES.....	2-324

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET  
COMMUNAUTAIRES**

**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019		2019-2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
133 721 172	Administration du ministère	127 415 187	122 869 517
16 960 913 477	Services aux enfants et aux adultes	17 445 240 000	17 193 478 381
	Programme de la Stratégie de réduction		
14 306 000	de la pauvreté	7 301 000	7 300 000
<b>17 108 940 649</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>17 579 956 187</b>	<b>17 323 647 898</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
44 022 410	Services aux enfants et aux adultes	46 507 000	38 740 114
	Programme de la Stratégie de réduction		
0	de la pauvreté		
	Services à l'enfance et Services sociaux	1 000	0
0	et communautaires	1 000	0
<b>44 022 410</b>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>46 510 000</b>	<b>38 740 114</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
76 738 758	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires	70 051 400	67 274 421
<b>76 738 758</b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>70 051 400</b>	<b>67 274 421</b>

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET  
COMMUNAUTAIRES**

**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019 Dépenses réelles \$	PROGRAMMES	2019-2020	
		Crédits autorisés \$	Dépenses réelles \$
	<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>		
	Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires		
20 528 201		23 248 400	15 094 733
<b>20 528 201</b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE</b>	<b>23 248 400</b>	<b>15 094 733</b>

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>701</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	95 025 700	7 340 100	102 365 800	Administration du ministère..... 100 328 940
2	28 048 200	(3 080 000)	24 968 200	Politiques stratégiques..... 21 480 719
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de <i>la Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 66 768
L	32 346		32 346	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 33 334
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 959 756
	<u>123 155 087</u>	<u>4 260 100</u>	<u>127 415 187</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 122 869 517</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
L	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>



---

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme :**

Le programme d'administration du ministère appuie l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, une planification et une gestion stratégiques des ressources et des finances, des services juridiques et de communication et des services d'aide administrative et opérationnelle.

Le programme des politiques stratégiques stimule l'exécution du mandat du ministère en offrant du leadership, des analyses stratégiques et de l'expertise concernant les questions et les groupes démographiques qui sous-tendent les programmes ministériels (que ce soit un seul programme ou plusieurs d'entre eux) ou qui concernent plusieurs ministères, ordres de gouvernements, partenariats et engagements.

Le programme de la veille stratégique et du fonctionnement organisationnel impulse l'innovation dans l'application et l'intégration des données, la veille stratégique, la gestion de l'information et les mesures fondées sur des données probantes avec le concours des partenaires du ministère afin de soutenir l'efficacité organisationnelle et de démontrer l'amélioration des résultats aux Ontariennes et Ontariens.

## MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

### PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 701

#### Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitments et salaires.....		28 459 070	Traitments et salaires.....		8 522
Avantages sociaux.....		3 974 586	Avantages sociaux.....		1,274
Transports et communications.....		642 086	Transports et communications.....		50 224
Services.....		66 945 798	Services.....		8 446 244
Fournitures et matériel.....		307 400	Fournitures et matériel.....		20 652
		100 328 940			8 526 916
<i>Bureau de la direction</i>			<i>Gestion des locaux</i>		
Traitments et salaires.....	3 731 967		Traitments et salaires.....	1 644 456	
Avantages sociaux.....	458 038		Avantages sociaux.....	261 818	
Transports et communications.....	135 593		Transports et communications.....	109 811	
Services.....	189 399		Services.....	54 477 462	
Fournitures et matériel.....	11 918		Fournitures et matériel.....	225 074	
		4 526 915			56 718 621
<i>Services opérationnels</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitments et salaires.....	14 196 093		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Avantages sociaux.....	1 898 967		<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		
Transports et communications.....	242 718		66 768		
Services.....	1 923 550		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Fournitures et matériel.....	43 340		<i>en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		
		18 304 668	33 334		
<i>Ressources humaines</i>			Autres opérations		
Traitments et salaires.....	2 586 778		Créances irrécouvrables,		
Avantages sociaux.....	473 380		<i>Loi sur l'administration financière.....</i>		
Transports et communications.....	54 059		959 756		
Services.....	535 573		1 059 858		
Fournitures et matériel.....	2 325		<i>Politiques stratégiques (Poste 2)</i>		
		3 652 115	Traitments et salaires.....		16 338 220
<i>Services de communication</i>			Avantages sociaux.....		2 253 232
Traitments et salaires.....	6 291 254		Transports et communications.....		225 253
Avantages sociaux.....	881 109		Services.....		2 634 804
Transports et communications.....	49 681		Fournitures et matériel.....		29 210
Services.....	1 373 570				21 480 719
Fournitures et matériel.....	4 091		<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
		8 599 705	<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION</b>		
			<b>DU MINISTÈRE</b>		
			<b>122 869 517</b>		

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles	
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$	\$	
<b>702</b>					
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES</b>	
3	9 559 702 000	221 530 000	9 781 232 000	Soutien financier et soutien à l'emploi.....	9 729 281 083
7	41 650 600	2 700 000	44 350 600	Bureau des obligations familiales.....	43 140 470
20	1 880 928 300	133 493 300	2 014 421 600	Enfants et jeunes à risque.....	2 010 644 365
				Soutiens aux particuliers	
21	4 142 764 300	67 262 700	4 210 027 000	et aux familles .....	4 022 310 604
22	1 174 694 700	(14 800 000)	1 159 894 700	Prestation ontarienne pour enfants.....	1 146 764 715
				Groupement de l'information et de la	
				technologie de l'information pour	
				les services sociaux et les	
				services à l'enfance et à	
26	107 912 800	(11 640 700)	96 272 100	la jeunesse.....	95 894 256
28	24 290 100	(3 800 000)	20 490 100	Condition féminine.....	20 022 215
				Soutiens à la formation linguistique et	
29	79 233 600	7 300 000	86 533 600	aux services d'établissement.....	85 548 719
				Créances irrécouvrables,	
L	32 018 300		32 018 300	<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	39 871 954
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	
				<b>– PROGRAMME DES SERVICES</b>	
				<b>ADULTES</b>	
	<b>17 043 194 700</b>	<b>402 045 300</b>	<b>17 445 240 000</b>		<b>17 193 478 381</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>					
9	43 707 000	2 800 000	46 507 000	Services aux enfants et aux adultes.....	38 740 114
				<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>	
				<b>– PROGRAMME DES SERVICES</b>	
				<b>ADULTES</b>	
	<b>43 707 000</b>	<b>2 800 000</b>	<b>46 507 000</b>		<b>38 740 114</b>

---

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme :**

Le programme des services aux enfants et aux adultes offre des services communautaires efficaces et responsables aux personnes nécessitant des aides financières et en matière d'emploi, aux personnes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques ou des besoins particuliers, aux enfants et aux jeunes à risque, aux jeunes en conflit avec la loi, aux nouveaux arrivants et aux victimes de violence.

Les programmes d'aide sociale aident les gens à retrouver un travail en fournissant des aides à l'emploi et au revenu aux personnes admissibles dans le besoin, y compris les personnes handicapées, et leurs familles. Le Bureau des obligations familiales améliore la sécurité financière des familles en percevant et en distribuant les pensions alimentaires pour enfant et pour conjoint en vertu des ordonnances judiciaires et des contrats familiaux déposés auprès des tribunaux.

Le programme destiné aux enfants et aux jeunes à risque comprend des services de protection de l'enfance, de justice pour les jeunes et d'autres services à l'intention des enfants et des jeunes. Les services de protection de l'enfance fournis par les sociétés d'aide à l'enfance et les sociétés autochtones de bien-être de l'enfance protègent les enfants et les jeunes qui risquent d'être victimes de mauvais traitements ou de négligence. Les services de justice pour les jeunes réduisent le taux de récidive, contribuent à la sécurité communautaire et responsabilisent les jeunes par la prévention, la rééducation et la réinsertion. Le programme propose également des services adaptés sur le plan culturel à l'intention des enfants et des jeunes francophones et autochtones et de leurs familles, ainsi que des services de divulgation de l'information relativement aux adoptions.

Le programme de soutiens aux particuliers et aux familles comprend des services aux enfants, aux jeunes et aux adultes ayant des déficiences intellectuelles ou physiques, des programmes de santé et de mieux-être adaptés sur le plan culturel à l'intention des Autochtones, des soutiens communautaires aux jeunes à risque et aux femmes et aux enfants victimes de violence, ainsi que des services spécialisés pour les enfants et les jeunes, notamment des services en autisme, des services de réadaptation et des soutiens à ceux ayant des besoins particuliers complexes. La Prestation ontarienne pour enfants fournit une aide financière non imposable directe aux familles admissibles à revenu faible ou moyen. La Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants offre aux enfants et des jeunes pris en charge par les sociétés d'aide à l'enfance accès à des possibilités sociales, éducatives et récréatives et un programme d'épargne à l'intention des jeunes plus âgés pris en charge.

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse propose des conseils stratégiques et exploite des solutions de technologie de l'information pour soutenir les activités et le mandat du ministère.

L'Office de la condition féminine travaille avec l'ensemble du gouvernement pour promouvoir la sécurité et l'autonomie économique et sociale des femmes et pour prévenir la violence contre les femmes. Les programmes d'établissement et d'intégration favorisent la bonne intégration économique et sociale des immigrants et des réfugiés.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES  
PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	\$	\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)		Enfants et jeunes à risque (Poste 20)	
Traitments et salaires.....	144 101 118	Traitments et salaires.....	111 141 809
Avantages sociaux.....	25 722 805	Avantages sociaux.....	22 022 745
Transports et communications.....	9 622 252	Transports et communications.....	2 327 471
Services.....	24 281 397	Services.....	21 061 792
Fournitures et matériel.....	959 954	Fournitures et matériel.....	3 198 397
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées		Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention.....	59 674 570
– Soutien financier.....	5 486 397 715	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention.....	85 706 827
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées		Services de justice pour la jeunesse.....	149 269 654
– Soutien à l'emploi.....	48 272 369	Services de protection de l'enfance.....	1 556 241 100
Programme Ontario au travail			<u>1 850 892 151</u>
– Soutien financier.....	2 824 028 603		<u>2 010 644 365</u>
Programme Ontario au travail			
– Soutien à l'emploi.....	209 919 715		
Programme de médicaments de l'Ontario.....	955 975 155		
	<u>9 524 593 557</u>		
	<u>9 729 281 083</u>		
		<i>Services de protection de l'enfance</i>	
Crédits législatifs		Traitments et salaires.....	12 012 558
Autres opérations		Avantages sociaux.....	1 596 197
Créances irrécouvrables,		Transports et communications....	423 642
Loi sur l'administration financière.....	39 871 954	Services.....	3 857 322
	<u>39 871 954</u>	Fournitures et matériel.....	15 457
		Paiements de transfert	
Bureau des obligations familiales (Poste 7)		Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités et à la prévention.....	59 674 570
Traitments et salaires.....	27 008 125	Bien-être de l'enfance - soutiens aux collectivités autochtones et à la prévention.....	85 706 827
Avantages sociaux.....	4 577 328	Services de protection de l'enfance.....	1 556 241 100
Transports et communications.....	849 381		<u>1 719 527 673</u>
Services.....	10 452 675		
Fournitures et matériel.....	252 961		
	<u>43 140 470</u>		

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**  
**PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES – CRÉDIT 702**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<i>Services de justice pour la jeunesse</i>			<i>Services aux personnes ayant une déficience intellectuelle</i>		
Traitments et salaires.....	99 129 251		Traitments et salaires.....	9 160 892	
Avantages sociaux.....	20 426 548		Avantages sociaux.....	1 203 420	
Transports et communications.....	1 903 829		Transports et communications.....	237 092	
Services.....	17 204 470		Services.....	1 764 045	
Fournitures et matériel.....	3 182 940		Fournitures et matériel.....	13 359	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Services de justice pour la jeunesse.....	149 269 654		Services de soutien.....	996 466 252	
		291 116 692	Services en établissement....	1 679 662 124	
				2 676 128 376	
				<u>2 688 507 184</u>	
 <i>Soutiens aux particuliers et aux familles (Poste 21)</i>			 <i>Populations vulnérables</i>		
Traitments et salaires.....		85 090 967	Traitments et salaires.....		2 604 530
Avantages sociaux.....		16 471 405	Avantages sociaux.....		434 450
Transports et communications.....		2 306 606	Transports et communications.....		67 243
Services.....		8 469 831	Services.....		399 877
Fournitures et matériel.....		1 553 077	Fournitures et matériel.....		2 612
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Services de soutien.....	996 466 252		Soutiens pour l'intégration communautaire.....	51 727 369	
Initiatives jeunesse.....	33 700 926		Soutien aux victimes de violence.....	167 569 824	
Soutiens pour l'intégration communautaire.....	51 727 369		Stratégie de ressourcement pour le mieux - être des Autochtones.....	36 988 024	
Soutien aux victimes de violence.....	167 569 824		Initiatives jeunesse.....	33 700 926	
Stratégie de ressourcement pour le mieux - être des Autochtones.....	36 988 024				289 986 143
Bébés en santé, enfants en santé.....	83 803 286				<u>293 494 855</u>
Soutien communautaire aux enfants et aux jeunes.....	178 755 953				
Autisme.....	434 287 333				
Services de traitement et de réadaptation pour enfants.....	120 920 487				
Besoins particuliers complexes.....	124 529 455				
Crédit d'impôt pour les activités des enfants.....	7 685				
Services en établissement.....	1 679 662 124				
		3 908 418 718			
		<u>4 022 310 604</u>			

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES  
PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<i>Services à l'enfance et à la jeunesse</i>			Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services sociaux et les services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 26)		
Traitments et salaires.....		31 934 978	Traitments et salaires.....		37 909 568
Avantages sociaux.....		5 771 182	Avantages sociaux.....		5 201 755
Transports et communications.....		637 040	Transports et communications.....		780 575
Services.....		3 459 560	Services.....		63 567 232
Fournitures et matériel.....		1 363 643	Fournitures et matériel.....		54 319
Paiements de transfert					<u>107 513 449</u>
Soutien communautaire aux			Moins : Recouvrements.....		<u>11 619 193</u>
enfants et aux jeunes.....	178 755 953				<u>95 894 256</u>
Autisme.....	434 287 333		Condition féminine (Poste 28)		
Services de traitement et de			Traitments et salaires.....		2 248 401
réadaptation pour enfants.....	120 920 487		Avantages sociaux.....		351 891
Besoins particuliers complexes.	124 529 455		Transports et communications.....		43 984
Crédit d'impôt pour les activités			Services.....		317 184
des enfants.....	7 685		Fournitures et matériel.....		2 800
Bébés en santé, enfants			Paiements de transfert		
en santé.....	83 803 286		Initiatives d'autonomisation		
		<u>942 304 199</u>	économique.....	6 882 928	
		<u>985 470 602</u>	Initiatives de prévention de		
<i>Bureaux régionaux</i>			la violence.....	<u>10 175 027</u>	
Traitments et salaires.....		41 390 567			<u>17 057 955</u>
Avantages sociaux.....		9 062 353			<u>20 022 215</u>
Transports et communications.....		1 365 231	Soutiens à la formation linguistique et aux services d'établissement (Poste 29)		
Services.....		2 846 349	Salaries and wages.....		4 244 836
Fournitures et matériel.....		173 463	Employee benefits.....		584 705
		<u>54 837 963</u>	Transportation and communication.....		68 623
<i>Prestation ontarienne pour enfants (Poste 22)</i>			Services.....		347 561
Paiements de transfert			Supplies and equipment.....		6 909
Subvention équivalant à la			Paiements de transfert		
Prestation ontarienne pour			Initiatives d'Affaires civiles		
enfants.....	11 431 804		et Immigration.....	<u>80 296 085</u>	
Prestation ontarienne pour					<u>80 296 085</u>
enfants.....	1 135 332 911				<u>85 548 719</u>
		<u>1 146 764 715</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
		<u>1 146 764 715</u>	<b>PROGRAMME DES SERVICES AUX</b>		
			<b>ENFANTS ET AUX ADULTES.....</b>		
			<b><u>17 193 478 381</u></b>		

---

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**  
**PROGRAMME DES SERVICES AUX ENFANTS ET AUX ADULTES – CRÉDIT 702**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

---

	\$
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>	
Services aux enfants et aux adultes (Poste 9)	
Avances et montants récupérables	
Soutien financier et soutien à l'emploi.....	38 740 114
	<u>38 740 114</u>
<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
<b>PROGRAMME DES SERVICES AUX</b>	
<b>ENFANTS ET AUX ADULTES.....</b>	<b><u><u>38 740 114</u></u></b>



**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>703</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ</b>
1	7 300 000		7 300 000	Bureau de La Stratégie de réduction de la pauvreté..... 7 300 000
L	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
	<u><b>7 301 000</b></u>		<u><b>7 301 000</b></u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRE <u>7 300 000</u></b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
L	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	Stratégie de réduction de la pauvreté..... 0
	<u><b>1 000</b></u>		<u><b>1 000</b></u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ <u>0</u></b>

**Description du programme**

Le Programme de réduction de la pauvreté s'acquitte des responsabilités découlant de la Loi de 2009 sur la réduction de la pauvreté.

---

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**
**PROGRAMME DE LA STRATEGIE DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ – CRÉDIT 703**
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**


---

	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Bureau de la Stratégie de réduction de la pauvreté (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Fonds pour la réduction		
de la pauvreté.....	7 300 000	
		<u>7 300 000</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
<b>PROGRAMME DE LA STRATÉGIE DE</b>		
<b>RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ.....</b>		<b><u><u>7 300 000</u></u></b>

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>704</b>				
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATION</b>
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - programme d'immobilisations dans l'infrastructure - actifs fonctionnement.....
9	1 000		1 000	0
				<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATION.</b>
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<u>0</u>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - infrastructure.....
1	37 458 500	(8 530 000)	28 928 500	28 730 551
				Amortissement, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> .....
L	41 121 900		41 121 900	38 543 870
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....
L	1 000		1 000	0
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATION.</b>
	<u>78 581 400</u>	<u>(8 530 000)</u>	<u>70 051 400</u>	<u>67 274 421</u>

## MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
				<b>SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATION</b>
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - biens immobilisés liés à l'infrastructure.....
3	1 000	300 000	301 000	262 458
				Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires - logiciels et applications de gestion - biens immobilisés.....
4	23 247 400	( 300 000)	22 947 400	14 832 275
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME D'IMMOBILISATION.</b>
	<b>23 248 400</b>		<b>23 248 400</b>	<b>15 094 733</b>

## Description du programme

Le financement de l'infrastructure est fourni aux organismes qui reçoivent des paiements de transfert dans les collectivités et au bénéfice d'installations exploitées directement par le ministère pour l'acquisition, la construction et la rénovation d'immobilisations, et ce, afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère et la gestion des activités de base du ministère.

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**  
**SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES - PROGRAMME**  
**D'IMMOBILISATION – CRÉDIT 704**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>		<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>
Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires infrastructure (Poste 1)		Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires biens immobilisés liés à l'infrastructure (Poste 3)
Paiements de transfert		Investissements dans des immobilisations
Renouvellement des installations		corporelles.....
des partenaires.....	13 826 707	<u>262 458</u>
Subventions d'immobilisations...	11 462 112	<u>262 458</u>
Autres opérations		
Investissements dans les		Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires logiciels et applications de gestion biens immobilisés (Poste 4)
immobilisations.....	<u>3 441 732</u>	
	28 730 551	
	<u>28 730 551</u>	
		Logiciels d'application de gestion - traitements et salaires.....
Crédits législatifs		3 785 557
		Logiciels d'application de gestion - avantages sociaux.....
Amortissement, Loi sur l'administration financière.....	38 543 870	324 676
	<u>38 543 870</u>	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux immobilisations.....
		10 722 042
		<u>14 832 275</u>
		<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –</b>
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>		<b>SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES</b>
<b>SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES</b>		<b>SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -</b>
<b>SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES -</b>		<b>PROGRAMME D'IMMOBILISATION. <u>15 094 733</u></b>
<b>PROGRAMME D'IMMOBILISATION.....</b>	<u><u>67 274 421</u></u>	

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**  
**ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens.....	264 233 435	262 636 980
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.....	53 063 792	52 647 352
Entente sur le développement de la main-d'œuvre.....	84 230 510	65 185 120
Logement en milieu de soutien.....	2 226 129	2 258 293
Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale.....	1 028 858	1 063 858
Autres.....	226 641	0
	<u>405 009 365</u>	<u>383 791 603</u>
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES</b>		
Autres.....	39 951 761	7 821 364
	<u>39 951 761</u>	<u>7 821 364</u>
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Frais d'administration – BOF.....	1 468 123	1 660 030
Maison pour groupe d'enfants.....	10 000	11 400
Accès à l'information - Droits.....	45 770	79 067
Justice pour les jeunes – Droits de permis.....	0	300
	<u>1 523 893</u>	<u>1 750 797</u>
<b>VENTES ET LOCATIONS.....</b>	<u>111</u>	<u>450</u>
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES</b>		
Subventions de fonctionnement.....	92 276 861	91 433 790
Frais de fonctionnement.....	7 962 373	9 047 767
Subventions.....	804 487	2 251 051
	<u>101 043 721</u>	<u>102 732 608</u>
<b>DIVERS</b>		
Comptes de subrogation.....	466 692	679 037
Autres.....	911 880	774 794
Pénalités – intérêt.....	25 335	33 107
Indemnités de service judiciaire et de témoin.....	59	53
	<u>1 403 966</u>	<u>1 486 991</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<u><u>548 932 817</u></u>	<u><u>497 583 813</u></u>

# MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-326
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-327
PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES.....	2-330
ACCESSIBILITÉ.....	2-333
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-329
ÉTAT DES RECETTES.....	2-335

**MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019 Dépenses réelles \$	PROGRAMMES	2019–2020	
		Crédits autorisés \$	Dépenses réelles \$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
4 231 765	Administration du ministère	5 460 641	5 442 757
	Programme relatif aux Affaires		
25 315 483	des personnes âgées	33 921 300	33 549 902
16 231 300	Accessibilité	15 501 100	14 685 302
<b>45 778 548</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>54 883 041</b>	<b>53 677 961</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
<b>0</b>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>1 000</b>	<b>0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
0	Administration du ministère	2 000	0
	Programme relatif aux Affaires		
6 843 900	des personnes âgées	2 203 000	1 991 019
<b>6 843 900</b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>2 205 000</b>	<b>1 991 019</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
	Programme relatif aux Affaires		
0	des personnes âgées	1 000	0
<b>0</b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE</b>	<b>2 000</b>	<b>0</b>



**MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3501</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	4 391 800	1 020 000	5 411 800	Administration du ministère..... 5 380 724
L	47 841	1 000	48 841	Traitement versé aux ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	0		0	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 12,732
	<u>4 439 641</u>	<u>1 021 000</u>	<u>5 460 641</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 5 442 757</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
3	1 000		1 000	Affaires des personnes âgées - immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement - Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>

## MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
2	1 000		1 000	
				Affaires des personnes âgées - immobilisations..... 0
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -</b>
				<b>D'ADMINISTRATION</b>
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>DU MINISTÈRE..... 0</b>

**Description du programme :**

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre et offre des services de gestion stratégique, du leadership et des conseils ainsi que des services de communication, de technologie de l'information, d'administration et de gestion des locaux à l'appui des priorités ministérielles et gouvernementales.

**MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3501**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Administration du ministère (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	3 542 901
Avantages sociaux.....	559 701
Transports et communications.....	53 202
Services.....	1 172 117
Fournitures et matériel.....	52 803
	<u>5 380 724</u>
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu <i>de la Loi sur le Conseil exécutif</i> .....	12 732
	<u>62 033</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u><u>5 442 757</u></u></b>

## MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3502</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
1	24 211 300	9 710 000	33 921 300	
				Programme relatif aux Affaires des personnes âgées.....
				33 549 902
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES.....</b>
	<u>24 211 300</u>	<u>9 710 000</u>	<u>33 921 300</u>	<u>33 549 902</u>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
3	3 002 000	(800 000)	2 202 000	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées.....
				1 991 019
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière.....</i>
				0
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES.....</b>
	<u>3 003 000</u>	<u>(800 000)</u>	<u>2 203 000</u>	<u>1 991 019</u>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
2	1 000		1 000	Programme relatif aux Affaires des personnes âgées.....
				0
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES.....</b>
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<u>0</u>

---

**MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme :**

Le programme des Affaires des personnes âgées comprend des initiatives qui favorisent les collectivités adaptées aux besoins des personnes âgées et fait la promotion de la sécurité et de la protection des personnes âgées tout en optimisant leur autonomie et leur dignité. Le ministère, qui intervient comme agent de changement positif, joue un rôle de chef de file en donnant des conseils sur l'élaboration de politiques et de programmes gouvernementaux ayant des répercussions sur ces personnes. Cela inclut la contribution à l'élaboration de politiques et de programmes qui aident les personnes âgées à demeurer en bonne santé, en sécurité, en contact avec les autres et actives, la mise à profit des centres de vie active pour personnes âgées et l'apport de soutien financier aux organismes communautaires sans but lucratif qui servent les personnes âgées, la collaboration avec les partenaires communautaires et la mise à profit de leur expertise pour éviter les mauvais traitements envers les personnes âgées et y remédier; la surveillance de l'Office de réglementation des maisons de retraite pour veiller à ce que les personnes âgées qui résident dans des maisons de retraite soient en sécurité et reçoivent des soins de qualité.

**MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ**  
**PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES– CRÉDIT 3502**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Programme relatif aux Affaires des personnes âgées (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	2 710 845
Avantages sociaux.....	374 142
Transports et communications.....	27 805
Services.....	1 204 199
Fournitures et matériel.....	5 995
Paiements de transfert	
Paiement de transfert, Affaires des personnes âgées.....	<u>29 226 916</u>
	<u>33 549 902</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES.....</b>	<b><u><u>33 549 902</u></u></b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
Programme relatif aux Affaires des personnes âgées (Poste 3)	
Services.....	25,345
Paiements de transfert	
Programme de protection et de sécurité des personnes âgées.....	<u>1 965 674</u>
	<u>1 991 019</u>
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME RELATIF AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES.....</b>	<b><u><u>1 991 019</u></u></b>

**MINISTÈRE DES SERVICES AUX AÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3503</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE L'ACCESSIBILITÉ</b>
1	19 451 100	(3 950 000)	15 501 100	Accessibilité..... 14 685 302
	<u>19 451 100</u>	<u>(3 950 000)</u>	<u>15 501 100</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE</b>
				<b>FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME</b>
				<b>DE L'ACCESSIBILITÉ..... 14 685 302</b>
	<u><u>19 451 100</u></u>	<u><u>(3 950 000)</u></u>	<u><u>15 501 100</u></u>	<u><u>14 685 302</u></u>

**Description du programme :**

Le programme de l'Accessibilité soutient, élabore et exécute des politiques qui favorisent l'accessibilité et aident les personnes handicapées à s'épanouir pleinement. Cela inclut la gestion de la conformité et de l'application de la Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario ainsi que la supervision de l'examen et de l'élaboration de normes en vertu de la législation, la réalisation d'activités de sensibilisation et l'apport de soutiens pratiques aux entreprises afin d'éliminer les obstacles à l'accessibilité, le travail avec les employeurs pour mettre de l'avant l'intérêt commercial et les avantages économiques de l'emploi de personnes handicapées, les partenariats avec les organisations représentant les personnes handicapées pour aider à mettre ces dernières en lien avec les employeurs, ainsi que la collaboration avec tous les ministères pour mettre en œuvre le plan pluriannuel d'accessibilité de la fonction publique et éliminer les obstacles au niveau des politiques, des programmes et des services de première ligne du gouvernement.

## MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

## PROGRAMME DE L'ACCESSIBILITÉ – CRÉDIT 3503

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Accessibilité (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	8 283 640
Avantages sociaux.....	925 904
Transports et communications.....	410 836
Services.....	3 571 954
Fournitures et matériel.....	56 056
Paiements de transfert	
Programme de certification en matière d'accessibilité de la Fondation Rick Hansen.....	458 000
Accessibilité - paiement de transfert.....	<u>978 912</u>
	1 436 912
	<u>14 685 302</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE L'ACCESSIBILITÉ.....</b>	<b><u>14 685 302</u></b>



## MINISTÈRE DES SERVICES AUX ÂÎNÉS ET DE L'ACCESSIBILITÉ

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	32 000	0
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	854 038	337 076
DIVERS.....	45 273	21 402
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b>931 311</b>	<b>358 478</b>



# MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-338
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-340
INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES.....	2-343
SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO.....	2-345
COMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ.....	2-349
SERVICEONTARIO.....	2-351
SERVICES AUX CONSOMMATEURS.....	2-353
GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	2-356
PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT.....	2-359
SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.....	2-362
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-342, 2-352, 2-357, 2-362
ÉTAT DES RECETTES.....	2-365

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019		2019–2020	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
36 066 022	Administration du ministère	33 214 808	32 882 380
	Information, protection de la vie privée et		
16 931 225	archives publiques	16 128 200	15 733 663
218 255 796	Services communs de l'Ontario	188 586 400	182 312 185
862 230	Commission de révision de la publicité	1 037 600	978 391
257 204 260	ServiceOntario	264 948 000	257 662 744
35 313 803	Services aux consommateurs	29 695 700	29 161 602
	Groupement pour l'intégration des		
47 762 199	services gouvernementaux	67 648 400	67 603 436
87 615 649	Projets d'infrastructure du gouvernement	102 847 500	102 650 738
	Services organisationnels de technologie		
18 778 458	de l'information	13 367 800	12 361 163
	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>		
<b>718 789 642</b>	<b>DU MINISTÈRE</b>	<b>717 474 408</b>	<b>701 346 302</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Administration du ministère	0	0
0	Services communs de l'Ontario	3 774 700	3 774 682
0	Services aux consommateurs	0	0
	Groupement pour l'intégration des		
0	services gouvernementaux	750 000	750 000
	Services organisationnels de technologie		
14 503 922	de l'information	29 720 000	27 403 141
	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>		
<b>14 503 922</b>	<b>DU MINISTÈRE</b>	<b>34 244 700</b>	<b>31 927 823</b>

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2019–2020	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
	Information, protection de la vie privée et		
3 332 379	archives publiques	3 245 700	3 245 613
5 677 880	Services communs de l'Ontario	3 955 100	6 192 678
5 887 181	ServiceOntario	7 940 000	7 427 678
668 700	Services aux consommateurs	1 000	0
	Groupement pour l'intégration des		
574 629	services gouvernementaux	2 157 200	1 750 629
160 088 215	Projets d'infrastructure du gouvernement	92 201 800	87 752 096
	Services organisationnels de technologie		
9 340 938	de l'information	10 024 000	10 015 823
	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>		
<b>185 569 922</b>	<b>DU MINISTÈRE</b>	<b>119 525 800</b>	<b>116 384 517</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>			
16 876 743	Services communs de l'Ontario	2 938 400	2 937 659
11 763 142	ServiceOntario	8 222 100	8 078 535
0	Services aux consommateurs	0	0
	Groupement pour l'intégration des		
8 232 087	services gouvernementaux	4 140 900	4 060 852
26 554 679	Projets d'infrastructure du gouvernement	180 102 300	175 198 357
	Services organisationnels de technologie		
33 997 027	de l'information	45 700 000	44 918 989
	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE</b>	<b>241 103 700</b>	<b>235 194 392</b>

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1801</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	32 368 800	781 500	33 150 300	Administration du ministère..... 32 816 412
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173		16 667	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 16 667
	<u>32 432 814</u>	<u>781 500</u>	<u>33 214 808</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 32 882 380</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>				
10	1 000	(1,000)	0	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>(1,000)</u>	<u>0</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
4	1 000	(1 000)	0	Administration du ministère..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement, Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>2 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>1 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>

---

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme:**

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser des résultats conformes aux objectifs et priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines, la coordination des initiatives de politiques et ministérielles et la gestion des locaux et des installations. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels et de développement organisationnel.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....		20 088 658	Traitements et salaires.....	3 455 257	
Avantages sociaux.....		2 651 707	Avantages sociaux.....	419 897	
Transports et communications.....		227 848	Transports et communications.....	58 739	
Services.....		58 348 648	Services.....	332 479	
Fournitures et matériel.....		86 038	Fournitures et matériel.....	8 739	
		81 402 899			4 275 111
Moins: Recouvrements.....		48 586 487			
		<u>32 816 412</u>			
<i>Bureau principal</i>			<i>Ressources humaines</i>		
Traitements et salaires.....	3 859 354		Traitements et salaires.....	2 672 207	
Avantages sociaux.....	546 732		Avantages sociaux.....	437 518	
Transports et communications.....	44 485		Transports et communications.....	15 903	
Services.....	263 368		Services.....	189 748	
Fournitures et matériel.....	11 941		Fournitures et matériel.....	2 803	
		4 725 879			3 318 179
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	10 101 840		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	1 247 560		<i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		49 301
Transports et communications.....	72 266		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Services.....	49 820 055		<i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		16 667
Fournitures et matériel.....	28 853				<u>65 968</u>
	61 270 574				
Moins: Recouvrements.....	48 586 487		<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
		<u>12 684 087</u>	<b>ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>		<b><u>32 882 380</u></b>
<i>Services juridiques</i>					
Transports et communications.....	36 455				
Services.....	7 742 997				
Fournitures et matériel.....	33 702				
		<u>7 813 154</u>			



**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1809</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES</b>
7	16 887 200	(759 000)	16 128 200	Information, protection de la vie privée et Archives publiques..... 15 733 663
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES</b>
	<u>16 887 200</u>	<u>(759 000)</u>	<u>16 128 200</u>	<u>15 733 663</u>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
				Information, protection de la vie
8	3 245 700		3 245 700	privée et Archives publiques..... 3 245 613
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES</b>
	<u>3 245 700</u>		<u>3 245 700</u>	<u>3 245 613</u>

**Description du programme:**

Information, protection de la vie privée et Archives publiques fournit aux ministères, aux organismes et au secteur parapublic de l'orientation et des conseils stratégiques sur la gestion des documents et de l'information, l'accès à l'information et la protection de la vie privée. Elle collecte, préserve et promeut la mémoire documentaire de la province pour les générations actuelles et futures, et en facilite l'accès.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**PROGRAMME DES INFORMATION, PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET ARCHIVES PUBLIQUES – CRÉDIT 180**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>CHARGES D'IMOBILISATIONS</b>	
Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 7)		Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 8)	
Traitements et salaires.....	8 318 876	Services.....	3 245 613
Avantages sociaux.....	1 317 138		<u>3 245 613</u>
Transports et communications.....	511 857		
Services.....	14 387 327	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>	
Fournitures et matériel.....	89 997	<b>PROGRAMME DES INFORMATION,</b>	
Paiements de transfert		<b>PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET</b>	
Subventions à l'appui des		<b>ARCHIVES PUBLIQUES .....</b>	<b><u>3 245 613</u></b>
archives publiques de			
l'Ontario.....	<u>20 000</u>		
	20 000		
	<u>24 645 195</u>		
Moins: Recouvrements.....	8 911 532		
	<u>15 733 663</u>		
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>			
<b>PROGRAMME DES INFORMATION,</b>			
<b>PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET</b>			
<b>ARCHIVES PUBLIQUES .....</b>	<b><u>15 733 663</u></b>		

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1811</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO</b>
5	170 167 900	4 916 500	175 084 400	Services communs de l'Ontario..... 175 045 624
				Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail 0
27	1 000		1,000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles..... 0
31	1 000		1,000	<i>Loi sur les actions contre la Couronne...</i> 7 266 561
L	<u>13 500 000</u>		<u>13 500 000</u>	
	<u>183 669 900</u>	<u>4 916 500</u>	<u>188 586 400</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO... 182 312 185</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>				
6	<u>1 000</u>	<u>3 773 700</u>	<u>3 774 700</u>	Services communs de l'Ontario..... 3 774 682
	<u>1 000</u>	<u>3 773 700</u>	<u>3 774 700</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO..... 3 774 682</b>

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1811</b>				
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				<b>PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO</b>
12	2 000	(2 000)	0	Services communs de l'Ontario..... 0
				Amortissement – Services communs de l'Ontario, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> ..... 6 192 678
L	<u>3 955 100</u>		<u>3 955 100</u>	
	<u><b>3 957 100</b></u>	<u><b>(2 000)</b></u>	<u><b>3 955 100</b></u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO... 6 192 678</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
14	<u>11 674 200</u>	<u>(8 735 800)</u>	<u>2 938 400</u>	Services communs de l'Ontario..... 2 937 659
	<u><b>11 674 200</b></u>	<u><b>(8 735 800)</b></u>	<u><b>2 938 400</b></u>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO..... 2 937 659</b>

**Description du programme:**

Les Services communs de l'Ontario offrent à tous les ministères, aux fonctionnaires et à certains organismes des services communs internes et centralisés touchant l'approvisionnement, les finances, les ressources humaines, la paie et les avantages sociaux ainsi que des services opérationnels à l'échelle de la FPO, et ce, par divers canaux, en particulier numériques.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1811**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
Services communs de l'Ontario (Poste 5)		Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 31)	
Traitements et salaires.....	120 747 979	Traitements et salaires.....	2 379 388
Avantages sociaux.....	18 722 480	Avantages sociaux.....	350 030
Transports et communications.....	7 708 377	Transports et communications.....	15 896
Services.....	52 103 009	Services.....	7 128 679
Fournitures et matériel.....	1 159 155	Fournitures et matériel.....	13 660
Paiements de transfert			<u>9 887 653</u>
Programmes d'emplois pour		Moins: Recouvrements.....	9 887 653
étudiants.....	0		<u>0</u>
Projets liés à la gestion de la			
chaîne d'approvisionnement		<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
et à l'innovation dans le		<b>PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS</b>	
secteur parapublic.....	<u>2 611 437</u>	<b>DE L'ONTARIO.....</b>	<b><u>182 312 185</u></b>
	2 611 437		
Autre opérations		<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
Autre opérations.....	300 529	Crédits législatifs	
Emplois d'été.....	<u>9 426 801</u>	Autre opérations	
	9 727 330	Amortissement – Services communs de	
	212 779 767	l'Ontario, Loi sur l'administration financière..	6 679 866
Moins: Recouvrements.....	37 734 143	Moins: Recouvrements.....	487 188
	<u>175 045 624</u>		<u>6 192 678</u>
		<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>	
Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité		<b>PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS</b>	
professionnelle et de l'assurance contre les accidents du		<b>DE L'ONTARIO.....</b>	<b><u>6 192 678</u></b>
travail (Poste 27)			
Services.....	53 852 806		
	53 852 806		
Moins: Recouvrements.....	53 852 806		
	<u>0</u>		
Crédits législatifs			
Autre opérations			
Loi sur les actions contre la Couronne.....	7 266 561		
	<u>7 266 561</u>		

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1811**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>	
Services communs de l'Ontario (Poste 14)	
Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires.....	452 035
Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux.....	46 370
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	2 439 254
	<u>2 937 659</u>
<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS DE L'ONTARIO.....</b>	<b><u><u>2 937 659</u></u></b>

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1812</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ</b>
4	1 085 900	(48 300)	1 037 600	Commission de révision de la publicité..... 978 391
	<b>1 085 900</b>	<b>(48 300)</b>	<b>1 037 600</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ..... 978 391</b>

**Description du programme:**

La Commission de révision de la publicité est désignée comme un service central obligatoire pour l'achat de publicité, les relations avec le public et les médias et les services de communications créatives au nom des ministères et de la plupart des organismes gouvernementaux. Cela garantit que les ministères et les organismes gouvernementaux acquièrent ces services de manière équitable, ouverte, transparente et accessible aux fournisseurs qualifiés.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**PROGRAMME DES COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ – CRÉDIT 1812**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Révision de la Publicité (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	415 228
Avantages sociaux.....	54 218
Transports et communications.....	5 344
Services.....	498 741
Fournitures et matériel.....	4 860
	<u>978 391</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES COMMISSION DE RÉVISION DE LA PUBLICITÉ.....</b>	<b><u><u>978 391</u></u></b>



**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1814</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME SERVICEONTARIO</b>
1	214 231 600	45 414 400	259 646 000	ServiceOntario..... 257 495 831
				Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur</i> <i>l'enregistrement des droits</i> <i>immobiliers</i> ..... 0
L	5 001 000		5 001 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> ..... 166 913
L	301 000		301 000	
	<u>219 533 600</u>	<u>45 414 400</u>	<u>264 948 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME SERVICEONTARIO 257 662 744</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
2	2 000 000	(1 250 000)	750 000	ServiceOntario..... 583 598
				Amortissement – <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> ..... 6 844 080
L	7 190 000		7 190 000	
	<u>9 190 000</u>	<u>(1 250 000)</u>	<u>7 940 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) PROGRAMME SERVICEONTARIO.... 7 427 678</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
3	14 600 400	(6 378 300)	8 222 100	ServiceOntario..... 8 078 535
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) PROGRAMME SERVICEONTARIO.... 8 078 535</b>
	<u>14 600 400</u>	<u>(6 378 300)</u>	<u>8 222 100</u>	

**Description du programme:**

ServiceOntario est pour les particuliers et les entreprises de l'Ontario la voie d'accès aux services du gouvernement – carte Santé, services liés aux conducteurs et aux véhicules, permis d'activités de plein air (pêche et chasse), événements de la vie, enregistrement des biens fonciers et mobiliers personnels, service aux entreprises, information et réception des demandes – par divers canaux (en personne, par téléphone, par courrier, en ligne, etc.).

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**PROGRAM SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>
ServiceOntario (Poste 1)	ServiceOntario (Poste 3)
Traitements et salaires..... 110 274 641	Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires..... 1 797 451
Avantages sociaux..... 19 457 832	Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux..... 223 154
Transports et communications..... 17 538 571	Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations..... 6 057 930
Services..... 110 215 831	8 078 535
Fournitures et matériel..... 11 396 215	
268 883 090	
Moins: Recouvrements..... 11 387 259	
257 495 831	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>L'administration financière</i> ..... 166 913	
166 913	
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME SERVICEONTARIO.....</b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME SERVICEONTARIO.....</b>
<b>257 662 744</b>	<b>8 078 535</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
ServiceOntario (Poste 2)	
Services..... 583 598	
583 598	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement, <i>Loi sur</i> <i>L'administration financière</i> ..... 6 844 080	
6 844 080	
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME SERVICEONTARIO.....</b>	
<b>7 427 678</b>	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1816</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS</b>
1	28 485 500	1 208 200	29 693 700	Services aux consommateurs..... 29 161 602
L	2 000		2 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> ..... 0
	<u>28 487 500</u>	<u>1 208 200</u>	<u>29 695 700</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS..... 29 161 602</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
3	1 000	(1 000)	0	Services aux consommateurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS..... 0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
4	2 000	(2 000)	0	Services aux consommateurs..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> ..... 0
	<u>3 000</u>	<u>(2 000)</u>	<u>1 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS..... 0</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
6	1 000	(1 000)	0	Services aux consommateurs..... 0
	<u>1 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>0</u>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS..... 0</b>

---

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme:**

Les Services aux consommateurs est responsable de politiques, de programmes et de services adaptés aux besoins de la population et des entreprises de l'Ontario. En tant qu'autorité de réglementation moderne, les Services aux consommateurs fournissent des services dans les domaines de la protection des consommateurs, de la sécurité du public et du droit des entreprises. Dans leur rôle de leader de la transformation numérique, ils conçoivent et fournissent de l'information et des services en ligne, et établissent des politiques et des normes numériques.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS – CRÉDIT 1816**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Services aux consommateurs (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	22 027 016
Avantages sociaux.....	3 002 903
Transports et communications.....	349 128
Services.....	3 049 568
Fournitures et matériel.....	295 987
Paiements de transfert	
Subventions pour les services aux consommateurs.....	437 000
	<u>29 161 602</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS.....</b>	<b><u><u>29 161 602</u></u></b>

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1817</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
1	67 866 900	(218 500)	67 648 400	
	<u>67 866 900</u>	<u>(218 500)</u>	<u>67 648 400</u>	
				<b>GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX</b>
				Groupement pour l'integration des services gouvernementaux.....
				<u>67 603 436</u>
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....</b>
				<u><b>67 603 436</b></u>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
7	300 000	450 000	750 000	
	<u>300 000</u>	<u>450 000</u>	<u>750 000</u>	
				Groupement pour l'integration des services gouvernementaux.....
				<u>750 000</u>
				<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....</b>
				<u><b>750 000</b></u>



**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX – CRÉDIT 1817**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>
Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (Poste 1)	Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (Poste 6)
Traitements et salaires..... 30 725 180	Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires..... 1 452 164
Avantages sociaux..... 3 890 672	Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux..... 155 440
Transports et communications..... 1 121 521	Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations..... 2 453 248
Services..... 83 619 802	
Fournitures et matériel..... 84 234	
119 441 409	4 060 852
Moins: Recouvrements..... 51 837 973	
<u>67 603 436</u>	
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>
– GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX..... <u>67 603 436</u>	– GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX... <u>4 060 852</u>
<b>CHARGES D'IMMOBLISATIONS</b>	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> ..... 1 918 314	
Moins: Recouvrements..... 167 685	
<u>1 750 629</u>	
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBLISATIONS) –</b>	
– GROUPEMENT POUR L'INTEGRATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX..... <u>1 750 629</u>	



**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1816</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT</b>
1	89 406 500	13 297 000	102 703 500	Biens immobiliers.....
				Créances irrécouvrables, <i>Loi</i>
L	<u>144 000</u>		<u>144 000</u>	<i>sur l'administration financière</i> .....
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT.....</b>
	<u><b>89 550 500</b></u>	<u><b>13 297 000</b></u>	<u><b>102 847 500</b></u>	<b>102 650 738</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
2	87 541 600	4 659 200	92 200 800	Biens immobiliers.....
				Biens immobiliers - charges liées aux
4	1 000	(1 000)	0	biens immobilisés.....
				Amortissement, <i>Loi sur l'administration</i>
L	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<i>financière</i> - programme des
				biens immobiliers.....
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT.....</b>
	<u><b>87 543 600</b></u>	<u><b>4 658 200</b></u>	<u><b>92 201 800</b></u>	<b>87 752 096</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
3	<u>165 719 500</u>	<u>14 382 800</u>	<u>180 102 300</u>	Biens immobiliers.....
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT.....</b>
	<u><b>165 719 500</b></u>	<u><b>14 382 800</b></u>	<u><b>180 102 300</b></u>	<b>175 198 357</b>

---

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS****ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme:**

Le programme des biens immobiliers est responsable de la gestion d'une grande partie du portefeuille immobilier public de l'Ontario, qui est par sa taille l'un des principaux du genre au Canada. Le programme est responsable de l'élaboration des politiques, de la législation et des programmes relatifs aux biens immobiliers publics et confisqués et contribue à la prestation de services publics de calibre mondial. Cela inclut la mise en œuvre des stratégies immobilières, la planification du portefeuille, l'acquisition et l'aliénation des biens, la gestion de l'espace, la planification des immobilisations et les améliorations locatives. La division supervise le volet Biens immobiliers d'Infrastructure Ontario.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU GOUVERNEMENT – CRÉDIT 1820**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>
Biens immobiliers (Poste 1)	Biens immobiliers (Poste 3)
Traitements et salaires..... 4 736 704	Terrains..... 8 065 288
Avantages sociaux..... 571 803	Immeubles – diversification des modes
Transports et communications..... 38 335	financement et de l'approvisionnement..... 167 133 069
Services..... 92 330 913	175 198 357
Fournitures et matériel..... 3 422	
97 681 177	
Autres opérations..... 4 969 561	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>
102 650 738	<b>– PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU</b>
	<b>GOUVERNEMENT..... 175 198 357</b>
	175 198 357
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	
<b>– PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU</b>	
<b>GOUVERNEMENT..... 102 650 738</b>	
102 650 738	
<b>CHARGES D'IMMOBLISATIONS</b>	
Biens immobiliers (Poste 2)	
Transports et communications..... 7,357	
Services..... 87,580,324	
87 587 681	
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBLISATIONS) –</b>	
<b>– PROJETS D'INFRASTRUCTURE DU</b>	
<b>GOUVERNEMENT..... 87 587 681</b>	
87 587 681	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1821</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
				<b>PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION</b>
1	17 859 000	(4 492 200)	13 366 800	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information..... 12 361 163
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> ..... 0
	<u>17 860 000</u>	<u>(4 492 200)</u>	<u>13 367 800</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION. 12 361 163</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
4	15 875 400	13 844 600	29 720 000	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information..... 27 403 141
	<u>15 875 400</u>	<u>13 844 600</u>	<u>29 720 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION..... 27 403 141</b>

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1821</b>				
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
				<b>PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION</b>
2	10 023 000		10 023 000	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information..... 10 014 823
L	1 000		1 000	Amortissement, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> ..... 1 000
	<u>10 024 000</u>		<u>10 024 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION. 10 015 823</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
3	51 514 000	(5 814 000)	45 700 000	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information..... 44 918 989
	<u>51 514 000</u>	<u>(5 814 000)</u>	<u>45 700 000</u>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION..... 44 918 989</b>

**Description du programme:**

Le programme des services organisationnels de technologie de l'information assume le leadership de l'établissement de services modernes de l'information et de la technologie de l'information (ITI) pour répondre aux besoins des Ontariens et Ontariennes et de la fonction publique de l'Ontario. À cet effet, il formule et met en œuvre la stratégie de TI, en veillant à la sécurité des systèmes et des données et à la mise en œuvre d'une infrastructure, d'une gouvernance et d'une responsabilité communes. Le programme offre également des services communs à l'échelle de la FPO, tels que les services d'hébergement, la gestion des services et les fonctions réseau.

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**PROGRAMME DES SERVICES ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1821**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>
Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 3)
Traitements et salaires..... 108 332 541	Matériel de technologie de l'information..... 41 837 648
Avantages sociaux..... 14 588 402	Logiciels d'application de gestion - coûts relatifs aux immobilisations..... 3 081 341
Transports et communications..... 28 755 861	<u>44 918 989</u>
Services..... 222 620 995	
Fournitures et matériel..... 8 846 312	
383 144 111	
Moins : recouvrements..... 370 782 948	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>
<u>12 361 163</u>	<b>– PROGRAMME DES SERVICES</b>
	<b>ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE</b>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	<b>DE L'INFORMATION..... <u>44 918 989</u></b>
<b>– PROGRAMME DES SERVICES</b>	
<b>ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE</b>	
<b>DE L'INFORMATION..... <u>12 361 163</u></b>	
<b>CHARGES D'IMMOBLISATIONS</b>	
Services organisationnels d'information et de technologie de l'information (Poste 2)	
Services..... 10 014 823	
<u>10 014 823</u>	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 42 897 233	
42 897 233	
Moins: Recouvrements..... 42 896 233	
<u>1 000</u>	
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBLISATIONS) –</b>	
<b>– PROGRAMME DES SERVICES</b>	
<b>ORGANISATIONNELS DE TECHNOLOGIE</b>	
<b>DE L'INFORMATION..... <u>10 015 823</u></b>	

**MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET DES SERVICES  
AUX CONSOMMATEURS**

**ÉTAT DES RECETTES**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Travaux statistiques.....	513 164	424 847
	<u>513 164</u>	<u>424 847</u>
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....</b>	<b>2 192 442</b>	<b>2 648 074</b>
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Loi sur les sûretés mobilières.....	63 230 127	61 496 039
Constitutions en sociétés.....	26 603 214	26 255 286
Loi sur les statistiques de l'état civil.....	18 296 204	18 261 504
Loi sur les noms commerciaux.....	9 571 051	9 561 821
Recherches et certificats.....	8 637 966	7 846 453
Loi sur le mariage.....	3 007 581	2 942 700
Loi sur les organismes d'application délégués.....	2 828 709	2 776 635
Loi sur le changement de nom.....	1 746 114	1 739 574
Loi sur les sociétés en commandite.....	847 216	859 897
Certificat d'authenticité.....	830 449	855 956
Loi de concernant les prêts sur salaire.....	682 218	728 658
Commissaire aux affidavits.....	499 417	463 199
Permis extraprovinciaux.....	129 847	161 181
Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette.....	19 797	23 530
Déclarations annuelles obligatoires.....	1 745	3 117
Autres.....	968 994	786 687
	<u>137 900 649</u>	<u>134 762 237</u>
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS.....</b>	<b>25 680</b>	<b>4 600</b>
<b>REDEVANCES.....</b>	<b>43</b>	<b>50</b>
<b>VENTES ET LOCATIONS</b>		
Publications Ontario – Ventes.....	1 474 893	1 597 025
Autres.....	104 490 061	120 065
	<u>105 964 954</u>	<u>1 717 090</u>
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....</b>	<b>20 013 176</b>	<b>124 463</b>
<b>DIVERS</b>		
Intérêt.....	12 390	10 616
Autres.....	5 343 848	2 603 574
	<u>5 356 238</u>	<u>2 614 190</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u>271 966 346</u></b>	<b><u>142 295 551</u></b>





# LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-368
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-370
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	2-373
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....	2-377
SERVICES CORRECTIONNELS.....	2-381
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	2-385
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	2-387
PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE.....	2-389
POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.....	2-392
FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	2-394
SERVICE D'INSPECTION.....	2-396
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME.....	2-397
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU.....	
DE LA LOI (L).....	2-372, 2-376, 2-380, 2-384, 2-390
ÉTAT DES RECETTES.....	2-399

**LE MINISTÈRE DU SOL LICITEUR GENERAL**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

2018-2019	PROGRAMMES	2019-2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
177 098 272	Administration du ministère	182 468 187	183 666 304
316 964 661	Division de la sécurité publique	315 935 300	315 142 832
1 159 148 610	Police provinciale de l'Ontario	1 167 666 900	1 167 600 398
986 038 712	Services correctionnels	1 023 509 900	1 022 865 549
78 652 236	Services technologiques pour la justice	95 748 200	95 598 903
815 398	Organismes, conseils et commissions	881 800	756 867
82 847 269	Planification et gestion des situations d'urgence	83 458 500	83 366 835
7 996 509	Politiques stratégiques, recherche et innovation	7 698 900	7 486 397
25 037 279	Formation en matière de sécurité publique	25 982 000	25 941 743
0	Service d'inspection	1 000	0
3 553 800	Direction générale de l'action contre le racisme	3 587 000	3 581 053
<b>2 838 152 746</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>2 906 937 687</b>	<b>2 906 006 883</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Division de la sécurité publique	2 000	0
0	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
0	Services technologiques pour la justice	2 000	0
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	0
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000	0
0	Formation en matière de sécurité publique	2 000	0
0	Service d'inspection	2 000	0
0	Direction générale de l'action contre le racisme	2 000	0
<b>0</b>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>21 000</b>	<b>0</b>

**LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019	PROGRAMMES	2019-2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
2 149 100	Administration du ministère	2 245 500	2 181 135
18 678 658	Division de la sécurité publique	22 094 900	21 962 082
37 893 032	Police provinciale de l'Ontario	37 704 700	37 165 651
63 205 748	Services correctionnels	52 143 500	50 392 669
1 838 481	Services technologiques pour la justice	1 837 700	1 838 481
99 389	Planification et gestion des situations d'urgence	244 800	133 832
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	2 000	0
2 278 188	Formation en matière de sécurité publique	923 300	876 495
<b>126 142 596</b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>117 196 400</b>	<b>114 550 345</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
383 504	Division de la sécurité publique	1 000 400	923 739
40 548 015	Police provinciale de l'Ontario	122 689 400	118 484 329
13 617 782	Services correctionnels	14 392 500	4 914 233
0	Services technologiques pour la justice	156 428 000	0
0	Planification et gestion des situations d'urgence	5 700 000	5 494 166
0	Politiques stratégiques, recherche et innovation	1 000	0
0	Formation en matière de sécurité publique	1 000	0
<b>54 549 301</b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE</b>	<b>300 213 300</b>	<b>129 816 467</b>

**LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2601</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	145 439 400	19 442 600	164 882 000	Administration du ministère..... 163 862 139
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	32 346		32 346	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 29 121
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 19 635 744
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 90 000
	<u>145 570 587</u>	<u>19 442 600</u>	<u>165 013 187</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b> <b>- D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b> <u>183 666 304</u>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)</b> <b>- D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b> <u>0</u>

**LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2601</b>				
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
2	2 930 000	(686 500)	2 243 500	Renouvellement des installations..... 2 181 135
5	1 000		1 000	Administration du ministère – charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
	<u>2 932 000</u>	<u>(686 500)</u>	<u>2 245 500</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b> <u>2 181 135</u>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
4	1 000		1 000	Administration du ministère..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b> <u>0</u>

**Description du programme :**

Le programme offre une grande variété de services de gestion relatifs à l'administration générale du ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, contrôle financier, approvisionnement et amélioration opérationnelle, communications, services juridiques et gestion des installations. Le programme partage les services du secteur de la justice en matière d'accès à l'information, de services en français et de vérification interne.

**LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Locaux – Frais de location</i>		
Traitements et salaires.....		28 797 907	Services.....	112 516 561	
Avantages sociaux.....		3 859 667			112 516 561
Transports et communications.....		598 859	<i>Modernization</i>		
Services.....		130 425 563	Traitements et salaires.....	5 582 123	
Fournitures et matériel.....		180 143	Avantages sociaux.....	699 547	
		163 862 139	Transports et communications.....	69 583	
			Services.....	184 953	
			Fournitures et matériel.....	14 009	
					6 550 214
			<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitement versé au ministre en vertu		
Traitements et salaires.....	4 281 125		<i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		49 301
Avantages sociaux.....	849 498		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu		
Transports et communications.....	141 861		<i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>		29 121
Services.....	421 316		Autres opérations		
Fournitures et matériel.....	9 499		Paiements effectués en vertu de la		
		5 703 299	<i>Loi sur l'administration financière.....</i>		19 635 744
			Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
			<i>l'administration financière</i>		90 000
					19 804 166
<i>Services ministériels</i>			<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
Traitements et salaires.....	15 638 342		<b>ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>		183 666 304
Avantages sociaux.....	1 847 990		<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>		
Transports et communications.....	261 969		<i>Renouvellement des installations (Poste 2)</i>		
Services.....	9 891 296		Services.....	772 591	
Fournitures et matériel.....	81 581		Fournitures et matériel.....	229 946	
		27 721 178	Autres opérations		
			Investissements dans les immobilisations.....	1 178 598	
					2 181 135
<i>Services de communication</i>			<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) -</b>		
Traitements et salaires.....	3 274 086		<b>ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>		2 181 135
Avantages sociaux.....	460 641				
Transports et communications.....	28 906				
Services.....	352 630				
Fournitures et matériel.....	51 527				
		4 167 790			
<i>Services juridiques</i>					
Traitements et salaires.....	22 231				
Avantages sociaux.....	1 992				
Transports et communications.....	96 540				
Services.....	7 058 808				
Fournitures et matériel.....	23 527				
		7 203 098			

**LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2603</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
1	593 500	84 300	677 800	
5	281 747 400	( 63 300)	281 684 100	
6	2 672 300	2 354 100	5 026 400	
7	28 320 100	226 900	28 547 000	
	<u>313 333 300</u>	<u>2 602 000</u>	<u>315 935 300</u>	
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>				
4	2 000		2 000	
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	
<b>DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>				
Division de la sécurité publique –				
				Bureau du sous-ministre adjoint..... 657 582
				Direction des relations extérieures..... 280 924 290
				Services privés de sécurité et d'enquête 5 025 348
				Centre des sciences judiciaires..... 28 535 612
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>				
– DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE				<u>315 142 832</u>
Division des programmes de sécurité				
				publique et des politiques..... 0
<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)</b>				
– DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE				<u>0</u>

**LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2603</b>				
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
9	21 425 500		21 425 500	Division de la sécurité publique..... 21 337 667
L	752 600	( 83 200)	669 400	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 624 416
	<u>22 178 100</u>	<u>( 83 200)</u>	<u>22 094 900</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>– DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE</b> <u>21 962 082</u>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
8	1 000 400		1 000 400	Division de la sécurité publique..... 923 739
	<u>1 000 400</u>		<u>1 000 400</u>	<b>TOTAL (BIENS D'IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>– DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE</b> <u>923 739</u>

**Description du programme :**

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires des services de police et des collectivités afin de promouvoir la sécurité communautaire et le bien-être. Elle a notamment les activités suivantes : analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; surveillance de l'industrie des services privés de sécurité et d'enquête; élaboration de normes et de lignes directrices sur les services de police; surveillance et inspection des services de police; administration des subventions pour la sécurité communautaire; soutien aux opérations axées sur le renseignement; gestion des nominations provinciales et du Système de sélection des agents de police; mise en œuvre du système de gestion des enquêtes importantes; application de la Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux, qui remplace la Loi sur la Société de protection des animaux de l'Ontario; administration des ententes de financement avec les collectivités des Premières nations et le gouvernement fédéral pour soutenir les services policiers des Premières Nations en Ontario.





---

**LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL**  
**DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603**  
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

---

\$

**BIENS IMMOBILISÉS**

Division de la sécurité publique (Poste 8)

Machines et équipement- coûts relatifs aux immobilisations.....	923 739
	<u>923 739</u>
<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....</b>	<b><u>923 739</u></b>

**LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2604</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO</b>	
1	169 412 500	27 288 300	196 700 800	Services ministériels et stratégiques..... 196 699 521
2	7 167 300	(1 166 400)	6 000 900	Bureau du contrôleur des armes à feu..... 5 991 268
3	145 043 700	7 384 100	152 427 800	Enquêtes et crime organisé..... 152 426 790
4	734 876 700	29 548 800	764 425 500	Services régionaux et circulation..... 764 424 444
5	64 965 700	(17 398 800)	47 566 900	Gestion du parc automobile..... 47 566 633
L	1 000	544 000	545 000	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i> ..... 491 743
	<u>1 121 466 900</u>	<u>46 200 000</u>	<u>1 167 666 900</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO... 1 167 600 399</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>				
6	2 000		2 000	Police provinciale de l'Ontario..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) - POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO..... 0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
8	28 274 900	(1 649 600)	26 625 300	Police provinciale de l'Ontario..... 27 331 868
L	11 878 600	(799 200)	11 079 400	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 10 561 164
	<u>40 153 500</u>	<u>(2 448 800)</u>	<u>37 704 700</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO... 37 893 032</b>

**LE MINISTÈRE DU SOL LICITEUR GENERAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2604</b>				<b>POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
7	122 689 400		122 689 400	Police provinciale de l'Ontario..... 118 484 329
	<u>122 689 400</u>		<u>122 689 400</u>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –</b>
				<b>POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO <u>118 484 329</u></b>

**Description du programme :**

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale offre directement des services de police de première ligne dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières Nations de toute la province, en appliquant le Modèle ontarien de mobilisation et de participation. La Police provinciale enquête sur les crimes concernant l'ensemble de la province et plusieurs paliers de gouvernement, en particulier des affaires de fraude complexes et des activités criminelles organisées. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable d'un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers dans la province. La Police provinciale gère des registres provinciaux spécialisés comme le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV), la lutte contre la traite des personnes et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. Elle se charge également de la surveillance de stratégies provinciales comme celles touchant l'exploitation des enfants, les cas de fraudes graves et la lutte contre les bandes de motards. De plus, conformément à son mandat provincial, la Police provinciale réalise des enquêtes dans le domaine de la lutte anti-terrorisme et de la cybercriminalité, fournit un soutien en matière de services d'urgence, est responsable de la sécurité pour les événements internationaux très médiatisés, et offre des services spécialisés de sécurité et de protection pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

**LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL**  
**POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
Services ministériels et stratégiques (Poste 1)		Gestion du parc automobile (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	127 978 188	Transports et communications.....	53,365
Avantages sociaux.....	12 002 004	Services.....	26,101,408
Transports et communications.....	15 887 011	Fournitures et matériel.....	24,279,619
Services.....	30 885 540		<u>50,434,392</u>
Fournitures et matériel.....	11 085 714	Moins : Recouvrements.....	2,867,759
	<u>197 838 457</u>		<u>47,566,633</u>
Moins : Recouvrements.....	1 138 936		
	<u>196 699 521</u>		
Bureau du contrôleur des armes à feu (Poste 2)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	3 488 013	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	351 821	Paievements en vertu de la	
Transports et communications.....	66 369	<i>Loi sur les services policiers</i> .....	491 743
Services.....	2 048 817		<u>491 743</u>
Fournitures et matériel.....	36 248		
	<u>5 991 268</u>		
Enquêtes et crime organisé (Poste 3)		<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
Traitements et salaires.....	123 217 692	<b>POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....</b>	
Avantages sociaux.....	9 788 094	<b><u>1 167 600 398</u></b>	
Transports et communications.....	5 720 087		
Services.....	13 989 367	<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
Fournitures et matériel.....	2 463 493	Police provinciale de l'Ontario (Poste 8)	
	<u>155 178 733</u>	Services.....	3 978 770
Moins : Recouvrements.....	2 751 943	Autres opérations	
	<u>152 426 790</u>	Investissements dans	
		les immobilisations.....	21,784,502
		Perte due à l'aliénation	
		des actifs.....	364 341
			<u>22 148 843</u>
			<u>26 127 612</u>
Services régionaux et circulation (Poste 4)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	655 187 800	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	112 735 370	Amortissement – <i>Loi sur l'administration</i>	
Transports et communications.....	6 314 455	<i>financière</i> .....	11 038 038
Services.....	19 482 507		<u>11 038 038</u>
Fournitures et matériel.....	6 397 835		
	<u>800 117 967</u>		
Moins : Recouvrements.....	35 693 523		
	<u>764 424 444</u>		
		<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>	
		<b>POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....</b>	<b><u>37 165 650</u></b>

---

**LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL**  
**POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

\$

**BIENS IMMOBILISÉS**

Police provinciale de l'Ontario (Poste 7)

Immeubles – partenariats publics-privés.....	106 136 737
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations.....	7 545 422
Matériel de technologie de l'information.....	2 332 683
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations.....	1 041 844
Avions - coûts relatifs aux immobilisations.....	1 427 642
	<u>118 484 328</u>
<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO.....</b>	<b><u><u>118 484 328</u></u></b>

**LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2605</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
1	26 475 000	( 4 166 900)	22 308 100	Soutien opérationnel..... 22 274 607
2	10 096 200	3 227 800	13 324 000	Formation du personnel..... 13 119 531
3	767 863 000	89 042 000	856 905 000	Services en établissement..... 856 893 142
4	126 127 300	389 100	126 516 400	Services communautaires..... 126 127 176
5	3 617 800	838 600	4 456 400	Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels..... 4 451 093
	<u>934 179 300</u>	<u>89 330 600</u>	<u>1 023 509 900</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS..... 1 022 865 549</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>				
7	2 000		2 000	Services correctionnels..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS..... 0</b>

**LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2605</b>				
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				<b>PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS</b>
6	83 679 700	( 35 383 300)	48 296 400	Établissements correctionnels.....
				Services en établissement – charges
10	1 000	1 262 000	1 263 000	liées aux biens immobilisés.....
				Services communautaires – charges
11	1 000		1 000	liées aux biens immobilisés.....
				Amortissement – Services en
				établissement – <i>Loi sur</i>
L	2 213 900	369 200	2 583 100	<i>l'administration financière</i> .....
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS.....</b>
	<b>85 895 600</b>	<b>( 33 752 100)</b>	<b>52 143 500</b>	<b>50 392 669</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
8	14 392 500		14 392 500	Services en établissement.....
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) PROGRAMME DES SERVICES – CORRECTIONNELS.....</b>
	<b>14 392 500</b>		<b>14 392 500</b>	<b>4 914 233</b>

**Description du programme:**

Le ministère du Solliciteur général est déterminé à réformer le système correctionnel pour adultes de l'Ontario de manière à accroître l'efficacité, à renforcer les résultats à long terme et à améliorer l'expérience du personnel de première ligne. Ces objectifs seront atteints par l'utilisation de la technologie pour automatiser et numériser les processus opérationnels, la mise en place de solutions de remplacement à l'incarcération, l'élaboration de ressources pour mieux soutenir le personnel et la mise en œuvre de mécanismes de gouvernance et d'examen. La réforme des services correctionnels de l'Ontario contribuera à créer un système de justice pénale intégré, efficace et durable soutenant la prévention et une réinsertion réussie, tout en protégeant la sécurité publique.



**LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GÉNÉRAL**  
**PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
Soutien opérationnel (Poste 1)		Services communautaires (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	15 237 493	Traitements et salaires.....	92 530 270
Avantages sociaux.....	2 097 344	Avantages sociaux.....	16 052 269
Transports et communications.....	737 904	Transports et communications.....	1 679 212
Services.....	4 483 051	Services.....	10 796 967
Fournitures et matériel.....	4 801 979	Fournitures et matériel.....	735 654
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Programme de travail		Services à la clientèle en	
communautaire.....	884 254	résidences communautaires	
	884 254	ou résidences externes.....	4 332 804
	<u>28 242 025</u>		<u>4 332 804</u>
Moins: Recouvrements.....	5 967 418		<u>126 127 176</u>
	<u>22 274 607</u>		
Formation du personnel (Poste 2)		Surveillance et enquêtes pour les services correctionnels (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	9 358 175	Traitements et salaires.....	3 119 960
Avantages sociaux.....	1 592 736	Avantages sociaux.....	400 219
Transports et communications.....	360 182	Transports et communications.....	76 937
Services.....	1 242 378	Services.....	830 132
Fournitures et matériel.....	566 060	Fournitures et matériel.....	23 845
	<u>13 119 531</u>		<u>4 451 093</u>
Services en établissement (Poste 3)		<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS.....</b>	
Traitements et salaires.....	580 006 432	<b><u>1 022 865 549</u></b>	
Avantages sociaux.....	112 115 920		
Transports et communications.....	4 800 420		
Services.....	74 572 028		
Fournitures et matériel.....	81 832 924		
Paiements de transfert			
Subventions tenant lieu			
d'impôt aux municipalités.....	722 889		
Allocation exceptionnelle aux			
détenus atteints d'un			
handicap permanent.....	9 444		
Programme de sensibilisation			
à la violence.....	101 794		
Programmes de réadaptation			
des délinquants.....	<u>2 730 374</u>		
	3 564 501		
	856 892 225		
Recouvrements.....	917		
	<u>856 893 142</u>		

**LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL**  
**PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
Établissements correctionnels (Poste 6)	
Services.....	14 141 774
Fournitures et matériel.....	104 759
Autres opérations	
Investissements dans les immobilisations.....	32 362 700
	46 609 233
Services en établissement - charges liées aux biens immobilisés (Poste 10)	
Autres opérations.....	1 261 345
	1 261 345
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – Services en établissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	2 522 091
	2 522 091
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS.....</b>	<b>50 392 669</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>	
Services en établissement (Poste 8)	
Immeubles – partenariats publics-privés.....	2 435 195
Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations.....	2 479 038
	4 914 233
<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS.....</b>	<b>4 914 233</b>

**LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2606</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE</b>
1	165 019 800	( 69 271 600)	95 748 200	Services technologiques pour la justice..... 95 598 903
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
	<u>165 019 800</u>	<u>( 69 271 600)</u>	<u>95 748 200</u>	<b>- PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE 95 598 903</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>				
3	2 000		2 000	Services technologiques pour la justice..... 0
				<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)</b>
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>- PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE 0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
5	10 301 000	(10 301 000)	0	Services technologiques pour la justice – charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	29 624 400	(27 786 700)	1 837 700	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 1 838 481
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
	<u>39 925 400</u>	<u>( 38 087 700)</u>	<u>1 837 700</u>	<b>- PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE 1 838 481</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
4	158 658 500	(2 230 500)	156 428 000	Services technologiques pour la justice..... 0
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –</b>
	<u>158 658 500</u>	<u>(2 230 500)</u>	<u>156 428 000</u>	<b>PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE 0</b>

**Description du programme:**

Le programme des Services technologiques pour la justice (STJ) assure le leadership et prodigue des conseils à ses partenaires ministériels en matière de technologie de l'information. Les STJ offrent des solutions et des services technologiques hautement intégrés et complexes, ainsi qu'un soutien opérationnel fiable et efficace. Il agit ainsi conformément à la stratégie générale pour l'information et la technologie de l'information et au Plan stratégique 2020 des STJ, qui concrétisent et soutiennent les priorités et les objectifs opérationnels dans tous les ministères du secteur de la justice. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité, à la gestion des projets et aux services de communications mobiles gouvernementaux.

**LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL**  
**PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Services technologiques pour la justice (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	32 617 762
Avantages sociaux.....	4 426 375
Transports et communications.....	47 041 179
Services.....	105 192 410
Fournitures et matériel.....	95 179
	189 372 905
Moins: Recouvrements.....	93 774 002
	95 598 903
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
<b>PROGRAMME DES SERVICES</b>	
<b>TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....</b>	
	<b>95 598 903</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement, <i>Loi sur l'administration</i>	
<i>financière</i> .....	
	1 838 481
	1 838 481
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>	
<b>PROGRAMME DES SERVICES</b>	
<b>TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....</b>	
	<b>1 838 481</b>

**LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2607</b>				
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
1	905 800	( 24 000)	881 800	
	<u>905 800</u>	<u>( 24 000)</u>	<u>881 800</u>	
				<b>PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS</b>
				Organismes, conseils et commissions..... 756 867
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				– PROGRAMME DES ORGANISMES
				<b>CONSEILS ET COMMISSIONS.. 756,867</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>				
2	2 000		2 000	
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	
				Organismes, conseils et commissions..... 0
				<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)</b>
				– PROGRAMME DES ORGANISMES
				<b>CONSEILS ET COMMISSIONS.. 0</b>

**Description du programme:**

Ce programme assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, comme la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

**LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL**  
**PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	385 832	
Avantages sociaux.....	55 106	
Transports et communications.....	49 803	
Services.....	264 644	
Fournitures et matériel.....	1 482	
	<u>756 867</u>	
 <i>Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario</i>		
Traitements et salaires.....	141 100	
Avantages sociaux.....	20 955	
Transports et communications.....	33 689	
Services.....	217 245	
Fournitures et matériel.....	712	
	<u>413 700</u>	
 <i>Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès</i>		
Traitements et salaires.....	244 732	
Avantages sociaux.....	34 152	
Transports et communications.....	16 115	
Services.....	47 399	
Fournitures et matériel.....	771	
	<u>343 167</u>	
 <b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
<b>PROGRAMME DES ORGANISMES,</b>		
<b>CONSEILS ET COMMISSIONS.....</b>		
	<u><u>756 867</u></u>	

**LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2609</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
5	46 078 200	2 538 100	48 616 300	
				Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario..... 47 384 387
8	38 251 900	(3 409 700)	34 842 200	Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence..... 35 462 882
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				– PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION ET GESTION
	<u>84 330 100</u>	<u>( 871 600)</u>	<u>83 458 500</u>	DES SITUATIONS D'URGENCE <u>82 847 269</u>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>				
3	2 000		2 000	Planification et gestion des situations d'urgence..... 0
				<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)</b>
				– PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION ET GESTION
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	DES SITUATIONS D'URGENCE <u>0</u>





**LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL**  
**PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>		
Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario (Poste 5)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....		18 768 683	Autres opérations		
Avantages sociaux.....		2 073 697	Amortissement, <i>Loi sur l'administration</i>		
Transports et communications.....		756 718	<i>financière</i> .....	133 832	
Services.....		24 246 509		<u>133 832</u>	
Fournitures et matériel.....		650 189			
Paiements de transfert			<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>		
Subventions pour les services judiciaires.....		2 120 000	<b>PROGRAMME DE LA PLANIFICATION</b>		
		<u>48 615 796</u>	<b>ET GESTION DES SITUATIONS</b>		
			<b>D'URGENCE</b> .....	<u><u>133 832</u></u>	
Bureau du commissaire des incendies et de la gestion des situations d'urgence (Poste 8)			<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>		
Traitements et salaires.....		19 641 770	Planification et gestion des situations d'urgence (Poste 6)		
Avantages sociaux.....		3 268 814	Parc automobile et flotte de bateaux		
Transports et communications.....		1 447 439	- couts relatifs aux immobilisations.....		
Services.....		5 938 963		5 494 166	
Fournitures et matériel.....		1 991 452		<u>5 494 166</u>	
Paiements de transfert			<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –</b>		
Subventions pour la			<b>PROGRAMME DE LA PLANIFICATION</b>		
sécurité-incendie.....	2 460 000		<b>ET GESTION DES SITUATIONS</b>		
Subventions pour les opérations			<b>D'URGENCE</b> .....	<u><u>5 494 166</u></u>	
d'urgence.....	2 601				
		2 462 601			
		<u>34 751 039</u>			
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>					
<b>PROGRAMME DE LA PLANIFICATION</b>					
<b>ET GESTION DES SITUATIONS</b>					
<b>D'URGENCE</b> .....		<u><u>83 366 835</u></u>			

**LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2610</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION</b>
1	4 550 800	3 148 100	7 698 900	Politiques stratégiques, recherche et innovation..... 7 486 397
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
	<u>4 550 800</u>	<u>3 148 100</u>	<u>7 698 900</u>	<b>- POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.. 7 486 397</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>				
2	2 000		2 000	Politiques stratégiques, recherche et innovation..... 0
				<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)</b>
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>- POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.. 0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
4	1 000		1 000	Politiques stratégiques, recherche et innovation – charges liées aux biens immobilisés..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>- POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.. 0</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
3	1 000		1 000	Politiques stratégiques, recherche et innovation..... 0
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) -</b>
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.. 0</b>

**Description du programme:**

Cette division est chargée de diriger l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, l'analyse des données, la recherche, la mesure du rendement et les analyses économiques, ainsi que la coordination des activités intergouvernementales dans le secteur de la justice à l'appui des priorités du ministère et du gouvernement.

**LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL**  
**POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION – CRÉDIT 2610**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

\$

<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Politiques stratégiques, recherche et innovation (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	6 209 501
Avantages sociaux.....	857 424
Transports et communications.....	81 557
Services.....	301 352
Fournitures et matériel.....	36 563
	<u>7 486 397</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES STRATÉGIQUES, RECHERCHE ET INNOVATION.....</b>	<b><u><u>7 486 397</u></u></b>

**LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2611</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>
1	25 222 100	759 900	25 982 000	Formation en matière de sécurité publique..... 25 941 743
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE..... 25 941 743</b>
	<u>25 222 100</u>	<u>759 900</u>	<u>25 982 000</u>	
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>				
5	2 000		2 000	Formation en matière de sécurité publique..... 0
				<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE 0</b>
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
7	1 502 000	( 579 700)	922 300	Formation en matière de sécurité publique..... 876 495
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE 876 495</b>
	<u>1 503 000</u>	<u>( 579 700)</u>	<u>923 300</u>	
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
6	1 000		1 000	Formation en matière de sécurité publique..... 0
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE 0</b>
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	

**Description du programme:**

La Division de la formation en matière de sécurité publique a pour mission de soutenir la formation spécialisée du personnel des services de police et des autres agents chargés de la sécurité communautaire afin de satisfaire aux besoins de toutes les collectivités de la province en matière de sécurité publique, de manière durable.

**LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL**  
**PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2611**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
Formation en matière de sécurité publique (Poste 1)			Formation en matière de sécurité publique (Poste 7)	
Traitements et salaires.....		11 153 779	Services.....	876 495
Avantages sociaux.....		1 243 903		<u>876 495</u>
Transports et communications.....		1 203 545		
Services.....		9 741 637		
Fournitures et matériel.....		2 598 879		
		<u>25 941 743</u>		
 <i>Soutien aux entreprises</i>				
Traitements et salaires.....		577 812		
Avantages sociaux.....		66 887		
Transports et communications.....		4 832		
Services.....		20 302		
Fournitures et matériel.....		2 279		
		<u>672 113</u>		
 <i>Collège de police de l'Ontario</i>				
Traitements et salaires.....		10 575 967		
Avantages sociaux.....		1 177 016		
Transports et communications.....		1 198 712		
Services.....		9 721 335		
Fournitures et matériel.....		2 596 600		
		<u>25 269 630</u>		
 <b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>			 <b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>	
<b>PROGRAMME DE FORMATION EN</b>			<b>PROGRAMME DE FORMATION EN</b>	
<b>MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....</b>		<b><u>25 941 743</u></b>	<b>MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.....</b>	
			<b><u>876 495</u></b>	

**LE MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GENERAL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2612</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>SERVICE D'INSPECTION</b>	
2	1 000		1 000	Service d'inspection..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE</b>
				<b>FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME</b>
				<b>DE SERVICE D'INSPECTION..... 0</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>				
5	2 000		2 000	Service d'inspection..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME DE SERVICE</b>
				<b>D'INSPECTION..... 0</b>

**Description du programme:**

La Loi de 2019 sur la sécurité communautaire et les services policiers qui a reçu la sanction royale, mais qui n'est toujours pas en vigueur, prescrit un inspecteur général des services policiers provincial qui travaillera au ministère. L'inspecteur général et le Service d'inspection qui l'appuie ont pour objet de surveiller et de mener les inspections associées à la conformité à la Loi et de traiter certaines plaintes à l'égard des services policiers et des membres de conseils. L'inspecteur général peut émettre des directives et imposer certaines mesures pour régler les problèmes de non-conformité. Ce nouveau rôle améliorera la capacité du ministère d'assurer la conformité à la Loi et à ses règlements d'application, y compris la prestation de services policiers adéquats et efficaces dans l'ensemble de la province.



**LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL**  
**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION CONTRE LE RACISME – CRÉDIT 2610**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Direction générale de l'action contre le racisme (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	2 127 019
Avantages sociaux.....	285 574
Transports et communications.....	34 054
Services.....	462 698
Fournitures et matériel.....	4 783
Paiements de transfert	
Initiatives contre le racisme.....	666 925
	3 581 053
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
<b>    DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACTION</b>	
<b>        CONTRE LE RACISME.....</b>	<b>3 581 053</b>



## LE MINISTÈRE DU SOLICITEUR GENERAL

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Entente sur la surveillance des immigrants.....	12 035 869	12 465 789
Contrôle des armes à feu.....	6 150 000	6 150 000
Les services policiers des Premières nations.....	6 737 968	6 298 966
Entente de placement dans un établissement pénitencier.....	7 848 459	6 478 336
Formation sur la détection des conducteurs dont les facultés sont affaiblies par la drogue et matériel de dépistage de drogues approuvé.....	2 772 964	3 550 643
Entente relative aux services de biologie – SCF.....	3 450 000	3 450 000
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones.....	1 587 240	2 191 321
Fonds pour la lutte contre les bandes criminalisées et les armes à feu.....	2 863 660	1 421 300
Autres.....	643 232	248 058
	<u>44 089 393</u>	<u>42 254 413</u>
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES</b>		
Maintien de l'ordre dans les municipalités.....	300 220 365	275 020 430
Remaniement des services locaux.....	127 338 537	138 317 402
Acquittement – Compte Bell.....	4 882 082	4 955 378
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario.....	3 215 479	2 624 018
Programme d'intervention en cas d'urgence nucléaire.....	1 125 000	1 125 000
Autres.....	2 252 201	2 788 169
	<u>439 033 663</u>	<u>424 830 397</u>
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Droits, permis et autorisations.....	26 918 833	22 210 187
Frais pour chèques refusés.....	245	140
	<u>26 919 078</u>	<u>22 210 327</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS.....	<u>23 454</u>	<u>( 57)</u>
<b>VENTES ET LOCATIONS</b>		
Ventes et locations.....	305 179	376 767
Les Industries Trilcor.....	92 125	205 919
	<u>397 304</u>	<u>582 686</u>
<b>REDEVANCES</b>		
Systèmes de sélection d'agents – Association des chefs de police de l'Ontario.....	121 449	142 273
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>8 785 721</u>	<u>7 671 983</u>
DIVERS.....	<u>334 122</u>	<u>227 015</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u>519 704 184</u></b>	<b><u>497 919 037</u></b>



# MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	PAGE
SOMMAIRE.....	2-402
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-404
TOURISME.....	2-407
SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES.....	2-410
IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....	2-413
CULTURE.....	2-415
FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	2-417
CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS.....	2-419
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-406, 2-409, 2-412, 2-416
ÉTAT DES RECETTES.....	2-421

**MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019 Dépenses réelles \$	PROGRAMMES	2019-2020	
		Crédits autorisés \$	Dépenses réelles \$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
30 513 083	Administration du ministère	29 349 014	29 006 876
129 947 829	Tourisme	106 128 200	105 346 586
59 337 116	Sports, loisirs et programmes communautaires	59 716 400	57 803 918
256 484 462	Culture	234 996 600	234 296 454
100 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	103 497 000	103 497 000
627 822 379	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	735 833 000	735 832 907
<b>1 204 104 869</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>1 269 520 214</b>	<b>1 265 783 741</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
<b>0</b>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE</b>	<b>1 000</b>	<b>0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
0	Administration du ministère	4 000	0
0	Tourisme	2 000	0
0	Sports, loisirs, et communautaires	1 000	0
46 424 435	Immobilisations touristiques et culturelles	96 470 300	65 074 374
0	Culture	2 000	0
<b>46 424 435</b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE</b>	<b>96 479 300</b>	<b>65 074 374</b>

**MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018-2019	PROGRAMMES	2019-2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
	<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>		
0	Administration du ministère	3 000	0
0	Tourisme	14 318 000	0
0	Culture	1 000	0
<b>0</b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE</b>	<b>14 322 000</b>	<b>0</b>

**MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3801</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	25 814 700	3 470 300	29 285 000	Administration du ministère..... 28 921 187
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 36 388
	<u>25 878 714</u>	<u>3 470 300</u>	<u>29 349 014</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 29 006 876</b>
<b>ACTIFS DE FONCTIONNEMENT</b>				
10	1 000		1 000	Débiteurs... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIFS DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
3	4 000		4 000	Administration du ministère..... 0
L	2 000		2 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière..... 0
	<u>6 000</u>		<u>6 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>

**MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
2	3 000		3 000	Administration du ministère..... 0
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>
	<b>3 000</b>		<b>3 000</b>	<b>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>

**Description du programme:**

Le Programme d'administration du ministère comprend les bureaux du ministre, de l'adjoint parlementaire et du sous-ministre ainsi que la Division des services régionaux et ministériels et la Direction des communications. Le programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, services juridiques, ressources humaines, soutien aux programmes régionaux, politiques stratégiques, planification générale et budgétaire, activités de contrôle financier, solutions technologiques et opérationnelles, etc.). Certains secteurs offrent du soutien à plusieurs ministères et à leurs organismes.

**MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services régionaux et soutien ministériel</i>		
Traitements et salaires.....		14 738 182	Traitements et salaires.....	4 472 944	
Avantages sociaux.....		2 117 394	Avantages sociaux.....	910 883	
Transports et communications.....		304 846	Transports et communications.....	133 555	
Services.....		11 568 063	Services.....	1 503 750	
Fournitures et matériel.....		192 702	Fournitures et matériel.....	161 157	
		<u>28 921 187</u>			<u>7 182 289</u>
<i>Bureau principal</i>			<i>Ressources humaines</i>		
Traitements et salaires.....	2 543 471		Traitements et salaires.....	1 621 965	
Avantages sociaux.....	314 826		Avantages sociaux.....	66 567	
Transports et communications.....	106 592		Transports et communications.....	12 072	
Services.....	227 621		Services.....	93 662	
Fournitures et matériel.....	9 505		Fournitures et matériel.....	1 427	
		<u>3 202 015</u>			<u>1 795 693</u>
<i>Services de communication</i>			<i>Services financiers et de vérification</i>		
Traitements et salaires.....	2 442 413		Traitements et salaires.....	1 850 777	
Avantages sociaux.....	300 856		Avantages sociaux.....	320 704	
Transports et communications.....	10 813		Transports et communications.....	15 871	
Services.....	4 978 527		Services.....	23 469	
Fournitures et matériel.....	8 049		Fournitures et matériel.....	2 831	
		<u>7 740 658</u>			<u>2 213 652</u>
<i>Technologie de l'information</i>			<i>Politiques et planification globales</i>		
Services.....	2 503 163		Traitements et salaires.....	1 806 612	
		<u>2 503 163</u>	Avantages sociaux.....	203 557	
<i>Services juridiques</i>			Transports et communications.....	11 966	
Transports et communications.....	13 977		Services.....	27 657	
Services.....	2 210 214		Fournitures et matériel.....	2 543	
Fournitures et matériel.....	7 189				<u>2 052 335</u>
		<u>2 231 380</u>	<i>Crédits législatifs</i>		
			Traitements versés aux ministres en vertu		
			de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
			Traitements versés aux adjoints parlementaires		
			en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		36 388
					<u>85 689</u>
			<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
			<b>ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>		
					<u><u>29 006 876</u></u>



**MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3802</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DU TOURISME</b>
1	105 477 200	650 000	106 127 200	Tourisme..... 104 970 514
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 376 072
	<u>105 478 200</u>	<u>650 000</u>	<u>106 128 200</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DU TOURISME... 105 346 586</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
3	1 000		1 000	Tourisme..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DU TOURISME... 0</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
2	14 318 000		14 318 000	Tourisme..... 0
	<u>14 318 000</u>		<u>14 318 000</u>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DU TOURISME..... 0</b>

---

**MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme:**

Le Programme du tourisme a pour objectif d'appuyer et de stimuler la compétitivité de l'industrie touristique de l'Ontario.

Le ministère travaille en collaboration avec les associations et partenaires touristiques pour développer et renforcer l'industrie touristique de la province et pour promouvoir l'Ontario dans le monde entier comme destination de choix offrant des activités toute l'année. En particulier, il soutient les treize organismes de tourisme régionaux et les festivals et autres manifestations dans toute la province, définit les possibilités de développement et d'investissements touristiques et offre de la recherche stratégique afin que les intervenants du secteur touristique demeurent bien informés sur les tendances, les enjeux et les attentes des visiteurs.

Le ministère exploite deux attractions et supervise les activités et les responsabilités d'organismes qui favorisent le tourisme, la croissance économique et la création d'emplois. Les attractions et les organismes à vocation touristique du ministère sont les intendants des lieux historiques, des espaces verts et des parcs dans les régions de tout l'Ontario, et offrent une large gamme de programmes d'éducation, de loisirs, de culture et de divertissement à l'intention des résidents et des visiteurs.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DU TOURISME – CRÉDIT 3802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Tourisme (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		12 776 998
Avantages sociaux.....		1 865 945
Transports et communications.....		133 613
Services.....		3 347 574
Fournitures et matériel.....		1 163 301
Paiements de transfert		
Subventions à l'appui du développement des investissements touristiques	476 815	
Subventions à l'appui du Programme de sollicitation et de soutien pour les événements et les festivals.....	19 477 242	
Subventions pour les régions touristiques.....	23 532 997	
Société du Partenariat ontarien de marketing touristique.....	32 987 500	
Société d'exploitation de la Place l'Ontario.....	2 076 167	
Commission des parcs du Saint-Laurent.....	7 132 362	
		<u>85 683 083</u>
		<u>104 970 514</u>
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> .....		376 072
		<u>376 072</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TOURISME.....</b>		<b><u><u>105 346 586</u></u></b>

**MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3803</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES</b>
1	59 115 400	600 000	59 715 400	Sports, loisirs et programmes communautaires..... 57 714 140
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 89 778
	<u>59 116 400</u>	<u>600 000</u>	<u>59 716 400</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES..... 57 803 918</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
3	1 000		1 000	Sports, loisirs et programmes communautaires..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES..... 0</b>

---

**MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme:**

Les programmes des sports et des loisirs et les programmes communautaires du ministère œuvrent à améliorer les expériences de la population ontarienne dans la pratique des sports et l'activité physique et à soutenir la formation d'athlètes de haut niveau dont les réalisations sont une source d'inspiration pour les gens de tout l'Ontario et du Canada.

Le soutien du ministère au « sport amateur » est axé sur la participation, la formation et l'excellence d'athlètes de tous âges et de tous niveaux.

Le ministère gouverne les intérêts de l'Ontario en matière de loisirs par les activités suivantes : financer des partenaires clés pour l'exécution de projets qui améliorent la pratique de l'activité physique, avec des soutiens ciblés vers la mobilisation des collectivités autochtones, et qui offrent des programmes après l'école aux enfants et aux jeunes; coordonner les intérêts provinciaux relatifs aux sentiers, aux parcs, aux espaces ouverts et aux ressources récréatives aquatiques.

Le ministère assume également la surveillance et la responsabilité des sports de combat amateurs et professionnels et travaille pour faire de l'Ontario un chef de file de la sécurité dans le sport.

Par l'entremise du Secrétariat des distinctions et prix de l'Ontario, le ministère reconnaît également les contributions et les réalisations exceptionnelles des Ontariennes et des Ontariens.

**MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT**  
**SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES – CRÉDIT 3803**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Sports, loisirs et programmes communautaires (Poste 1)		
Traitments et salaires.....		5 645 339
Avantages sociaux.....		732 279
Transports et communications.....		268 114
Services.....		1 729 984
Fournitures et matériel.....		71 003
Paiements de transfert		
Sport et perfectionnement		
des athlètes.....	27 543 214	
Programmes pour les jeunes....	15 769 980	
Distinctions et des prix.....		
Programmes pour		
les Autochtones.....	3 014 353	
Fonds ontarien d'action		
communautaire pour les		
sports et les loisirs.....	2 939 874	
		<u>49 267 421</u>
		<u>57 714 140</u>
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables –		
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>		89 778
		<u>89 778</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
<b>SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES</b>		
<b>COMMUNAUTAIRES.....</b>		<b><u>57 803 918</u></b>

**MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3804</b>				
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
				<b>PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES</b>
1	68 870 300	27,600,000	96 470 300	Immobilisations touristiques et culturelles.....
				65 074 374
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....</b>
	<b>68 870 300</b>	<b>27 600 000</b>	<b>96 470 300</b>	<b>65 074 374</b>

**Description du programme:**

Le ministère réalise des investissements dans des immobilisations pour les secteurs dont il est responsable. Ces investissements répondent à des besoins de réparations et de rénovations, stimulent la compétitivité et la durabilité et aident l'Ontario à améliorer l'expérience des visiteurs et le caractère attrayant de la province comme destination auprès des voyageurs de la région, du pays et de l'étranger.

Le ministère dirige l'aménagement du site de la Place de l'Ontario pour en faire une destination de classe mondiale accessible à l'année qui attirera les visiteurs régionaux, provinciaux et de l'étranger – grâce à de possibles incontournables comme des attractions dans les domaines du sport et du divertissement ainsi que des commerces.

**MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT**  
**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES – CRÉDIT 3804**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>		
Immobilisations touristiques et culturelles (Poste 1)		
Services.....		4 653 858
Fournitures et matériel.....		238 976
Paiements de transfert		
subventions a l'appui des sports		
et des loisirs.....	11 600 000	
Réparations et rénovations -		
immobilisations.....	25 190 192	
Subventions pour la culture.....	22 000 000	
Revitalisation de la Place		
de l'Ontario.....	<u>1 391 348</u>	
		<u>60 181 540</u>
		<u>65 074 374</u>
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>		
<b>PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS</b>		
<b>TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....</b>		<u><u>65 074 374</u></u>



**MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3805</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE LA CULTURE</b>
1	235 295 600	( 300 000)	234 995 600	Culture..... 234 198 169
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
	<u>235 296 600</u>	<u>( 300 000)</u>	<u>234 996 600</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LA CULTURE..... 234 198 169</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
3	1 000		1 000	Programme de la culture..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE LA CULTURE 0</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
2	1 000		1 000	Programme de la culture..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) - PROGRAMME DE LA CULTURE..... 0</b>

**Description du programme :**

Le programme de la culture encourage et soutient l'industrie des arts et de la culture, protège le patrimoine de l'Ontario, veille au développement du réseau de bibliothèques publiques et aide les organismes culturels afin d'optimiser leur contribution au bien-être social, culturel et économique de l'Ontario. Le ministère fournit du soutien et des conseils aux municipalités, aux Premières nations, aux comités municipaux du patrimoine et à d'autres groupes participant aux efforts de conservation et de protection du patrimoine ou à la planification culturelle.

Par des investissements stratégiques dans les industries de la culture faisant partie du groupement de la création et du divertissement, le ministère soutient l'innovation, encourage la création d'emplois hautement qualifiés et contribue au renforcement de l'avantage concurrentiel de l'Ontario dans l'économie du savoir.

## MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

## PROGRAMME DE LA CULTURE – CRÉDIT 3805

## Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		8 156 043
Avantages sociaux.....		1 217 775
Transports et communications.....		78 364
Services.....		1 735 247
Fournitures et matériel.....		23 975
Paiements de transfert		
Musée des beaux-arts		
de l'Ontario.....	21 072 300	
Soutien au secteur des arts.....	7 269 600	
Soutien au secteur du		
patrimoine.....	5 949 766	
Soutien au secteur des		
bibliothèques.....	24 607 982	
Collection McMichael		
d'art canadien.....	3 334 995	
Conseil des arts de l'Ontario.....	59 937 400	
Fiducie du patrimoine ontarien..	3 809 300	
Services des bibliothèques		
de l'Ontario – Nord.....	1 000 000	
Société de développement		
de l'industrie des		
médias de l'Ontario.....	29 953 223	
Fonds ontarien de promotion		
de la musique.....	7 000 000	
Centre des sciences de		
l'Ontario.....	19 372 377	
Jardins botaniques royaux.....	4 044 328	
Musée royal de l'Ontario.....	27 289 018	
Science Nord.....	6 846 476	
Services des bibliothèques		
de l'Ontario – Sud.....	1 500 000	
		<u>222 986 765</u>
		<u>234 198 169</u>
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Créances irrécouvrables –		
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>		98 285
		<u>98 285</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
<b>PROGRAMME DE LA CULTURE.....</b>		<u><u>234 296 454</u></u>

**MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3806</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
1	103,497,000		103,497,000	
				Fondation Trillium de l'Ontario..... 103,497,000
				<b>TOTAL (CHARGES DE</b>
				<b>FONCTIONNEMENT) -</b>
				<b>PROGRAMME DE LA</b>
				<b>FONDATION TRILLIUM DE</b>
	<u>103,497,000</u>		<u>103,497,000</u>	<b>L'ONTARIO..... 103,497,000</b>

**Description du programme :**

La Fondation Trillium de l'Ontario est l'une des plus importantes fondations subventionnaires de bienfaisance au Canada. Sa mission est de bâtir des collectivités saines et dynamiques dans tout l'Ontario en renforçant la capacité du secteur bénévole, par des investissements dans des initiatives communautaires.

**MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT**  
**PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3806**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario.....	103 497 000
	<u>103 497 000</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
<b>PROGRAMME DE LA FONDATION</b>	
<b>TRILLIUM DE L'ONTARIO.....</b>	<b><u>103 497 000</u></b>

**MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>3808</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
1	614 141 200	121 691 800	735 833 000	
	<u>614 141 200</u>	<u>121 691 800</u>	<u>735 833 000</u>	
				<b>PROGRAMME DES CRÉDITS                  D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES                  MÉDIAS CULTURELS</b>
				Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels.....
				<u>735 832 907</u>
				<b>TOTAL (CHARGES DE                  FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME                  DES CRÉDITS D'IMPÔT DE                  DE L'ONTARIO POUR LES                  MÉDIAS CULTURELS.....</b>
				<u>735 832 907</u>

**Description du programme**

Les crédits d'impôt pour les médias culturels de l'Ontario procurent des incitatifs et du soutien aux entreprises établies en Ontario pour la production de films, de programmes télévisuels et de produits multimédias interactifs numériques ou de livres en Ontario. Ces crédits d'impôt aident à stimuler la création et l'investissement dans les industries créatives de la province.

L'Agence du revenu du Canada administre le programme au nom de l'Ontario par l'entremise du système d'imposition fédéral.

**MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT**  
**PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS – CRÉDIT 3808**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition.....	4 886 900
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques....	62 801 556
Crédits d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne....	262 397 695
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques.....	78 535 888
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les services de production.....	326 878 200
Crédit d'impôt de l'Ontario pour l'enregistrement sonore.....	332 668
	<u>735 832 907</u>
	<u>735 832 907</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS.....</b>	<b><u><u>735 832 907</u></u></b>

## MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019

	2020	2019
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral.....	1 201 128	1,912,556
	<u>1 201 128</u>	<u>1,912,556</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Vieux Fort William.....	353 256	442 130
Autre.....	145 644	259 693
	<u>498 900</u>	<u>701 823</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Parcs historiques de la Huronia.....	850 713	810 778
Vieux Fort William.....	243 663	272 815
	<u>1 094 376</u>	<u>1 083 593</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>4 890 244</u>	<u>1 982 289</u>
DIVERS.....	<u>15 983</u>	<u>435 995</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u><u>7 700 631</u></u></b>	<b><u><u>6 116 256</u></u></b>





# MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-424
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-426
POLITIQUES ET PLANIFICATION.....	2-430
SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE.....	2-433
GESTION DES ROUTES PROVINCIALES.....	2-436
GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS.....	2-440
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-428 2-435, 2-438, 2-439
ÉTAT DES RECETTES.....	2-443

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019	PROGRAMMES	2019–2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
53 995 748	Administration du ministère	52 649 914	49 567 915
438 361 944	Politiques et planification	508 675 300	458 378 371
129 569 826	Sécurité des usagers de la route	125 867 300	120 762 710
564 751 495	Gestion des routes provinciales	582 068 500	566 476 886
60 791 136	Groupement du travail et des transports	60 899 400	58 636 824
<b>1 247 470 149</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	<b>1 330 160 414</b>	<b>1 253 822 706</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Politiques et planification	1 000	0
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
0	Gestion des routes provinciales	1 000	0
0	Groupement du travail et des transports	1 000	0
<b>0</b>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>	<b>6 000</b>	<b>0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
203 352	Administration du ministère	601 000	208 175
3 744 367 374	Politiques et planification	4 532 456 500	4 098 678 065
20 567 827	Sécurité des usagers de la route	21 281 100	20 809 271
1 058 824 105	Gestion des routes provinciales	1 123 530 700	1 090 097 672
<b>4 823 962 658</b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>	<b>5 677 869 300</b>	<b>5 209 793 183</b>

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019	PROGRAMMES	2019–2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>			
15 838 309	Administration du ministère	16 608 100	11 753 992
0	Politiques et planification	1 000	0
18 382 461	Sécurité des usagers de la route	34 074 400	26 785 505
1 825 734 723	Gestion des routes provinciales	2 222 588 100	2 037 425 798
<b>1 859 955 493</b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>	<b>2 273 271 600</b>	<b>2 075 965 295</b>

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2701</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	53 214 600	(629 700)	52 584 900	Soutien opérationnel..... 49 484 757
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de <i>la Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 66 768
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 16 390
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 0
	<u>53 279 614</u>	<u>(629 700)</u>	<u>52 649 914</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 49 567 915</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
2	1 000		1 000	Soutien opérationnel..... 0
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
4	1 000		1 000	Administration du ministère..... 0
L	600 000		600 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 208 175
	<u>601 000</u>		<u>601 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 208 175</b>

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2701</b>				
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
3	16 608 100		16 608 100	Administration du ministère..... 11 753 992
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>
				<b>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION</b>
	<u>16 608 100</u>		<u>16 608 100</u>	<b>DU MINISTÈRE..... 11 753 992</b>

**Description du programme :**

Le Programme d'administration du ministère offre de l'orientation et aide le ministère dans l'atteinte de ses objectifs opérationnels. De l'apport de connaissances spécialisées sur la gestion des dépenses à l'appui visant à garantir l'optimisation des ressources humaines, ce programme procure au ministère le soutien professionnel nécessaire à la réalisation de ses objectifs généraux.

Le programme fournit un éventail complet de services, notamment dans les domaines suivants : ressources financières et humaines, gestion et planification, contrôle financier, approvisionnement, communications, gestion des locaux, planification de l'accessibilité et de la diversité, gestion des situations d'urgence et autres fonctions ministérielles. Il administre également le parc de véhicules du gouvernement au nom de l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario.

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
<i>Soutien opérationnel (Poste 1)</i>		<i>Ressources humaines</i>	
Traitments et salaires.....	20 950 815	Traitments et salaires.....	4 050 297
Avantages sociaux.....	2 935 371	Avantages sociaux.....	518 161
Transports et communications.....	460 761	Transports et communications.....	59 413
Services.....	36 574 900	Services.....	149 698
Fournitures et matériel.....	10 937 050	Fournitures et matériel.....	46 326
	<u>71 858 897</u>		<u>4 823 895</u>
Moins : Recouvrements.....	22 374 140		
	<u>49 484 757</u>	<i>Services juridiques</i>	
<i>Bureau principal</i>		Transports et communications.....	19 950
Traitments et salaires.....	4 734 229	Services.....	2 385 208
Avantages sociaux.....	544 395	Fournitures et matériel.....	11 714
Transports et communications.....	153 087	Recouvrements.....	92 541
Services.....	508 810		<u>2 509 413</u>
Fournitures et matériel.....	33 074	<i>Crédits législatifs</i>	
	<u>5 973 595</u>	Traitement versé au ministre en vertu de la	
<i>Services financiers et administratifs</i>		<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	66 768
Traitments et salaires.....	3 795 330	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu	
Avantages sociaux.....	632 198	<i>de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	16 390
Transports et communications.....	64 710		<u>83 158</u>
Services.....	( 74 657)	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
Fournitures et matériel.....	14 961	<b>ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u>49 567 915</u></b>
	<u>4 432 542</u>	<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
<i>Installations et services opérationnels</i>		<i>Crédits législatifs</i>	
Traitments et salaires.....	4 901 895	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	750 741	<i>Amortissement – Loi sur l'administration.....</i>	15 102 321
Transports et communications.....	133 077	Moins : Recouvrements.....	14 894 146
Services.....	33 173 470		<u>208 175</u>
Fournitures et matériel.....	10 797 009	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>	
	<u>49 756 192</u>	<b>ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u>208 175</u></b>
Less: Recoveries.....	22 466 681		
	<u>27 289 511</u>		
<i>Services de communication</i>			
Traitments et salaires.....	3 469 064		
Avantages sociaux.....	489 876		
Transports et communications.....	30 524		
Services.....	432 371		
Fournitures et matériel.....	33 966		
	<u>4 455 801</u>		

---

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

\$	
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>	
Administration du ministère (Poste 3)	
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations.....	11 753 992
	<u>11 753 992</u>
<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u><u>11 753 992</u></u></b>

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2702</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION</b>
1	36 732 700	(93 800)	36 638 900	Politiques et planification..... 33 022 813
2	326 309 400	145 725 000	472 034 400	Transports urbains et régionaux..... 425 355 558
				Financement des transports en commun municipaux, <i>Loi réservant des fonds aux</i>
L	1 000		1 000	<i>transports en commun.....</i> 0
				Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 0
L	1 000		1 000	
	<u>363 044 100</u>	<u>145 631 200</u>	<u>508 675 300</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION..... 458 378 371</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
4	1 000		1 000	Transports urbains et régionaux..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION..... 0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
3	4 740 291 500	(207 835 000)	4 532 456 500	Transports urbains et régionaux..... 4 098 678 065
	<u>4 740 291 500</u>	<u>(207 835 000)</u>	<u>4 532 456 500</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION 4 098 678 065</b>



**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2702</b>				
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
7	1 000		1 000	
				0
				0
	<b>1 000</b>		<b>1 000</b>	
				0
				0

**PROGRAMME DES POLITIQUES  
ET DE LA PLANIFICATION**

Transports urbains et régionaux..... 0

**TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)**

**– PROGRAMME DES POLITIQUES  
ET DE LA PLANIFICATION..... 0**

**Description du programme:**

Le Programme des politiques et de la planification a la responsabilité d'établir les intérêts stratégiques à long terme de la province relativement aux réseaux de transport de l'Ontario, y compris pour le transport en commun. Il élabore des politiques, des plans et des programmes pour soutenir un réseau de transport multimodal efficient et intégré en Ontario.

En vertu de ce mandat, il dirige l'élaboration de stratégies et de politiques d'investissement qui améliorent la circulation et réduisent les embouteillages tout en soutenant l'innovation dans le secteur des transports par la planification et l'élaboration de politiques touchant des tendances émergentes comme les véhicules connectés ou automatisés

Le Programme est également responsable de gérer les relations de la province avec des organismes de la Couronne comme Metrolinx, qui inclut le Réseau GO.

De plus, le Programme s'attache à faire avancer les objectifs stratégiques de l'Ontario en matière de transport avec d'autres ministères, le gouvernement fédéral, d'autres provinces, les municipalités et les collectivités autochtones.

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION – CRÉDIT 2702**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>
Politiques et planification (Poste 1)		Transports urbains et régionaux (Poste 3)
Traitments et salaires.....	20 474 316	Paiements de transfert
Avantages sociaux.....	2 807 723	Transports en commun.....
Transports et communications.....	180 307	4 098 678 065
Services.....	9 515 415	<u>4 098 678 065</u>
Fournitures et matériel.....	45 052	
	<u>33 022 813</u>	
Transports urbains et régionaux (Poste 2)		<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>
Traitments et salaires.....	567 256	<b>PROGRAMME DES POLITIQUES</b>
Avantages sociaux.....	60 306	<b>ET DE LA PLANIFICATION.....</b>
Transports et communications.....	2 835	<u><u>4 098 678 065</u></u>
Services.....	104 693	
Paiements de transfert		
Subventions de fonctionnement		
de Metrolinx.....	420 837 000	
Crédit d'impôt de l'Ontario aux		
personnes âgées pour le		
transport en commun.....	3 469 108	
Subventions pour la participation		
et la sensibilisation.....	314 360	
	<u>424 620 468</u>	
	<u>425 355 558</u>	
Crédits législatifs		
Financement des transports en commun municipaux,		
<i>Loi réservant des fonds aux</i>		
<i>transports en commun.....</i>	372 367 124	
Créances irrécouvrables		
<i>Loi sur l'administration financière .....</i>	0	
	<u>372 367 124</u>	
Moins : Recouvrements.....	372 367 124	
	<u>0</u>	
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
<b>PROGRAMME DES POLITIQUES</b>		
<b>ET DE LA PLANIFICATION.....</b>	<u><u>458 378 371</u></u>	

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2703</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE</b>
1	116 700 400	8 866 900	125 567 300	Sécurité des usagers de la route..... 118 841 577
L	<u>300 000</u>		<u>300 000</u>	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 1 921 133
	<b><u>117 000 400</u></b>	<b><u>8 866 900</u></b>	<b><u>125 867 300</u></b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE... 120 762 710</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
2	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	Sécurité des usagers de la route..... 0
	<b><u>1 000</u></b>		<b><u>1 000</u></b>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE. 0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
4	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route..... 0
L	<u>21 280 100</u>		<u>21 280 100</u>	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière.....</i> 20 809 271
	<b><u>21 281 100</u></b>		<b><u>21 281 100</u></b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) - PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE. 20 809 271</b>



**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE – CRÉDIT 2703**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>
Sécurité des usagers de la route (Poste 1)		Crédits législatifs
Traitments et salaires.....	63 910 903	Autres opérations
Avantages sociaux.....	10 367 334	Amortissement -
Transports et communications.....	1 683 589	<i>Loi sur l'administration financière</i> .....
Services.....	49 475 130	<u>20 809 271</u>
Fournitures et matériel.....	795 706	<u>20 809 271</u>
Paiements de transfert		
Subventions pour la sécurité		
publique.....	171 402	
Subventions de recherche.....	412 966	
	<u>584 368</u>	
	126 817 030	
Moins : Recouvrements.....	7 975 453	
	<u>118 841 577</u>	
		<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>
		<b>PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ</b>
		<b>DES USAGERS DE LA ROUTE.....</b>
		<b><u><u>20 809 271</u></u></b>
		<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>
Crédits législatifs		Sécurité des usagers de la route (Poste 3)
Autres opérations		Logiciels d'application de
Créances irrécouvrables,		gestion – traitements et salaires.....
<i>Loi sur l'administration financière</i> .....	1 921 133	5 647 465
	<u>1 921 133</u>	Logiciels d'application de
		gestion – avantages sociaux.....
		694 082
		Logiciels d'application de
		gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....
		19 004 190
		Machines et équipement – coûts
		relatifs aux immobilisations.....
		1 439 768
		<u>26 785 505</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –</b>
<b>PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ</b>		<b>PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ</b>
<b>DES USAGERS DE LA ROUTE.....</b>	<b><u><u>120 762 710</u></u></b>	<b>DES USAGERS DE LA ROUTE.....</b>
		<b><u><u>26 785 505</u></u></b>

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2704</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES</b>
1	562 967 200	19 100 300	582 067 500	Opérations et entretien..... 566 099 084
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière....</i> 377 802
	<u>562 968 200</u>	<u>19 100 300</u>	<u>582 068 500</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES</b> <u>566 476 886</u>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
5	1 000		1 000	Gestion des routes provinciales..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES</b> <u>0</u>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
2	107 372 900	(20 000 000)	87 372 900	Génie des transports et construction..... 79 698 163
4	1 000		1 000	Travaux routiers en cours..... 0
6	1 000	835 000	836 000	Assainissement de l'environnement..... 835 000
L	1 035 320 800		1 035 320 800	Amortissement, Génie et construction <i>Loi sur l'administration financière....</i> 1 009 564 509
	<u>1 142 695 700</u>	<u>( 19 165 000)</u>	<u>1 123 530 700</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
				<b>– PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES</b> <u>1 090 097 672</u>

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>2704</b>				
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
3	<u>2 152 588 100</u>	<u>70 000 000</u>	<u>2 222 588 100</u>	Infrastructure de transport – actifs..... <u>2 037 425 798</u>
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>
				<b>– PROGRAMME DE GESTION</b>
	<u><b>2 152 588 100</b></u>	<u><b>70 000 000</b></u>	<u><b>2 222 588 100</b></u>	<b>DES ROUTES PROVINCIALES</b> <u><b>2 037 425 798</b></u>

**Description du programme:**

Le Programme de gestion des routes provinciales supervise le réseau routier de la province et les services de transport connexes (y compris l'entretien routier toute l'année) et protège les investissements publics dans l'infrastructure routière. Des stratégies de gestion des programmes sont élaborées et mises en œuvre pour optimiser l'efficacité des investissements dans cette infrastructure.

Le réseau routier provincial permet la circulation des personnes et des marchandises, et fait la promotion de la durabilité économique, environnementale et sociale. Le programme réalise ces activités en recourant aux ressources internes, à des partenariats et à des fournisseurs de services du secteur privé.

Les activités comprennent notamment la planification des investissements, le génie, la conception, l'acquisition de propriétés, la réfection et le renouvellement des immobilisations, la construction de nouveaux aménagements, la surveillance des contrats, la gestion des couloirs (p. ex., la gestion de l'aménagement aux abords des routes), l'entretien en été et en hiver (p. ex., le nivellement des accotements, le déneigement et le déverglaçage) pour le réseau routier de la province, les évaluations environnementales et la prestation de services d'information au public. Le programme est aussi responsable des aéroports éloignés dans le Grand Nord ontarien, des services de traversiers à divers endroits partout dans la province, du financement des routes et chemins des Premières nations, de l'apport d'améliorations routières dans les communautés non enregistrées, des aires de service autoroutières (ONroute) et de la production de la carte routière de l'Ontario.

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification □  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>Crédits législatifs</b>		
Opérations et entretien (Poste 1)			Autres opérations		
Traitments et salaires.....		71 892 515	Créances irrécouvrables -		
Avantages sociaux.....		13 057 892	<i>Loi sur l'administration financière</i> .....		377 802
Transports et communications.....		4 180 913			<u>377 802</u>
Services.....		478 305 485			
Fournitures et matériel.....		28 977 736			
Paiements de transfert					
Traversiers municipaux.....	6 639 768				
Paiements tenant lieu					
d'impôt aux municipalités.....	<u>7 577 416</u>				
		<u>14 217 184</u>			
		610 631 725			
Moins : Recouvrements.....		<u>44 532 641</u>			
		<u>566 099 084</u>			
 <i>Exploitation et entretien des routes</i>			<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
Traitments et salaires.....	67 404 169		<b>PROGRAMME DE GESTION</b>		
Avantages sociaux.....	12 389 702		<b>DES ROUTES PROVINCIALES.....</b>		
Transports et communications.....	3 117 960		<b><u>566 476 886</u></b>		
Services.....	474 352 057				
Fournitures et matériel.....	26 366 582				
Paiements de transfert					
Traversiers municipaux.....	6 639 768				
Paiements tenant lieu d'impôt					
aux municipalités.....	<u>7 577 416</u>				
		<u>597 847 654</u>			
Moins : Recouvrements.....		<u>43 992 084</u>			
		<u>553 855 570</u>			
 <i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>			<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>		
Traitments et salaires.....	4 488 346		Génie des transports et construction (Poste 2)		
Avantages sociaux.....	668 190		Transports et communications.....		
Transports et communications.....	1 062 953		93 214		
Services.....	3 953 428		Services.....		
Fournitures et matériel.....	<u>2 611 154</u>		7 910 371		
		<u>12 784 071</u>	Fournitures et matériel.....		
Moins : Recouvrements.....		<u>540 557</u>	1 774 541		
		<u>12 243 514</u>	Paiements de transfert		
			Traversiers municipaux.....		
			2 608 167		
			Routes de raccordement.....		
			31 679 650		
			Premières nations.....		
			5 383 893		
			Fonds de transition.....		
			81 532		
			Améliorations municipales et		
			environnementales.....		
			2 079 881		
			Projets municipaux liés à		
			l'autoroute 407.....		
			<u>7 645 000</u>		
			49 478 123		
			Autres opérations.....		
			<u>20 441 914</u>		
			79 698 163		
			Moins : Recouvrements.....		
			<u>0</u>		
			<u>79 698 163</u>		



**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<i>Paiements de transfert et autres dépenses pour les routes</i>			Crédits législatifs		
Transports et communications.....	1 253		Autres opérations		
Services.....	7 200 101		Amortissements, Génie et construction,		
Paiements de transfert			Loi sur l'administration financière.....	961 869 437	
Traversiers municipaux.....	2 608 167			<u>961 869 437</u>	
Projets municipaux liés à					
l'autoroute 407.....	7 645 000		<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>		
Routes de raccordement.....	31 679 650		<b>PROGRAMME DE GESTION</b>		
Premières nations.....	5 383 893		<b>DES ROUTES PROVINCIALES .....</b>	<b><u>1 041 567 600</u></b>	
Améliorations municipales et					
environnementales.....	2 079 881		<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>		
Fonds de transition	81 532		Infrastructure de transport – actifs (Poste 3)		
	<u>56 679 477</u>		Terrains.....	343 621 394	
Autres opérations.....	20 441 914		Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations.....	15 951 724	
	<u>77 121 391</u>		Infrastructure des transports –		
<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>			traitements et salaires.....	0	
Transports et communications.....	91 961		Infrastructure des transports –		
Services.....	710 270		avantages sociaux.....	0	
Fournitures et matériel.....	1 774 541		Infrastructure des transports –		
	<u>2 576 772</u>		coûts relatifs aux immobilisations.....	2 195 377 705	
Travaux routiers en cours (Poste 4)			Machines et équipement –		
Traitments et salaires.....	87 510 327		coûts relatifs aux immobilisations.....	308 748	
Avantages sociaux.....	12 762 416		Logiciels d'application de gestion –		
Transports et communications.....	1 592 558		coûts relatifs aux immobilisations.....	2 273 497	
Services.....	10 336 394		Parc automobile et flotte de bateaux –		
Fournitures et matériel.....	827 049		coûts relatifs aux immobilisations.....	46 168 905	
	<u>113 028 744</u>		Améliorations locatives.....	415 167	
Moins : Recouvrements.....	113 028 744			<u>2 604 117 140</u>	
	<u>0</u>		Moins : Recouvrements.....	566 691 342	
				<u>2 037 425 798</u>	
Crédits législatifs			<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –</b>		
Autres opérations			<b>PROGRAMME DE GESTION</b>		
Assainissement de l'environnement.....	835 000		<b>DES ROUTES PROVINCIALES .....</b>	<b><u>2 037 425 798</u></b>	
Amortissements, Génie et construction,					
Loi sur l'administration financière.....	1 009 564 509				
	<u>1 009 564 509</u>				
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>					
<b>PROGRAMME DE GESTION</b>					
<b>DES ROUTES PROVINCIALES .....</b>	<b><u>1 090 503 906</u></b>				



---

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme :**

Le Groupement du travail et des transports offre aux ministères du Travail et des Transports son leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI). Le Groupement est également le fournisseur central de solutions technologiques .NET dans toute la fonction publique de l'Ontario.

Le Groupement permet aux ministères de réaliser certains volets de leur mandat en soutenant une gestion efficace de leurs ressources en ITI. De plus, le Groupement planifie les investissements en ITI de manière à en optimiser la valeur et à aider les ministères à préserver de manière socialement responsable la confiance du public.

En soutenant la modernisation des pratiques des ministères en matière d'information, le Groupement améliore la prestation des programmes, génère de nouveaux débouchés et améliore le service à la clientèle.

En tant que membre de la communauté de l'ITI au sein de la FPO, le Groupement harmonise ses programmes et ses priorités avec la Stratégie de 2016-2020 en matière d'ITI pour la FPO, laquelle repose sur une vision d'un partenaire d'ITI moderne et axé sur la clientèle qui soutient la transformation par l'innovation et des activités inspirées par la valeur.

Le Groupement est structuré de manière à se conformer aux exigences ministérielles en matière de programmes et de services afin de fournir à nos clients des services modernes, de haute qualité, accessibles, économiques et durables, notamment des conseils et de la planification, et de soutenir leurs programmes opérationnels.

## MINISTÈRE DES TRANSPORTS

## PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification □

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Services d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	29 753 045
Avantages sociaux.....	3 818 912
Transports et communications.....	328 855
Services.....	52 178 672
Fournitures et matériel.....	68 987
	<u>86 148 471</u>
Moins : Recouvrements.....	27 599 498
	<u>58 548 973</u>
Recouvrements d'autres ministères (Poste 3)	
Traitments et salaires.....	881 516
Avantages sociaux.....	113 990
Transports et communications.....	5 741
Services.....	5 118 801
	<u>6 120 048</u>
Moins : Recouvrements.....	6 032 197
	<u>87 851</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
<b>PROGRAMME DU GROUPEMENT DU</b>	
<b>TRAVAIL ET DES TRANSPORTS.....</b>	<b><u>58 636 824</u></b>

## MINISTÈRE DES TRANSPORTS

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Fonds pour l'infrastructure de transport en commun.....	186 437 580	293 774 821
Fonds Chantiers Canada.....	16 076 229	16 076 229
Fonds pour l'infrastructure frontalière.....	8 089 628	8 089 628
Programme stratégique d'infrastructures routières.....	6 720 142	6 720 142
Autres Infrastructure.....	6 602 030	6 057 365
Fonds de stimulation de l'infrastructure.....	2 451 853	2 451 853
Validations des véhicules de défense.....	1 945 251	2 210 700
Code nationale de sécurité.....	1 123 200	1 123 233
Paiement du gouvernement fédéral.....	552 430	223 878
Autres.....	30 470 365	29 790 088
	<u>260 468 708</u>	<u>366 517 937</u>
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....</b>	<u>108 771</u>	<u>6 666</u>
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules.....	1 845 164 278	1 990 908 941
Frais pour chèques refusés.....	9 548	26 285
Autres.....	281 389 472	63 831 718
	<u>2 126 563 298</u>	<u>2 054 766 944</u>
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>		
Indemnités de non-exécution.....	<u>8 627 756</u>	<u>2 028 569</u>
<b>VENTES ET LOCATIONS</b>		
Ventes et locations – Immobilisations.....	9 608 161	3 750 228
Ventes et locations – Fonctionnement.....	9 614 677	10 713 486
	<u>19 222 838</u>	<u>14 463 714</u>
<b>REDEVANCES.....</b>	<u>0</u>	<u>0</u>
<b>RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....</b>	<u>36 216 816</u>	<u>34 459 511</u>
<b>DIVERS</b>		
Pénalités – intérêt.....	125 913	149 521
Autres.....	152 747	257 435
	<u>278 660</u>	<u>406 956</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<u><b>2 451 486 847</b></u>	<u><b>2 472 650 297</b></u>



# MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2019 – 2020

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-446
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-447
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE.....	2-450
RELATIONS DE TRAVAIL.....	2-452
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....	2-454
DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....	2-458
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-449, 2-460
ÉTAT DES RECETTES.....	2-462

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

2018–2019	PROGRAMMES	2019–2020	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
22 788 002	Administration du ministère	22 744 014	22 625 230
3 439 834	Commission de l'équité salariale	3 322 000	2 918 418
24 798 910	Relations de travail	25 139 200	24 481 277
220 168 426	Santé et sécurité au travail	206 744 900	203 139 261
48 779 434	Droits et responsabilités en matière d'emploi	41 338 500	40 140 293
<b>319 974 606</b>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	<b>299 288 614</b>	<b>293 304 479</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
<b>0</b>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>	<b>1 000</b>	<b>0</b>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>			
0	Administration du ministère	2 000	0
490 000	Santé et sécurité au travail	558 400	394 000
1 199 951	Droits et responsabilités en matière d'emploi	701 700	589 241
<b>1 689 951</b>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>	<b>1 262 100</b>	<b>983 241</b>
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Santé et sécurité au travail	2 657 000	2 011 933
3 427 030	Droits et responsabilités en matière d'emploi	3 836 200	2 857 985
<b>3 427 030</b>	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>	<b>6 494 200</b>	<b>4 869 918</b>



**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1601</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE</b>
1	21 492 500	1 186 500	22 679 000	Administration du ministère..... 22 558 204
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif..... 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> ..... 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> ..... 1 058
	<u>21 557 514</u>	<u>1 186 500</u>	<u>22 744 014</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 22 625 230</b>
<b>ACTIF DE FONCTIONNEMENT</b>				
10	1 000		1 000	Débiteurs..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	<b>TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0</b>



**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	\$	\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>			
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>		<i>Services de communication</i>	
Traitments et salaires.....	9 458 679	Traitments et salaires.....	2 618 945
Avantages sociaux.....	1 320 397	Avantages sociaux.....	374 845
Transports et communications.....	373 269	Transports et communications.....	59 891
Services.....	11 352 327	Services.....	620 038
Fournitures et matériel.....	53 532	Fournitures et matériel.....	14 502
	<u>22 558 204</u>		<u>3 688 221</u>
<i>Bureau principal</i>		<i>Services juridiques</i>	
Traitments et salaires.....	2 659 097	Transports et communications.....	181 143
Avantages sociaux.....	387 156	Services.....	7 471 687
Transports et communications.....	93 792	Fournitures et matériel.....	14 081
Services.....	1 843 126		<u>7 666 911</u>
Fournitures et matériel.....	13 853		
	<u>4 997 024</u>		
<i>Services financiers et administratifs</i>		<i>Systèmes informatiques</i>	
Traitments et salaires.....	1 532 891	Services.....	165 627
Avantages sociaux.....	254 250		<u>165 627</u>
Transports et communications.....	20 470		
Services.....	873 643		
Fournitures et matériel.....	11 096		
	<u>2 692 350</u>		
<i>Services ministériels</i>		<i>Crédits législatifs</i>	
Traitments et salaires.....	1 121 532	Traitement versé au ministre en vertu de la	
Avantages sociaux.....	137 172	<i>Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	49 301
Transports et communications.....	8 288	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en	
Services.....	275 574	<i>vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....</i>	16 667
	<u>1 542 566</u>	Autres opérations	
		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>	
		<i>l'administration financière.....</i>	1 058
			<u>67 026</u>
<i>Activités stratégiques des ressources humaines</i>		<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
Traitments et salaires.....	1 526 214	<b>ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u>22 625 230</u></b>
Avantages sociaux.....	166 974		
Transports et communications.....	9 685		
Services.....	102 632		
	<u>1 805 505</u>		

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1602</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
1	3 041 200	(217 200)	2 824 000	Bureau de l'équité salariale..... 2 585 205
2	498 100	(100)	498 000	Tribunal de l'équité salariale..... 333 213
	<u>3 539 300</u>	<u>(217 300)</u>	<u>3 322 000</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				<b>– PROGRAMME DE LA COMMISSION</b>
				<b>DE L'ÉQUITÉ SALARIALE..... 2 918 418</b>

**Description du programme :**

Le rôle de la Commission de l'équité salariale est de corriger le problème de discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Cet objectif est mis à exécution par le Bureau de l'équité salariale (BES) et le Tribunal de l'équité salariale (TES).

Le mandat du BES est d'administrer et de faire appliquer la Loi sur l'équité salariale de l'Ontario. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau fournit de la formation et des conseils aux employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé afin de mettre en place et de maintenir l'équité salariale sur leurs lieux de travail. Le Bureau enquête également sur les plaintes, exécute des programmes de surveillance, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la Loi sur l'équité salariale.

## MINISTÈRE DU TRAVAIL

## PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	1 870 884
Avantages sociaux.....	299 737
Transports et communications.....	13 687
Services.....	387 583
Fournitures et matériel.....	13 314
	<u>2 585 205</u>
Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	233 446
Avantages sociaux.....	19 855
Transports et communications.....	2 597
Services.....	77 028
Fournitures et matériel.....	287
	<u>333 213</u>
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE.....</b>	<b><u>2 918 418</u></b>



**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

\$	
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitments et salaires.....	8 118 862
Avantages sociaux.....	1 066 678
Transports et communications.....	236 214
Services.....	3 822 368
Fournitures et matériel.....	82 849
	13 326 971
Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitments et salaires.....	448 679
Avantages sociaux.....	71 107
Transports et communications.....	129 955
Services.....	3 608 444
Fournitures et matériel.....	2 214
	4 260 399
Moins : Recouvrements.....	1 969 083
	2 291 316
Services de règlement des différends (Poste 3)	
Traitments et salaires.....	5 850 123
Avantages sociaux.....	723 881
Transports et communications.....	374 513
Services.....	1 899 815
Fournitures et matériel.....	14 658
	8 862 990
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
<b>PROGRAMME DES</b>	
<b>RELATIONS DE TRAVAIL.....</b>	<b>24 481 277</b>

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles	
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$	\$	
<b>1604</b>					
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL</b>	
1	89 597 900	(2 110 100)	87 487 800	Santé et sécurité au travail.....	85 443 677
				Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail..	605 300
2	606 300		606 300	Bureau des conseillers des travailleurs.....	11 589 370
3	11 371 000	306 000	11 677 000	Bureau des conseillers des employeurs.....	3 667 467
4	3 776 800	(5 600)	3 771 200	Bureau de la prévention.....	101 833 447
7	103 008 000	194 600	103 202 600		
	<u>208 360 000</u>	<u>(1 615 100)</u>	<u>206 744 900</u>	<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>	
				<b>– PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL</b>	<u>203 139 261</u>
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>					
6	1 000		1 000	Santé et sécurité au travail.....	0
				Bureau de la prévention – Immobilisations.....	394 000
8	490 000		490 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> .....	0
L	67 400		67 400		
	<u>558 400</u>		<u>558 400</u>	<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>	
				<b>– PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL</b>	<u>394 000</u>



**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1604</b>				
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
5	2 657 000		2 657 000	
	<u>2 657 000</u>		<u>2 657 000</u>	
				<b>PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL</b>
				Santé et sécurité au travail.....
				<u>2 011 933</u>
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>
				<b>- PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.</b>
				<u>2 011 933</u>

---

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme :**

Le programme de santé et sécurité au travail (SST) a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail et de coordonner le système ontarien de prévention des blessures et maladies liées au lieu de travail afin de réduire ou d'éliminer ces blessures ou ces maladies.

Grâce principalement à des inspections et des enquêtes sur les lieux de travail, le programme de SST veille au respect de la Loi sur la santé et la sécurité au travail (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau de la prévention est responsable d'initiatives visant à prévenir les blessures, les maladies et les décès liés au travail en Ontario. Ce rôle englobe l'élaboration d'une stratégie provinciale en matière de santé et de sécurité afin d'harmoniser les priorités de SST entre tous les partenaires du secteur, ainsi que les activités connexes de mise en œuvre, comme la formation obligatoire relative à la santé et la sécurité au travail, les normes, la recherche et la sensibilisation. Le Bureau établit des normes applicables aux fournisseurs et aux programmes de formation sur les risques élevés et définit les exigences pour l'agrément des membres des comités mixtes sur la santé et la sécurité. Il supervise également des programmes de subventions à l'innovation et à la recherche sur la prévention qui financent des bénéficiaires remplissant des critères d'admissibilité précis. Dans le cadre d'ententes de paiements de transfert, le Bureau désigne et encadre des associations en santé et sécurité qui proposent de la formation, des conseils et des services cliniques précis.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants dans les affaires d'assurance contre les accidents du travail, notamment par une représentation devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit un même éventail de services aux travailleurs non syndiqués dans les affaires de plaintes touchant des repréaillles en vertu de l'article 50 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, avec notamment la représentation devant la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux employeurs comptant moins de 50 travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des repréaillles en vertu de l'article 50 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

	\$	\$		\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>					
Santé et sécurité au travail (Poste 1)			Bureau de la prévention (Poste 7)		
Traitments et salaires.....	59 919 081		Traitments et salaires.....	7 951 563	
Avantages sociaux.....	8 809 123		Avantages sociaux.....	1 070 061	
Transports et communications.....	2 029 095		Transports et communications.....	99 116	
Services.....	13 755 417		Services.....	4 008 102	
Fournitures et matériel.....	837 431		Fournitures et matériel.....	34 180	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Subventions à l'Institut de			Associations en santé		
radioprotection du Canada.....	0		et sécurité.....	80 599 922	
Subventions pour la promotion			Recherche en matière		
de l'amélioration des pratiques			de prévention.....	6 866 785	
de santé et sécurité.....	93 530		Subventions aux programmes		
		93 530	de prévention.....	1 203 718	
		<u>93 530</u>			
		85 443 677			88 670 425
					<u>101 833 447</u>
Administration du Programme de consultation			<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>		
portant sur la sécurité professionnelle et			<b>PROGRAMME DE SANTÉ</b>		
l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)			<b>ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....</b>		
					<b><u>203 139 261</u></b>
Traitments et salaires.....	505 200		<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>		
Avantages sociaux.....	75 900		Bureau de la prévention – Immobilisations (Poste 8)		
Transports et communications.....	8 200		Paiements de transfert		
Services.....	5 600		Associations en santé et sécurité		
Fournitures et matériel.....	10 400		– Immobilisations.....		
		<u>605 300</u>			<u>394 000</u>
					<u>394 000</u>
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)			<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>		
Traitments et salaires.....	7 731 966		<b>PROGRAMME DE SANTÉ</b>		
Avantages sociaux.....	2 329 988		<b>ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....</b>		
Transports et communications.....	184 856				<b><u>394 000</u></b>
Services.....	1 310 549				
Fournitures et matériel.....	32 011				
		<u>11 589 370</u>			
Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)					
Traitments et salaires.....	2 490 406				
Avantages sociaux.....	811 548				
Transports et communications.....	53 201				
Services.....	287 989				
Fournitures et matériel.....	24 323				
		<u>3 667 467</u>			

---

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604**  
**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

\$	
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>	
Santé et sécurité au travail (Poste 5)	
Machines et équipement – coûts relatifs immobilisations.....	2 011 933
	<u>2 011 933</u>
<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL.....</b>	<b><u>2 011 933</u></b>

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
<b>1605</b>				
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				
1	47 286 000	(5 947 500)	41 338 500	Normes d'emploi..... 40 140 293
				<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</b>
				– PROGRAMME DES DROITS
				ET RESPONSABILITÉS EN
				MATIÈRE D'EMPLOI..... 40 140 293
	<u>47 286 000</u>	<u>(5 947 500)</u>	<u>41 338 500</u>	
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>				
2	1 000	160 000	161 000	Normes d'emploi..... 124 215
				Amortissement -
L	540 700		540 700	Loi sur l'administration..... 465 026
				<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</b>
				– PROGRAMME DES DROITS
				ET RESPONSABILITÉS EN
				MATIÈRE D'EMPLOI..... 589 241
	<u>541 700</u>	<u>160 000</u>	<u>701 700</u>	
<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>				
3	3 836 200		3 836 200	Normes d'emploi..... 2 857 985
				<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</b>
				– PROGRAMME DES DROITS
				ET RESPONSABILITÉS EN
				MATIÈRE D'EMPLOI..... 2 857 985
	<u>3 836 200</u>		<u>3 836 200</u>	

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**  
**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE**  
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

---

**Description du programme:**

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la Loi de 2000 sur les normes d'emploi et de ses règlements, ainsi que de la Loi de 2009 sur la protection des étrangers dans le cadre de l'emploi et de la Loi de 2015 sur la protection des enfants artistes.

Le Programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par des initiatives d'éducation, de sensibilisation et de partenariat.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification  
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

\$	\$
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>BIENS IMMOBILISÉS</b>
Normes d'emploi (Poste 1)	Normes d'emploi (Poste 3)
Traitments et salaires..... 28 672 960	Logiciels d'application de gestion – coûts
Avantages sociaux..... 4 697 160	relatifs aux immobilisations..... 2 857 985
Transports et communications..... 504 485	2 857 985
Services..... 6 175 288	
Fournitures et matériel..... 90 400	
40 140 293	<b>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –</b>
	<b>PROGRAMME DES DROITS</b>
	<b>ET RESPONSABILITÉS EN</b>
	<b>MATIÈRE D'EMPLOI..... 2 857 985</b>
	2 857 985
<b>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –</b>	
<b>PROGRAMME DES DROITS</b>	
<b>ET RESPONSABILITÉS EN</b>	
<b>MATIÈRE D'EMPLOI..... 40 140 293</b>	
40 140 293	
<b>CHARGES D'IMMOBILISATIONS</b>	
Normes d'emploi (Poste 2)	
Services..... 124 215	
124 215	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement,	
<i>Loi sur l'administration financière.....</i> 465 026	
465 026	
<b>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –</b>	
<b>PROGRAMME DES DROITS</b>	
<b>ET RESPONSABILITÉS EN</b>	
<b>MATIÈRE D'EMPLOI..... 589 241</b>	
589 241	

## MINISTÈRE DU TRAVAIL

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020 \$	2019 \$
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA</b>		
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire.....	31 121	22 669
<b>REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES</b>		
Loi sur la santé et la sécurité au travail - CSPAAT.....	204 833 175	221 460 283
Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail – CSPAAT.....	15 862 137	15 420 761
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO.....	2 153 604	2 040 928
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur.....	395 340	335 248
Recouvrement auprès des clients des coûts de médiation pour des griefs (services de règlement des différends).....	32 685	48 241
	<u>223 276 941</u>	<u>239 305 461</u>
<b>DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS</b>		
Laboratoire de manipulation de matériaux.....	1 073 425	902 590
Demande de renseignements – <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et la protection de la vie privée.....	10 368	10 504
Application de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée □	6 155	4 134
Programme de perfectionnement des arbitres.....	70	200
	<u>1 090 018</u>	<u>917 428</u>
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>		
Loi sur les normes d'emploi – Frais administratifs (Ordonnance de versement).....	1 098 664	911 419
Pénalité monétaire (Avis de contravention).....	329 124	530 635
	<u>1 427 788</u>	<u>1 442 054</u>
<b>VENTES ET LOCATIONS</b>		
Publications, imprimés, photocopies etc.....	116	13 997
Abonnements.....	7 400	8 200
	<u>7 516</u>	<u>22 197</u>
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES.....	<u>742 053</u>	<u>366 761</u>



## MINISTÈRE DU TRAVAIL

## ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction.....	415 625	475 250
Autres.....	31 172	26 137
	<u>446 797</u>	<u>501 387</u>
<b>TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE.....</b>	<b><u>227 022 234</u></b>	<b><u>242 577 957</u></b>



## COMpte DE LIQUIDATION DU PROGRAMME DE PLAFONNEMENT ET D'ÉCHARGE

Au 31 mars 2020

Autorisation d'engager des dépenses 1 <sup>er</sup> avril 2019	Sorties de fonds				Autorisation d'engager des dépenses 31 mars 2020
	Revenus*	Charge d'immobilisations	Charge de fonctionnement	Immobilisations	
12 091 874 \$	-	-	2 471 152 \$	-	9 620 722 \$

1. Un compte à fin désignée est un compte du Trésor pour lequel l'autorisation de financer des frais relève d'une loi autre que la *Loi de crédit*.
2. Les revenus, les charges et les investissements faits dans des immobilisations à partir du Compte de liquidation de plafonnement et d'échARGE figurent dans les états du ministère de l'Environnement de la protection de la nature et des parcs.



# **Section 3**

## **Annexe – Dette**



**DETTE À LONG TERME****Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020**

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-11 à 3-37 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS</b>			
<b>PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS</b>			
DMTN232	1,35	8 mars 2022 .....	1 000 000 000
DMTN241	2,30	8 septembre 2024 .....	1 500 000 000
DMTN245	1,75	8 septembre 2025 .....	2 800 000 000
DMTN244	1,85	1 <sup>er</sup> février 2027 .....	500 000 000
DMTN240	2,70	2 juin 2029.....	6 758 201 000
DMTN243	2,05	2 juin 2030.....	2 750 000 000
DMTN236	2,90	2 juin 2049.....	1 200 000 000
DMTN242	2,65	2 décembre 2050 .....	10 773 900 000
			-----
			27 282 101 000
<b>PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS</b>			
G77	2,65	5 février 2025 .....	750 000 000
			-----
			750 000 000
<b>AUGMENTATION DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS</b>			
– EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS .....			28 032 101 000
			-----

**DETTE À LONG TERME – Suite**  
**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020**

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)</b>			
<b>PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS</b>			
ADI7	2,70	26 octobre 2029 .....	40 000 000
ADI8	2,00	3 octobre 2034 .....	320 000 000
			-----
			360 000 000
			-----
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,90744 \$ .....			326 680 000
			-----
<b>PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>			
G81	2,55	25 avril 2022 .....	1 750 000 000
G82	1,75	24 janvier 2023 .....	3 000 000 000
G83	2,30	15 juin 2026 .....	1 750 000 000
G84	2,00	2 octobre 2029 .....	1 250 000 000
			-----
			7 750 000 000
			-----
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,32471 \$ .....			10 266 479 750
			-----
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEUISES ÉTRANGÈRES .....			10 593 159 750
			-----



**DETTE À LONG TERME – Suite**  
**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020**

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères.....			143 048 866
Redressement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour les obligations à rendement réel .....			54 951 200
			-----
<b>DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE .....</b>			<b>38 823 260 816</b>
Consolidation nette et autres ajustements – Autres organisations gouvernementales .....			1,645,747,205
			-----
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS.....			40 469 008 021
Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario .....			113 759 000
			-----
<b>TOTAL – DETTE À LONG TERME .....</b>			<b>40 582 767 021</b>
			=====

## REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
<b>DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS</b>			
<b>PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS</b>			
Office d'investissement du régime de pensions du Canada :			
CP654	5,63	5 avril 2019.....	50 000 000
CP655	5,50	9 avril 2019.....	35 000 000
CP656	5,54	12 avril 2019.....	2 850 000
CP657	5,67	3 mai 2019.....	44 000 000
CP658	5,70	7 mai 2019.....	44 000 000
CP659	5,72	10 mai 2019.....	46 836 000
CP660	6,01	4 juin 2019.....	44 000 000
CP661	5,99	7 juin 2019.....	104 121 000
CP662	6,12	5 juillet 2019 .....	30 000 000
CP663	6,08	9 juillet 2019 .....	31 190 000
CP664	6,08	12 juillet 2019 .....	30 000 000
CP665	6,29	9 août 2019 .....	41 503 000
CP666	6,31	9 septembre 2019 .....	31 125 000
CP667	6,48	15 octobre 2019 .....	76 321 000
CP668	6,50	5 novembre 2019 .....	45 000 000
CP669	6,53	8 novembre 2019 .....	31 183 000
CP670	6,57	6 décembre 2019 .....	36 174 000
CP671	6,41	10 décembre 2019 .....	20 000 000
CP672	6,91	10 janvier 2020.....	14 790 000
CP673	6,40	6 mars 2020 .....	80 000 000
CP674	6,40	10 mars 2020 .....	31 796 000

**REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite**  
**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020**

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
<b>DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS (Suite)</b>			
Société canadienne d'hypothèque et de logement			
CMHC	7,625 – 15,75	1 <sup>er</sup> avril 2019 – 2 mars 2020.....	7 655 917
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC 157	2,18	24 avril 2019.....	483 509
OIIC 158	2,02	24 mai 2019.....	451 013
OIIC 159	2,06	24 juin 2019.....	16 959 369
OIIC 160	2,10	25 juillet 2019 .....	705 195
OIIC 161	2,04	23 août 2019 .....	1 761 588
OIIC 162	2,05	23 septembre 2019 .....	4 221 219
OIIC 163	2,05	24 octobre 2019 .....	2 155 756
OIIC 164	1,87	25 novembre 2019 .....	3 239 369
OIIC 165	1,78	19 décembre 2019 .....	1 736 122
OIIC 166	1,11	23 janvier 2020.....	689 028
OIIC 167	1,22	21 février 2020 .....	801 726
OIIC 168	1,26	25 mars 2020 .....	530 680
REMBOURSEMENTG DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS .....			911 279 491

## REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

## DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

## PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DMTN195	4,40	14 mai 2019 – 3 juin 2019.....	7 050 000 000
DMTN105	5,35	3 juin 2019.....	100 000 000
JA	9,4688	10 juillet 2019 – 10 janvier 2020 .....	954 779
DMTN226	TCAB 3M + 0,09	26 août 2019 .....	1 921 000 000
DMTN225	2,10	9 septembre 2019 .....	4 150 000 000
			-----
			13 221 954 779
			-----

## REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
<b>OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO</b>			
1995	Divers	1 <sup>er</sup> mars 2000 .....	16 200
1996	Divers	21 juin 2001 .....	22 700
1997	Divers	21 juin 2000 – 21 juin 2004 .....	5 700
1998	Divers	21 juin 2001 – 21 juin 2005 .....	29 500
1999	Divers	21 juin 2002 – 21 juin 2006 .....	39 600
2000	Divers	21 juin 2003 – 21 juin 2007 .....	55 600
2001	Divers	21 juin 2004 – 21 juin 2008 .....	138 600
2002	Divers	21 juin 2005 – 21 juin 2009 .....	120 300
2003	Divers	21 juin 2006 – 21 juin 2010 .....	102 900
2004	Divers	21 juin 2007 – 21 juin 2011 .....	74 000
2005	Divers	21 juin 2008 – 21 juin 2012 .....	93 600
2006	Divers	21 juin 2009 – 21 juin 2013 .....	191 800
2007	Divers	21 juin 2010 – 21 juin 2014 .....	246 000
2008	Divers	21 juin 2011 – 21 juin 2015 .....	144 400
2009	Divers	21 juin 2012 – 21 juin 2016 .....	184 100
2010	Divers	21 juin 2013 – 21 juin 2020 .....	998 300
2011	Divers	21 juin 2014 – 21 juin 2021 .....	622 600
2012	Divers	21 juin 2015 – 21 juin 2022 .....	1 128 200
2013	Divers	21 juin 2016 – 21 juin 2023 .....	1 482 600
2014	Divers	21 juin 2017 – 21 juin 2024 .....	424 525 000
2015	Divers	21 juin 2018 – 21 juin 2025 .....	1 511 600
2016	Divers	21 juin 2019 – 21 juin 2026 .....	9 927 400
2017	Divers	21 juin 2020 – 21 juin 2027 .....	1 617 000
2018	Divers	21 juin 2021 – 21 juin 2028 .....	3 481 800
			-----
			446 759 500
			-----

## REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
<b>PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>			
G73	1,25	17 juin 2019 .....	1 750 000 000
G59	1,65	27 septembre 2019.....	1 250 000 000
G44	4,00	7 octobre 2019.....	2 000 000 000
			-----
			5 000 000 000
			-----
		ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,2246 \$ .....	6 123 006 250
			-----
<b>PAYABLE SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS EN EUROS</b>			
EMTN97	4,75	23 avril 2019.....	1 500 000 000
EMTN100	4,00	3 décembre 2019 .....	1 750 000 000
			-----
			3 250 000 000
			-----
		ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,48102 \$ .....	4 813 327 935
			-----

**REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite**

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
<b>PAYABLE SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN EN FRANCS SUISSES</b>			
EMTN95	3,375	29 avril 2019.....	225 000 000
EMTN99	2,50	4 décembre 2019 .....	275 000 000
			-----
			500 000 000
			-----
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,06365 \$ .....			531 825 558
			-----
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVISES ÉTRANGÈRES.....			11 468 159 743
			-----
Contribution au fonds d'amortissement de la dette du trust des conseils scolaires et rendement.....			23 526 027
			-----
<b>REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE .....</b>			<b>26 071 679 541</b>
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux.....			13 944 930
			-----
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS...			26 085 624 471
Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario .....			1 384 239 000
			-----
<b>TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME .....</b>			<b>27 469 863 471</b>
			=====

## VARIATION NETTE DE LA DETTE À COURT TERME

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Aux fins de la province			
Bons du Trésor.....			1 580 276 000
Effets de commerce américains.....			28 363 189
			-----
			1 608 639 189
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			
Bons du Trésor.....			(701 000)
			-----
			(701 000)
Redressement net de consolidation et autres redressements –			
Autres organismes gouvernementaux.....			49 003 276
			-----
<b>TOTAL – AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA DETTE À COURT TERME ...</b>			<b>1 656 941 465</b>
			=====



## SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
Dettes contractées aux fins de la province :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada .....	9 087 581 000	9 957 470 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants .....	9 110 618	42 845 192
Société canadienne d'hypothèques et de logement .....	2 304 585	9 960 501
<b>TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS</b>	<b>9 098 996 203</b>	<b>10 010 275 693</b>
Investisseurs publics .....	330 464 602 024	316 351 318 543
Obligations d'épargne de l'Ontario .....	363 612 500	810 372 000
Bons du Trésor .....	18 897 002 000	17 316 726 000
Effets de commerce américains .....	3 891 234 985	3 862 871 797
<b>TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS</b>	<b>353 616 451 509</b>	<b>338 341 288 340</b>
Dettes de la School Board Trust .....	583 713 293	607 239 320
<b>TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE</b>	<b>363 299 161 005</b>	<b>348 958 803 353</b>
Redressement net de consolidation et autres redressements ..	1 810 230 562	129 425 012
<b>TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS .....</b>	<b>365 109 391 567</b>	<b>349 088 228 365</b>
Dettes contractées aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada .....	230 466 000	230 466 000
Investisseurs publics .....	10 907 567 465	11 696 109 019
Bons du Trésor .....	655 067 000	655 768 000
<b>TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO ...</b>	<b>11 793 100 465</b>	<b>12 582 343 019</b>
Dettes directes de la SFIEO .....	5 825 380 000	6 309 619 000
<b>TOTAL – DETTE DE LA SFIEO .....</b>	<b>17 618 480 465</b>	<b>18 891 962 019</b>
<b>TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE .....</b>	<b>382 727 872 032</b>	<b>367 980 190 384</b>
Moins : Détention d'Obligations d'épargne et de bons du Trésor de l'Ontario .....	(9 937 593 000)	(13 716 280 000)
<b>TOTAL RÉVISÉ – DETTE CONSOLIDÉE .....</b>	<b>372 790 279 032</b>	<b>354 263 910 384</b>
Dettes contractées aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Generation Inc. ....	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc. ....	1 677 516 013	1 775 601 693
<b>TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>6 803 516 013</b>	<b>6 901 601 693</b>

\*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

**SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Fin****Au 31 mars 2020**

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1er juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débetures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1er janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débetures de remplacement pour le compte de l'OICPP assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débeture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFII, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débetures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débetures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La province de l'Ontario a émis pour les investisseurs publics qui transigent sur les marchés financiers des obligations en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en dollars australiens, en euros, en francs suisses et en livres sterling du Royaume-Uni.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Elles sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la majorité des institutions financières. Il existe trois types d'obligations : les obligations à taux variable, les obligations à taux accélérateur et les obligations à taux fixe. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé. Il n'y a plus d'émission d'obligations d'épargne de l'Ontario depuis 2019.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours.

La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débetures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débetures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée par d'autres organismes gouvernementaux auprès de tiers après l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes.

Dette contractée aux fins de la SFIEO : La province emprunte, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), des fonds à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et émet sur les marchés publics des débetures et des bons du Trésor. Le produit de tous ces emprunts est avancé à la SFIEO en échange d'obligations et de billets à court terme assortis de conditions semblables.

Dette contractée aux fins d'investissement : Le 1er avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la Loi sur la concurrence dans le secteur de l'énergie pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars). Le changement du montant de la dette contractée pour Hydro One Inc. est le résultat de produits issus de la vente des actions de Hydro One en 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2019-2020.

## ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
--------------------	--------------------	-------	-------------------	---------	-----------

%

\$

## DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE

## DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

## PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

## À l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

Exercice se terminant le 31 mars

2021	2001	RPC	6,33 – 6,67.....	609 834 000	
2022	2002	RPC	6,22 – 6,47.....	330 994 000	
2024	2004	RPC	5,26 – 5,97.....	688 007 000	
2025	2005	RPC	5,15 – 5,79.....	1 133 182 000	
2026	2006	RPC	4,67 – 5,19.....	574 612 000	
2031	2009	CPP	4,79.....	43 880 000	
2032	2009	CPP	4,75.....	52 000 000	
2036	2006-2014	CPP	3,41 – 4,73.....	725 953 000	
2037	2007	RPC	4,50 – 4,76.....	351 269 000	
2038	2008-2017	CPP	2,64 – 4,68.....	375 952 000	
2039	2009	RPC	4,70 – 5,48.....	493 439 000	
2040	2010-2012	CPP	4,36 – 5,03.....	1 179 395 000	
2041	2011	RPC	4,20 – 4,86.....	799 613 000	
2042	2012	RPC	4,23 – 4,56.....	954 179 000	
2043	2013	RPC	3,36 – 3,62.....	775 272 000	
				-----	
				9 087 581 000	(3)
				-----	

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
<b>À la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :</b>					
Exercice se terminant le 31 mars					
2021	2016	OIIC169-180	1,30 – 1,62 .....	6 992 917	
2021	2017	OIIC181	1,40.....	139 935	
2022	2017	OIIC182-188	1,212 – 1,709 .....	1 827 947	
2023	2018	OIIC189	2,015 .....	149 819	
				9 110 618	(4)
<b>Société canadienne d'hypothèque et de logement</b>					
Exercice se terminant le 31 mars					
2021	1979-1981	CMHC	9,50 – 15,75 .....	2 116 497	
2022	1982	CMHC	9,75 – 15,75 .....	188 088	
				2 304 585	(5)
<b>TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....</b>				<b>9 098 996 203</b>	

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS</b>					
<b>PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS</b>					
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85 .....	562 000 000	
2 juin 2020	23 février 2010	DMTN200	4,20 .....	10 025 000 000	
4 septembre 2020	4 septembre 1998	LY	6,30 .....	15 000 000	
16 mars 2021	16 mars 2016	DMTN230	TCAB 3M + 0,44.....	1 364 600 000	(6)
2 juin 2021	27 décembre 2007	DMTN180	4,50 .....	75 000 000	(6)
2 juin 2021	12 janvier 2011	DMTN207	4,00 .....	8 915 000 000	
27 octobre 2021	27 octobre 2016	DMTN233	TCAB 3M + 0,26.....	1 200 000 000	(6)
8 mars 2022	23 août 2016	DMTN232	1,35 .....	6 750 000 000	
2 juin 2022	8 novembre 2011	DMTN212	3,15 .....	11 771 700 000	
27 juin 2022	27 juin 2017	DMTN235	TCAB 3M + 0,15.....	1 601 500 000	(6)
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50 .....	1 590 438 000	
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85 .....	9 322 700 000	
21 août 2023	21 août 2018	DMTN239	TCAB 3M + 0,05.....	2 650 000 000	(6)
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10 .....	940 570 000	
8 septembre 2023	31 juillet 2007	DMTN177	4,95 .....	75 000 000	
8 septembre 2023	8 février 2018	DMTN237	2,60 .....	4 750 000 000	
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50 .....	10 000 000 000	
8 septembre 2024	21 février 2019	DMTN241	2,30 .....	2 750 000 000	
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50 .....	460 000 000	
2 juin 2025	9 janvier 2015	DMTN227	2,60 .....	12 550 000 000	
8 septembre 2025	24 février 2020	DMTN245	1,75 .....	2 800 000 000	

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)</b>					
<b>PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)</b>					
2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50 .....	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00 .....	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00 .....	1 000 000 000	
2 juin 2026	3 février 2016	DMTN229	2,40 .....	7 500 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00 .....	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00 .....	124 584 000	(7)
1 <sup>er</sup> février 2027	14 février 2020	DMTN244	1,85 .....	500 000 000	
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50 .....	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95 .....	8 726 000	
3 février 2027	1 <sup>er</sup> avril 1998	KY	7,50 .....	11 549 000	
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50 .....	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375 .....	990 000	
2 juin 2027	9 février 2017	DMTN234	2,60 .....	7 650 000 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60 .....	4 734 700 000	
2 juin 2028	6 avril 2018	DMTN238	2,90 .....	9 550 000 000	
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25 .....	2 020 000	
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50 .....	4 727 000 000	
2 juin 2029	7 février 2019	DMTN240	2,70 .....	9 258 201 000	
2 juin 2030	27 janvier 2020	DMTN243	2,05 .....	2 750 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50 .....	125 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20 .....	3 000 000 000	
2 juin 2031	25 novembre 2010	DMTN206	5,20 .....	133 300 000	
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85 .....	4 674 610 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	5,85 .....	188 000 000	

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)</b>					
<b>PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)</b>					
8 mars 2033	23 juillet 2004	DMTN116	5,85 .....	100 000 000	(6)
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00 .....	47 500 000	(8)
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75 .....	248 800 000	
10 janvier 1995 au					
10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688 .....	2 315 904	(9)
“	“	JA	9,4688 .....	2 315 904	(9)
“	“	JB	9,4688 .....	8 482 324	(9)
“	“	JC	9,4688 .....	4 764 354	(9)
“	“	JD	9,4688 .....	3 171 134	(9)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50 .....	110 950 000	
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875 .....	32 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60 .....	7 338 509 000	
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	5,35 .....	150 000 000	
20 juin 2036	20 juin 1996	KC	8,25 .....	98 984 000	
1 <sup>er</sup> décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 Rendement réel..	2 736 172 801	(10)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70 .....	8 700 000 000	
2 décembre 2037	1 <sup>er</sup> février 2005	DMTN138	5,20 .....	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00 .....	75 000 000	(11)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10 .....	120 000 000	
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75 .....	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00 .....	86 500 000	



## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
--------------------	--------------------	-------	-------------------	---------	-----------

%

\$

## DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

## PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60 .....	9 600 000 000	
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65 .....	223 858 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70 .....	1 489 000 000	
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20 .....	100 000 000	
2 juin 2041	15 juin 2010	DMTN204	4,65 .....	11 368 000 000	
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20 .....	340 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00 .....	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00 .....	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75 .....	75 000 000	
2 juin 2043	31 janvier 2012	DMTN214	3,50 .....	11 000 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60 .....	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435 .....	35 531 176	(12)
1 <sup>er</sup> mars 2045	1 <sup>er</sup> mars 1995	JK	9,50 .....	150 000 000	
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50 .....	175 000 000	
2 juin 2045	10 mai 2013	DMTN220	3,45 .....	15 525 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85 .....	154 700 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90 .....	14 550 250 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50 .....	158 000 000	
2 juin 2048	6 mai 2008	DMTN184	4,70 .....	50 000 000	
2 juin 2048	21 juin 2016	DMTN231	2,80 .....	12 049 000 000	



## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

## DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

## OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

21 juin 2020	21 juin 2010	Annuel	4,25 .....	40 736 200
21 juin 2020	21 juin 2010	Composé	4,25 .....	29 361 200
21 juin 2020	21 juin 2015	Annuel	Accélérateur .....	7 117 500
21 juin 2020	21 juin 2015	Composé	Accélérateur .....	6 235 100
21 juin 2020	21 juin 2017	Annuel	Variable .....	391 400
21 juin 2020	21 juin 2017	Composé	Variable .....	3 088 900
21 juin 2020	21 juin 2017	Annuel	1,00 .....	3 420 400
21 juin 2020	21 juin 2017	Composé	1,00 .....	2 314 900
21 juin 2021	21 juin 2011	Annuel	3,80 .....	11 024 500
21 juin 2021	21 juin 2011	Composé	3,80 .....	12 616 100
21 juin 2021	21 juin 2016	Annuel	Accélérateur .....	3 675 500
21 juin 2021	21 juin 2016	Composé	Accélérateur .....	5 683 700
21 juin 2021	21 juin 2018	Annuel	Variable .....	1 530 400
21 juin 2021	21 juin 2018	Composé	Variable .....	2 058 500
21 juin 2021	21 juin 2018	Annuel	2,10 .....	4 990 700
21 juin 2021	21 juin 2018	Composé	2,10 .....	2 475 000
21 juin 2022	21 juin 2012	Annuel	2,80 .....	3 679 600
21 juin 2022	21 juin 2012	Composé	2,80 .....	5 024 600
21 juin 2022	21 juin 2017	Annuel	Accélérateur .....	5 579 900
21 juin 2022	21 juin 2017	Composé	Accélérateur .....	4 508 500
21 juin 2023	21 juin 2013	Annuel	3,10 .....	10 398 100
21 juin 2023	21 juin 2013	Composé	3,10 .....	7 050 300

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)</b>					
<b>OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)</b>					
21 juin 2023	21 juin 2018	Annuel	Accélérateur .....	57 782 400	
21 juin 2023	21 juin 2018	Composé	Accélérateur .....	23 085 600	
21 juin 2024	21 juin 2014	Annuel	3,10 .....	18 418 900	
21 juin 2024	21 juin 2014	Composé	3,10 .....	9 409 100	
21 juin 2025	21 juin 2015	Annuel	2,35 .....	3 856 100	
21 juin 2025	21 juin 2015	Composé	2,35 .....	2 737 500	
21 juin 2026	21 juin 2016	Annuel	2,20 .....	4 761 100	
21 juin 2026	21 juin 2016	Composé	2,20 .....	6 319 800	
21 juin 2027	21 juin 2017	Annuel	2,15 .....	4 024 900	
21 juin 2027	21 juin 2017	Composé	2,15 .....	2 736 900	
21 juin 2028	21 juin 2018	Annuel	2,85 .....	711 200	
21 juin 2028	21 juin 2018	Composé	2,85 .....	1 125 100	
Séries en circulation .....				307 929 600	(13)
Séries arrivées à échéance .....				55 682 900	(14)
TOTAL – OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO .....				363 612 500	
TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS .....				269 134 143 483	

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

## DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

## PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS

27 janvier 2023	29 janvier 2016	G72	1,95 .....	1 550 000 000
7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50 .....	1 106 700 000
5 février 2025	5 février 2018	G77	2,65 .....	2 700 000 000
				-----
TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS .....				5 356 700 000
				-----

## PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40 .....	300 000 000
				-----
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS .....				300 000 000
				-----

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
<b>Dettes en devises étrangères</b>					(15)
<b>PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS</b>					
29 septembre 2020	29 septembre 2010	ADI2	6,25 .....	500 000 000	
22 août 2024	22 août 2014	ADI3	4,25 .....	350 000 000	
26 août 2025	26 février 2015	ADI4	3,10 .....	365 000 000	
27 janvier 2027	27 janvier 2017	ADI5	3,50 .....	315 000 000	
12 octobre 2028	12 avril 2018	ADI6	3,20 .....	80 000 000	
26 octobre 2029	26 avril 2019	ADI7	2,70 .....	40 000 000	
3 octobre 2034	3 octobre 2019	ADI8	2,00 .....	320 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS .....				1 970 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,97787 \$.....				1 926 400 720	(15a)
<b>PAYABLE EN EUROPE EN EUROS</b>					
28 septembre 2020	28 septembre 2010	EMTN107	3,00 .....	1 250 000 000	
21 mai 2024	21 mai 2014	EMTN110	1,875 .....	1 750 000 000	
14 juin 2024	14 juin 2017	EMTN114	0,375 .....	1 500 000 000	
21 janvier 2025	21 janvier 2015	EMTN111	0,875 .....	1 250 000 000	
17 avril 2025	17 avril 2018	EMTN116	0,625 .....	1 500 000 000	
28 juin 2041	29 janvier 2016	EMTN112	1,82 .....	52 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN EUROS .....				7 302 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,55452 \$.....				11 351 087 641	(15b)

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
--------------------	--------------------	-------	-------------------	---------	-----------

%

\$

## DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

## PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING

10 novembre 2020	10 mai 2017	EMTN113	TIOL GBP 3M..... +0,09	500 000 000	
				-----	
PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING .....				500 000 000	
				-----	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,76510 \$.....				882 550 000	(15c)
				-----	

## PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS

8 juin 2020	7 juin 2010	EMTN105	1,65 .....	36 900 000 000	
				-----	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS .....				36 900 000 000	
				-----	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,012704 \$.....				468 775 368	(15d)
				-----	

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

## DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

## PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

7 mai 2020	7 mai 2010	EMTN101	2,375 .....	400 000 000	
29 juin 2029	28 juin 2017	EMTN115	0,25 .....	400 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES .....				800 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,4086 \$ .....				1 126 883 039	(15e)



## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)</b>					
<b>PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS</b>					
14 avril 2020	14 avril 2010	G48	4,40 .....	2 000 000 000	
21 mai 2020	21 mai 2015	G70	1,875 .....	2 000 000 000	
12 février 2021	12 février 2018	G78	2,55 .....	3 000 000 000	
10 septembre 2021	11 septembre 2014	G67	2,50 .....	2 000 000 000	
8 février 2022	8 février 2017	G74	2,40 .....	2 500 000 000	
25 avril 2022	25 avril 2019	G81	2,55 .....	1 750 000 000	
18 mai 2022	18 mai 2017	G76	2,25 .....	2 000 000 000	
29 juin 2022	29 juin 2012	G58	2,45 .....	1 000 000 000	
3 octobre 2022	3 octobre 2017	G75	2,20 .....	2 000 000 000	
24 janvier 2023	24 janvier 2020	G82	1,75 .....	3 000 000 000	
17 octobre 2023	17 octobre 2018	G80	3,40 .....	2 500 000 000	
29 janvier 2024	29 janvier 2019	G79	3,05 .....	2 500 000 000	
16 mai 2024	16 mai 2014	G66	3,20 .....	1 250 000 000	
27 avril 2026	27 avril 2016	G69	2,50 .....	1 000 000 000	
15 juin 2026	20 juin 2019	G83	2,30 .....	1 750 000 000	
2 octobre 2029	2 octobre 2019	G84	2,00 .....	1 250 000 000	
				-----	
<b>TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX</b>					
EN DOLLARS AMÉRICAINS .....				31 500 000 000	
				-----	
<b>ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU</b>					
TAUX DE CHANGE DE 1,28038 \$.....				40 331 840 250	(15f)
				-----	

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)</b>					
<b>TOTAL – OBLIGATIONS</b> .....				<b>330 878 380 502</b>	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS.....				(50 165 978)	
<b>TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS</b> .....				<b>330 828 214 524</b>	
<b>BONS DU TRÉSOR</b> .....				<b>18 897 002 000</b>	
<b>EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains)</b> .....				<b>2 924 000 000</b>	(16)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,33079 \$ .....				3 891 234 985	
<b>TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS</b> .....				<b>353 616 451 509</b>	
<b>TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS ET SUR LES MARCHÉS PUBLICS</b> .....				<b>362 715 447 712</b>	
<b>DETTE DE LA SCHOOL BOARD TRUST</b>					
Exercice se terminant le 31 mars					
2034	2004		5,90 .....	891 000 000	
Fonds d'amortissement .....				(303 286 707)	
				<b>583 713 293</b>	(17)

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)</b>					
<b>TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE .....</b>				<b>363 299 161 005</b>	
<b>REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION – AUTRES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX</b>					
<b>DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :</b>					
Société ontarienne d'hypothèques et de logement .....				96 937 538	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants.....				9 282 000	(4)
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :</b>					
Fair Hydro Trust.....				1 764 706 000	
Infrastructure Ontario.....				300 000 000	
Commission des parcs du Niagara .....				17 112 307	
Ornge.....				246 069 917	
Centre des congrès d'Ottawa .....				1 201 429	
<b>TITRES ONTARIENS DÉTENUS PAR LES ORGANISMES :</b>					
Obligations.....				(247 947 618)	
Bons du Trésor .....				(377 131 011)	
<b>TOTAL – REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION</b>				<b>1 810 230 562</b>	<b>(18)</b>
<b>TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION .....</b>				<b>365 109 391 567</b>	

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
--------------------	--------------------	-------	-------------------	---------	-----------

%

\$

**DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE  
L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)**

**DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS****PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS****Office d'investissement du régime de pensions du Canada :**

2021	2001	RPC	6,08 .....	19 375 000	
2022	2002	RPC	6,17 – 6,29 .....	172 961 000	
2023	2003	RPC	6,16 .....	38 130 000	
				-----	
<b>TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....</b>				<b>230 466 000</b>	<b>(3)</b>
				-----	

**DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS****PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85 .....	29 000 000
2 juin 2020	22 avril 2010	DMTN200	4,20 .....	775 000 000
2 juin 2021	15 avril 2011	DMTN207	4,00 .....	85 000 000
2 juin 2022	3 mai 2012	DMTN212	3,15 .....	478 300 000
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85 .....	2 777 300 000
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10 .....	50 000 000
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50 .....	1 550 000 000
2 juin 2025	9 janvier 2015	DMTN227	2,60 .....	1 050 000 000

**ENCOURS DE LA DETTE – Suite**  
**Au 31 mars 2020**

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)</b>					
<b>PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)</b>					
2 juin 2027	11 février 2000	KJ	7,60 .....	100 500 000	
25 août 2028	13 avril 1999	LQ	6,25 .....	78 600 000	
2 juin 2029	30 août 2019	DMTN240	2,70 .....	66 799 000	
1 <sup>er</sup> décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 Rendement réel	893 340 000	(10)
2 juin 2037	1 <sup>er</sup> septembre 2006	DMTN164	4,70 .....	400 000 000	
2 juin 2039	10 juillet 2009	DMTN182	4,60 .....	100 000 000	
2 juin 2041	9 mars 2011	DMTN204	4,65 .....	282 000 000	
2 juin 2043	15 mai 2012	DMTN214	3,50 .....	200 000 000	
2 juin 2045	1 octobre 2013	DMTN220	3,45 .....	525 000 000	
2 décembre 2046	2 février 2015	DMTN228	2,90 .....	149 750 000	
2 juin 2048	19 juin 2017	DMTN231	2,80 .....	651 000 000	
2 juin 2049	25 janvier 2018	DMTN236	2,90 .....	625 500 000	
2 décembre 2050	21 août 2019	DMTN242	2,65 .....	26 100 000	
TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS .....				10 893 189 000	
<b>TOTAL – OBLIGATIONS.....</b>				<b>10 893 189 000</b>	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS .....				14 378 465	
<b>TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS .....</b>				<b>10 907 567 465</b>	

## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
<b>DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)</b>					
<b>BONS DU TRÉSOR .....</b>				<b>655 067 000</b>	
<b>TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS.....</b>				<b>11 562 634 465</b>	
<b>TOTAL – DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE AUX FINS DE LA SFIEO .....</b>				<b>11 793 100 465</b>	
<b>DETTE DIRECTE DE LA SFIEO.....</b>				<b>5 825 380 000</b>	
<b>TOTAL – DETTE DE LA SFIEO .....</b>				<b>17 618 480 465</b>	
<b>TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE.....</b>				<b>382 727 872 032</b>	
<b>Moins : DÉTENTION D'OBLIGATIONS D'ÉPARGNE ET DE BONS DU TRÉSOR DE L'ONTARIO .....</b>				<b>(9 937 593 000)</b>	
<b>TOTAL RÉVISÉ – DETTE CONSOLIDÉE.....</b>				<b>372 790 279 032</b>	

**ENCOURS DE LA DETTE – Suite**  
**Au 31 mars 2020**

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
<b>DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*</b>					
ONTARIO POWER GENERATION INC. ....				5 126 000 000	
HYDRO ONE INC.....				1 677 516 013	
<b>TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT.....</b>				<b>6 803 516 013</b>	

\*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc., est éliminée au moment de la consolidation.

**ENCOURS DE LA DETTE – Suite****Au 31 mars 2020**

## Références :

1. Aucune émission obligataire n'est remboursable, sauf dans les cas indiqués ci-dessous. La dette est remboursable à un taux fixe ou variable selon un indice préétabli, habituellement rajusté tous les trois mois (3M). Ces indices à taux variables sont les suivants : TCAB – taux canadien d'acceptations bancaires et TIOL – taux interbancaire offert à Londres.
2. Les séries de dettes suivantes ont été contractées aux fins de la province et de la SFIEO : DMTN140, DMTN200, DMTN207, DMTN212, DMTN215, HP, DMTN223, DMTN227, KJ, LQ, DMTN240, DMTN158, DMTN164, DMTN182, DMTN204, DMTN214, DMTN220, DMTN228, DMTN231, DMTN236 et DMTN242.
3. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1<sup>er</sup> janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de reconduction sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment de la reconduction. Ces débentures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1<sup>er</sup> avril 2007, toutes les débentures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances du Canada en vertu de l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
4. OIIC (SOGFII) : Le montant total de l'encours de la province est de 9 millions de dollars.
5. CMHC (SCHL) : Selon les modalités de ces débentures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance, chacun consistant en un versement de principal et d'intérêt réunis.
6. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt pour certaines obligations canadiennes afin de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements conformément à sa stratégie de gestion des risques. Ces obligations et leurs taux d'intérêt respectifs sont les suivants : DMTN230 1,41 %, DMTN180 4,52 %, DMTN233 1,31 %, DMTN235 1,70 %, DMTN239 2,61 % et DMTN116 4,22 %.
7. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 25 % du montant principal dû doit être versé à la date d'échéance.
8. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15,0 % jusqu'au 13 janvier 2006 et au taux de 5,0 % par la suite.
9. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers prédéterminés, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2035. Au cours de l'exercice 2019-2020, le principal remboursé s'est élevé à 1 million de dollars. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée de ces obligations est de 1 092 millions de dollars.
10. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt sur le principal rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (« IPC »), qui comportait un indice de base de 127,54839 au 4 octobre 2005. Depuis que la Banque du Canada a changé l'année de référence de l'IPC (de 1992 à 2002), le 19 juin 2007, l'indice de base est passé à 107,18352. Le montant total de l'émission en principal s'élève à 2 844 millions de dollars, dont 700 millions de dollars ont été prêtés à la SFIEO, et 300 millions de dollars ont été convertis en une dette nominale à taux fixe de 4,23%. L'encours représente la valeur indexée du principal.
11. DMTN117 : L'obligation a été émise avec une forte prime en 2004 et offre un rendement de 5,74 %.
12. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêt réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le montant total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.



## ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2020

13. OSB (OEO) : Les obligations d'épargne de l'Ontario sont rachetables au gré des porteurs le 21 juin et le 21 décembre et jusqu'au 14e jour civil suivant la date de rachat du 21 juin et du 21 décembre, à l'exception des obligations à taux fixe, qui sont rachetables à échéance seulement. Depuis 2009, les obligations à taux variable ne sont rachetables qu'une fois par an, le 21 juin. Toutes les OEO actuellement en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.  
Les OEO ne sont plus émises depuis 2019.  
OEO – Taux fixe :  
En 2009, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de deux, de trois et de cinq ans. En 2010 et en 2011, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de trois, de sept et de dix ans. En 2012, en 2013, en 2014, en 2015, en 2016 et en 2018, les obligations à taux fixe émises avaient uniquement des termes de trois et de dix ans.  
OEO – Taux accélérateur :  
Série 2015 : l'intérêt est payable au taux de 0,75 %, de 0,9 %, de 1,05 %, de 1,2 % et de 1,35 %  
Série 2016 : l'intérêt est payable au taux de 0,60 %, de 0,75%, de 1,0%, de 1,25 % et de 1,5 %  
Série 2017 : l'intérêt est payable au taux de 0,60 %, de 0,8 %, de 1,05 %, de 1,3 % et de 1,65 %  
Série 2018 : l'intérêt est payable au taux de 1,50 %, de 1,8 %, de 2,15 %, de 2,3 % et de 2,55 %  
les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième années respectivement.  
OEO – Taux variable :  
Depuis 2009, le taux d'intérêt sur ces obligations à taux variable n'est rajusté qu'une seule fois par an, le 21 juin.
14. OSB (OEO) : Le montant de l'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. L'intérêt n'est payable sur ces obligations que jusqu'à la date d'échéance.
15. Le montant total de la dette en devises étrangères a été converti en dollars canadiens aux taux des contrats de change lorsque la dette était couverte, ou aux taux de change à la fin de l'exercice lorsqu'elle ne l'était pas. Au 31 mars 2020, 99,1 % de la dette en devises étrangères étaient couverts. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2020 sont les suivants : dollar australien – 0,865948, euro – 1,553434, yen japonais – 0,013105 franc suisse – 1,463431, livre sterling – 1,750362, dollar américain – 1,40965.  
La province a également conclu des ententes sur taux d'intérêt afin de convertir ces engagements en accord avec sa stratégie de gestion des risques. Ces obligations et leurs taux d'intérêt respectifs sont les suivants :  
(a) Australie en AUD 2,88 % (1 926 millions \$)  
(b) EMTN en euros : 2,96 % (9 568 millions de dollars), TCAB 3M + 0,73 % (1 783 millions de dollars)  
(c) EMTN en GBP : TCAB 3M + 0,83 % (883 millions de dollars)  
(d) au Japon en yens : 4,53 % (469 millions de dollars)  
(e) EMTN en francs suisses : 5,33 % (542 millions de dollars), 585 millions de dollars non couverts aux taux de 0,29 %  
(f) sur les marchés internationaux en dollars américains : 2,82 % (14 665 millions de dollars), 2,07 % (12 440 millions de dollars), 1,41% (1 360 millions de dollars), 2,03 % (1 273 millions de dollars), TCAB 3M + 0,88 % (10 594 millions de dollars)
16. Les effets de commerce en dollars américains sont des billets à escompte ayant une échéance maximale de 270 jours.
17. SBT: La School Board Trust (une fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars, 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures ont été versés aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Le ministère de l'Éducation verse au fonds d'amortissement de la fiducie un paiement de transfert annuel dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires pour rembourser cette dette sur 30 ans.
18. Le montant total du redressement de consolidation comprend la dette contractée auprès de tiers par d'autres organismes gouvernementaux, et l'élimination de la dette provinciale détenue par ces organismes. Les titres de l'Ontario faisant partie de la dette provinciale détenue par ces organismes sont les suivants (en millions de dollars) :  
Obligations d'épargne de l'Ontario :  
Fonds de reboisement : DMTN215 – 5 millions de dollars, DMTN229 – 2 millions de dollars et DMTN240 – 12 millions de dollars.  
Infrastructure Ontario : DMTN223 – 88 millions de dollars, DMTN237 – 62 millions de dollars et DMTN241 – 17 millions de dollars.  
Fondation Trillium de l'Ontario : DMTN200 – 6 millions de dollars, DMTN207 – 12 millions de dollars, DMTN230 – 23 millions de dollars et DMTN232 – 13 millions de dollars.

Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : OIIC 169-189 – 9 millions de dollars.

Bons du Trésor :

Fonds de reboisement : 4 million de dollars; Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario : 106 millions de dollars; Société ontarienne de financement de la croissance : 203 millions de dollars; Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : 38 millions de dollars; et Fondation Trillium de l'Ontario : 26 millions de dollars.

**OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE  
DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)**

**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020**

	2020	2019
	\$	\$
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	(900 000 000)	(721 162 976)
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada .....	0	0
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	113 759 000	431 558 000
Variation nette des emprunts à court terme	(701 000)	609 000
	-----	-----
Augmentation/(diminution) nette en débentures et billets aux fins de la SFIEO .....	(786 942 000)	(288 995 976)
	=====	=====
Dette garantie par la Province.....	(484 239 000)	0
	=====	=====
Intérêts sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	369 697 651	403 355 490
À court terme .....	10 844 086	11 024 908
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada.....	14 310 702	14 310 702
	-----	-----
	394 852 439	428 691 100
	-----	-----
Recouvrements de la SFIEO		
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	900 000 000	721 162 976
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime e pensions du Canada .....	0	0
Produits d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	(113 759 000)	(431 558 000)
Variation nette des emprunts à court terme	701 000	(609 000)
	-----	-----
Recouvrements/(avances) nets.....	786 942 000	288 995 976
	=====	=====

**OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE  
DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)**

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Dette garantie par la Province .....	484 239 000	0
	=====	=====
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics		
À long terme.....	(369 697 651)	(403 355 490)
À court terme .....	(10 844 086)	(11 024 908)
de titres émis hors des marchés publics		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada.....	(14 310 702)	(14 310 702)
	-----	-----
	(394 852 439)	(428 691 100)
	-----	-----

**section 4**  
**autres annexes**  
**supplémentaires**  
**(non vérifié)**



## PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2019	Prêts <sup>1</sup>	Remboursements <sup>2</sup>	Autres <sup>3</sup>	Solde au 31 mars 2020
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation / Affaires rurales:</b>					
Débitures pour drainage au moyen de tuyaux ....	13 762 625	1 806 300	3 286 358	-	12 282 567
Débitures pour drainage au moyen de tuyaux – Intérêts à recevoir .....	337 914	-	-	(34 913)	303 001
	14 100 539	1 806 300	3 286 358	(34 913)	12 585 568
Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités .....	127 055	-	14 768	-	112 287
Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités – Intérêts à recevoir.....	2 250	-	-	755	3 005
	129 305	-	14 768	755	115 297
<b>Ministère du Développement économique, Création d'emplois et Commerce</b>					
Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile .....	138 755 159	-	198 222	-	138 556 937
Moins: Escompte non amorti.....	(101 872 30)	-	-	(101 872 300)	(89 224 565)
	36 882 859	-	198 222	(101 872 300)	49 332 372
		-	4 240 660		18 745 760
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe .....	22 986 420	-	-	-	0
Moins: Escompte non amorti.....	0	-	-	(10 923 231)	0
	22 986 420	-	4 240 660	(10 923 231)	18 745 760
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques.....	26 345 514	-	11 405 991	(3 442 079)	14 939 523
Moins: Escompte non amorti.....	-	-	-	-	-
	26 345 514	-	11 405 991	(3 442 079)	14 939 523
MaRS Phase 2 .....	87,963,974	-	3,225,112	2 459 844	83,911,654
Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario.....	2 171 378	1 627 579	1 073 666	(110 836)	2 725 291
Moins: Escompte non amorti.....	(75 790)	-	-	(75 790)	(52 124)
	2 095 587	1 627 579	1 073 666	(186 626)	2 673 167
Fonds pour l'emploi et la prospérité .....	9 550 000	6 679 447	-	(382 000)	16 259 318
Moins: Escompte non amorti.....	(612 485)	-	-	(612 484)	(746 534)
	8 937 515	6 679 447	-	(994 484)	15 512 784

## PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2019	Prêts <sup>1</sup>	Remboursements <sup>2</sup>	Autres <sup>3</sup>	Solde au 31 mars 2020
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ministère de l'Énergie, du Développement du Nord et des Mines:</b>					
Hydro One.....	1 666 339 172	-	-	(100)	1 666 339 072
Ontario Power Generation.....	5 847 160 000	65 560 000	-	-	5 912 720 000
Commission de transport Ontario Northland .....	35 207 935	-	-	-	35 207 935
Développement économique.....	50 352 130	110 400 00	419 167	311 327	160 644 290
Développement économique – Intérêts à recevoir .....	-	-	-	1 331 351	1 331 351
	50 352 130	110 400 00	419 167	1 642 678	50 322 018
<b>Ministère des Finances:</b>					
Société ontarienne de travaux d'infrastructure					
Prêt à long terme .....	2 194 680 827	-	100 000 000	-	2 194 680 827
Amortissement du prêt.....	3 457 490 706	396 226 026	115 389 581	-	3 457 490 706
	215 000 000	1 235 000	1 155 000 000	-	215 000 000
Crédit renouvelable à court terme.....	-	000	-	-	-
Gouvernement du Canada – Secteur de l'automobile .....	56 533 228	-	1 906 529	(445 525 555)	56 533 228
Prêts de l'Office ontarien de financement:					
Conseils scolaires .....	5 025 438 643	-	239 137 635	-	5 025 438 643
Société des loteries et des jeux de l'Ontario.....	31 624 065	10 255 040	9 596 226	-	31 624 065
Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité .....	16 595 296	106 107	119 948 700	-	16 595 296
	-	626	-	-	-
Musée royal de l'Ontario.....	23 633 613	-	100 000	-	23 633 613
Corporation de la ville de Windsor.....	6 314 804	-	4 077 822	-	6 314 804
Commission de transport Ontario Northland .....	6 730 104	3 500 000	8 889 407	-	6 730 104
Commission des parcs du Niagara.....	3 858 023	-	374 364	-	3 858 023
Société ontarienne de vente du cannabis .....	64 692 662	16 712 751	-	-	64 692 662
Centre des congrès d'Ottawa.....	47 114 847	-	1 000 000	-	46 114 847
Collèges d'arts appliqués et de technologie .....	328 931 159	43 770 827	24 013 669	-	350 410 001
Unity Health Toronto.....	-	100 000 00	1 040 906	-	-
Arnprior Regional Health.....	-	2 773 000	-	-	-
	5 575 412 058	244 348 417	408 178 729	-	5 575 412 058
Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR) .....					
	165 000 000	-	11 000 000	-	154 000 000
Moins : Escompte non amorti.....	(80 805 300)	-	-	5 387 020	(75 418 280)
	84 194 700	-	11 000 000	5 387 020	78 581 720
Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario ...					
	195 273	-	-	-	195 273
Power Workers' Union.....	68 666 755	-	1 059 250	-	67 607 506
Society of United Professionals.....	33 823 614	-	820 864	-	33 002 749
Legacy Lands LLP.....	2 242 973	-	2 242 973	-	-

non vérifié



**PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2019	Prêts <sup>1</sup>	Remboursements <sup>2</sup>	Autres <sup>3</sup>	Solde au 31 mars 2020
	\$	\$	\$	\$	\$
Fiducie de soins de santé au bénéfice d'employés – section locale 1005 et fiducie de soins de santé au bénéfice des retraités non membres des Métallos .....	2 543 710	-	2 625 000	81 290	
<b>Ministère des Finances:</b>					
OFN Power Holdings LP .....	252 648 256	-	6 054 276	-	246 593 980
Autorité ontarienne de réglementation des services financiers .....	40 407 077	6 853 000	773 032	419 200	46 906 245
<b>Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs:</b>					
Office du secteur des condominiums .....	5 500 000	-	329 537	-	5 170 463
Office du secteur des condominiums – Intérêts à recevoir .....	94 127	-	-	81 711	275 837
	5 694 127	-	329 537	81 711	5 446 300
<b>Ministère des Affaires municipales et du Logement:</b>					
Crédits d'impôt pour les mun. et les écoles.....	146 980	-	4 200	-	142 780
<b>Ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport:</b>					
Science Nord – Cinéma IMAX.....	75 837	-	-	-	75 837
<b>Ministère de Formation et Collèges Universités:</b>					
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail.....	9 007 220	533 324	9 540 544	-	0
Prêts étudiants non remboursés .....	420 523 650	406 520	65 335 484	73 971 769	429 566 455
Principal des prêts.....	2 020 992 714	362 603 316	267 378 592	(70 972 782)	2 045 244 655
Principal des prêts – Intérêts à recevoir .....	5 977 652	-	-	1 124 395	7 102 047
	2 026 970 366	362 603 316	267 378 592	(69 848 387)	2 052 346 703
<b>Ministère de l'Infrastructure:</b>					
Infrastructure communautaire - Prêts .....	-	12 000 000	-	-	12 000 000

**TOTAL DES PRÊTS ET INVESTISSEMENTS EN COURS AVANT**

**LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 mars 2020.....** **22 540 705 342**

**PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 mars 2020.....** **(766 633 448)**

1. Comprend les montants d'amortissement.

2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses, les libérations de prêts et les ajustements d'évaluation.

3. Comprend l'intérêt couru à recevoir et les redressements aux escomptes non amortis.

Les prêts et investissements au moment de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.

**PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour la construction afin de financer des prêts destinés aux propriétaires de terres agricoles pour l'installation d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission. Ces prêts, que les propriétaires remboursent à la municipalité, sont garantis par des privilèges prioritaires.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le Fonds de la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile consiste en un prêt conditionnel de 173 millions de dollars accordé à General Motors du Canada Limitée pour l'aider à réaliser son projet Beacon, évalué à 2,5 milliards de dollars. Ce projet vise à accroître la capacité de conception et de fabrication de véhicules dans trois usines ontariennes et un centre canadien de l'ingénierie. L'accent sera mis notamment sur les technologies de fabrication novatrices et la formation spécialisée. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

La Stratégie d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe accordait des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques s'étale sur plusieurs années et consiste en subventions et prêts visant à attirer des investissements stratégiques dans des projets novateurs pour favoriser la transition de l'économie de l'Ontario et en assurer la compétitivité à l'échelle internationale et la prospérité à long terme. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes.

Le programme MaRS Phase 2 est un programme de prêt pluriannuel visant à soutenir la tour ouest du projet MaRS. Un prêt de 94 millions de dollars a été consenti pour terminer la location de la tour ouest du projet MaRS et remplir les obligations imposées par les tiers bailleurs de fonds. Ce prêt sera entièrement remboursé d'ici la fin de 2035.

Le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario est un fonds pluriannuel qui offre des subventions et des prêts visant à favoriser la création d'emplois, l'investissement, l'innovation, la mise sur pied de grappes industrielles et la collaboration dans le Sud-Ouest de l'Ontario. Ce programme fait l'objet d'une refonte et les nouvelles demandes ne sont donc pas acceptées pour l'instant.

L'ancien Fonds pour l'emploi et la prospérité a été annoncé dans le budget de l'Ontario de 2014 et lancé officiellement le 7 janvier 2015. Le FPE, étalé sur dix ans, était doté de 2,7 milliards de dollars et visait à favoriser un climat d'affaires dynamique et novateur ainsi qu'à améliorer la productivité et l'accès au marché pour les entreprises et les secteurs de l'Ontario. Le Fonds comptait quatre volets :

- Le volet Nouvelle économie – subventions et prêts pour renforcer les capacités de recherche-développement, améliorer la productivité, le rendement et la compétitivité du secteur privé et aider les entreprises innovantes à élargir leur marché. Le volet n'accepte plus de demandes.
- Le volet Partenariats stratégiques – subventions pour aider les entrepreneurs, les entreprises, les établissements de recherche, les clients et les investisseurs à collaborer pour renforcer les entreprises ontariennes et leur compétitivité sur les marchés mondiaux. Le volet n'accepte plus de demandes.
- Le Fonds de développement du secteur des aliments et des boissons (qui relève du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales) – subventions pour appuyer les projets de fabrication de produits alimentaires, de boissons et de bioproduits qui contribueront à créer et à préserver des emplois, à renforcer les chaînes d'approvisionnement, à accroître l'accès aux marchés et à améliorer l'innovation et la productivité. Le volet n'accepte plus de demandes.
- Le Fonds de développement du secteur forestier – subventions et prêts pour soutenir les manufacturiers et les transformateurs de bois et de biomasse forestière de l'Ontario, ce qui englobe les scieries et les usines de pâtes et papiers, les manufactures de produits secondaires du bois et les projets en bioéconomie. Ce volet est réaménagé et de nouvelles demandes seront acceptées ultérieurement.

**PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Dans le budget de 2019-2020, l'Ontario a lancé récemment le Plan directeur pour un Ontario ouvert à l'emploi, conçu pour moderniser la façon dont le gouvernement travaille avec les entreprises pour accroître leur compétitivité économique et créer de bons emplois.

Le Fonds de développement du secteur forestier et les programmes régionaux (Fonds de développement de l'Est de l'Ontario, Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario et Collectivités en transition) seront réaménagés en fonction du Plan directeur pour un Ontario ouvert à l'emploi.

La province détient 282 412 648 actions ordinaires et 16 720 000 actions privilégiées dans Hydro One Limited, représentant au total une valeur comptable de 1 666 millions de dollars.

La province détient 256 300 010 actions ordinaires et 18 343 815 actions de catégorie A dans Ontario Power Generation (OPG), représentant au total une valeur comptable de 5 913 millions de dollars.

La Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) a été établie en vertu de la Loi de 2011 sur la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier. Au 31 mars 2020, il existe un billet à ordre de 279,7 millions de dollars (279,7 millions de dollars en 2019) qui arrive à échéance le 31 mars 2053. L'intérêt sur le billet, dont le taux est révisé chaque trimestre en fonction du taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois de la province, est payable chaque trimestre. Au 31 mars 2020, le solde était de 1 815,0 millions de dollars (1 915,0 millions de dollars en 2019).

En mai 2015, le programme ci-dessus a été remplacé par un programme de prêts qui correspond mieux au financement du programme de prêts de la SOII. Au 31 mars 2020, le solde impayé de ce programme était de 3 738,3 millions de dollars (3 457,5 millions de dollars en 2019).

La SOII a également reçu une facilité de crédit renouvelable à court terme pouvant atteindre 900,0 millions de dollars, qui a été ramené à 600,0 millions de dollars en mai 2019. Au 31 mars 2020, le solde impayé du crédit était de 295,0 millions de dollars (215,0 millions en 2019) à des taux d'intérêt variant entre 1,81 % et 1,90%.

Les gouvernements de l'Ontario et du Canada, par l'entremise d'Exportation et développement Canada, une société de la Couronne appartenant entièrement au gouvernement du Canada, ont pris des mesures concertées pour assurer la viabilité et la compétitivité à long terme du secteur canadien de l'automobile. L'investissement de la province a représenté le tiers de l'aide financière canadienne totale accordée à General Motors, General Motors du Canada Limitée, pour la restructuration de leurs opérations. Au 31 mars 2020, le solde était de 54,6 millions de dollars (56,5 millions de dollars en 2019).

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; donne des conseils sur le financement de projets; et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province.

Des prêts sont accordés aux conseils scolaires dans le cadre de différents programmes depuis 2006. Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2020, les conseils scolaires ont fait deux paiements semestriels en principal et intérêts, réduisant l'encours total à 4 786,3 millions de dollars (5 024,5 millions de dollars en 2019). Ces prêts, qui portent intérêt à des taux se situant entre 2,43 % et 5,38 %, arrivent à échéance entre 2020 et 2042.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG), un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, a obtenu des prêts pour financer plusieurs projets. Au 31 mars 2020, le solde impayé de ce prêt était de 32,3 millions de dollars (31,6 millions de dollars en 2019).

**PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

La SIERE a obtenu une facilité de crédit permanent pour financer un projet dans le cadre du Programme de protection des tarifs dans les régions rurales ou éloignées (PPTRE) jusqu'à concurrence de 475,0 millions. Au 31 mars 2020, le solde de la facilité de crédit pour le PPTRE était de 2,8 millions de dollars (16,6 millions de dollars en 2019).

Le Musée royal de l'Ontario (le « Musée ») est un organisme établi par la province de l'Ontario, en vertu d'une loi spéciale de l'Assemblée législative de l'Ontario. Il a contracté un emprunt de 26,0 millions de dollars à un taux variable, qui est actuellement de 0,53 %. Au 31 mars 2020, le solde se chiffrait à 23,5 millions de dollars (23,6 millions de dollars en 2019). Tous les prêts en cours seront remboursés d'ici mars 2027.

La corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la Loi sur les municipalités. Des fonds ont été accordés pour l'achat, la conception et la construction du Complexe judiciaire de Windsor, qui comprend le palais de justice de la Division provinciale et le quartier général de la police municipale. Le prêt de 20 ans a un taux de 6,41 % et vient à échéance en mars 2021. Au 31 mars 2020, le solde impayé se chiffrait à 2,2 millions de dollars (6,3 millions de dollars en 2018).

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport Ontario Northland*. Le solde impayé du prêt à terme de la CTON au 31 mars 2020 était de 1,3 million de dollars (1,7 millions de dollars en 2019) et arrivera à échéance entre 2020 et 2031, et porte intérêt à des taux variant entre 4,90 % et 5,22 %. En outre, la CTON a reçu une facilité de crédit renouvelable à court terme dont le solde impayé était de 5,0 millions de dollars.

La Commission des parcs du Niagara, un organisme provincial de la Couronne régi par la Loi sur les parcs du Niagara, a reçu un prêt pour financer les coûts d'immobilisations supplémentaires engagés pour le réaménagement de la phase I de la Table Rock House dans le parc de la Reine Victoria à Niagara Falls. Ce prêt, qui porte intérêt au taux de 5,07 %, arrive à échéance en avril 2027. Au 31 mars 2020, le solde impayé était de 3,5 millions de dollars (3,9 millions de dollars en 2018).

La Société ontarienne de vente du cannabis (SOVC), une filiale de la Régie des alcools de l'Ontario et un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la Loi de 2017 sur la Société ontarienne de vente du cannabis, a reçu une facilité de prêt de 150 millions de dollars pour mettre en œuvre ses activités de vente au détail. Au 31 mars 2020, le solde impayé était de 81,4 millions de dollars (64,7 millions de dollars en 2019).

Le Centre des congrès d'Ottawa (CCO) est un organisme de la Couronne de la province constitué aux termes de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*. L'Office ontarien de financement (OOF) lui a consenti un prêt de 40 millions de dollars le 11 août 2011 pour refinancer une dette qui avait été engagée pour réaménager l'établissement. Au cours de l'exercice 2016-2017, l'OOF a constitué une provision contre ce prêt, comprenant les intérêts accumulés. Le CCO a fait le premier paiement de 1,0 million de dollars aux termes de l'entente conclue avec l'OOF. Au 31 mars 2020, le solde impayé était de 45,1 millions de dollars (46,1 millions de dollars en 2019).

On a accordé des prêts à des collèges d'arts appliqués et de technologie d'une valeur de 331,4 millions de dollars (350,1 millions de dollars en 2019) pour divers projets relatifs aux campus, notamment pour la construction de nouvelles résidences d'étudiants ou l'agrandissement de résidences, du matériel informatique, des terrains de stationnement et un projet d'immobilisations visant les économies d'énergie. Ces prêts ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 1,86 % et 5,75 % et arrivent à échéance entre 2020 et 2042.

Conformément au paragraphe 82 (4) de la Loi sur les régimes de retraite, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1er décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

**PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

La province a consenti, à certaines conditions, des prêts distincts à la fiducie du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et à la fiducie de la Society of Energy Professionals (Société) afin de financer leur achat respectif d'actions ordinaires d'Hydro One Limited et certaines dépenses connexes. Le montant total du principal des prêts accordés aux fiducies s'élevait à 111 millions de dollars : 75 millions de dollars à la fiducie du Syndicat des travailleurs et travailleuses du secteur énergétique et 36 millions de dollars à la fiducie de la Société. Chaque fiducie emprunteuse a utilisé son prêt pour acheter des actions ordinaires d'Hydro One Limited et payer certaines dépenses connexes.

Une remise partielle des prêts consentis à ces fiducies syndicales à l'appui de l'achat d'actions de Hydro One en 2015 s'est traduite par un gain réalisé de 1 032 498,85 \$ pour 2018-2019.

Le 13 juin 2017, un plan de restructuration a été approuvé relativement à la société Stelco comprenant un financement provincial sous forme de trois prêts visant à aider la société à se dégager de la protection prévue par la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*. Ces prêts provinciaux, contractés le 30 juin 2017, comprennent : 1) un prêt sans intérêt pouvant atteindre 68 millions de dollars sur dix ans aux entités responsables des avantages postérieurs à l'emploi; 2) un prêt renouvelable pouvant atteindre 10 millions de dollars sur 10 ans pour soutenir les activités du Land Vehicle; 3) un prêt pouvant atteindre 22 millions de dollars assorti d'une échéance de 4 ans consenti à Stelco. Le 30 juin 2017, une avance de 10,5 millions de dollars sur ce dernier prêt a été consentie. Le montant impayé a été remboursé avec intérêts le 17 novembre 2017 et le prêt a été liquidé à cette date.

Les autres avantages postérieurs à l'emploi désignent les avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite comme, par exemple, les régimes d'assurance médicaments, dentaire et vie.

La province a consenti à OFN Power Holdings LP un prêt assorti de conditions pour aider les Premières Nations participantes à financer l'achat d'actions ordinaires de Hydro One Limited. Le principal du prêt était de 259 millions de dollars.

Le remboursement partiel du prêt consenti à l'emprunteur pour l'aider à acheter des actions de Hydro One en 2017 s'est traduit par un gain réalisé de 468 443,07 \$ pour 2018-2019.

L'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers (ARSF) est un nouvel organisme chargé de réglementer les services financiers et les régimes de retraite en Ontario. Pour financer ses coûts de démarrage en 2017-2018 et 2018-2019, le gouvernement a approuvé un prêt non renouvelable d'au plus 40 millions de dollars à l'ARSF, autorisé en vertu de la *Loi de 2016 sur l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers*.

Le gouvernement a émis des prêts totalisant 40 millions de dollars à l'ARSF au 31 mars 2020 pour assumer ses coûts administratifs et opérationnels initiaux. Tous les montants et les intérêts prévus dans la convention de prêt sont exigibles le 1er avril 2020. Un accord modificateur qui est entré en vigueur le 31 mars 2020 permet à l'ARSF de retirer des avances jusqu'au 31 mars 2020. Il prévoit également que des modifications seront nécessaires pour convertir la facilité de prêt non renouvelable en une facilité de prêt à long terme.

Les activités de démarrage de l'ARSF comprennent les approvisionnements, comme l'acquisition de services d'avocats externes et de recrutement, d'une expertise en ressources humaines et de conseils sur les systèmes d'information et de technologie de l'information. Les autres frais de démarrage comprennent les coûts liés à la rémunération du personnel et des cadres, à la location de locaux et aux charges d'ITI.

**PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Ce prêt a été consenti à l'Office ontarien du secteur des condominiums (l'Office) pour financer ses coûts de démarrage. Aux termes de l'entente actuelle, l'Office rembourserait le prêt sur une période de 10 ans à partir du 1er avril 2019. Jusqu'au 1er avril 2019, le taux d'intérêt est variable et les intérêts courent quotidiennement, à un taux d'intérêt annuel égal au taux des bons du Trésor de l'Ontario de 90 jours majoré de 50 points de base, composé et recalculé le premier jour ouvrable en janvier, en avril, en juillet et en octobre. À compter du 1er avril 2019, lorsque l'Office commencera à rembourser le prêt, le taux d'intérêt sera fixe et correspondra au coût de financement d'une obligation de dix ans de la province de l'Ontario, y compris les frais et commissions, tel que déterminé par le MSGSC majoré de 200 points de base, composé semestriellement. Les intérêts courent quotidiennement. Les remboursements seraient faits conformément à un tableau de remboursement fourni par le MSGSC, à compter du 1er avril 2019.

Ce programme a pris fin en 1980 et prévoyait le paiement par la province des impôts municipaux et scolaires applicables à la résidence principale dont étaient propriétaires des personnes âgées et qu'elles occupaient. Le montant du privilège est remboursable à la vente ou à la cession de la propriété à toute personne autre que la conjointe ou le conjoint du demandeur. Ce programme ne comporte aucun intérêt.

La Commission de transport Ontario Northland exploite et administre des services de transport par autobus et par train en direction et en provenance du Nord de l'Ontario. La province a versé des subventions se chiffrant à 94 372 014 \$ en 2019-2020.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme provincial de la Couronne constitué aux termes de la Loi sur la Commission de transport Ontario Northland. L'emprunt total de la CTON de 6,1 millions de dollars (1,73 million de dollars en 2018) arrive à échéance entre 2020 et 2031 et porte intérêt à un taux variant entre 4,9 % et 5,22 %.

À la fin de l'exercice 2019, un montant de 80 225 343,41 \$ était dû au ministère au titre du soutien de la croissance économique et de l'investissement dans le Nord de l'Ontario.

En 1993, Science Nord a reçu un prêt sans intérêt de 500 000 \$ du MTCS pour la construction du cinéma IMAX. Ce prêt était constitué d'un prêt direct de 140 000 \$ du MTCS et d'un prêt de 360 000 \$ du MTCS consenti par l'entremise de l'OOF. Science Nord a remboursé 64 163 \$ au titre du prêt direct consenti par le MTCS, ce qui laisse un solde de 75 837 \$ dû au ministère.

Le programme de Prêts pour l'acquisition d'outils de travail a été lancé en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 \$ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Les apprentis doivent commencer à rembourser le prêt un an après la fin de leurs études. Le prêt est sans intérêt jusqu'à un an après la fin de la formation.

The Ontario Student Assistance Program (OSAP) provides needs-tested financial assistance in the form of loans and grants to eligible postsecondary students. Loans repayment to the Ministry through a service provider begins six months after the study period ends. If loan repayment is not made and loan default occurs, collection activity begins through the province's Collection Management Unit. Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts au ministère par l'entremise d'un fournisseur de services commence six mois après la fin des études. Si le remboursement du prêt n'est pas effectué et que survient un défaut de paiement, l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province entame le processus de recouvrement.

Prêt de 24 millions de dollars consenti conjointement avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) au YMCA d'Ottawa. La part du prêt assumée par l'INF est de 12 millions de dollars.

## FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2019 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2020 \$
<b>Ministère du Procureur général:</b>			
Dépôts au titre des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et du cannabis <sup>2</sup> .....	16 113 402	(2 817 039)	13 299 028
Fonds d'aide aux victimes.....	30 206 233	(1 626 358)	28 579 875
Produits de la criminalité.....	8 804 932	764 970	9 569 902
<b>Ministère des Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires:</b>			
Bureau des obligations familiales.....	36 041 150	4 893 264	40 934 414
<b>Ministère du Développement économique, Création d'emplois et Commerce</b>			
Retenues sur les paiements de transfert <sup>1</sup> .....	40 439 029	(416 468)	40 022 560
<b>Ministère du Énergie, du Développement du Nord et des Mines:</b>			
Fonds de réhabilitation des mines.....	13 833 490	2 718 254	15 461 670
Fin des contrats d'énergie renouvelable <sup>1</sup> .....	-	106 741 415	106 741 415
<b>Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs:</b>			
Fonds en fiducie d'assurance.....	107 999 423	2 222 769	110 222 192
Parcs Ontario – Loi sur les parcs provinciaux (CFP).....	39 859 999	(92 165)	39,767,834
<b>Ministère des Finances:</b>			
Réserve pour chèques en circulation.....	31 653 083	(7 477 778)	24 175 305
<b>Ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs:</b>			
Caisse d'assurance des sûretés mobilières.....	21 998 205	99 574	22 097 779
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles.....	56 446 868	7 903 677	64 350 545
Réserve de fonds non réclamés (programme).....	-	12 581 629	12 581 629

## FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

	Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2019 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2020 \$
<b>Ministère de la Santé et des Soins de longue durée:</b>			
Réserve pour chèques en circulation .....	15 860 585	17 894	15 878 479
Initiatives reliées aux engagements de conformité volontaire de l'Alliance pancanadienne pharmaceutique <sup>1</sup> .....	47 517 157	(2 547 966)	44 969 191
Règlements relatifs à l'hépatite C <sup>1</sup> .....	18 484 994	(200 000)	18 284 994
<b>Ministère des Richesses naturelles et des Forêts:</b>			
Pêche et faune (CFP) .....	22 063 276	5 854 119	27 917 395
<b>Ministère de la Solliciteur général</b>			
Produits de la criminalité .....	14 093 310	3 226 289	17 319 599
Produits de la criminalité survivants d'agents de sécurité publique .....	5 468 494	(7 552)	5 460 942
<b>Ministère des Formation et Collèges et Universités</b>			
Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF)	14 435 790	888 843	15 324 633
<b>Ministère des Transports:</b>			
Programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité .....	13 836 498	2 178 201	16 014 699
Fonds réservés au transport en commun .....	11 546 719	3 557 539	15 104 258
Réclamations de construction <sup>1</sup> .....	68 126 257	(3 309 414)	64 816 843
Expropriations <sup>1</sup> .....	69 644 351	(13 230 622)	56 413 729
Retenue de 10 % prévue dans la loi <sup>1</sup> .....	98 968 570	19 113 379	118 081 949
<b>Ministère du Secrétariat du Conseil du Trésor:</b>			
Pensions et prestations supplémentaires:			
Caisse de retraite des juges provinciaux <sup>2</sup> .....	1 026 187 937	(379 901 306)	646 286 632
Compte des prestations supplémentaires des sous- ministres – Dépôts <sup>2</sup> .....	44,485,300	(2,115,909)	42,369,391
Au-delà des prestations suppl. max. – RRF .....	414,176,761	52,939,341	467,116,102
Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO <sup>2</sup> .....	20,979,103	3,470,439	24,449,542
Au-delà des prestations suppl. max. – CMM .....	6,297,388	1,040,908	7,338,297
Régime complémentaire des juges de paix .....	20,816,764	2,716,219	23,532,983
<b>Other:</b>	-	46 266 872	46 266 872

1. Comprend les soldes de 2019-2020 qui n'ont pas été présentés dans l'annexe Fonds et autre passif de 2019-2020.

2. Du Secrétariat du Conseil du Trésor Fonds ajustés pour ne refléter que le solde des comptes de passif du fonds.



## FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

### Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

En Ontario, les établissements d'enseignement postsecondaire doivent partager le coût des défauts de paiement si leur taux de défauts de paiement est supérieur au seuil annuel établi par le ministère. Dans le cas des établissements privés, il s'agit d'une condition de leur approbation aux fins du Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO). L'Ontario est le bénéficiaire des lettres de crédit irrévocables fournies par les banques à titre de garantie contre les futurs coûts des défauts de paiement des prêts étudiants de l'Ontario que les collèges privés d'enseignement professionnel devraient assumer.

Le Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF) est une disposition de la Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel (Loi). Le FAAF est administré par le surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel avec l'aide du Conseil consultatif du Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, dont les membres sont nommés par le ministre de la Formation et des Collèges et Universités. Si un collège privé d'enseignement professionnel ferme, la sûreté financière de ce collège servira à l'achèvement de la formation des étudiants ou à des remboursements. Une fois que la sûreté financière aura été éliminée, les réclamations des étudiants en souffrance seront payées à partir du FAAF.

Les dépôts au titre des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et du cannabis ont été établis en vertu de la Loi de 1996 sur la réglementation des alcools, du cannabis et des jeux et la protection du public qui permet à la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario de fixer des droits et d'autres frais pour l'application des lois suivantes : Loi sur les permis d'alcool, Loi de 1992 sur la réglementation des jeux, Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux et Loi de 2018 sur les licences liées au cannabis. En vertu de l'article 14.1 de la Loi, des amendes peuvent être imposées à titre de mesure administrative pour assurer l'observation des lois et règlements par toutes les entités que régit la Commission dans les industries des jeux, de l'alcool, des courses de chevaux et de la vente au détail du cannabis, et elles peuvent être utilisées uniquement à des fins de sensibilisation, d'information et de formation. Depuis le 30 septembre 2013, les auteurs de demande n'ont plus à payer de frais puisque les avis sont maintenant affichés dans le site Web de la Commission. Aux termes de l'article 12 de la Loi de 2015 sur les licences de courses de chevaux, tous les auteurs de demande doivent payer les frais raisonnables associés aux demandes de renseignements ou aux enquêtes, ou encore fournir une garantie sous une forme acceptable pour le registrateur. Dans tous les cas, les dépôts servent à assumer les coûts en question. Au 31 mars 2020, les dépôts pour amendes étaient de 2 236 743 \$, les dépôts pour le jeu étaient de 2 236 743 \$, les dépôts pour l'alcool étaient de 554 792 \$, les dépôts pour les courses de chevaux étaient de 704 432 \$ et les dépôts pour le cannabis étaient de 0 \$, pour un total de 13 296 362 \$.

Le Fonds d'aide aux victimes est un compte à des fins particulières établi en vertu de la Charte de 1995 des droits des victimes d'actes criminels. La majorité (95 %) des revenus de ce fonds provient d'amendes supplémentaires pour les victimes imposées en vertu de la Loi sur les infractions provinciales. Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on peut veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. Il est possible de garder un compte séparé de ces fonds et de reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Le ministère du Procureur général gère un compte à fin déterminée lié à la confiscation de biens au civil et aux produits d'activités illicites. Les fonds qui y sont versés servent à indemniser les victimes directes des activités illicites ayant mené à la confiscation, à couvrir une partie des coûts d'administration associés aux cas de confiscation de biens au civil, et à accorder des subventions aux organismes d'application de la loi pour venir en aide aux victimes et prévenir les activités illicites qui entraînent la victimisation.

Le ministère de Solliciteur général (SOLGEN) et le ministère du Procureur général (MPG) exploitent chacun un compte spécial pour l'argent des produits de la criminalité reçu par la Couronne ou pour le compte de celle-ci. L'Ontario a signé un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral qui indique l'engagement de la province d'utiliser les produits de la criminalité pour financer des initiatives d'application de la loi et de prévention des crimes, ainsi que l'administration des frais de justice pénale associés aux causes liées aux produits de la criminalité. Les ministères font des paiements à partir de ces comptes conformément aux modalités et l'intérêt est crédité trimestriellement à ces comptes. Les deux ministères ont signé un accord de partage pour les montants reçus des produits de la criminalité à l'échelle fédérale et provinciale. Selon cet accord, le MPG reçoit 40 % des fonds versés par la province et le SOLGEN en reçoit 60 %; cette répartition est de 25 % et de 75 % respectivement pour les fonds versés par le gouvernement fédéral.

## FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

### Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Le ministère des Services à l'enfance et Services sociaux et communautaires tient un compte spécial pour recevoir et verser les pensions alimentaires entre des tiers, comme cela est autorisé aux termes de la Loi de 1996 sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments (LOFEAA). L'article 5 de la LOFEAA autorise le directeur à exécuter les ordonnances alimentaires, à retenir les pensions alimentaires et à verser les montants recouvrés à la personne à qui ils sont dus.

Dans le budget de mai 1997, en reconnaissance de l'énorme sacrifice fait par nos agents de sécurité publique pour que l'Ontario demeure un endroit sûr, un décret instituait le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique à titre de compte à fin déterminée doté de 5 millions de dollars (portant des intérêts de 5 % par année lorsque le principal est inférieur à 5,5 millions de dollars). La bourse d'études fournit des fonds aux enfants et aux conjoints d'agents de sécurité publique morts dans l'exercice de leurs fonctions. Le financement est recommandé par un comité consultatif, qui a aussi été établi selon les directives du décret. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies et selon les directives du ministre, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Les contributions de garantie financière fournies sont en espèces et produisent des intérêts pendant qu'elles sont déposées auprès du ministre des Finances. Ces dépôts en espèces et les intérêts sont remboursables.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau qui les rendraient inutilisables.

Paievements non encaissés faits à des employés admissibles en vertu de règlements entre les syndicats ou les fédérations et la province comme recours à la suite de la décision de la Cour supérieure de l'Ontario relative à la Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves.

Un compte à des fins particulières (CFP) portant intérêt a été établi pour transférer les dons faits antérieurement à des organismes de bienfaisance pour l'éducation et créditer les futurs dons au PEDEP à mesure qu'ils sont reçus. Le programme a pour objectif premier de créer un processus durable et transparent d'utilisation des dons, des legs et des intérêts courus pour les appliquer à l'exploitation du programme dans le but d'enrichir l'expérience pédagogique des élèves qui fréquentent les écoles provinciales ou sont associées à celles-ci.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied.

La réserve pour les chèques en circulation s'applique aux chèques émis par le gouvernement de l'Ontario qui n'avaient pas été encaissés au 31 mars 2020.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2020.

En vertu du Règlement 913 pris en application de la Loi sur les sûretés mobilières, 1 % des droits perçus en vertu de la Loi pour l'enregistrement des états est versé à la Caisse d'assurance des sûretés mobilières, laquelle est maintenue pour indemniser les personnes qui peuvent subir une perte ou des dommages à cause de renseignements incorrects dans un certificat.

## FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

### Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2020.

La *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») prévoit l'établissement de Fonds de réserve forestier. Ces fonds servent aux fins suivantes : 1) le paiement des frais de sylviculture pour une terre sur laquelle du bois de la Couronne est mort ou endommagé par suite d'un incendie ou par des causes naturelles; 2) le paiement des frais de sylviculture pour une terre assujettie à un permis, si le titulaire du permis devient insolvable; 3) le paiement de programmes d'aménagement intensif des peuplements et de lutte antiparasitaire relativement au bois de la Couronne.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds de reboisement. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, à gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour le reboisement sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

Le compte à des fins particulières pour le Centre d'information sur le patrimoine naturel a été établi en vertu de l'article 10 de la *Loi sur les parcs provinciaux* en 1992 pour conserver les contributions volontaires provenant de sources externes aux fins du CIPN. Les fonds sont grevés d'une affectation externe et servent à compenser les dépenses engagées aux fins du programme.

En vertu de la *Loi sur les mines* de l'Ontario, L.R.O. 1990, chap. M. 14 (article 145), le Fonds de réhabilitation des mines est un compte spécial établi en 1994, au sein du Trésor, aux fins de la gestion des rentrées d'argent provenant des sociétés minières à des fins de garantie financière pour appuyer les activités d'un plan de fermeture pour la réhabilitation d'un site ou pour un risque minier.

Coûts associés à la réduction de plus de 750 contrats de tarifs de rachat garantis et de gros contrats d'approvisionnement en énergie renouvelable qui n'avaient pas encore atteint les étapes contractuelles avancées. Le gouvernement a adopté une loi pour s'assurer que les coûts associés à la résiliation de ces contrats ne sont pas supportés par les contribuables d'électricité.

Le programme international d'immatriculation (IRP) est une entente nord-américaine qui facilite la perception et la distribution des droits d'immatriculation des véhicules utilitaires à tous les territoires qui en sont parties. Ces droits sont calculés en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains en sont membres. Le compte de passif de l'IRP représente les droits d'immatriculation perçus au nom des États-Unis et d'autres territoires de compétence du Canada et déposés dans un compte bancaire américain ouvert par le gouvernement de l'Ontario. Les revenus ainsi générés sont accumulés et distribués tous les mois aux territoires de compétences des États-Unis et du Canada qui sont membres de l'IRP.

Le compte du programme des routes dans les territoires non érigés en municipalité représente les fonds déposés dans le compte à des fins particulières (CFP) qui se compose d'encaissements provenant notamment des régies de routes locales et des conseils des corvées locales ou faits en vertu d'ententes d'entretien spéciales. Le CFP comprend également les contributions provinciales correspondantes ainsi que le financement reçu dans le cadre du programme fédéral de la taxe sur l'essence applicable aux travaux routiers que le ministère n'a pas encore effectués. Les conseils visés par le programme des routes dans les territoires non érigés en municipalité comprennent quelque 300 propriétaires de terrains situés dans des territoires non érigés en municipalité. Les travaux routiers à effectuer sont déterminés lors de la réunion annuelle entre les représentants des conseils et ceux du ministère, et peuvent comprendre les réparations d'urgence, les travaux d'entretien général et la modernisation des immobilisations. Les coûts engagés pendant l'exercice dans ce dernier cas sont considérés comme des retraits du compte à des fins particulières précité.

**FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin****Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020**

Le ministère administre le Programme de financement des transports en commun par la taxe sur l'essence. En 2004, la province a commencé à accorder une part des revenus provinciaux générés par la taxe sur l'essence correspondant à un cent le litre, montant qui est passé à 1,5 cent le litre en octobre 2005 et à 2 cents le litre en octobre 2006. Ce programme procure une source durable de financement à long terme qui permet aux municipalités de l'Ontario d'améliorer et d'accroître les transports en commun. Le financement de 2 cents le litre est devenu permanent lors de l'adoption de la Loi de 2013 réservant des fonds aux transports en commun par l'entremise du budget de l'Ontario de 2013. Un compte spécial, le « Fonds réservés aux transports en commun » a été créé et des fonds, déterminés à l'aide d'une formule énoncée dans la Loi, y sont déposés et ultérieurement versés aux bénéficiaires. En 2013-2014, le ministère a changé l'année du programme de la taxe sur l'essence pour qu'elle corresponde à l'exercice provincial. Pour 2019-2020, conformément à la loi, 368,5 millions de dollars ont été déposés dans le compte à fin déterminée. Au total, 111 municipalités desservant 148 collectivités de la province et représentant 92 % de la population totale de l'Ontario ont reçu du financement provenant de la taxe sur l'essence en 2019-2020.

Un examen de toutes les réclamations en cours dans le domaine de la construction est effectué chaque année pour déterminer le passif que le ministère devrait enregistrer pour tenir compte de la résolution éventuelle de la réclamation à l'avenir.

Un passif est établi pour tenir compte des coûts des expropriations immobilières qui ont fait des offres en vertu de l'article 25 aux propriétaires fonciers touchés par une expropriation.

Conformément à *la Loi sur la construction*, une retenue est une exigence que tous les propriétaires, entrepreneurs et sous-traitants retiennent 10% du coût des services ou des matériaux qu'ils fournissent pour un projet. Cela permet de s'assurer qu'il y a suffisamment d'argent pour satisfaire les réclamations de privilège qui pourraient survenir.

Dépôt de garantie fait par les promoteurs d'un événement (p. ex., combat de boxe, de kickboxing ou d'arts martiaux mixtes) pour fins de paiement du personnel officiel. Les fonds qui restent sont remis au promoteur après l'événement ou sont détenus dans un compte pour l'événement suivant. Les revenus gagnés sont inscrits au Trésor.

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le régime complémentaire des juges de paix, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

**PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO**

Au 31 mars 2020

**PRÊTS GARANTIS**

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2020	Références
		%	\$	
<b>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION / AFFAIRES RURALES</b>				
Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles .....	Permanent	Préférentiel	12 183 349	(1)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins d'engraissement .....	Permanent	Divers	23 112 968	(2)
			-----	
TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION / AFFAIRES RURALES .....			35 296 317	
			-----	
<b>MINISTÈRE DE FORMATION ET COLLÈGES ET UNIVERSITÉS</b>				
Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario:				
Catégorie C .....	Divers	Préférentiel + 1	7 000 000	
			-----	
TOTAL, MINISTÈRE DE FORMATION ET COLLÈGES ET UNIVERSITÉS..... 000				7 000
			-----	
<b>TOTAL DES PRÊTS GARANTIS .....</b>			<b>42 296 317</b>	
			=====	

**PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES  
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin**

Au 31 mars 2020

**AUTRE GARANTIES**

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2020	Références
		%	\$	
<b>MINISTÈRE DES FINANCES</b>				
Facilité de prêt offerte par la United Communities Credit Union à la Pelee Island Co-operative Association .....	2010	2,89	600 000	(3)
Garanties d'emprunt en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones..	2011-2012 à 2019-2020	Divers	164 774 774	(4)
TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES.....			165 374 774	
<b>TOTAL DES AUTRES GARANTIES .....</b>			<b>519 740</b>	
<b>TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL .....</b>			<b>208 190 562</b>	

**GARANTIES FINANCIÈRES – MINISTÈRE DES FINANCES :**

**Références :**

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 17 114 373 \$.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 24 199 386 \$.
3. La province a garanti le remboursement d'une facilité de prêt de 600 000 \$ que la United Communities Credit Union Limited a consentie à la Pelee Island Cooperative Association pour une période débutant le 11 mai 2010 et se terminant le 1er avril 2015 ou lorsque tous les emprunts auront été remboursés, selon l'éventualité qui surviendra en premier. La garantie devrait être prolongée en conséquence, jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2035 au plus tard. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, avec les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés.
4. Au 31 mars 2020, dans le cadre du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones, la province a accordé dix garanties d'emprunt, et un des emprunts accordés a été remboursé intégralement. La garantie n'est donc plus en vigueur. Le principal maximum total des prêts garantis est de 470 millions de dollars. Il est à noter que ce ne sont pas tous les montants des emprunts qui peuvent être retirés et qui seraient garantis s'il avaient été retirés. Les emprunts auxquels ces garanties s'appliquent arriveront à échéance entre 2026-2027 et 2049-2050, et les garanties respectives expireront. Jusqu'ici, on n'a pas eu recours à ces garanties.

**CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE****Au 31 mars 2020**

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Mallory, Richard, et autres c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : demande en dommages-intérêts pour arrestation, condamnation et incarcération injustifiées.
2. Magnotta Winery Corporation et al. c. la CAJO et al. : allégations que la politique « Made Policy » qui impose des restrictions sur la vente de produits alcooliques a été établie de façon inéquitable et exerce une discrimination à l'égard de l'entreprise du demandeur.
3. Quinte, Elaine, et al. c. Algoma Central Properties – Écroulement du centre commercial Algo d'Elliot Lake : Recours collectif découlant de l'écroulement du centre commercial Algo le 23 juin 2012.
4. Grann, Toni c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, MSSC (avant Papassay, Holly c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario) : demande en recours collectif pour dommages et blessures subis par des membres pendant leur placement en famille d'accueil par des sociétés d'aide à l'enfance de tout l'Ontario sous la direction du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse.
5. Johnson, Glenn et autres c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Ébauche de demande en recours collectif pour dommages-intérêts envisagée par un groupe de détenus du EMDC entre le 1er janvier 2010 et le 25 août 2013.
6. StandardBred Breeders of Ontario Association c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et l'OLG : rupture de contrat et assertion négligente et inexacte.
7. Kanani, Alykhan, et autres c. la compagnie d'assurances Economical, et autres : négligence à l'endroit de la supervision de l'avocat du demandeur dont les services ont été retenus pour qu'il agisse comme gardien.
8. Confinement solitaire - recours collectif en regard des établissements de justice pour la jeunesse de l'Ontario : l'avis allègue qu'il y a eu négligence et violation du devoir de fiduciaire de la part de l'Ontario dans l'exploitation et la gestion des établissements.
9. Templin, James c. Sa Majesté la Reine – Child and Parent Resource Institute : recours collectif relativement à la gestion et à l'exploitation du Child and Parent Resource Institute.
10. Dadzie, Godday, et al v SMRCO: avis de recours collectif intenté au nom de tous les immigrants détenus par l'ASFC.
11. Lapple c. SMR : recours collectif proposé : tous les prisonniers incarcérés ou détenus dans tous les établissements correctionnels de l'Ontario.
12. Recours collectif concernant des listes d'attente anormalement longues (Leroux, tutrice de Leroux, Briana) et portant sur la négligence, le manquement à l'obligation fiduciaire et la violation des droits garantis par la Charte.
13. MediaMix Interactive Inc. : Déclaration auprès de la Cour suprême de l'Ontario pour les dommages (y compris les intérêts) et les coûts découlant de l'infraction alléguée et de la résiliation illégale par le ministère des Richesses naturelles et des Forêts en octobre 2010 d'un contrat conclu en mai 2009 par le ministère et MMI pour des services de réservations et d'inscriptions clé en main.
14. Francis, Conrey c. SMRCO : avis de recours collectif proposé concernant le recours excessif systématique à l'isolement dans les établissements correctionnels.
15. Cirillo, Robin c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : recours collectif concernant les retards dans les audiences sur la libération sous caution : recours collectif possible pour les retards dans le système de libération sous caution.
16. MinotarHoldings Inc. : allègue une faute dans l'exercice d'une charge publique relativement à l'inclusion continue de 60 acres du bien-fonds du plaignant dans la secteur de la ceinture de verdure.

**CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE - Suite****Au 31 mars 2020**

17. Recours collectif proposé relativement au déraillement d'un train près de Gogama (Ontario).
18. Ontario First Nations Limited Partnership; Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) : cette affaire concerne une entente de partage des revenus entre OLG et l'Ontario.
19. Jones, Kiwayne c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, recours collectif proposé de 200 millions de dollars en dommages-intérêts pour manquement à une obligation, défaut de maintenir des politiques et des procédures pour protéger le statut d'immigrant des membres du groupe; défaut de conserver des dossiers de leur statut d'immigrant; et refus d'aider.
20. Keeping, Kirk (recours collectif au sujet d'écoles de formation) : responsabilité du fait d'autrui, négligence et manquement au devoir fiduciaire.
21. Warssama, Abdirahmaan pour contraventions à la Charte : séquestration, négligence et manquement au devoir fiduciaire.
22. 1668153 Ontario Inc. : Déclaration de réclamation en dommages-intérêts contre la Reine (MEACC) et un ingénieur de district du MEACC, entre autres. Selon la réclamation, le MEACC et le cité de Vaughan ont fait une déclaration inexacte et agit de mauvaise foi en retardant délibérément le projet de développement résidentiel des plaignants.
23. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
24. Première Nation des Missanabie Cree c. Ontario et Canada; les plaignants allèguent qu'ils n'étaient pas parties au traité 9 et que, partant, ils ont un titre ancestral non éteint. Par ailleurs, les plaignants soutiennent que s'ils sont parties au traité 9, ils doivent encore recevoir leurs droits fonciers issus des traités.
25. Six Nations of the Grand River; les plaignants demandent une comptabilisation concernant la gestion et la vente de terres par la Couronne qui leur avaient attribuées dans les années 1780 et 1790 et concernant les produits de la vente subséquente de portions de ces terres.
26. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
27. La Première Nation Begetikong Anishnabe (aussi connue sous le nom d'Ojibways de Pic River) et le chef Roy Michano, le conseiller Duncan Nichano et le conseiller Arthur H. Fisher. La Première Nation, le plaignant, prétend détenir un titre autochtone sur une large bande de terre sur la rive nord-est du lac Supérieur.
28. Première nation no 58 de Longlac. Les plaignants allèguent qu'ils possèdent un titre ancestral exclusif visant une partie de la rive du lac Supérieur.
29. Première nation de Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek (bande de Rocky Bay) : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
30. Première nation de Sand Point : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
31. Première nation Pic Moberg : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
32. Première Nation Pays Plat c. Canada et Ontario : revendication par laquelle les plaignants allèguent détenir le titre autochtone exclusif sur un secteur le long de la rive du lac Supérieur.
33. Les Premières Nations White Sand et Red Rock - Revendication liée à une rente. Les plaignants réclament une mesure de redressement déclaratoire pour une rente payable en vertu du Traité Robinson-Lac Supérieur de 1850 qui n'a pas été versée.
34. Première Nation Aundeck Omni Kaning et al. : revendication modifiée réclamant toujours la reconnaissance du titre autochtone sur les eaux entourant l'île Manitoulin. Litige en attente pendant que les parties tentent de trouver une solution négociée.
35. Première Nation de Northwest Angle (réserve no 33) : Demande concernant les dommages causés par les inondations et des dommages connexes et déclaration d'obligations fiduciaires aux demandeurs.



**CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE - Suite****Au 31 mars 2020**

36. Restoule et al. c. Canada et Ontario : Les demandeurs désirent obtenir une mesure de redressement déclaratoire reconnaissant une obligation de la Couronne, actuelle et antérieure, d'augmenter les annuités du traité [Robinson Huron de 1850] dans la mesure où la Couronne peut le faire à partir des revenus générés par les terres cédées, sans subir de perte. Ils désirent aussi obtenir une reddition de comptes et des dommages.
37. Grand Chef Coon Come, Mathew : avis d'action pour la reconnaissance du titre et des droits autochtones sur le territoire traditionnel.
38. Morrisseau, Catherine c. SMRCO et al. : demande de recours collectif proposée présentée pour le compte d'Autochtones dont les parents ont été confiés à la garde de familles d'accueil, de parents adoptifs ou de tuteurs non autochtones en vertu du programme visant à adopter des indiens et des métis.
39. Première Nation de Gull Bay c. Canada et Ontario : le demandeur allègue que les Crow n'ont pas arpenté la réserve à laquelle le demandeur a droit en vertu du traité Robinson Superior de 1850 au moment opportun, ce qui a résulté en une réserve plus petite que ce qui était convenu.
40. Kitigan Zibi Anishinabeg et al. c. procureur général du Canada, Commission de la capitale nationale et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : au nom de la Nation Algonquine Anishinabeg, les plaignants réclament un titre ancestral relativement à des terres situées à Ottawa, le long de la rivière des Outaouais, à l'extrémité ouest du centre-ville.
41. Ontario Principals' Council et Catholic Principals' Council of Ontario c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario (ministère de l'Éducation) : iniquité salariale discriminatoire (en fonction du sexe) remontant à 1997.
42. Bowman, Dana et al. c. Ontario, ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires : recours collectif proposé concernant l'annulation du Projet pilote portant sur le revenu de base réclamant dommages-intérêts, déclarations ou ordonnances de rectifier une violation anticipative de contrat, négligence et abus de pouvoir dans une charge publique.
43. Mieyette, Jeanette c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario, et al., et 14 dossiers connexes, recours collectif proposé contre la CSFO concernant l'application de la TVH sur les indemnités d'accident légales. Le recours vise à démontrer que l'application de la TVH se traduit par une baisse des prestations.
44. Niyonzima, Prosper. Une déclaration a été signifiée à l'Ontario à l'appui de dommages-intérêts de 75 millions de dollars réclamés pour enquête négligente, séquestration, poursuite malveillante et un certain nombre d'infractions à la Charte contre Sa Majesté la Reine.
45. Quantz c. Ontario, recours collectif proposé réclamant des dommages-intérêts pour négligence alléguée de la Couronne en lien avec la divulgation non autorisée de renseignements concernant des prestataires du POSPH.
46. Barker, et al. c. Barker, Ontario, auparavant appelée Egglestone et al. c. Sa Majesté la Reine de l'Ontario, 28 patients actuels et anciens patients du Centre de santé mentale de Penetanguishene alléguant une violation des droits de de la personne de base et manquement au devoir de diligence fiduciaire par l'Ontario et deux psychiatres.
47. Wright, Gregory c. Ontario. Recours collectif proposé en lien avec les conditions de détention au centre de détention Elgin-Middlesex, à savoir allégations de violence, surpopulation carcérale, confinements cellulaires et manque de traitements médicaux.
48. La compagnie de brassage Labatt Limitée et Molson Canada. Objet : contestation prévue des dispositions législatives liées au projet de loi 115.
49. Recours collectif proposé concernant le Paiement ontarien aux horticulteurs et aux éleveurs de bovins et de porcs.
50. Recours collectif proposé concernant le régime de retraite enregistré de Sears Canada Inc.
51. Ontario First Nations (2008) Limited Partnership (« OFNLP ») - Nouveaux systèmes de loteries, nouvel avis d'opposition concernant l'entente de partage des revenus de 2008 entre l'OFNLP (dont les commanditaires englobent presque toutes les Premières Nations de l'Ontario), OLG et l'Ontario.
52. Première Nation Animiigoo Zaagi'igan Anishinaabek c. Canada et Ontario. Le demandeur revendique des droits fonciers issus de traités en vertu du Traité Robinson-Supérieur alléguant que la communauté qu'il représente a adhéré au traité en 1850 en acceptant les rentes.
53. Première Nation Red Rock et Première Nation Whitesand First Nation c. Canada et Ontario : Les demandeurs revendiquent des droits fonciers issus de traités en vertu du Traité Robinson-Supérieur alléguant que les communautés qu'ils représentent ont adhéré au traité en 1850 en acceptant les rentes.

**CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE - Suite****Au 31 mars 2020**

54. Betty Wei et Lawrence Vanderklei c. Ontario, Brian Mills, Anatol Monid, et al. : Les demandeurs ont entamé un recours collectif proposé en dommages-intérêts pour des torts subis en raison de la réglementation, par la Commission des services financiers de l'Ontario, d'entités engagées dans la commercialisation et la vente de placements hypothécaires consortiaux relatifs à un projet de développement résidentiel à Kingston.
55. Banfi, Erwin c. Ontario, ville d'Oakville, et al., 14 août 2020 – On a signifié à l'Ontario une déclaration réclamant des dommages-intérêts de 900 millions de dollars au nom de quiconque possède (ou possédait entre le 23 juin 2018 et aujourd'hui) une propriété à Oakville pour les pertes ou les dommages éventuels subis à la suite d'un événement météorologique répondant à une des normes de gestion des zones susceptibles d'être inondées, dont le secteur entouré en gros par Burloak Drive, le lac Ontario, le boulevard Winston Churchill et la rue Dundas (la "plaine inondable réglementaire"). Le 11 septembre 2019, l'Ontario a reçu un avis de recours collectif proposé au nom des résidents d'Oakville, en vertu de la Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances l'intéressant, demandant des dommages-intérêts en lien avec les approbations d'aménagement et le risque accru d'inondation, qui affectent le bassin hydrographique et causent des dommages aux propriétés ou la perte de celles-ci.
56. SFF Solar Ltd., Sunshine Solar 2016 Inc., et al. c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : Avis de créance au nom de 16 entreprises ayant conclu 3, 4 et 5 contrats avec la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) dans le cadre du Programme de tarifs de rachat garantis entre 2016 et 2018. Les demandeurs éventuels allèguent que la SIERE a reçu des directives du nouveau gouvernement conservateur avant le 29 juin 2018 exigeant que soit retardée la délivrance des ordres de démarrage des travaux (c.-à-d. approbation de la phase de construction des projets d'énergie solaire ou éolienne) ou que soient différées ces décisions.
57. Chandra, Adrian c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Le 28 juillet 2020, on a signifié à l'Ontario une déclaration visant un nouveau recours collectif proposé. La poursuite est fondée sur la négligence systémique et la violation des articles 7 et 12 de la Charte relativement à des détenus qui, entre le 18 septembre 2018 et aujourd'hui, (i) ont été placés en isolement, quelle qu'en fût la durée, et à l'égard desquels un diagnostic de maladie mentale grave a été posé avant ou pendant leur incarcération; (ii) ont été placés en isolement administratif pendant 15 jours consécutifs ou plus.
58. Avis de recours collectif concernant les éclosions de COVID-19 dans les établissements de soins de longue durée : L'avis allègue la négligence, le manquement à l'obligation fiduciaire et la violation de la Charte des droits et libertés concernant le fonctionnement et la gestion des foyers à partir du 31 décembre 2019.
59. Première Nation indépendante Iskatewizaagegan No. 39 c. la cité de Winnipeg et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Le demandeur réclame une indemnité de Winnipeg en lien avec un décret de l'Ontario daté de 1913 autorisant Winnipeg à accéder au lac Shoal, où les réserves du demandeur sont situées, et à en détourner les eaux. Le demandeur réclame également des dommages-intérêts de l'Ontario pour violation de devoir judiciaire.
60. Robertson et al. c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Le 15 juillet 2020, on a signifié à l'Ontario un avis de recours collectif concernant des éclosions de COVID-19 dans des établissements de soins de longue durée conformément à la Loi de 1992 sur les recours collectifs.
61. Ruben Stolove, et al. c. le Centre de santé mentale Waypoint de l'Ontario. Le 22 juillet 2020, on a signifié à l'Ontario un avis de demande en dommages-intérêts, conformément à la Loi de 2019 sur la responsabilité de la Couronne et les instances l'intéressant, indiquant qu'un recours collectif pourrait être fait au nom de tous les patients involontaires du Centre Waypoint concernant les abus allégués qu'ils auraient subis de 2000 à aujourd'hui.
62. Fareau et al. c. Bell Canada et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario. Recours collectif proposé concernant le système de gestion des téléphones destinés aux délinquants. Les demandeurs proposés allèguent qu'une entente conclue en 2013 entre Bell Canada et Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario prévoit une commission illégale pour les appels à frais virés, ce qui génère pour l'Ontario des revenus importants auxquels il n'a pas droit.

**CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE - Fin****Au 31 mars 2020**

63. Plaintes déposées devant la Commission des relations de travail de l'Ontario selon lesquelles le ministre de l'Éducation (et un fonctionnaire nommé) auraient eu recours à des pratiques déloyales lors des négociations concernant les paiements visant à indemniser les personnes lésées par la Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves.
64. Requête déposée par Access Copyright à la Commission du droit d'auteur Canada pour déterminer le taux tarifaire concernant une licence autorisant la reproduction de documents pédagogiques. La requête porte sur les années 2016 à 2019. Le Consortium du droit d'auteur s'est opposé au taux proposé par Access Copyright.
65. La société Sifto Canada c. le ministre des Finances. Multiples appels fiscaux déposés par le même contribuable pour plusieurs années d'imposition. Le litige principal porte sur la méthodologie que Sifto doit utiliser pour comptabiliser ses « bénéfiques » aux fins de la Loi.
66. Glencore Canada Corporation c. le ministre des Finances. Multiples appels fiscaux déposés par le même contribuable pour plusieurs années d'imposition.
67. Bemco Confectionary and Sales Ltd., Colabor Management Inc. et al c. ministre des Finances. L'imposition qui fait l'objet de l'appel a trait à la vente de cigares et d'autres produits du tabac qui remontent aussi loin qu'avril 2010.
68. Service Employees International Union, section locale 1 Canada, et l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario c. maisons de soins infirmiers participantes. L'Ontario est un intervenant relativement à une question constitutionnelle.
69. Tennant Energy LLC. c. gouvernement du Canada. Tennant Energy LLC. allègue que les mesures prises par le gouvernement de l'Ontario en lien avec le Programme de tarifs de rachat garantis et l'Entente d'investissement dans l'énergie violent les droits que lui confère le chapitre 11 de l'ALENA.
70. Windstream Energy LLC c. gouvernement du Canada. Windstream Energy LLC allègue que les mesures que le gouvernement de l'Ontario a prises en lien avec le Programme de tarifs de rachat garantis et, plus précisément, celles visant à retarder le développement du projet d'énergie éolienne en mer, et l'annulation subséquente du contrat de Windstream violent les droits de Windstream prévus dans l'ALENA, chapitre 11.
71. Requête déposée par Access Copyright à la Commission du droit d'auteur Canada pour déterminer le taux tarifaire concernant une licence autorisant la reproduction de documents pédagogiques. La requête porte sur les années 2020 à 2022. Le Consortium du droit d'auteur s'est opposé au taux proposé par Access Copyright.
72. Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario, Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario, Ontario English Catholic Teachers' Association, Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens. Les fédérations et associations ont déposé des appels à la CRTO demandant des ordonnances concernant la santé et la sécurité dans les écoles publiques, notamment pour limiter le nombre d'élèves par classe à 15-20 et les cohortes d'élèves à 50, établir des normes pour la ventilation dans les écoles, et accroître les normes de transport et les passer régulièrement en revue.
73. Margaret Hierlihy et John Doe (recours collectif). Déclaration signifiée le 6 février 2013 par Merchant Law Group demandant plus de 75 millions de dollars en dommages-intérêts en lien avec l'atteinte à la vie privée survenue en avril 2012.

**PERTES RADIÉES DES COMPTES**  
(En vertu de la Loi sur l'administration financière)  
Pour l'exercice clos le 31 mars 2020

**PERTES RADIÉES DES COMPTES**  
(en vertu de la *Loi sur l'administration financière*)  
pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2020

	\$
AGRICULTURE, ALIMENTATION ET AFFAIRES RURALES	3 480 925,13
PROCUREUR GÉNÉRAL	22 913 285,55
SERVICES À L'ENFANCE ET SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES	19 805 279,22
ÉDUCATION	70,609.49
ENERGIE, DÉVELOPPEMENT DU NORD ET MINES	169,28
FINANCES	55 278 822,92
SERVICES GOUVERNEMENTAUX ET SERVICES AUX CONSOMMATEURS	3 308 875,40
SANTÉ ET SOINS DE LONGUE DURÉE	322 999,94
TRAVAIL	1 057,79
RICHESSSES NATURELLES ET FORÊTS	981 789,02
SERVICES AUX AÎNÉS ET ACCESSIBILITÉ	5 112,52
SOLLICITEUR GÉNÉRAL	120 657,34
TOURISME, CULTURE ET SPORT	564 146,74
FORMATION ET COLLÈGES ET UNIVERSITÉS	49 523 462,54
TRANSPORTS	4 421 024,24
<b>TOTAL</b>	<b>160 798 217,12</b>

**REMISES DE REVENUS**

Le ministère des Finances n'a pas de remise pour déclarer plus de 1 000 \$ pour l'exercice 2019-2020.



Vous pouvez accéder au document en ligne à [Ontario.ca/comptespublics](https://ontario.ca/comptespublics)

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2020 | ISSN 0833-1189 (Imprimé) | ISSN 1913-5564 (En ligne)